Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 19 décembre 2023
N° 2023.12.19_2.

Point 2 – Approbation du projet de procès-verbal de la séance du 21 novembre 2023

Vu le code de l'éducation ;
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc adoptés par le conseil d'administration le 8 juillet 2014, modifiés ;
Vu le règlement intérieur de l'université Savoie Mont Blanc adopté par le conseil d'administration le 8 juillet 2014, modifié ;

► ***Le conseil d'administration approuve le projet de procès-verbal de la séance du 21 novembre 2023.***

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*35*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*19*
Quorum :	*18*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*15*	*Abstention :*	*0*
Membres représentés :	*4*	*Pour :*	*19*
Nombre de votants :	*19*		

Fait à Chambéry, le 21 décembre 2023

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

PHILIPPE GALEZ ID
Signature numérique de PHILIPPE GALEZ ID
Date : 2023.12.21 19:36:57 +01'00'

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	22/12/2023
	Transmise au recteur de région académique le :	22/12/2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 19 décembre 2023
N° 2023.12.19_3.1.

Point 3 – Affaires financières

3.1 - Budget rectificatif n°2-2023

Vu le code l'éducation, notamment ses articles L711-1 et suivants ;
Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment les articles 175, 176 et 177 ;
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc approuvés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés ;

► ***Le conseil d'administration vote les autorisations budgétaires suivantes :***

- 1 121,78 ETPT sous plafond État et 233,12 ETPT sous plafond établissement
- 156 675 281 € d'autorisations d'engagement dont :
  - Personnel : 106 158 043 €
  - Fonctionnement : 23 386 368 €
  - Investissement : 27 130 870 €
- 140 176 143 € de crédits de paiement dont :
  - Personnel : 106 158 043 €
  - Fonctionnement : 23 387 980 €
  - Investissement 10 630 120 €
- 133 243 210 € de prévisions de recettes
- - 6 932 933 € de solde budgétaire (déficit)

► ***Le conseil d'administration vote les prévisions budgétaires suivantes :***

- - 7 380 814 € de variation de trésorerie
- - 2 667 899 € de résultat patrimonial
- - 884 299 € de capacité d'autofinancement
- - 5 681 304 € de variation de fonds de roulement (prélèvement)

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale sont annexés à la présente délibération.

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*35*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*20*
Quorum :	*18*	*Contre :*	*1*
Membres présents :	*18*	*Abstention :*	*0*
Membres représentés :	*2*	*Pour :*	*19*
Nombre de votants :	*20*		

Fait à Chambéry, le 21 décembre 2023

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

PHILIPPE GALEZ ID

Signature numérique de PHILIPPE GALEZ ID
Date : 2023.12.21 19:37:22 +01'00'

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	22/12/2023
	Transmise au recteur de région académique le :	22/12/2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

BUDGET RECTIFICATIF N°2

Exercice 2023

Conseil d'Administration du 19 décembre 2023

Table des matières

1 Le budget rectificatif en recettes 3
1.1 Les recettes globalisées 3
1.2 Les recettes fléchées 6
2 Le budget rectificatif en AE/CP 7
2.1 Les dépenses de masse salariale 7
2.2 Les dépenses de fonctionnement 8
2.3 Les dépenses d'investissement 9
3 Le budget rectificatif en droits constatés 10
3.1 Le compte de résultat prévisionnel 10
3.2 La capacité d'autofinancement 11
3.3 La situation patrimoniale 12
4 Les indicateurs 12
4.1 Le fonds de roulement 12
4.2 L'équilibre budgétaire et la trésorerie 12
4.3 Les restes à payer 13

Dans le cadre d'un pilotage budgétaire pluriannuel, le décret de 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) recommande de procéder en fin d'exercice à une déprogrammation des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) non utilisés. Ceux-ci pourront éventuellement être rouverts par des budgets ultérieurs.

Le budget rectificatif n°2 (BR2) 2023 s'inscrit dans cette procédure consistant principalement à réduire les crédits ouverts en recettes et en dépenses au budget 2023 sur les opérations pluriannuelles. Il permet également d'ajuster l'ensemble du budget de l'année afin d'approcher au plus près ce que pourra être la situation financière de fin d'exercice de l'établissement. Il est rappelé qu'en dehors des opérations qui sont pluriannuelles par nature, les crédits ne sont pas reportables.

En comptabilité budgétaire, le solde budgétaire (fonctionnement+ investissement) après BR2 s'établit **à – 6 932 933 €.** En termes d'investissement, 3 009 411 € sont déprogrammés en crédits de paiement, et 2 040 606 € en recettes.

En droits constatés et en fonctionnement, ce budget rectificatif déprogramme ainsi 2 395 833 € de charges et 1 302 518 € de produits. Le résultat après BR2 reste déficitaire à **- 2 667 899 €**.

S'agissant de l**'investissemen**t, 3 009 411 € sont déprogrammés en dépenses et 2 040 606 € en recettes.

Le fonds de roulement évolue à la hausse de 2 062 120 € par rapport à son niveau après BR1 et sa variation prévisionnelle, qui était déjà négative après le vote du BR1 en juin 2023, s'établit à **- 5 681 304 € après BR2**, ce qui reste encore un prélèvement important. Le fonds de roulement prévisionnel au 31 décembre 2023 s'élèverait à **10 021 575 €** soit **28 jours** de dépenses décaissables. La trésorerie prévisionnelle de fin d'exercice s'élèverait à 18 339 054 € soit **51 jours** de dépenses décaissables.

1 Le budget rectificatif en recettes

1.1 Les recettes globalisées

Les recettes globalisées (soit les recettes non fléchées) de l'établissement (tableau 2, ci-dessous) sont réduites par déprogrammation de 2 076 530 €. Les financements publics sont revus à la baisse à l'exception de la subvention pour charges de service public (SCSP) versée par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR) qui est prévue en hausse de 1 029 815 €. Le détail de la SCSP est l'objet du tableau 1. Les cellules surlignées correspondent à des crédits pour lesquels les notifications sont encore en attente.

Le BR2 prend ainsi en compte les crédits supplémentaires alloués dans le cadre de la notification intermédiaire de SCSP reçue en juillet 2023. Conformément à la directive de la Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP) du MESR du 6 novembre 2023, des reliquats de crédits seront destinés à financer une partie du surcoût de l'énergie dans le cadre du budget 2023. Un financement complémentaire est donc possible. Si tel est le cas, il sera constaté au compte financier de l'exercice 2023.

Tableau 1 : L'évolution de la SCSP

	Pré Notification 2023	1ère notification 2023	2ème notification 2023	BI 2023	Inscrit au BR1 2023	Inscrit au BR2 2023
MASSE SALARIALE	**90 923 944 €**	**91 140 381 €**	**91 854 959 €**	**90 983 944 €**	**156 437 €**	**1 028 360 €**
Masse salariale	85 521 252 €	86 061 933 €	86 061 933 €	85 521 252 €	540 681 €	- €
DSG2 2022	500 000 €	500 000 €	500 000 €	500 000 €	- €	- €
DSG 1 STAPS	180 000 €			180 000 €	- 180 000 €	- €
Hausse du point d'indice	2 712 971 €	2 712 971 €	2 712 971 €	2 712 971 €	- €	***313 782 €***
Création postes plan étudiants année pleine 2021					- €	- €
Loi ORE "OUI SI" année pleine 2021					- €	- €
Révision IFSE infirmiers	263 €			263 €	- 263 €	- €
Réforme études de santé : effectifs étudiants	17 955 €			17 955 €	- 17 955 €	- €
PPCR 2022	24 582 €			24 582 €	- 24 582 €	- €
Revalorisation indemnitaire 2022 personnels filière administrative	119 855 €			119 855 €	- 119 855 €	- €
Revalorisation indemnitaire 2022 taux de promotion des personnels administratifs	7 091 €			7 091 €	- 7 091 €	- €
Revalorisation indiciaire des personnels administratifs cat C	112 639 €			112 639 €	- 112 639 €	- €
Contrats doctoraux ENS X ajustement de l'impact hausse point indice juillet 2022		- 5 006 €	- 5 006 €		- 5 006 €	- €
LPR 2022 Repyramidage2021 et 2022 enseignants chercheurs et second degré	45 633 €			45 633 €	- 45 633 €	- €
LPR 2021 refonte indemnitaire BIATSS	32 091 €	32 091 €	32 091 €	32 091 €	- €	- €
LPR 2021 reclassement enseignants chercheurs et mesures "deux fois SMIC"	32 663 €			32 663 €	- 32 663 €	- €
LPR 2021 revalorisation contrats doctoraux (année pleine)	26 344 €	26 344 €	26 344 €	26 344 €	- €	- €
LPR 2022 reclassement enseignants chercheurs et mesure deux SMIC					- €	- €
LPR 2022 refonte indemnitaire enseignants chercheurs et enseignants sd degré	443 419 €	443 419 €	443 419 €	443 419 €	- €	- €
LPR 2022 chaire des professeurs juniors	110 001 €	110 001 €	110 001 €	110 001 €	- €	- €
Complément protection sociale santé	126 382 €	126 382 €	126 382 €	126 382 €	- €	- €
LPR 2022 revalorisation contrats doctoraux (tiers d'année)					- €	- €
LPR 2022 création contrats doctoraux (tiers d'année)	21 298 €	21 298 €	21 298 €	21 298 €	- €	- €
LPR 2022 : repyramidage IRTF	16 724 €	39 083 €	24 440 €	16 724 €	22 359 €	- 14 643 €
LPR 2023 classement des jeunes chercheurs	3 990 €	3 990 €	3 990 €	3 990 €	- €	- €
LPR 2023 refonte indemnitaire enseignants chercheurs et enseignants sd degré	454 244 €	454 244 €	454 244 €	454 244 €	- €	- €
LPR 2023 repyramidage enseignants chercheurs et second degré	23 160 €	23 160 €	23 160 €	23 160 €	- €	- €
LPR 2023 création contrats doctoraux (tiers d'année)		11 022 €	11 022 €		11 022 €	- €
LPR 2023 revalorisation contrats doctoraux (cohorte 2020 et 2021)		60 382 €	60 382 €		60 382 €	- €
LPR 2023 chaire des professeurs juniors			19 221 €			19 221 €
Réforme des services de santé		55 680 €	55 680 €		55 680 €	- €
Plan Tourisme 2022					- €	- €
Action spécifique : Plan Tourisme	313 080 €	313 080 €	313 080 €	313 080 €	- €	- €
Actions spécifiques : LPR 2021 : trajectoire emplois créations d'emplois					- €	- €
Actions spécifiques : LPR 2022 reclassement des jeunes chercheurs					- €	- €
Actions spécifiques :CRCT HORS SHS	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	- €	- €
Actions spécifiques :CRCT SHS	15 000 €	15 000 €	10 000 €	15 000 €	- €	- 5 000 €
Actions spécifiques Dialogue de performance 2023			700 000 €		- €	700 000 €
Actions spécifiques : PPPE rentrée 2022 (en tiers d'année)	30 000 €	42 000 €	57 000 €	30 000 €	12 000 €	15 000 €
Action spécifique : compensation emploi IGE		60 000 €	60 000 €	60 000 €	- €	- €
Action spécifique : soutien d'actions de transformation structurelle					- €	- €
Actions spécifiques : IUF	28 307 €	28 307 €	28 307 €	28 307 €	- €	- €
FONCTIONNEMENT	**8 573 594 €**	**8 697 658 €**	**8 705 328 €**	**8 654 594 €**	**104 064 €**	**1 455 €**
Fonctionnement	7 239 782 €	7 239 782 €	7 239 782 €	7 239 782 €	- €	- €
Contrat de vie étudiante (culture, santé, sport)	180 146 €	180 146 €	180 146 €	180 146 €	- €	- €
Abes	- 83 633 €	- 83 633 €	- 83 633 €	- 83 633 €	- €	- €
Compensation boursiers	886 899 €	945 963 €	930 322 €	886 899 €	59 064 €	- 15 641 €
FFSU Heures de district			8 100 €			8 100 €
LPR 2023 : aide au démarrage moyens aux laboratoires	111 600 €	111 600 €	33 000 €	111 600 €	- €	- 78 600 €
LPR 2023 : aide au démarrage moyens aux laboratoires					- €	- €
LPR 2023 : moyens aux laboratoires			22 777 €		- €	22 777 €
Action spécifique : Plan tourisme	170 220 €	170 220 €	170 220 €	170 220 €	- €	- €
Action spécifique : Plan bibliothèques ouvertes	27 330 €	27 330 €	27 330 €	27 330 €	- €	- €
Action spécifique : AMI émergences projet Acc'INNOV					- €	- €
Action spécifique : Aides spécifiques aux étudiants handicapés		80 000 €	127 000 €	55 000 €	25 000 €	47 000 €
Action spécifique : Chèque psy crise sanitaire					***35 000 €***	
Action spécifique : Loi ORE Plan investissement					- €	- €
Action spécifique : IUF crédits scientifiques	41 250 €	26 250 €	41 250 €	41 250 €	- 15 000 €	15 000 €
Action spécifique :Aide au démarrage pour laboratoires					- €	- €
Action spécifique : Enquête Insertion doctorants					- €	- €
Action spécifique : Indemnités CNU			6 215 €	***12 000 €***	- €	
Action spécifique : Indemnités CNU-frais de déplacement				***14 000 €***	- €	
Action spécifique : Concours ITRF			2 819 €		- €	2 819 €
Plan de relance : PNRR Services numériques aux étudiants (SERVET)					- €	- €
Opérations immobilières	**320 000 €**	**320 000 €**	**320 000 €**	**320 000 €**	**- €**	**- €**
Accessibilité	80 000 €	80 000 €	80 000 €	80 000 €	- €	- €
Dotation sûreté					- €	- €
Mise en sécurité	240 000 €	240 000 €	240 000 €	240 000 €	- €	- €
TOTAL	**99 817 538 €**	**100 158 039 €**	**100 880 287 €**	**99 958 538 €**	**260 501 €**	**1 029 815 €**

La différence entre le BR1 et le BI de l'exercice prenait en compte les éléments de la première notification 2023, soit + 260 501 €, auxquels s'ajoutaient des éléments en attente de notification inscrits dès le BI. De la même façon, les + 1 029 815 € inscrits au BR2 prennent en compte les éléments de la 2ème notification, tout en maintenant les éléments en attente de notification réduits de 6 215 € au titre des indemnités CNU valorisés dans cette 2ème notification. Ainsi, la différence entre la dernière notification reçue (100 880 287€) et la recette inscrite au BR2 (101 248 854 €), soit 368 567 €, se détaille comme suit :

- En attente de notification :
  - Compensation des mesures salariales 2023 (point d'indice et revalorisation indiciaire) : 313 782 €
  - Financement des consultations psychologue : 35 000 €
  - Complément indemnités CNU : 19 785 €

La déprogrammation en recettes, nette de la hausse de la SCSP, représente une baisse de 1,62 % du budget global du BI 2023 contre 0,77 % en 2022.

Cette variation se justifie principalement par une diminution des recettes publiques : subvention UE ERASMUS 2022-2023 (**- 396 340 €**) et subventions grands projets/laboratoires (**- 304 569 €**), ajustement de prévision de recettes sur les contrats de recherche (**- 1 869 603 €**), diminution de la recette ADEME sur la chaufferie du Bourget-du-Lac (**- 305 000 €**)**.** S'y ajoute une déprogrammation des crédits de portage non consommés et de ressources propres (**- 230 833 €**).

Tableau 2 : Les recettes nouvelles

	CF 2021	CF 2022	BI 2023	BR1 2023	BR2 2023	Après BR2 2023	Variation BR2 2023/BI 2023
Subvention pour charges de service public	96 344 846,00 €	97 903 588 €	99 958 538 €	260 501 €	1 029 815 €	101 248 854 €	1,03%
Autres financements de l'Etat	1 028 467,00 €	2 126 641 €	182 084 €	276 180 €		458 264 €	0,00%
Fiscalité affectée	930 626,15 €	641 405 €	907 288 €			907 288 €	0,00%
Autres financements publics	7 524 475,97 €	9 952 795 €	11 912 701 €	3 057 228 €	- 2 875 512 €	12 094 417 €	-24,14%
Recettes propres	14 071 801,33 €	14 220 061 €	15 013 604 €	711 576 €	- 230 833 €	15 494 347 €	-1,54%
Recettes globalisées	**119 900 216,45 €**	**124 844 490 €**	**127 974 215 €**	**4 305 485 €**	**- 2 076 530 €**	**130 203 170 €**	**-1,62%**

Ainsi, les autres financements publics et ressources propres varient au global de **- 3 106 345 €,** en fonctionnement et en investissement. Les principaux montants modifiés concernent :

TOTAL ANR Investissement d'avenir : **- 1 489 495 €,** dont :

- ANR Investissement d'avenir (CPJ ISOLAC) : **- 123 505 €**
- ANR Investissement d'avenir (PSPC RAILMON) : **- 29 014 €**
- ANR Investissement d'avenir (COSMO ART) : **- 26 194 €**
- ANR Investissement d'avenir (UNITA) : **- 94 545 €**
- ANR Investissement d'avenir (SOLAR) : **- 130 604 €**
- ANR Investissement d'avenir (PIA4 Accélération) : **- 288 099 €**
- ANR Investissement d'avenir (PIA4 Avenir's) : **- 98 858 €**
- ANR Investissement d'avenir (SHINE) : **- 209 816 €**
- ANR Investissement d'avenir (NCU @SPIRE) : **- 42 900 €**
- ANR Investissement d'avenir (CPJ LAPP Physique) : **- 116 228 €**
- ANR Investissement d'avenir (CMQ) : **- 80 138 €**

TOTAL ANR hors Investissement d'avenir : **- 380 108 €,** dont :

- ANR hors Investissement d'avenir (LEPMI DELICAT.) : **- 101 627 €**
- Crédits de portage : **- 100 000 €**

TOTAL Autres financement publics et ressources propres (hors SCSP) : **- 1 236 742 €,** dont :

- Recettes ERASMUS (MIC et MES) : **- 396 340 €**
- Crédits de portage non consommés DRI : **- 198 305 €**
- Subv. ADEME pour la chaufferie bois du Bourget-du-Lac : **- 305 000 €**
- Subventions RE-UNITA : **- 59 415 €**

Cette variation à laquelle s'ajoute le complément de SCSP (+ 1 029 815 €) explique donc la baisse globale des recettes non fléchées de **– 2 076 530 €.**

1.2 Les recettes fléchées

Tableau 3 : La variation des recettes fléchées

	CF 2021	CF 2022	BI 2023	BR1 2023	BR2 2023	Après BR2 2023	Variation BR2 2023/BI 2023
Financements de l'Etat fléchés	85 050 €	274 193 €	150 000 €	150 000 €		300 000 €	0,00%
Autres financements publics fléchés	1 371 232 €	199 784 €	4 156 634 €	- 150 000 €	- 1 266 594 €	2 740 040 €	-30,47%
Recettes fléchées	**1 456 282 €**	**473 977 €**	**4 306 634 €**	**- €**	**- 1 266 594 €**	**3 040 040 €**	**-29,41%**

Ces recettes sont revues à la **baisse à hauteur de 1 266 594 €.** Cette réduction concerne pour l'essentiel la prévision de subvention Région pour l'Accueil de site d'Annecy pour **- 1 100 000 €**, la rénovation de l'IUT d'Annecy pour **- 250 000 €**, compensés pour partie par **+ 170 000 €** pour la rénovation de la bibliothèque universitaire de Jacob-Bellecombette.

2 Le budget rectificatif en AE/CP

Les dépenses en autorisation d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP) se décomposent en dépenses de masse salariale, dépenses de fonctionnement et dépenses d'investissement.

2.1 Les dépenses de masse salariale

La prévision de masse salariale a été ajustée pour prendre en compte un certain nombre de mesures gouvernementales mais également pour ajuster des ouvertures de crédits adossées à des ressources propres.

Tableau 4 : L'évolution des dépenses de masse salariale 2023

	CF 2022			BI 2023		
	PF1	PF2	Total	PF1	PF2	Total
MS gérée centralement	82 982 073 €	2 324 623 €	85 306 695 €	85 222 949 €	1 998 577 €	87 221 526 €
MS sur composantes et services		6 926 240 €	6 926 240 €		9 417 056 €	9 417 056 €
Heures complémentaires	5 686 361 €	2 543 621 €	8 229 982 €	5 568 064 €	3 260 470 €	8 828 534 €
Total	**88 668 433 €**	**11 794 484 €**	**100 462 917 €**	**90 791 013 €**	**14 676 103 €**	**105 467 116 €**

	BR1 2023			BR2 2023			Après BR2 2023		
	PF1	PF2	Total	PF1	PF2	Total	PF1	PF2	Total
MS gérée centralement	600 000 €	330 000 €	930 000 €	400 000 €		400 000 €	86 222 949 €	2 328 577 €	88 551 526 €
MS sur composantes et services		727 650 €	727 650 €		- 1 390 493 €	- 1 390 493 €	- €	8 754 213 €	8 754 213 €
Heures complémentaires	282 341 €	- 258 571 €	23 770 €			- €	5 850 405 €	3 001 899 €	8 852 304 €
Total	**882 341 €**	**799 079 €**	**1 681 420 €**			- €	**92 073 354 €**	**14 084 689 €**	**106 158 043 €**

En net, la variation de masse salariale est de **- 990 493 €**, avec des éléments différents selon le plafond considéré. En effet, la baisse est induite par une déprogrammation sur les contrats de projets/recherche à due concurrence de recettes équivalentes. Sur la masse salariale non financée sur ressources propres, l'augmentation est de + 1 241 579 €, compensés prévisionnellement pour 313 782 € sur le plafond 1, comme indiqué plus bas.

Cette variation de masse salariale impacte aussi bien les prévisions de dépenses imputées sur le plafond État (plafond 1) que sur ressources propres (plafond 2). Le tableau des emplois est modifié avec une prévision sur le **plafond 1** qui passe de 1 122,47 équivalents temps plein travaillés (ETPT) à 1 121,78 ETPT soit une **baisse de 0,69 ETPT** et sur le **plafond 2**, qui passe de 242,01 ETPT à 233,12 ETPT soit une **baisse de 8,89 ETPT.**

La variation entre le BR1 et le BR2 en ETPT pour le **plafond 1** s'explique de la façon suivante :

- Titulaires ENS : -9,73 (concours infructueux, mutations, retraites)
- Titulaires BIATSS : -7,50 (concours infructueux, mutations, retraites)
- Non titulaires ENS : 5,61 (chaires de professeurs juniors)
- ATER et doctorants contractuels : - 0,98 (recrutements ATER)
- Non titulaires BIATSS CDD : 9,50 (recrutements sur postes titulaires)
- Non titulaires BIATSS CDI : 2,41

La variation entre le BR1 et le BR2 en ETPT pour le **plafond 2** s'explique de la façon suivante :

- Non titulaires ENS CDD : -1,06
- Non titulaires BIATSS : -10,67 (CDD sur projets prévus mais non recrutés en 2023)
- Non titulaires BIATSS CDI : 3,17
- Doctorants : - 0,33

Les hausses de masse salariale sur plafond 1 se décomposent comme suit :

- Hausse du point d'indice : 594 794 € (auxquels il faudrait ajouter 18 162 € pour la Présidence)
- Majoration de 1 à 9 points d'indice majoré pour agents de catégorie B et C : 32 770 €
- Prime exceptionnelle pouvoir d'achat : 348 341 €
- Augmentation du taux de remboursement transport de 50 à 75 % : 9 713 €
- Baisse de la cotisation transport : - 39 000 €
- Hausse du SMIC de +2,22% en mai 2023 : 55 440 €
- Hausse de la GIPA : 100 000 € (estimation)

Cela représente une hausse de 1 102 058 € pour le plafond 1.

Celle-ci est financée **partiellement** par une compensation de l'Etat pour la moitié du plafond 1 sur les deux premières mesures, soit 313 782 €, en anticipation de notification comme indiqué précédemment.
Un complément de masse salariale est inscrit sur le plafond 1 à hauteur de 400 000 €, financés pour partie par une baisse complète de la réserve pour crédits de portage (- 200 000 €, qui apparaissent dans la colonne plafond 2 du tableau 4).

Sur le plafond 2, la baisse de **1 190 493 €,** qui est à relier avec la baisse des recettes à due concurrence, se décompose ainsi :

- Contrats de recherche : **- 538 319 €**
- Projet Accélération : **- 198 816 €**
- Projet UNITA PIA : **- 34 545 €**
- Projet UNITA Erasmus : **- 28 323 €**
- Projet RE UNITA : **- 39 915 €**
- Projet SHINE : **- 198 099 €**
- Autres projets : **- 152 476 €**

2.2 Les dépenses de fonctionnement

Tableau 5 : L'évolution des dépenses de fonctionnement (AE et CP)

	CF 2022	BI 2023	BR1 2023	BR2 2023	Après BR2 2023	Variation BR2 2023/BI 2023
AE	18 663 409 €	23 676 937 €	1 188 771 €	- 1 479 340 €	23 386 368 €	-6,25%
CP	16 360 292 €	23 651 549 €	1 141 771 €	- 1 405 340 €	23 387 980 €	-5,94%
Ecart	**2 303 117 €**	**25 388 €**	**47 000 €**	**- 74 000 €**	**- 1 612 €**	

Les AE et les CP diminuent respectivement de **1 479 340 €** et de **1 405 340 €** (-6,25 % par rapport au BI 2023 pour les AE et de -5,94 % par rapport au BI 2023 pour les CP). Il s'agit d'ajustements :

- sur des contrats de recherche : **- 115 604 €** (AE/CP)
- sur les grands projets (NCU, CMQ, UNITA, etc.) : **- 473 024 €** (AE/CP)
- sur les projets DSG2 non obtenus : **- 62 067 €** (AE/CP)
- sur les dépenses liées à ERASMUS : **- 396 340 €** (AE/CP)
- sur les crédits de portage des relations internationales : **- 198 305 €** (AE/CP)
- sur les dépenses de la direction du patrimoine : **- 300 000 €** (AE/CP)
- sur les dépenses exceptionnelles : **- 100 000 €** (AE/CP)
- pour la mise en œuvre de la convention HELIOS : **+ 240 000 €** (AE/CP)

La baisse des AE est plus importante en raison de leur restitution par le service commun documentaire, certaines négociations de contrats pluriannuels n'ayant pas encore abouti **(- 74 000 €).**

2.3 Les dépenses d'investissement

Du fait des déprogrammations, les dépenses de la section d'investissement affichent une forte baisse sur l'ensemble des opérations fléchées et non-fléchées (tableau 6).

Tableau 6 : L'évolution des dépenses d'investissement (AE et CP)

	CF 2022	BI 2023	BR1 2023	BR2 2023	Après BR2 2023	Variation BR2 2023/BI 2023
AE non fléchées	8 354 522 €	7 229 921 €	2 392 228 €	- 1 592 817 €	8 029 332 €	-22,03%
AE sur opérations fléchées	302 109 €	20 514 511 €	28 621 €	- 1 441 594 €	19 101 538 €	-7,03%
Total AE	***8 656 631 €***	***27 744 432 €***	***2 420 849 €***	***- 3 034 411 €***	***27 130 870 €***	**-10,94%**
CP non fléchés	3 984 430 €	7 295 991 €	1 889 408 €	- 1 592 817 €	7 592 582 €	-21,83%
CP sur opérations fléchées	1 137 933 €	4 425 511 €	28 621 €	- 1 416 594 €	3 037 538 €	-32,01%
Total CP	***5 122 363 €***	***11 721 502 €***	***1 918 029 €***	***- 3 009 411 €***	***10 630 120 €***	**-25,67%**
Ecart	***3 534 268 €***	***16 022 930 €***	***502 820 €***	***- 25 000 €***	***16 500 750 €***	

La déprogrammation des dépenses d'investissement est détaillée dans les tableaux 7 et 8.

La baisse sur les opérations non fléchées concerne essentiellement la prévision de travaux qui devaient être réalisés par la direction du patrimoine en 2023 et qui sont reportés en 2024.

Tableau 7 : Le détail des variations des dépenses d'investissement non fléchées (AE et CP)

AE non fléchées	Opérations	CP non fléchés
-250 000,00	LOCAUX DEVE BAT 6 BOURGET	-250 000,00
-176 692,00	SORBONNES	-176 692,00
-160 000,00	VIDEOPROTECTION JACOB	-160 000,00
-130 000,00	ASCENSEURS ANNECY	-130 000,00
-125 000,00	SDIA BOURGET	-125 000,00
-100 000,00	CREDITS DE PORTAGE	-100 000,00
-95 808,00	IG LEPMI ANR DELICAT	-95 808,00
-90 000,00	SDIA ET PAE JACOB	-90 000,00
-50 000,00	QUALITE AIR ANNECY	-50 000,00
-50 000,00	EUR SOLAR	-50 000,00
-44 331,00	IG IMEP TERAHERZ2	-44 331,00
-32 180,00	IG LOCIE MODERNAT	-32 180,00
-32 000,00	PLOMBERIE BOURGET	-32 000,00
-30 000,00	IG LOCIE ANR BIOCOOL	-30 000,00
-30 000,00	PIA4 ACCELERATION	-30 000,00
-30 000,00	PIA4 AVENIR'S	-30 000,00
-28 000,00	CREDITS NON AFFECTES	-28 000,00
-25 000,00	REGROUP. CHAUFFERIES IAE	-25 000,00
-20 000,00	SHINE PIA 4	-20 000,00
-19 900,00	PIA3 - @SPIRE	-19 900,00
-17 908,00	TOITURE B9 BOURGET	-17 908,00
-13 000,00	RENOVATION ETANCHEITE BAT.23 JACOB	-13 000,00
-10 000,00	SITE JACOB	-10 000,00
-10 000,00	RE UNITA	-10 000,00
-8 205,00	SERVICE DOCUMENTAIRE - *Solde d'investissement d'AE et CP non consommé. Investissements non utilisés en application de la procédure sur le seuil des investissements*	-8 205,00
-8 000,00	PLAN TOURISME IAE	-8 000,00
-6 793,00	CMQ MECA CONNECTEE	-6 793,00
- 1 592 817 €	**TOTAL**	- 1 592 817 €

Tableau 8 : Le détail des variations des dépenses d'investissement fléchées (AE et CP)

AE fléchées	Opérations	CP fléchés
-1 100 000,00	ACCUEIL DE SITE ANNECY	-1 100 000,00
-250 000,00	RENOVATION IUT ANNECY	-250 000,00
-150 000,00	IF LOCIE CPER HELIOSTIM	-150 000,00
-50 000,00	BATIMENT POLYTECH - 1% ARTISTIQUE	-50 000,00
-36 594,00	RENOVATION HALLE DES SPORTS	-36 594,00
-25 000,00	RESTRUCTURATION MARCOZ UNIQUEMENT AE	0,00
170 000,00	BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE JACOB	170 000,00
- 1 441 594 €	**TOTAL**	- 1 416 594 €

3 Le budget rectificatif en droits constatés

3.1 Le compte de résultat prévisionnel

Le tableau 9 présente l'évolution du compte de résultat prévisionnel entre le BI et le BR2 2023.

Tableau 9 : L'évolution du compte de résultat prévisionnel du budget

CHARGES	CF 2022	BI 2023	BR1 2023	BR2 2023	Après BR2 2023 2023	Variation BR2 2023/BI 2023
Personnel	99 068 240 €	105 173 870 €	1 664 606 €	- 991 871 €	105 846 605 €	-0,94%
dont charges de pensions civiles*	*27 870 364 €*	*29 324 609 €*	*206 640 €*	*137 761 €*	29 669 010 €	0,47%
Fonctionnement autre que les charges de personnel	27 825 171 €	30 436 911 €	1 158 585 €	- 1 403 962 €	30 191 534 €	-4,61%
TOTAL DES CHARGES	**126 893 411 €**	**135 610 781 €**	**2 823 191 €**	**- 2 395 833 €**	**136 038 139 €**	**-1,77%**
Résultat prévisionnel: bénéfice	**1 218 631 €**	**- €**	**- €**	**1 093 315 €**	**- €**	
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel	**128 112 042 €**	**135 610 781 €**	**2 823 191 €**	**- 1 302 518 €**	**136 038 139 €**	
PRODUITS	**CF 2022**	**BI 2023**	**BR1 2023**	**BR2 2023**	**Après BR2 2023 2023**	**Variation BR2 2023/BI 2023**
Subventions de l'Etat	98 845 699 €	99 958 538 €	260 501 €	1 029 815 €	101 248 854 €	1,03%
Fiscalité affectée	*641 405 €*	*907 288 €*			907 288 €	0,00%
Autres subventions	8 377 416 €	11 645 037 €	1 553 742 €	- 2 101 500 €	11 097 279 €	-18,05%
Autres produits	20 247 522 €	19 715 440 €	632 212 €	- 230 833 €	20 116 819 €	- 0 €
TOTAL DES PRODUITS	**128 112 042 €**	**132 226 303 €**	**2 446 455 €**	**- 1 302 518 €**	**133 370 240 €**	**-0,99%**
Résultat prévisionnel : perte	**- €**	**3 384 478 €**	**376 736 €**	**- €**	**2 667 899 €**	
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel	**128 112 042 €**	**135 610 781 €**	**2 823 191 €**	**- 1 302 518 €**	**136 038 139 €**	**-0,96%**

L'écart sur le BR2 entre le budget en droits constatés (AC- tenant compte du service fait) et le budget de paiement (en tenant compte des décaissements effectifs) est de **- 1 378 €** en dépenses (qui s'ajoutent aux **- 296 46 €** du BI et aux **- 16 814 €** duBR1 2023) ; il s'agit des taxes sur les salaires, imputées en dépenses de personnel dans le budget de caisse et en fonctionnement en droits constatés. En recettes d'investissement (AR/DC ?), l'écart est de 305 000 €. Cet écart correspond au décalage entre les encaissements et la constatation de la recette pour la subvention ADEME de la chaufferie du Bourget-du-Lac. En effet, le bon de commande de la subvention a été établi mais la facture ne sera pas émise avant la fin de l'exercice.

L'impact sur le résultat de ce BR 2 est excédentaire **(1 093 315 €).** Il découle :

- d'une baisse des dépenses de personnel nette de **991 871 €** (après retraitement de la taxe sur les salaires) ; cette différence est également à retraiter des mouvements sur la recherche et les grands projets (soit 1 190 493 €), pour lesquels une baisse de recettes équivalente est inscrite. Comme indiqué précédemment, la hausse des crédits de 198 622 € en résultant (et de 200 000 € hors retraitement de la taxe sur les salaires) contribue à absorber les augmentations règlementaires en vigueur depuis le 1er juillet 2023 ;
- d'un solde net des autres recettes moins les autres dépenses de **101 444 €**, alimenté par un complément de SCSP de 1 029 815 €.

Après BR2, le résultat prévisionnel s'établit à **- 2 667 899 €** à prélever sur le fonds de roulement, alors qu'il était de **- 3 761 214 €** après le BR1.

3.2 La capacité d'autofinancement

La capacité d'autofinancement (CAF) prévisionnelle est présentée dans le tableau 10.

Elle s'élève à **- 884 233 €** après BR2, en hausse de 45 % par rapport au BI expliquée par la seule variation du résultat prévisionnel. Elle est donc moins « négative » que prévu.

Tableau 10 : L'évolution de la CAF prévisionnelle

	CF 2022	BI 2023	BR1 2023	BR2 2023	Après BR2 2023 2023	Variation BR2 2023/BI 2023
Résultat prévisionnel de l'exercice	1 218 631 €	- 3 384 478 €	- 376 736 €	1 093 315 €	- 2 667 899 €	
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	7 576 282 €	6 492 115 €			6 492 115 €	
- reprises sur dépréciations et provisions	- 636 609 €	- 16 400 €			- 16 400 €	
- reprise des financements rattachés à des actifs	- 5 340 672 €	- 4 692 115 €			- 4 692 115 €	
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	**2 817 632 €**	**- 1 600 878 €**	**- 376 736 €**	**1 093 315 €**	**- 884 299 €**	**44,76%**

3.3 La situation patrimoniale

Tableau 11 : L'évolution du tableau de financement

EMPLOIS	CF 2022	BI 2023	BR1 2023	BR2 2023	Après BR2 2023 2023	Variation BR2 2023/BI 2023
Insuffisance d'autofinancement		1 600 878 €	376 736 €	- €	1 977 614 €	0
Investissements	5 191 923 €	11 721 502 €	1 918 029 €	- 3 009 411 €	10 630 120 €	-25,67%
TOTAL DES EMPLOIS	**5 191 923 €**	**13 322 380 €**	**2 294 765 €**	**- 3 009 411 €**	**12 607 734 €**	**-22,59%**
Apport au fonds de roulement						
RESSOURCES	**CF 2022**	**BI 2023**	**BR1 2023**	**BR2 2023**	**Après BR2 2023 2023**	**Variation BR2 2023/BI 2023**
Capacité d'autofinancement	2 817 632 €			1 093 315 €		
Financement de l'actif par l'État	1 126 549 €	268 877 €	400 801 €		669 678 €	0,00%
Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	1 024 807 €	5 918 195 €	1 285 848 €	- 2 040 606 €	5 163 437 €	-34,48%
Autres ressources	11 242 €					
TOTAL DES RESSOURCES	**4 980 231 €**	**6 187 072 €**	**1 686 649 €**	**- 947 291 €**	**6 926 430 €**	**-15,31%**
Prélèvement/Abondement sur fonds de roulement	**- 211 692 €**	**- 7 135 308 €**	**- 608 116 €**	**2 062 120 €**	**- 5 681 304 €**	

Les prévisions de dépenses d'investissement imputées sur le fonds de roulement ont été revues à la baisse. Le prélèvement sur le fonds de roulement après ce BR2 est ramené à **5 681 304 €.**

4 Les indicateurs

4.1 Le fonds de roulement

Tableau 12 : La composition du fonds de roulement après le BR2

	réserves disponibles	CVEC dont FSDIE	SCSP	reports PPI	provisions et dépréciations de créances	total
FDR après Compte financier 2021	**11 950 020 €**	**1 135 574 €**	**13 500 €**	**- €**	**2 870 265 €**	**15 969 359 €**
Aide étudiants handicapés			- 7 500 €			**- 7 500 €**
Lutte contre les violences sexistes/sexuelles			- 6 000 €			**- 6 000 €**
Plan tourisme			276 399 €			**276 399 €**
Projet SERVET			42 000 €			**42 000 €**
DSG DRI			117 000 €			**117 000 €**
DSG Recherche			354 042 €			**354 042 €**
DSG QVT			70 000 €			**70 000 €**
Reclassement ensgt chercheurs 2fois le smic			32 663 €			**32 663 €**
Accueil étudiants handicapés			24 000 €			**24 000 €**
Revalorisation indemnitaire personnels de la filière administrative			119 855 €			**119 855 €**
Refonte indemnitaire ITRF et personnels de bibliothèque			32 091 €			**32 091 €**
Variation 2022	- 1 138 339 €	- 427 810 €			130 700 €	**- 1 435 449 €**
Dépréciation comptes clients					169 204 €	**169 204 €**
FDR après compte financier 2022	**10 811 681 €**	**707 764 €**	**1 068 050 €**	**- €**	**3 170 170 €**	**15 757 664 €**
BI 2023	- 7 022 908 €	- 96 000 €			- 16 400 €	**- 7 135 308 €**
BR1 2023	544 934 €	- 85 000 €	- 1 068 050 €			**- 608 116 €**
BR2 2023	2 062 120 €					**2 062 120 €**
FDR après BR2 2023	**6 395 827 €**	**526 764 €**	**- €**	**- €**	**3 153 770 €**	**10 076 360 €**

Le fonds de roulement de l'établissement après le BR2 s'établit à **10 076 306 €,** en baisse de 5 681 304 € par rapport au compte financier 2021, mais en augmentation de 2 062 120 € par rapport à la dernière prévision. En jours de dépenses de fonctionnement décaissables, il représente 28 jours. Les réserves disponibles nettes (soit **6 395 827 €**) représentent 18 jours, ce qui dénote une situation financière sous tension.

4.2 L'équilibre budgétaire et la trésorerie

Le solde budgétaire (fonctionnement + investissement) après BR2 s'établit à **- 6 932 933 €,** soit une variation depuis le BR1 de **+ 2 062 120€**, ce qui représente une diminution du déficit. Le prélèvement prévisionnel sur la trésorerie, après BR2, est de **7 380 814 €.** Il s'agit pour l'essentiel d'un prélèvement de 7 379 563 € sur la trésorerie non fléchée.

La trésorerie prévisionnelle est en hausse par rapport au BR1, à hauteur de 1 571 238 € : elle correspond à 51 jours de dépenses décaissables de fonctionnement. Le tableau 13 présente l'évolution

de la trésorerie expliquée par les évolutions du FR et du BFR (T = FdR –BFdR) entre l'exécuté 2022 (compte financier) et le budget après BR2.

Il est toutefois à noter que l'accélération des dépenses sur la fin de l'exercice 2023, plus rapide que le rythme d'encaissements des recettes, pourrait créer une tension réelle sur les capacités de l'établissement en termes de comptabilité budgétaire.

Tableau 13 : Les facteurs d'évolution de la trésorerie

	Après BR2 2023
Niveau du FONDS DE ROULEMENT au 31/12/2022	**15 757 664**
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	**-9 962 204**
Niveau de la TRESORERIE au 31/12/2022	**25 719 868**
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	**-5 681 304**
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	**1 699 511**
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	**-7 380 815**
Niveau du FONDS DE ROULEMENT au 31/12/2023	**10 076 360**
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	**-8 262 693**
Niveau de la TRESORERIE au 31/12/2023	**18 339 053**

4.3 Les restes à payer

Le tableau 14 présente la prévision d'évolution des restes à payer en fin d'année 2023, partant des montants initiaux (issus du compte financier 2022) pour les parts fléchées (1 656 372 €) et non fléchées (12 239 311 €). Après BR2, Le montant baisse de 1 612 € en fonctionnement et augmente de 16 500 750 € en investissement. Les restes à payer en investissement fléché sont identiques au BR1 2023. Certaines augmentations prévues sur l'exercice sont revues à la baisse. Les principaux mouvements des restes à payer se détaillent alors comme suit, selon une méthode identique à celle du BR1 2023 :

Ecart AE/CP	AE 2023	CP 2023	Variation 2023
Assurances	7 000 €	25 860 €	- 18 860 €
Certification des comptes	197 000 €	25 000 €	172 000 €
Mise à disposition d'un enseignant	99 000 €	150 000 €	- 51 000 €
Formations des apprentis	26 088 €	38 773 €	- 12 685 €
Logiciel SAGE	866 995 €	854 310 €	12 685 €
Marché infogérance		26 667 €	- 26 667 €
Conventions UGA PETREL et DSIM	121 000 €	152 000 €	- 31 000 €
Documentation numérique	572 434 €	506 969 €	65 465 €
Contrats de recherche	321 820 €	359 370 €	- 37 550 €
SCD-contrats luriannuels pas encore aboutis	- 74 000 €	- €	- 74 000 €
Reste à payer fonctionnement	***2 137 337 €***	***2 138 949 €***	***- 1 612 €***
Achat véhicule IUT Annecy		13 270 €	- 13 270 €
Achat d'un laser		52 800 €	- 52 800 €
Relamping	800 000 €		800 000 €
CEPART		600 000 €	- 600 000 €
Pare feu/Sauvegarde/Parapheur/Serveur	585 000 €	282 180 €	302 820 €
Reste à payer investissement non fléché	***1 385 000 €***	***948 250 €***	***436 750 €***
Variation des restes à payer non fléchés			***435 138 €***
Accueil de site Annecy	1 400 000 €	2 110 000 €	- 710 000 €
Accueil de site Annecy	- 1 100 000 €	- 1 100 000 €	- €
Rénovation BU Jacob	17 574 000 €	800 000 €	16 774 000 €
Rénovation BU Jacob	170 000 €	170 000 €	- €
Rénovation Marcoz	25 000 €		25 000 €
Déprogrammation restructuration Marcoz	- 25 000 €	- €	- 25 000 €
Rénovation énergétique IUT A	1 100 000 €	1 100 000 €	- €
Rénovation énergétique IUT A	- 250 000 €	- 250 000 €	- €
Polytech 1% artistique	50 000 €	50 000 €	- €
Polytech 1% artistique	- 50 000 €	- 50 000 €	- €
CEDRA	50 000 €	50 000 €	- €
Halle des sports	46 634 €	46 634 €	- €
Halle des sports	- 36 594 €	- 36 594 €	
HELIOSTIM	268 877 €	268 877 €	- €
HELIOSTIM	- 150 000 €	- 150 000 €	
Reste à payer investissement fléché	***19 072 917 €***	***3 008 917 €***	***16 064 000 €***
Variation du reste à payer			***16 499 138 €***

Tableau 14 : L'évolution prévisionnelle des restes à payer

Reste à payer	Montant
Fléché	1 656 372 €
Non fléché	12 239 311 €
Total au 31/12/2022	**13 895 683 €**
Variation 2023	
Fléché	16 064 000 €
Non fléché	435 138 €
Total	**16 499 138 €**
Reste à payer au 31/12/2023	
Fléché	17 720 372 €
Non fléché	12 674 449 €
Total	**30 394 821 €**

4.4 Les ratios

Le tableau 15 présente les principaux ratios de gestion et leurs évolutions sur 4 ans. Les chiffres 2020, 2021 et 2022 correspondent aux ratios calculés sur le réalisé (comptes financiers). Si nous procédons à l'analyse des ratios ci-dessous au regard des seuils prudentiels, il s'avère que :

- Le fonds de roulement et la trésorerie prévisionnels sont toujours sous tension. Cependant, si le FDR augmente de 6 jours par rapport au BR1, la trésorerie augmente de 5 jours.
- Le résultat prévisionnel est **déficitaire** mais s'améliore par rapport au BR1 du fait de l'effort de déprogrammation.
- Le montant des ressources propres et sa part dans le total des produits encaissables (ratio 4), **baissent** entre le BR1 et le BR2, et se justifie par la prise en compte du complément de SCSP ajouté à ce BR, alors que les prévisions de recettes sur ressources propres ont été revues à la baisse. L'USMB reste **au-dessus** du seuil de vigilance qui est à 15 %.
- Le poids de la masse salariale rapportée aux produits encaissables (ratio 6) est en très légère hausse par rapport à la situation au BR1, et **atteint le seuil d'alerte** (83 %).
- La CAF est en hausse par rapport au BI, mais son niveau maintient un taux d'autofinancement **négatif.**
- Enfin l'équilibre économique, apprécié avec le ratio charges décaissables rapportées aux produits encaissables (ratio 10) est à 101,72 %, soit **au seuil d'alerte**.

La dégradation de la situation financière reste donc contenue au niveau du BR2. Mais celui-ci serait proche de l'atterrissage réel, laissant entrevoir une tension accrue sur le « haut » de bilan (fonds de roulement) comme sur le « bas » du bilan (trésorerie).

Tableau 15 : L'évolution des principaux ratios de gestion

1-Fonds de roulement en nombre de jours	2020	2021	2022	BI 2023	BR1 2023	BR2 2023
Montant du FDR	13 168 063 €	16 756 977 €	15 757 664 €	5 378 164 €	8 014 240 €	10 076 360 €
FDR en nombre de jours	**44**	**54**	**48**	**15**	**22**	**28**
2-Trésorerie en nombre de jours	**2020**	**2021**	**2022**	**BI 2023**	**BR1 2023**	**BR2 2023**
Montant de la trésorerie	16 714 406 €	23 063 275 €	25 719 869 €	10 019 890 €	16 767 816 €	18 339 054 €
Trésorerie en nombre de jours	**56**	**74**	**78**	**28**	**46**	**51**
3-Taux de résultat	**2020**	**2021**	**2022**	**BI 2023**	**BR1 2023**	**BR2 2023**
Résultat	3 126 730 €	3 569 968 €	1 218 633 €	- 3 384 478 €	- 3 761 214 €	- 2 667 899 €
Total des produits	118 134 665 €	124 146 179 €	128 112 044 €	132 226 303 €	134 672 758 €	133 370 240 €
Taux de résultat	**2,65%**	**2,88%**	**0,95%**			
4-Dépendance au financement de l'État	**2020**	**2021**	**2022**	**BI 2023**	**BR1 2023**	**BR2 2023**
Ressources propres	20 130 655 €	22 087 048 €	23 289 063 €	27 559 250	29 745 204	27 412 871
Produits encaissables	113 023 981 €	117 911 292 €	122 134 762 €	127 517 788 €	129 964 243 €	127 359 207 €
Dépendance au financement de l'Etat	**17,81%**	**18,73%**	**19,07%**	**21,61%**	**22,89%**	**21,52%**
6-Poids des charges de personnel	**2020**	**2021**	**2022**	**BI 2023**	**BR1 2023**	**BR2 2023**
Charges de personnel	92 062 619 €	94 830 345 €	99 068 240 €	105 173 870 €	106 855 290 €	105 846 605 €
Produits encaissables	113 023 981 €	117 911 292 €	122 134 762 €	127 517 788 €	129 964 243 €	127 359 207 €
Poids de charges de personnel	**81,45%**	**80,43%**	**81,11%**	**82,48%**	**82,21%**	**83,11%**
7-Poids des charges de fonctionnement général	**2020**	**2021**	**2022**	**BI 2023**	**BR1 2023**	**BR2 2023**
Charges décaissables de fonctionnement général	15 731 201 €	17 212 880 €	20 248 889 €	23 944 796 €	25 086 567 €	23 699 419 €
Produits encaissables	113 023 981 €	117 911 292 €	122 134 762 €	127 517 788 €	129 964 243 €	127 359 207 €
Poids des charges de fonctionnement général	**14,05%**	**14,60%**	**16,58%**	**18,78%**	**19,30%**	**18,61%**
8-Part relative des charges de personnel	**2020**	**2021**	**2022**	**BI 2023**	**BR1 2023**	**BR2 2023**
Charges de personnel	92 062 619 €	94 830 346 €	99 068 240 €	105 173 870 €	106 855 290 €	105 846 605 €
Total des charges (décaissables-non décaissables)	115 007 935 €	120 576 211 €	126 893 411 €	135 610 781 €	138 433 972 €	136 038 139 €
Part relative des charges de personnel dans le total des charges	**80,05%**	**78,65%**	**78,07%**	**77,56%**	**77,18%**	**77,81%**
9-Dotation aux amort. et provisions/charges de fonctionnement	**2020**	**2021**	**2022**	**BI 2023**	**BR1 2023**	**BR2 2023**
Dotation aux amort. et provisions	7 214 115 €	8 477 487 €	7 576 282 €	6 492 115 €	6 492 115 €	6 492 115 €
Charges de fonctionnement décaissables et non décaissables	115 007 935 €	120 576 211 €	126 893 411 €	135 610 781 €	138 433 972 €	136 038 139 €
Poids de la dotation aux amortissements et provisions	**6,27%**	**7,03%**	**5,97%**	**4,79%**	**4,69%**	**4,77%**
10-Equilibre économique	**2020**	**2021**	**2022**	**BI 2023**	**BR1 2023**	**BR2 2023**
Charges décaissables	107 793 820 €	112 043 225 €	119 317 129 €	129 118 666 €	131 941 857 €	129 546 024 €
Produits encaissables	113 023 981 €	117 911 292 €	122 134 762 €	127 517 788 €	129 964 243 €	127 359 207 €
Poids des charges de fonctionnement	**95,37%**	**95,02%**	**97,69%**	**101,26%**	**101,52%**	**101,72%**
11-Marge d'autofinancement	**2020**	**2021**	**2022**	**BI 2023**	**BR1 2023**	**BR2 2023**
CAF	5 227 556 €	5 807 059 €	2 817 633 €	-1 600 878 €	-1 977 614 €	-884 299 €
Produits encaissables	113 023 981 €	117 911 292 €	122 134 762 €	127 517 788 €	129 964 243 €	127 359 207 €
Taux de marge d'autofinancement	**4,63%**	**4,92%**	**2,31%**	**-1,26%**	**-1,52%**	**-0,69%**
12-Taux d'autofinancement	**2020**	**2021**	**2022**	**BI 2023**	**BR1 2023**	**BR2 2023**
CAF	5 227 556 €	5 807 059 €	2 817 633 €	-1 600 878 €	-1 977 614 €	-884 299 €
Dépenses d'investissement payées sur ressources propres	3 116 625 €	2 223 117 €	3 029 325 €	5 534 430 €	5 765 810 €	4 797 005 €
Taux d'autofinancement	**167,73%**	**261,21%**	**93,01%**	**-28,93%**	**-34,30%**	**-18,43%**
13-Coût par ETPT	**2020**	**2021**	**2022**	**BI 2023**	**BR1 2023**	**BR2 2023**
Charges de personnel	92 062 619 €	94 830 345 €	99 068 240 €	105 173 870 €	106 855 290 €	105 846 605 €
Nombre d'ETPT	1249,27	1271,70	1309,61	1358,73	1364,48	1354,90
Coût par ETPT	**73 693,13 €**	**74 569,75 €**	**75 647,13 €**	**77 406,01 €**	**78 312,10 €**	**78 121,34 €**

<u>Rappel des seuils d'alerte ou de vigilance :</u>

1 - FDR < 15 jours

2 - Trésorerie < 30 jours

3 - Taux de résultat : vigilance entre 0 % et 2%, alerte si < 0 %

4 - Dépendance aux financements de l'État : vigilance entre 13 % et 15 %, alerte si < 13 %

6 - Poids de charges de personnel : vigilance entre 82 % et 83 %, alerte si > 83 %

10 - Équilibre économique : vigilance entre 98 % et 100 %, alerte si > 100 %

11 - Taux de marge d'autofinancement : vigilance entre 0,5 % et 1 %, alerte si < 0,5 %

Tableau 1

BR2 2023

Tableau des emplois présenté par l'établissement à l'appui du budget 2023

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Catégories d'emplois	Nature des emplois		(A) Emplois sous plafond Etat * En ETPT	(B) Emplois financés hors SCSP En ETPT	(C) = (A) + (B) Global
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	521,37		**521**
		CDI	6,25	12,83	**19**
	Non permanents	CDD	103,96	86,73	**191**
S/total EC			**631,58**	**99,56**	**731**
Elèves fonctionnaires stagiaires des écoles nationales supérieures (ENS)					**-**
BIATSS (personnels de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et de service)	Permanents	Titulaires	400,00		**400**
		CDI	23,08	29,73	**53**
	Non permanents	CDD	67,12	103,83	**171**
S/total Biatss			**490,20**	**133,56**	**624**
Totaux			**1 121,78**	**233,12**	**1 354,90**
					Plafond global des emplois voté par le CA ** (2)
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat			**1 126**		

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois élaboré par
Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (2))
Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (1)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (3)

* : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'emplois fixé par l'État relatif aux emplois financés par l'État"
** : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'autorisation de l'ensemble des emplois rémunérés par l'établissement"

Conseil d'administration du 19 décembre 2023 - 20 votants : 1 défavorable, 19 favorables

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires
Budget

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES											RECETTES					
	CF 2022		BI 2023		BR1 2023		BR2 2023		Après BR2 2023		CF 2022	BI 2023	BR1 2023	BR2 2023	Après BR2 2023	
	Montants		Montants		Montants		Montants		Montants		Montants					
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP						
Personnel	**100 462 920**	**100 462 803**	**105 467 116**	**105 467 116**	**1 681 420**	**1 681 420**	**-990 493**	**-990 493**	**106 158 043**	**106 158 043**	**124 844 490**	**127 974 215**	**4 305 485**	**-2 076 530**	**130 203 170**	**Recettes globalisées**
dont contributions employeur au CAS Pension	*27 870 364*	*27 870 364*	*29 324 609*	*29 324 609*	*206 640*	*206 640*	*137 761*	*137 761*	*29 669 010*	*29 669 010*	97 903 588	99 958 538	260 501	1 029 815	101 248 854	Subvention pour charges de service public
											2 126 641	182 084	276 180	0	458 264	Autres financements de l'Etat
Fonctionnement	**18 663 409**	**16 360 292**	**23 676 937**	**23 651 549**	**1 188 771**	**1 141 771**	**-1 479 340**	**-1 405 340**	**23 386 368**	**23 387 980**	641 405	907 288	0	0	907 288	Fiscalité affectée
dont opérations fléchées											9 952 795	11 912 701	3 057 228	-2 875 512	12 094 417	Autres financements publics
											14 220 061	15 013 604	711 576	-230 833	15 494 347	Recettes propres
											473 977	**4 306 634**	**0**	**-1 266 594**	**3 040 040**	**Recettes fléchées***
											274 193	150 000	150 000	0	300 000	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	**8 656 631**	**5 122 363**	**27 744 432**	**11 721 502**	**2 420 849**	**1 918 029**	**-3 034 411**	**-3 009 411**	**27 130 870**	**10 630 120**	199 784	4 156 634	-150 000	-1 266 594	2 740 040	Autres financements publics fléchés
dont opérations fléchées	*302 109*	*1 137 933*	*20 514 511*	*4 425 511*	*28 621*	*28 621*	*-1 441 594*	*-1 416 594*	*19 101 538*	*3 037 538*	0	0	0	0	0	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	**127 782 960**	**121 945 458**	**156 888 485**	**140 840 167**	**5 291 040**	**4 741 220**	**-5 504 244**	**-5 405 244**	**156 675 281**	**140 176 143**	**125 318 467**	**132 280 849**	**4 305 485**	**-3 343 124**	**133 243 210**	**TOTAL DES RECETTES (C)**
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)		**3 373 009**						**2 062 120**	**0**	**0**	**0**	**8 559 318**	**435 735**	**0**	**6 932 933**	**SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)**

Conseil d'administration du 19 décembre 2023 - 20 votants : 1 défavorable, 19 favorables

TABLEAU 3
Dépenses par destination - Recettes par origine
Budget

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	DEPENSES							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE (A)	CP (B)
Formation initiale et continue	**54 132 634**	**54 132 634**	**5 199 943**	**5 199 943**	**1 224 007**	**1 290 077**	**60 556 584**	**60 622 654**
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	*39 038 679,00*	*39 038 679,00*	*3 795 709*	*3 795 709*	*959 307*	*1 025 377*	*43 793 695*	*43 859 765*
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	*14 984 700*	*14 984 700,00*	*1 314 733*	*1 314 733*	*264 700*	*264 700*	*16 564 133*	*16 564 133*
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	*109 255*	*109 255,00*	*89 501*	*89 501*			*198 756*	*198 756*
D105 - Bibliothèques et documentation	**2 075 114**	**2 075 114,00**	**805 469**	**814 004**	**126 695**	**126 695**	**3 007 278**	**3 015 813**
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	**1 524 434**	**1 524 434,00**	**176 302**	**243 302**	**64 845**	**64 845**	**1 765 581**	**1 832 581**
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et	**5 711 816**	**5 711 816,00**	**238 962**	**238 962**	**156 318**	**156 318**	**6 107 096**	**6 107 096**
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	**7 506 606**	**7 506 606,00**	**729 925**	**729 925**	**353 522**	**353 522**	**8 590 053**	**8 590 053**
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	**1 285 531**	**1 285 531,00**			**0**	**0**	**1 285 531**	**1 285 531**
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	**1 153 212**	**1 153 212,00**	**71 848**	**71 848**	**6 124**	**6 124**	**1 231 184**	**1 231 184**
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	**10 333 457**	**10 333 457,00**	**597 706**	**601 756**	**204 779**	**204 779**	**11 135 942**	**11 139 992**
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	**1 509 386**	**1 509 386,00**	**2 268 911**	**2 235 411**	**490 000**	**490 000**	**4 268 297**	**4 234 797**
D113 - Diffusion des savoirs et musées							**0**	**0**
D114 - Immobilier	**2 320 359**	**2 320 359,00**	**4 548 000**	**4 548 000**	**22 994 440**	**6 730 440**	**29 862 799**	**13 598 799**
D115 - Pilotage et support	**17 672 577**	**17 672 577**	**8 032 281**	**7 987 808**	**1 424 360**	**1 121 540**	**27 129 218**	**26 781 925**
Étudiants	**932 917**	**932 917**	**717 021**	**717 021**	**85 780**	**85 780**	**1 735 718**	**1 735 718**
D201 - Aides directes aux étudiants			*395 773*	*395 773*			*395 773*	*395 773*
D202 - Aides indirectes							*0*	*0*
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	932 917	*932 917*	*321 248*	*321 248*	*85 780*	*85 780*	*1 339 945*	*1 339 945*
TOTAL	**106 158 043**	**106 158 043**	**23 386 368**	**23 387 980**	**27 130 870**	**10 630 120**	**156 675 281**	**140 176 143**

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B	**0**

Tableau des recettes par origine (facultatif)

Budget	RECETTES								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total (C)
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	101 248 854								**101 248 854**
Droits d'inscription			907 288		2 599 150,00				**3 506 438**
Formation continue, diplômes propres et VAE					9 509 406,00				**9 509 406**
Taxe d'apprentissage					737 675,00				**737 675**
Contrats et prestations de recherche hors ANR					1 291 166,00				**1 291 166**
Valorisation					5 825,00				**5 825**
ANR investissements d'avenir				2 679 795					**2 679 795**
ANR hors investissements d'avenir				2 172 523					**2 172 523**
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région				1 640 862			2 690 040		**4 330 902**
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne				3 117 842					**3 117 842**
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres		458 264		2 483 395		300 000	50 000		**3 291 659**
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs					46 940				**46 940**
Autres recettes					1 304 185				**1 304 185**
TOTAL	**101 248 854**	**458 264**	**907 288**	**12 094 417**	**15 494 347**	**300 000**	**2 740 040**	**0**	**133 243 210**

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C	**6 932 933**

TABLEAU 4
Equilibre financier
Budget

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS						FINANCEMENTS					
	CF 2022	BI 2023	BR1 2023	BR2 2023	Après BR2 2023	CF 2022	BI 2023	BR1 2023	BR2 2023	Après BR2 2023	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	0	8 559 318	435 735	0	6 932 933	3 373 009	0			0	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	-961										Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	1 302 069	1 615 800	-804 189	1 382 289	2 193 900	584 691	1 434 140	-579 528	891 407	1 746 019	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements sur comptes de tiers (e1)											Autres encaissements sur comptes de tiers (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	1 301 108	10 175 118	-368 454	1 382 289	9 126 833	3 957 700	1 434 140	-579 528	891 407	1 746 019	**Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)**
ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1)	**2 656 592**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**8 740 978**	**211 074**		**7 380 814**	**PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)**
*dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)****	*103 174*	*0*		*150 000*	*2 502*		*118 877*	*28 621*		*0*	*dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)****
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	*2 553 418*						*8 622 101*	*182 453*		*7 383 316*	*dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)*
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)		**10 175 118**	**-368 454**	**1 382 289**	**9 126 833**		**10 175 118**	**-368 454**	**891 407**	**9 126 833**	**TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)**

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 5
Opérations pour compte de tiers

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	**Prévisions de décaissements (c1)**	**Prévisions d'encaissements (c2)**
IMEP SPS Q-COUNTER	47310000		78 800	78 800
PROJET XP2P	47310000		21 319	21 319
SYMME CADYCO	47310000		37 857	37 857
SYMME Interreg Onco	47310000		53 543	53 543
LOCIE INTERREG CRENH	47310000		11 751	11 751
DDRV EUR SOLAR	47310000		112 426	112 426
NCU PIA@spire	47310000		140 344	140 344
CMCQ MC AURA EPLE	47310000		725 129	0
I RISK	47310000		48 003	48 003
BOURSES AMI	47310000		212 702	264 800
TVA	44551000		752 026	977 176
TOTAL			**2 193 900**	**1 746 019**

(c1) et (c2) étant repris au tableau "Equilibre financier"

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique.

Conseil d'administration du 19 décembre 2023 - 20 votants : 1 défavorable, 19 favorables

TABLEAU 6
Situation patrimoniale

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	CF 2022	BI 2023	BR1 2023	BR2 2023	Après BR2 2023	PRODUITS	CF 2022	BI 2023	BR1 2023	BR2 2023	Après BR2 2023
Personnel	**99 068 240**	**105 173 870**	**1 664 606**	**- 991 871**	**105 846 605**	Subventions de l'Etat	**98 845 699**	**99 958 538**	**260 501**	**1 029 815**	101 248 854
*dont charges de pensions civiles**	*27 870 364*	*29 324 609*	*206 640*	*137 761*	*29 669 010*	Fiscalité affectée	**641 405**	**907 288**			907 288
Fonctionnement autre que les charges de personnel	**27 825 171**	**30 436 911**	**1 158 585**	**- 1 403 962**	**30 191 534**	Autres subventions	**8 377 416**	**11 645 037**	**1 553 742**	**-2 101 500**	11 097 279
Intervention (le cas échéant)						Autres produits	**20 247 522**	**19 715 440**	**632 212**	**-230 833**	20 116 819
TOTAL DES CHARGES (1)	126 893 411	135 610 781	2 823 191	- 2 395 833	136 038 139	**TOTAL DES PRODUITS (2)**	**128 112 042**	**132 226 303**	**2 446 455**	**-1 302 518**	133 370 240
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	**1 218 631**	-	-	**1 093 315**	-	**Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)**	-	**3 384 478**	**376 736**	-	**2 667 899**
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	128 112 042	135 610 781	2 823 191	- 1 302 518	136 038 139	**TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)**	**128 112 042**	**135 610 781**	**2 823 191**	**-1 302 518**	**136 038 139**

** Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions*

Calcul de la capacité d'autofinancement

	CF 2022	BI 2023	BR1 2023	BR2 2023	Après BR2 2023
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4)	1 218 631	-3 384 478	-376 736	1 093 315	-2 667 899
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	7 576 282	6 492 115			6 492 115
- reprises sur dépréciations et provisions	- 636 609	-16 400			-16 400
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés					
- produits de cession d'éléments d'actifs					
- reprise sur amortissements	- 5 340 672	-4 692 115			-4 692 115
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	**2 817 632**	**-1 600 878**	**-376 736**	**1 093 315**	**-884 299**

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	CF 2022	BI 2023	BR1 2023	BR2 2023	Après BR2 2023	RESSOURCES	CF 2022	BI 2023	BR1 2023	BR2 2023	Après BR2 2023
Insuffisance d'autofinancement	**0**	**1 600 878**	**376 736**	**0**	**884 299**	Capacité d'autofinancement	2 817 632	0	0	1 093 315	0
						Financement de l'actif par l'État	1 126 549	268 877	400 801		669 678
Investissements	5 191 923	11 721 502	1 918 029	-3 009 411	10 630 120	Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	1 024 807	5 918 195	1 285 848	-2 040 606	5 163 437
						Autres ressources	11242				0
Remboursement des dettes financières						Augmentation des dettes financières		0			
TOTAL DES EMPLOIS (5)	**5 191 923**	**13 322 380**	**2 294 765**	**-3 009 411**	**11 514 419**	**TOTAL DES RESSOURCES (6)**	**4 980 231**	**6 187 072**	1 686 649	-947 291	5 833 115
Apport au fonds de roulement (7) = (6)-(5)	**0**	**0**	**0**	**2 062 120**	**0**	**Prélèvement sur fonds de roulement (8) = (5)-(6)**	**211 692**	**7 135 308**	**608 116**	**0**	**5 681 304**

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Après BR1 2023
Niveau du FONDS DE ROULEMENT au 31/12/2022	**15 757 664**
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	**-9 962 204**
Niveau de la TRESORERIE au 31/12/2022	**25 719 868**
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	**-5 681 304**
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	**1 699 511**
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	**-7 380 815**
Niveau du FONDS DE ROULEMENT au 31/12/2023	**10 076 360**
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	**-8 262 693**
Niveau de la TRESORERIE au 31/12/2023	**18 339 053**

TABLEAU 7
Plan de trésorerie

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	**25 719 869**	**42 966 800**	**33 443 374**	**22 561 078**	**37 352 763**	**28 486 294**	**20 748 794**	**42 419 780**	**36 116 625**	**28 334 436**	**34 973 478**	**27 168 396**	
ENCAISSEMENTS	**26 516 748**	**2 122 483**	**2 528 356**	**26 032 856**	**1 712 223**	**2 483 263**	**36 926 789**	**2 461 024**	**2 286 755**	**17 878 425**	**7 909 177**	**6 131 130**	**134 989 229**
Recettes budgétaires globalisées	865 309	25 899 490	5 574 419	26 239 666	677 150	2 401 153	481 917	551 390	38 651 064	18 078 063	6 892 343	3 891 206	130 203 170
Subvention pour charges de service public		24 954 403		25 319 902				-	35 656 964	14 949 018	54 785	313 782	101 248 854
Autres financements de l'État	47 000	16 440		8 100				-		108 060	110 544	168 120	458 264
Fiscalité affectée			537 758			39 286		409 942			- 79 698		907 288
Autres financements publics	329 500	514 761	3 516 529	452 709	164 592	1 543 477	13 706	4 440	1 278 020	1 564 829	585 115	2 126 739	12 094 417
Recettes propres	488 809	413 886	1 520 132	458 955	512 558	818 390	468 211	137 008	1 716 080	1 456 156	6 221 597	1 282 565	15 494 347
Recettes budgétaires fléchées	**300 000**	**150 000**	**-**	**135 000**	**-**	**13 000**	**-**	**-**	**-**	**-**	**942 040**	**1 500 000**	**3 040 040**
Financements de l'État fléchés		150 000		135 000		5 000				-	10 000		300 000
Autres financements publics fléchés	300 000					8 000					932 040	1 500 000	2 740 040
Recettes propres fléchées													-
Opérations non budgétaires	25 351 439	- 23 927 007	- 3 046 063	- 341 810	1 035 073	69 110	36 444 872	1 909 634	- 36 364 309	- 199 638	74 794	739 924	1 746 019
Emprunts : encaissements en capital				-	-	-	-	-					-
Prêts : encaissement en capital	-	-	-	-	-	-	-	-					-
Dépôts et cautionnements													
Opérations gérées en comptes de tiers :	25 351 439	- 23 927 007	- 3 046 063	- 341 810	1 035 073	69 110	36 444 872	1 909 634	- 36 364 309	- 199 638	74 794	739 924	1 746 019
- TVA encaissée	13 860	19 625	8 991	21 310	11 868	41 035	53 436	15 763	519 828	326 607		- 55 147	977 176
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	76 105	193 340			185 360		196 557		117 481	22 103		- 526 146	264 800
- Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	25 261 474	- 24 139 972	- 3 055 054	- 363 120	837 845	28 075	36 194 879	1 893 871	- 37 001 618	- 548 348	74 794	1 321 217	504 043
A. TOTAL	26 516 748	2 122 483	2 528 356	26 032 856	1 712 223	2 483 263	36 926 789	2 461 024	2 286 755	17 878 425	7 909 177	6 131 130	134 989 229
DECAISSEMENTS	**9 269 817**	**11 645 909**	**13 410 652**	**11 241 171**	**10 578 692**	**10 220 763**	**15 255 803**	**8 764 179**	**10 068 944**	**11 239 383**	**15 714 259**	**14 960 472**	**142 370 044**
Dépenses liées à des recettes globalisées	9 197 970	11 381 439	13 119 744	10 874 594	10 493 241	10 142 283	14 002 547	8 742 783	9 911 683	11 339 682	14 188 869	13 743 770	137 138 605
Personnel	7 873 125	9 035 701	8 372 706	8 599 317	8 801 490	7 920 111	11 412 640	8 094 016	7 912 862	8 380 733	9 959 610	9 795 732	106 158 043
Fonctionnement	1 084 187	2 026 600	3 315 028	1 743 090	1 272 738	1 663 799	1 634 121	534 074	1 553 383	2 058 975	4 009 869	2 492 116	23 387 980
Intervention													-
Investissement	240 658	319 138	1 432 010	532 187	419 013	558 373	955 786	114 693	445 438	899 974	219 390	1 455 922	7 592 582
Dépenses liées à des recettes fléchées	**11 035**	**89 108**	**65 630**	**216 096**	**30 172**	**4 566**	**178 466**	**11 329**	**54 400**	**13 058**	**1 245 385**	**1 118 293**	3 037 538
Personnel	-	-	-	-	-	-	-	-					-
Fonctionnement													-
Intervention	-												-
Investissement	11 035	89 108	65 630	216 096	30 172	4 566	178 466	11 329	54 400	13 058	1 245 385	1 118 293	3 037 538
Opérations non budgétaires	**60 812**	**175 362**	**225 278**	**150 481**	**55 279**	**73 914**	**1 074 790**	**10 067**	**102 861**	**- 113 357**	**280 005**	**98 409**	**2 193 901**
Emprunts : remboursements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-					
Prêts : décaissements en capital	-	-	-	-	-	-	400	-				- 400	-
Dépôts et cautionnements													
Opérations gérées en comptes de tiers :	60 812	175 362	225 278	150 481	55 279	73 914	1 074 390	10 067	102 861	- 113 357	280 005	98 809	2 193 901
- TVA décaissée	38 987	54 787	125 693	48 973	45 302	62 051	99 348	10 067	36 793	168 365	230 025	- 168 364	752 027
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	76 106	142 700	97 600	10 800	8 400	11 600	971 189		66 068	89 517	- 22 705	- 1 238 573	212 702
- Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	- 54 281	- 22 125	1 985	90 708	1 577	263	3 853			- 371 239	72 685	1 505 746	1 229 172
B. TOTAL	9 269 817	11 645 909	13 410 652	11 241 171	10 578 692	10 220 763	15 255 803	8 764 179	10 068 944	11 239 383	15 714 259	14 960 472	142 370 044
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	17 246 931	- 9 523 426	- 10 882 296	14 791 685	- 8 866 469	- 7 737 500	21 670 986	- 6 303 155	- 7 782 189	6 639 042	- 7 805 082	- 8 829 342	- 7 380 815
SOLDE CUMULE (1) + (2)	42 966 800	33 443 374	22 561 078	37 352 763	28 486 294	20 748 794	42 419 780	36 116 625	28 334 436	34 973 478	27 168 396	18 339 054	

Variation de trésorerie correspondant à celle du tableau d'équilibre financier (I) ou (II)

TABLEAU 8
Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Antérieures à 2017	CF 2017	CF 2018	CF 2019	CF 2020	CF 2021	CF 2022	BI 2023	BR1 2023	BR2 2023	BI 2024	BI 2025 ET PLUS	Total
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)	**0**	**-99 596**	**-306 868**	**-464 785**	**-125 869**	**-289 876**	**28 472**	**131 646**	**12 769**	**-15 852**	**134 148**	**226 148**	**226 148**
Recettes fléchées (b)	**5 266 508**	**5 669 651**	**2 234 439**	**2 098 322**	**1 298 500**	**1 456 281**	**473 977**	**4 306 634**	**-**	**- 1 266 594**	**10 581 000**	**57 097 282**	**89 216 000**
Financements de l'État fléchés	1 779 750	2 633 200	417 550	994 050	354 145	85 050	274 193	150 000	150 000		1 325 000	28 611 062	36 774 000
Conseil départemental	2 350 000	1 560 000	-	-	290 000	-		-	-		500 000	15 500 000	20 200 000
Région Rhône-Alpes	1 136 758	1 476 451	1 816 889	1 104 272	654 355	1 371 231	199 784	4 156 634	- 150 000	- 1 266 594	8 756 000	12 986 220	32 242 000
Recettes propres fléchées	-	-	-	-		-	-	-	-		-		-
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	**5 366 104**	**5 876 923**	**2 392 356**	**1 759 406**	**1 462 507**	**1 137 933**	**370 803**	**4 425 511**	**28 621**	**- 1 416 594**	**10 489 000**	**57 323 430**	**89 216 000**
Personnel	-	-	-	-		-	-		-		-		-
AE=CP	-	-	-	-		-	-		-		-		-
Fonctionnement	-	-	-	-		-	-		-		-		-
AE	63 173	5 962	14 037	-		-	-		-	-	-	1 251	84 423
CP	68 173	5 865	1 537	-		-	-			-		8 848	84 423
Intervention	-	-	-	-		-	-		-		-		-
AE	-	-	-	-		-	-		-		-		-
CP	-	-	-	-		-	-		-		-		-
Investissement	-	-	-	-		-	-		-		-		-
AE	11 018 172	2 758 319	1 253 080	1 415 273	1 459 526	302 109	1 640 750	20 514 511	28 621	- 1 441 594	18 094 000	32 090 062	89 132 829
CP	5 297 931	5 871 058	2 390 819	1 759 406	1 462 507	1 137 933	370 803	4 425 511	28 621	- 1 416 594	10 489 000	57 314 582	89 131 577
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	**- 99 596**	**- 207 272**	**- 157 917**	**338 916**	**- 164 007**	**318 348**	**103 174**	**- 118 877**	**- 28 621**	**150 000**	**92 000**	**- 226 148**	**-**

Solde budgétaire N repris au tableau "Equilibre financier" en (a)

Conseil d'administration du 19 décembre 2023 - 20 votants : 1 défavorable, 19 favorables

Tableau 9 - EPSCP

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	**AE nouvelles ouvertes en année 2023**	Total des AE ouvertes pour l'année 2023	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	**CP nouveaux ouverts en année 2023**	**Total des CP ouverts pour 2023 l'année n**	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)=<(2)-(3)	(5)	(6) = (4)+(5)	(7)	(8)	(9)=<(7-8)	(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(3)-(6)	(13)=(3)+(6)-(8)-(11)
Contrats rech non fléchés PIA	2 733 982	1 124 090	394 744	308 224	423 260	731 484	1 124 090	370 748	308 224	423 260	731 484	1 607 754	23 996
Contrats rech non fléchés AUTRES FIN PUB	2 343 867	1 634 671	1 133 294	308 604	319 794	628 398	1 634 671	1 109 458	308 604	319 794	628 398	582 175	23 836
Contrats rech non fléchés ANR	7 878 018	5 394 755	2 897 881	35 014	1 661 841	1 696 855	5 357 948	2 834 378	35 951	1 695 341	1 731 292	3 283 282	29 066
Contrats rech non fléchés REGION	1 714 004	998 766	574 865	36 420	426 241	462 662	998 766	558 350	36 421	426 241	462 662	676 477	16 515
Contrats rech non fléchés VALORISATION	1 616 346	1 175 051	681 178	116 294	312 948	429 242	1 175 051	671 554	116 294	312 948	429 242	505 926	9 624
Contrats rech non fléchés HORS ANR	680 044	402 641	314 423	152 090	109 217	261 307	402 641	313 593	152 090	109 217	261 307	104 314	830
Contrats rech fléchés CPER	3 732 741	3 433 992	2 790 603	1 251	148 749	150 000	3 529 492	2 756 429	1 251	148 749	150 000	792 138	34 174
Contrats rech non fléchés EUROPE	1 430 331	974 752	449 901	5 750	286 066	291 816	974 752	446 053	5 750	286 066	291 816	688 614	3 848
Total contrats de recherche	**22 129 333**	**15 138 718**	**9 236 889**	**963 647**	**3 688 116**	**4 651 764**	**15 197 411**	**9 060 563**	**964 585**	**3 721 616**	**4 686 201**	**8 240 680**	**141 889**
Total contrats d'enseignement	**9 546 644**	**4 579 669**	**3 449 993**	**180 999**	**4 793 563**	**4 974 562**	**4 579 669**	**3 344 741**	**180 999**	**4 793 563**	**4 974 562**	**1 122 089**	**105 252**
Bâtiment Polytech CICBPOLYX	8 899 400	8 717 706	8 717 706			-	8 794 043	8 794 043		-	-	181 694	- 76 337
Halle des sports CICJRHSPX	5 000 000	4 883 491	4 883 491		2 040	2 040	4 830 207	4 830 207		2 040	2 040	114 469	53 284
Bâtiment Maurienne CICBR12AX/cicmaurx	2 106 216	2 106 216	1 979 738		8 000	8 000	2 106 216	1 904 534		8 000	8 000	118 478	75 204
Rénovation Jacob CICJRBIBX cper 15	21 700 000	613 213	613 213		17 744 000	17 744 000	116 071	116 071		970 000	970 000	3 342 787	17 271 142
Rénovation IUT 74 CICARIUTX	7 000 000	109 858	109 858		850 000	850 000	8 732	8 732		850 000	850 000	6 040 142	101 126
Accueil site Annecy CICAACSIX	4 000 000	990 565	990 565		300 000	300 000	63 000	63 000		1 010 000	1 010 000	2 709 435	217 565
Bâtiment Marcoz	300 000					-	-			-	-	300 000	-
CEDRA FLECHE ciccedrx	100 000	-	-		50 000	50 000	-	-		50 000	50 000	50 000	-
CEPART GLOBALISE OICCBR12BX	1 028 800	816 701	816 701		45 000	45 000	80 072	80 072		45 000	45 000	167 099	736 629
Rénovation étanchéité bat 23 JACOB oicj23etx	1 043 360	1 017 360	948 318		80 000	80 000	1 017 360	676 535		80 000	80 000	15 042	271 783
Chaufferie bourget du lac OICBCHAUX	2 042 901	1 972 901	1 889 271		70 000	70 000	1 972 901	444 122		70 000	70 000	83 630	1 445 149
Sécurité 2017	285 000	285 000	285 000		-	-	285 000	285 000			-	-	-
Sécurité + Sûreté2019	80 000	80 000	80 000		-	-	80 000	80 000			-	-	-
Sécurité 2020	100 000	100 000	100 000			-	100 000	100 000			-	-	-
Sécurité 2021	80 000	80 000	80 000			-	80 000	80 000			-	-	-
Sécurité 2022	200 000	20 000	20 000		180 000	180 000	20 000	20 000		180 000	180 000	-	-
Sécurité 2023	240 000				200 000	200 000				200 000	200 000	40 000	-
Agenda accessibilité 2017	80 000	80 000	80 000			-	80 000	80 000			-	-	-
Agenda accessibilité 2018	250 000	250 000	250 000			-	250 000	250 000			-	-	-
Agenda accessibilité 2019	90 000	90 000	90 000			-	90 000	90 000			-	-	-
Agenda accessibilité 2020	20 000	20 000	20 000			-	20 000	20 000			-	-	-
Agenda accessibilité 2021	50 000	50 000	50 000			-	50 000	50 000			-	-	-
Agenda accessibilité 2023	80 000				80 000	80 000				80 000	80 000	-	
Sûreté 2020	30 000	30 000	30 000			-	30 000	30 000			-	-	-
Sûreté 2021	100 000	100 000	100 000			-	100 000	100 000			-	-	-
Sûreté 2022	60 000	-	-		60 000	60 000	-	-		60 000	60 000	-	-
Sûreté 2023	-					-					-	-	-
Total programmes pluriannuels d'investissement	**54 965 677**	**22 413 011**	**22 133 861**	**-**	**19 669 040**	**19 669 040**	**20 173 602**	**18 102 316**	**-**	**3 605 040**	**3 605 040**	**13 162 776**	**20 095 545**
Total	**86 641 654**	**42 131 398**	**34 820 743**	**1 144 646**	**28 150 719**	**29 295 366**	**39 950 682**	**30 507 620**	**1 145 584**	**12 120 219**	**13 265 803**	**22 525 545**	**20 342 686**
Ss total personnel	12 938 799	7 572 803	5 875 747	508 354	3 905 221	4 413 575	7 574 804	5 875 747	620 907	3 905 221	4 413 575	2 649 477	-
Ss total fonctionnement et intervention	18 737 119	6 403 771	6 811 136	636 292	4 576 458	5 212 740	12 202 278	6 529 557	524 678	4 609 958	5 247 188	6 713 292	247 141
Ss total investissement	54 965 677	28 154 823	22 133 861	-	19 669 040	19 669 040	20 173 602	18 102 316	-	3 605 040	3 605 040	13 162 776	20 095 545

B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	**Encaissements pour l'année 2023**	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)
Contrats rech non fléchés PIA	2 733 982		2 733 982	924 303	534 305	1 275 374
Contrats rech non fléchés AUTRES FIN PUB	2 343 867		2 343 867	934 034	479 709	930 124
Contrats rech non fléchés ANR	7 878 018		7 878 018	3 533 912	1 279 258	3 064 848
Contrats rech non fléchés REGION	1 714 004		1 714 004	67 373	346 284	1 300 347
Contrats rech non fléchés VALORISATION	1 616 346		1 616 346	278 708	317 072	1 020 566
Contrats rech non fléchés HORS ANR	680 044		680 044	205 071	1 999	472 974
Contrats rech fléchés CPER	3 732 741		3 732 741	2 907 938	150 000	674 803
Contrats rech non fléchés EUROPE	1 430 331	-	1 430 331	593 198	79 135	757 998
TOTAL RECHERCHE	22 129 333	-	22 129 333	9 444 538	3 187 762	9 497 033
Total contrats d'enseignement	**9 546 644**		**9 546 644**	**5 811 997**	**3 408 003**	**326 644**
Bâtiment Polytech CICBPOLYX	8 899 400		8 899 400	8 849 400	-	50 000
Halle des sports CICJRHSPX	5 000 000	-	5 000 000	4 961 366	2 040	36 594
Bâtiment Maurienne CICBR12AX/cicmaurx	2 106 216	1 005 616	1 100 600	1 092 600	8 000	
Rénovation Jacob CICJRBIBX cper 15	21 700 000		21 700 000	-	970 000	20 730 000
Rénovation IUT 74 CICARIUTX IUTA	7 000 000		7 000 000	-	850 000	6 150 000
Accueil site Annecy CICAACSIX	4 000 000		4 000 000	-	1 010 000	2 990 000
Bâtiment Marcoz	300 000		300 000			300 000
CEDRA FLECHE	100 000		100 000	-	50 000	50 000
CEPART OICBR12BX GLOBALISE	1 028 800	428 800	600 000	-	600 000	
Rénovation étanchéité bat 23 jacob	1 043 360	433 860	609 500	121 900	-	487 600
Chaufferie bourget du lac	2 042 901	1 287 901	755 000	50 000	505 000	200 000
Sécurité2017	285 000		285 000	285 000		-
Sécurité +Sûreté 2019	80 000		80 000	80 000		-
Sécurité 2020	100 000		100 000	100 000		-
Sécurité 2021	80 000		80 000	80 000		-
Sécurité 2022	200 000		200 000	200 000		-
Sécurité 2023	240 000		240 000		240 000	-
Agenda accessibilité 2017	80 000		80 000	80 000		-
Agenda accessibilité 2018	250 000		250 000	250 000		-
Agenda accessibilité 2019	90 000		90 000	90 000		-
Agenda accessibilité 2020	20 000		20 000	20 000		-
Agenda accessibilité 2021	50 000		50 000	50 000		-
Agenda accessibilité 2023	80 000		80 000		80 000	-
Sûreté 2020	30 000		30 000	30 000		-
Sûreté 2021	100 000		100 000	100 000		-
Surete 2022	60 000		60 000	60 000		-
Surete 2023		-	-	-		-
Total programmes pluriannuels d'investissement	**54 965 677**	**3 156 177**	**51 809 500**	**16 500 266**	**4 315 040**	**30 994 194**
Total	**86 641 654**	**3 156 177**	**83 485 477**	**31 756 801**	**10 910 805**	**40 817 871**

Conseil d'administration du 19 décembre 2023 - 20 votants : 1 défavorable, 19 favorables

Tableau 10 EPSCP
BR2 2023

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération		Nature	Prévision pluriannuelle	Prévision N (BI + BR)									Prévision N+1 et suivantes	
			Coût total de l'opération	AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N+	AE nouvelles ouvertes en 2023	TOTAL des AE ouvertes en 2023	CP ouverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP reprogrammés ou reportés en N+	CP nouveaux ouverts en 2023	TOTAL des CP ouverts en 2023	AE prévues en N+1 et suivantes	CP prévus en N+1 et suivantes
			(1)	(2)	(3)	(4) <= (2) - (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9) <= (7) - (8)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13)
Dépenses d'investissement (PPI)	Bâtiment Polytech	investissement	8 838 228	8 634 536	8 634 536		0	0	8 738 408	8 738 408		0	0	181 692	97 820
	Bâtiment Polytech	fonctionnement	83 172	83 172				0	75 575	75 575			0	7 597	7 597
	Halle des sports	investissement	5 000 000	4 883 491	4 883 491		2 040	2 040	4 830 207	4 830 207		2 040	2 040	114 469	167 733
	Bâtiment Maurienne	investissement	2 106 236	1 979 793	1 979 793		8 000	8 000	2 106 236	1 904 934		8 000	8 000	118 478	193 642
	Rénovation JACOB CICRIBBX	investissement	21 700 000	613 213	613 213		17 744 000	17 744 000	116 075	116 075		970 000	970 000	3 342 787	20 613 925
	Rénovation IUT 74	investissement	7 000 000	109 858	109 858		850 000	850 000	8 732	8 732		850 000	850 000	6 040 142	6 141 268
	Accueil site Annecy	investissement	4 000 000	990 565	990 565		300 000	300 000	63 000	63 000		1 010 000	1 010 000	2 709 435	2 927 000
	Batiment Marcoz	investissement	300 000	0	0		0	0	0	0		0	0	300 000	300 000
	CEDRA FLECHE ci/cedrix	investissement	100 000	0	0		50 000	50 000	0	0		50 000	50 000	50 000	50 000
	CEPART CICBR128X GLOBALISE	investissement	1 028 800	816 701	816 701		45 000	45 000	80 072	80 072		45 000	45 000	167 099	903 728
	Rénovation étanchéité bat 23 Jacob	investissement	1 043 360	1 017 360	948 318		80 000	80 000	1 017 360	676 535		80 000	80 000	15 042	286 825
	Chaufferie bourget du lac	investissement	2 042 901	1 972 901	1 889 273		70 000	70 000	1 972 901	444 122		70 000	70 000	83 630	1 528 779
	Sécurité 2017	investissement	285 000	285 000	285 000	0	0	0	285 000	285 000		0	0	0	0
	Sécurité 2019+surete	investissement	80 000	80 000	80 000		0	0	80 000	80 000		0	0	0	0
	Sécurité 2020	investissement	100 000	100 000	100 000	0	0	0	100 000	100 000	0	0	0	0	0
	Sécurité 2021	investissement	80 000	80 000			0	0	80 000	80 000		0	0	0	0
	Sécurité 2022	investissement	200 000	20 000	20 000		180 000	180 000	20 000	20 000		180 000	180 000	0	0
	Sécurité 2023	investissement	240 000	0	0		200 000	200 000	0	0		200 000	200 000	40 000	40 000
	Agenda Accessibilité 2017	investissement	80 000	80 000	80 000		0	0	80 000	80 000		0	0	0	0
	Agenda accessibilité 2018	investissement	250 000	250 000	250 000	0	0	0	250 000	250 000		0	0	0	0
	Agenda accessibilité 2019	investissement	90 000	90 000	90 000		0	0	90 000	90 000		0	0	0	0
	Agenda accessibilité 2020	investissement	20 000	20 000	20 000		0	0	20 000	20 000	0	0	0	0	0
	Agenda accessibilité 2021	investissement	50 000	50 000	50 000		0	0	50 000	50 000		0	0	0	0
	Agenda accessibilité 2023	investissement	80 000	0	0		80 000	80 000	0	0		80 000	80 000	0	0
	Sûreté 2020	investissement	30 000	30 000	30 000		0	0	30 000	30 000		0	0	0	0
	Sûreté 2021	investissement	100 000	100 000	100 000	0	0	0	100 000	100 000		0	0	0	0
	SURETE 2022	investissement	60 000	0	0		60 000	60 000	0	0		60 000	60 000	0	0
	SURETE 2023	investissement	0	0	0		0	0	0	0		0	0	0	0
	Total Dépenses d'investissement 1		**54 965 677**	**22 413 011**	**22 130 861**	**0**	**19 668 040**	**19 668 040**	**20 173 602**	**18 102 156**	**0**	**3 605 040**	**3 605 040**	**13 102 770**	**33 254 332**
Contrats de recherche	Contrats rech non fléchés PIA	personnel/fonctionnement/investissement	1 124 098	394 744	308 224		423 260	731 484	1 124 098	370 748	308 224	423 260	731 484	1 607 758	1 631 750
	Contrats rech non fléchés AUTRES FINPUB	personnel/fonctionnement/investissement	1 634 671	1 133 294	308 604		319 794	628 398	1 634 671	1 109 458	308 604	319 794	628 398	582 173	606 011
	Contrats rech non fléchés ANR	personnel/fonctionnement/investissement	5 394 755	2 897 881	35 034		1 661 841	1 696 855	5 357 948	2 834 378	35 951	1 695 341	1 731 292	3 283 282	3 312 148
	Contrats rech non fléchés REGION	personnel/fonctionnement/investissement	1 734 004	574 865	36 430		426 241	462 661	998 766	538 310	36 421	426 241	462 662	676 478	692 930
	Contrats rech non fléchés VALORISATION	personnel/fonctionnement/investissement	1 636 346	681 178	116 294		312 948	429 242	1 175 051	671 554	116 294	312 948	429 242	505 926	515 590
	Contrats rech non fléchés HORS ANR	personnel/fonctionnement/investissement	402 641	314 423	152 090		109 217	261 307	402 641	313 593	152 090	109 217	261 307	104 318	105 144
	Contrats rech fléchés CPER	personnel/fonctionnement/investissement	3 433 970	2 790 603	1 251		148 749	150 000	3 529 492	2 796 429	1 251	148 749	150 000	792 118	826 312
	Contrats rech non fléchés EUROPE	personnel/fonctionnement/investissement	1 430 331	974 752	449 901	5 750	286 066	291 816	974 752	446 053	5 750	286 066	291 816	688 614	692 466
	Total contrat de recherche.2		**22 129 333**	**15 138 718**	**9 236 889**	**963 647**	**3 688 116**	**4 651 763**	**15 197 411**	**9 060 563**	**964 585**	**3 721 636**	**4 686 201**	**8 240 681**	**8 382 589**
Contrat d'enseignement		personnel/fonctionnement/investissement	9 546 644	4 579 680	3 449 993	180 999	4 793 563	4 974 562	4 579 680	3 344 741	180 999	4 793 563	4 974 562	1 122 080	1 227 342
			9 546 644	**4 579 680**	**3 449 993**	**180 999**	**4 793 563**	**4 974 562**	**4 579 680**	**3 344 741**	**180 999**	**4 793 563**	**4 974 562**	**1 122 080**	**1 404 182**
TOTAL			**86 641 654**	**42 131 398**	**34 820 743**	**1 144 646**	**28 150 718**	**29 293 365**	**39 950 692**	**30 507 460**	**1 145 584**	**12 120 239**	**13 265 823**	**22 525 531**	**43 040 253**

A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. lors du premier budget rectificatif N, le cas échéant présenté avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

B - Prévisions de recettes

Opération		Nature	Prévision	Prévision N		Prévisions en N+1 et suivantes
			Financement de l'opération	Encaissements des années antérieures à N	Encaissement prévus en 2023	Encaissements prévus en N+1
			(18)	(19)	(20)	(21)
Recettes d'investissement (PPI)	Bâtiment Polytech	Financement de l'Etat*	900 000	900 000		0
	Bâtiment Polytech	Autres financements publics**	7 999 400	7 949 400	0	50 000
	Halle des sports	Financement de l'Etat*	2 500 000	2 500 000	0	0
	Halle des sports	Autres financements publics**	2 500 000	2 461 366	2 040	36 594
	Halle des sports	Autofinancement				0
	Bâtiment Maurienne	Financement de l'Etat*				0
	Bâtiment Maurienne OCB128AX	Autres financements publics**	1 100 600	1 092 600	8 000	0
	Bâtiment Maurienne OCBCMAURX	Autofinancement	1 005 636	0		0
	Rénovation iut a ci/cariutx	Financement de l'Etat*	3 500 000	0	850 000	2 650 000
	Rénovation iut a ci/cariutx	Autres financements publics**	3 500 000	0		3 500 000
	Rénovation Jacobci/jtbibx	Autres financements publics**	21 700 000	0	970 000	20 730 000
	Accueil site Annecy	Financement de l'Etat*	2 000 000	0		2 000 000
	Accueil site Annecy	Autres financements publics**	2 000 000	0	1 010 000	990 000
	Bâtiment Marcoz	Financement de l'Etat*		0		0
	Bâtiment Marcoz	Autres financements publics**	300 000	0		300 000
	CEDRA FLECHE ci/cedrix	financement de l'Etat*	100 000	0	50 000	50 000
	CEDRA FLECHE ci/cedrix	Autres financements publics**		0		0
	CEPART CICBR128X GLOBALISE	Financement de l'Etat*		0		0
	CEPART CICBA128X GLOBALISE	Autres financements publics**	600 000	0	600 000	0
	CEPART GLOBALISE	Autofinancement	428 800			
	plan relance renovation etanchéite bat 3 jacob	Autres financements etat*	609 500	121 900		487 600
	plan relance renovation etanchéite bat 3 jacob	Autofinancement	433 860	0		
	chaufferie bourget du lac	Autres financements etats*	250 000	50 000		200 000
	chaufferie bourget du lac	Autres financements publics**	505 000		505 000	0
	chaufferie bourget du lac	Autofinancement	1 287 901		0	
	sécurité 2017	Financement de l'Etat*	285 000	285 000	0	0
	Sécurité + Sûreté 2019	Financement de l'Etat*	80 000	80 000	0	0
	Sécurité 2020	Financement de l'Etat*	100 000	100 000		0
	Sécurité 2021	Financement de l'Etat*	80 000	80 000		0
	Sécurité 2022	Financement de l'Etat*	200 000	200 000		0
	Sécurité 2023	Financement de l'Etat*	240 000		240 000	0
	Agenda accessibilité 2017	Financement de l'Etat*	80 000	80 000		0
	Agenda accessibilité 2018	Financement de l'Etat*	250 000	250 000	0	0
	Agenda accessibilité 2019	Financement de l'Etat*	90 000	90 000	-	0
	Agenda accessibilité 2020	Financement de l'Etat*	20 000	20 000		0
	Agenda accessibilité 2021	Financement de l'Etat*	50 000	50 000	-	0
	Agenda accessibilité 2023	Financement de l'Etat*	80 000		80 000	0
	Sûreté 2020	Financement de l'Etat*	30 000	30 000		0
	Sureté 2021	Financement de l'Etat*	100 000	100 000		0
	Sureté 2022	Financement de l'Etat*	60 000	60 000		0
	Sureté 2023	Financement de l'Etat*	0			0
	Total PPI 1		**54 965 677**	**16 500 266**	**4 315 040**	**30 994 194**
Contrats de recherche	CONTRATS HORS ANR	Autres financements publics**	2 731 982	934 303	534 309	1 275 374
	VALORISATION	Autres financements **	2 343 867	934 034	479 709	930 124
	PIA	Autres financements publics**	7 878 018	3 533 912	1 279 258	3 064 848
	ANR	Autres financements publics**	1 734 004	67 373	346 284	1 300 347
	REGION	Autres financements publics**	1 636 346	276 708	317 072	1 042 566
	EUROPE	Autres financements publics**	680 044	205 071	1 999	472 974
	Contrats rech fléchés CPER	Autres financements publics**	3 732 741	2 907 938	150 000	674 803
	AUTRES FINANCEMENTS PUBLICS	Autres financements publics**	1 430 331	593 198	79 131	757 938
	Total contrat de recherche.2		**22 129 333**	**9 444 538**	**3 187 762**	**9 497 059**
Contrats d'enseignement		Financement de l'Etat*				0
		Autres financements publics**				0
		Autres financements***	9 546 644	5 811 997	3 408 003	326 644
	Total contrat de formation .3		**9 546 644**	**5 811 997**	**3 408 003**	**326 644**
		Ss total financement de l'Etat	**11 604 500**	**4 996 900**	**1 220 000**	**5 387 600**
		Ss total autres financements publics	**59 990 466**	**20 013 870**	**5 803 093**	**34 173 503**
		Ss total autofinancement	**3 156 177**	**0**	**0**	**0**
		Ss total autres financements	**11 890 511**	**6 746 018**	**3 887 712**	**1 256 768**
	TOTAL		**86 641 654**	**31 756 788**	**10 910 805**	**40 817 871**

Conseil d'administration du 19 décembre 2023 - 20 votants : 1 défavorable, 19 favorables

A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Tableau 9bis de suivi des opérations immobilières

Opération	Nature	Coût total de l'opération	Prévision N (B1+ B5)									Restes	Prévision N+1 et suivantes					
			AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N	AE nouvelles ouvertes en 2023	TOTAL des AE ouvertes en 2023	CP ouverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP reprogrammés ou reportés en N	CP nouveaux ouverts en 2023	TOTAL des CP ouverts en N	Restes à engager en fin d'année n (A1)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)	AE prévues en 2024	CP prévus en 2024	AE prévues en 2025	CP prévus en 2025	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2
		(1)	(2)	(3)	(4) <= (2) - (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9) <= (7) -(8)	(10)	(11) = (9) + (10)	(1)-(3)-(6)	(3)+(6)-(8)-(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
Dépenses d'investissement (PPI)	1-Batiment Polytech	8 899 400	8 717 706	8 717 706	-	-	-	8 794 043,00	8 794 043,00	-	-	-	181 694,00	105 357,00	181 694,00	105 357,00				
	2-Halle des sports	5 000 000	4 883 491	4 883 491	-	20 40,00	2 040,00	4 830 207,00	4 830 207,00	-	2 040,00	2 040,00	114 469,00	53 284,00	114 469,00	167 753,00				
	3-Rénovation IUT 74	7 000 000	109 858	109 858	-	850 000,00	850 000,00	8 732,00	8 732,00	-	850 000,00	850 000,00	6 040 142,00	101 126,00	955 790,00	499 268,00	484 352,00		5 000 000,00	5 642 000,00
	4-Accueil site Annecy PIP2	4 000 000	990 565	990 565	-	3 000 000,00	3 000 000,00	63 000,00	63 000,00	-	1 010 000,00	1 010 000,00	2 709 435,00	217 565,00	1 690 845,00	1 100 000,00	450 000,00	200 000,00	568 594,00	1 627 000,00
	5-Etanchéité toiture Jacob	1 043 360	1 017 360	948 318	-	8 000 0,00	80 000,00	1 017 360,00	676 515,00	-	80 000,00	80 000,00	15 042,00	271 783,00	15 042,00	286 825,00				
	6-Chaufferie Bourget du Lac (Etat+ADEME+FDR)	2 042 901	1 972 901	1 889 271	-	70 000,00	70 000,00	1 972 901,00	444 12 2,00	-	70 000,00	70 000,00	83 630,00	1 445 149,00	836 30,00	1 528 779,00				
	7-Agenda d'accessibilité	570 000	490 000	490 000	-	80 000,00	80 000,00	490 000,00	490 000,00	-	80 000,00	80 000,00	-	-	-	-				
	8-Sécurité +sûreté	1 175 000	695 000	695 000	-	440 000,00	440 000,00	695 000,00	695 000,00	-	440 000,00	440 000,00	40 000,00	-	40 000,00	40 000,00				
	9-Batiment Maurienne	2 106 216	2 106 216	1 979 718	-	8 000,00	8 000,00	2 106 216,00	1 904 514,00	-	8 000,00	8 000,00	118 478,00	75 20 4,00	11 9 4 76,00	193 682,00				
	10-Rénovation BU Jacob	21 700 000	613 213	613 213	-	17 744 0,00	1 7 744 000,00	116 071,00	116 071,00	-	970 000,00	970 000,00	3 342 787,00	17 271 142,00	2 10 5 6 8 6,00	2 127 562,00		1 586 368,00	1 237 101,00	16 899 999,00
	11-Batiment Marcoz	300 000	0	0	-	-	-	-	-	-	8 000,00	8 000,00	300 000,00	8 000,00	300 000,00	67 000,00		225 000,00		
	12-CEDRA	100 000	0	0	-	50 000,00	50 000,00	-	-	-	50 000,00	50 000,00	50 000,00	-	50 000,00	50 000,00				
	13-CEPART	1 028 800	816 701	816 701	-	45 000	45 000	80 072,00	80 072,00	-	45 000,00	45 000,00	167 099,00	736 629,00	167 099	903 728				
TOTAL PPI		54 965 677	22 413 011	22 138 861	0	19 669 040	19 669 040	20 173 602	18 102 316	0	3 613 040	3 613 040	13 162 776	20 087 545	5 422 729	7 069 954	934 352	2 011 348	6 805 693	24 168 999

sous totaux fléches

B - Prévisions de recettes

Opération	Nature	Montant de l'opération envisagé	Montant de l'opération notifiée antérieur	Montant notifié année N	Montant restant à notifier	Montant des financements extérieurs	Financements extérieurs: Encaissements des années antérieures à N	Financements extérieurs: Encaissements de N: Encaissements prévus	Financements extérieurs: Encaissements de N: Encaissements prévus	Restes à encaisser	Prévisions en N+1 et suivantes: Encaissements prévus en N+1	Prévisions en N+1 et suivantes: Encaissements prévus en N+2	Prévisions en N+1 et suivantes: Encaissement prévus > N+2
		(1B)	(1Nb)	(1Nb)	(1Nc)	(1B)	(2N)	(2Na)	(2Nb)	2=(1B)-(2N)-(2Na)	(2I)	(2J)	(2K)
1-Batiment Polytech	Financement du TEC et	900 000	900 000		0	900 000	900 000			0			
	Financements de la région	7 999 400	7 999 400		0	7 999 400	7 949 400	0		50 000	5 0 0 0		
	Autres subventions				0	0		0	0	0			
	Autres recettes				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement												
	Total Opération 1	8 899 400	8 899 400	0	0	8 899 400	8 849 400	0	0	50 000	5 0 0 0	0	0
2-Halle des sports	Financement du TEC et	2 500 000	2 500 000		0	2 500 000	2 500 000			0			
	Financements de la région	2 500 000	2 500 000		0	2 500 000	2 461 3 9 6	2 0 4 0		36 5 9 4	36 5 9 4		
	Autres subventions				0	0				0			
	Autres recettes				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement												
	Total Opération 2	5 000 000	5 000 000	0	0	5 000 000	4 961 3 9 6	2 0 4 0	0	36 5 9 4	36 5 9 4	0	0
3-Rénovation IUT 74	Financement du TEC et				0	0				0			
	Financements de la région	7 000 000	7 000 000		0	7 000 000		850 000		6 150 000	1 150 0 0	1 000 000	4 0 0 0 000
	Autres subventions				0	0				0			
	Autres recettes				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement												
	Total Opération 3	7 000 000	7 000 000	0	0	7 000 000	0	850 000	0	6 150 000	1 150 0 0	1 000 000	4 0 0 0 000
4-Accueil site Annecy PIP 2	Financement du TEC et				0	0			0	0			
	Financements de la région	4 000 000	400 000		3 600 000	4 000 000		1 010 000		2 990 000	2 990 000		
	Autres subventions				0	0				0			
	Autres recettes				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement												
	Total Opération 4	4 000 000	400 000	0	3 600 000	4 000 000	0	1 010 000	0	2 990 000	2 990 000	0	0
5-Rénovation étanchéité bat 2 3 Jacob	Financement du TEC et	609 500	609 500		0	609 500	121 9 0 0	0		487 600	48 7 6 0		
	Financements de la région				0	0				0			
	Autres subventions				0	0				0			
	Autres recettes				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement	433 860								0			
	Total Opération 5	1 043 360	609 500	0	0	609 500	121 9 0 0	0	0	487 600	48 7 6 0	0	0
6-chaufferie bourget du lac	Financement du TEC et	250 000	50 000	200 000		250 000	5 0 0 0 0			200 000	200 000		
	Financements de la région					0				0			
	Autres subventions ademe	305 000		305 000		305 000				305 000	305 0 0 0		
	Autres recettes	200 000	200 000			200 000		100 000		100 000	100 0 0 0		
	Autofinancement par l'établissement	1 287 901								0			
	Total Opération 6	2 042 901	250 000	505 000	0	755 000	5 0 0 0 0	100 000	0	605 000	605 0 0 0	0	0
7-Agenda d'accessibilité	Financement du TEC et	570 000	490 000	8 0 0 0 0		570 000	490 000	80 000		0	0	0	0
	Financements de la région				0	0				0			
	Autres subventions				0	0				0			
	Autres recettes				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement												
	Total Opération 7	570 000	490 000	8 0 0 0 0	0	570 000	490 000	80 000	0	0	0	0	0
8-Sécurité+ SURETE	Financement du TEC et	1 175 000	935 000	240 000	0	1 175 000	935 0 0 0	240 000		0			
	Financements de la région				0	0				0			
	Autres subventions				0	0				0			
	Autres recettes				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement												
	Total Opération 8	1 175 000	935 000	240 000	0	1 175 000	935 0 0 0	240 000	0	-	0	0	0
9-Batiment Maurienne	Financement du TEC et				0	0				-			
	Financements de la région	1 100 600	1 0 9 4 488		6 112	1 100 600	1 0 9 2 6 0 0	8 000		-			
	Autres subventions				0	0				-			
	Autres recettes				0	0				-			
	Autofinancement par l'établissement	1 005 616								-			
	TOTAL OPERATION 9	2 106 216	1 0 9 4 488	0	6 112	1 100 600	1 0 9 2 6 0 0	8 000	0	0	0	0	0
10-Rénovation JACOB	Financement du TEC et	6 000 000		0	6 000 000	6 000 000		150 000		5 850 000	5 850 000		
	Financements de la région	9 700 000			9 700 000	19 050 000		820 000		8 880 000	8 880 000		
	Autres subventions	6 000 000			6 000 000	6 000 000				6 000 000	6 000 000		
	Autres recettes				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement												
	TOTAL OPERATION 10	21 700 000	0	0	21 700 000	25 050 000	0	970 000	0	20 730 000	20 730 000	0	0
11- MARCOZ	Financement du TEC et				0	0				0			
	Financements de la région	300 000			300 000	300 000				300 000	300 000		
	Autres subventions				0	0				0			
	Autres recettes				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement												
	TOTAL OPERATION 11	300 000			300 000	300 000	0	0	0	300 000	300 000		0
12-CPER 15 CEDRA flechés	Financement du TEC et	100 000	0		100 000	100 000		50 000		50 000	5 0 0 0 0		
	Financements de la région				0	0				0			
	Autres subventions				0	0				0			
	Autres recettes				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement												
	TOTAL OPERATION 12	100 000	0	0	100 000	100 000	0	50 000	0	50 000	5 0 0 0 0	0	0
13- CEPART	Financement du TEC et				0	0				0			
	Financements de la région				0	0				0			
	Autres subventions	600 000			600 000	600 000		600 000		0	0		
	Autres recettes				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement	428 800								0			
	TOTAL OPERATION 13	1 028 800	0	0	600 000	600 000	0	600 000	0	0	0	0	0
Total PPI	Se total financement de l'Etat	12 104 500	5 484 500	520 000	6 300 000	12 104 500	4 996 900	520 000	0	6 587 600	6 587 600	0	0
	Se total financements de la région	32 600 000	18 993 888	0	13 606 112	42 550 000	11 503 366	2 690 040	0	28 406 594	10 164 594	3 242 000	5 000 000
	Se total autres subventions	6 905 000	0	305 000	6 600 000	6 905 000	0	600 000	0	6 305 000	6 305 000	0	0
	Se total autres recettes	200 000	200 000	0	0	200 000	0	100 000	0	100 000	100 000	0	0
	Se total autofinancement par l'établissement	3 156 177	0	0	0								
	TOTAL	54 965 677	24 678 388	825 000	26 306 112	61 759 500	16 500 266	3 910 040	0	31 399 194	23 157 194	3 242 000	5 000 000

C - Poids des opérations sur la trésorerie de l'établissement

	Années antérieures à N	Année 2023	Année 2024	Année 2025	Années >2026	Total (autofinancement par l'établissement)
1-Batiment Polytech	- 55 357,00	-	- 55 357,00	-	-	-
2-Halle des sports	- 131 159,00	-	- 131 159,00	-	-	-
3-Rénovation IUT 74	- 8 712,00	-	- 650 732,00	- 1 000 000,00	- 1 642 000,00	-
4-Accueil site Annecy PIP2	- 63 000,00	-	- 1 890 000,00	- 200 000,00	- 1 627 000,00	-
5-Etanchéité toiture Jacob	- 554 635,00	- 80 000,00	- 200 775,00	-	-	- 433 860,00
6-Chaufferie Bourget du Lac (etat+ademe+fdr)	- 394 122,00	- 30 000,00	- 923 779,00	-	-	- 1 287 901,00
7-Agenda d'accessibilité	-	-	-	-	-	-
8-Sécurité+sûreté	- 240 000,00	- 200 000,00	- 40 000,00	-	-	-
9-Batiment Maurienne	- 811 984,00	-	- 193 682,00	-	-	- 1 005 666,00
10-Rénovation BU Jacob	- 116 071,00	-	- 18 602 438,00	- 1 586 368,00	- 16 899 999,00	-
11-Batiment Marcoz	-	- 8 000,00	- 233 000,00	- 225 000,00	-	-
12-CEDRA	-	-	-	-	-	-
13-CEPART	- 80 072,00	- 555 000,00	- 903 728,00	-	-	- 428 800,00
Total toutes opérations	- 1 602 050,00	- 297 000,00	- 19 329 240,00	- 1 011 368,00	- 20 168 999,00	- 3 156 177,00

- Colonnes (1Na), (1Nb) et (1Nc) relatives aux notifications : il importe de rappeler qu'il s'agit d'inscrire les notifications de dotations de l'Etat ou les conventions de financement par les collectivités. A titre d'illustration un CPER signé ne vaut pas notification de financement et n'ordonc pas voation à être inscrit.
- Colonne (1Nb)" Montant notifié en N" doit être actualisé à chaque mise à jour du tableau (B ou BR).
- Colonne (2J)" Restes à encaisser" doit être égale à la somme des colonnes (2I); (2K) et (2S).

Conseil d'administration du 19 décembre 2023 - 20 votants : 1 défavorable, 19 favorables

TABLEAU
BR2 2023

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

				BR2 2023
Stocks initiaux	1	Niveau initial des restes à payer après CF 2022		13 895 683
	2	Niveau initial du fonds de roulement au 31/12/2022		15 757 664
	3	Niveau initial du besoin en fonds de roulement au 31/12/2022		-9 962 204
	4	Niveau initial de la trésorerie au 31/12/2022		25 719 868
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée		231 241
	4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée		25 488 627
Flux de l'année	5	Autorisations d'engagement		156 675 281
	6	Résultat patrimonial		-2 667 899
	7	Capacité d'autofinancement (CAF)		-884 299
	8	Variation du fonds de roulement		-5 681 304
	9	Opérations bilancielles non budgétaires	SENS	-400
		Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / -	
		Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+	-400
		Cautionnements et dépôts	-	
	10	Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires	SENS	0
		Variation des stocks	+ / -	
		Production immobilisée	+	
		Charges sur créances irrécouvrables	-	
		Produits divers de gestion courante	+	
	11	Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	SENS	1 252 029
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	5 015 902,00
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	-3 764 272,00
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	-3 448 941,00
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	3 449 340,00
	12	Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11		-6 932 933
	12.a	Recettes budgétaires		133 243 210
	12.b	Crédits de paiement ouverts		140 176 143
	13	Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires		447 881
	14	Variation de la trésorerie = 12 - 13		-7 380 814
	14.a	dont variation de la trésorerie fléchée		2 502
	14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée		-7 383 316
	15	Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13		1 699 510
	16	Restes à payer		16 499 138
Stocks finaux	17	Niveau final de restes à payer		30 394 821
	18	Niveau final du fonds de roulement		10 076 360
	19	Niveau final du besoin en fonds de roulement		-8 262 694
	20	Niveau final de la trésorerie		18 339 054
	20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée		233 743
	20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée		18 105 311

Comptabilité budgétaire
Comptabilité générale

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 19 décembre 2023
N° 2023.12.19_3.2.

Point 3 – Affaires financières

3.2. Budget initial 2024

Vu le code l'éducation, notamment l'article L711-1 et suivants,
Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment les articles 175, 176 et 177,
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc approuvés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés,

► Le conseil d'administration vote les autorisations budgétaires suivantes :

- 1 384 ETPT dont 1 127 sous plafond État et 257 ETPT sous plafond établissement
- 158 347 119 € d'autorisations d'engagement dont :
  - 110 584 600 € en personnel
  - 22 359 121 € en fonctionnement
  - 25 403 398 € en investissement

  150 318 758 € de crédits de paiement dont :
  - 110 584 600 € en personnel
  - 22 180 760 € en fonctionnement
  - 17 553 398 € en investissement
- 144 993 765 € de prévisions de recettes
- - 5 324 993 € de solde budgétaire

► Le conseil d'administration vote les prévisions budgétaires suivantes :

- 12 577 403 € de trésorerie (soit une variation de trésorerie de 5 761 651 € par rapport au budget 2023 après BR2)
  - 2 860 024 € de résultat patrimonial
- - 1 270 024 € de capacité d'autofinancement
- 4 960 716 € de fonds de roulement (soit une variation du fonds de roulement de - 5115 644 € par rapport au budget 2023 après BR2)

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale sont annexés à la présente délibération.

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*35*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*20*
Quorum :	*18*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*18*	*Abstention :*	*0*
Membres représentés :	*2*	*Pour :*	*20*
Nombre de votants :	*20*		

Fait à Chambéry, le 21 décembre 2023

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

PHILIPPE GALEZ ID

Signature numérique de PHILIPPE GALEZ ID
Date : 2023.12.21 19:37:45 +01'00'

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	22/12/2023
	Transmise au recteur de région académique le :	22/12/2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

Conseil d'administration du 19 décembre 2023 - 20 votants : 20 favorables

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

BUDGET INITIAL

Exercice 2024

Conseil d'administration du 19 décembre 2023

Table des matières

1. Le budget initial 2024 en recettes 4
1.1.Les recettes globalisées 4
2. Le budget initial 2024 en dépenses (AE et CP) 11
2.1 Les dépenses de masse salariale 11
2.1.1 La masse salariale 11
2.1.2 Le tableau des emplois 12
2.2 Les dépenses de fonctionnement 12
2.3 Les dépenses d'investissement 14
3. Le budget initial 2024 en droits constatés 16
3.1.Le compte de résultat prévisionnel 16
3.2 La capacité d'autofinancement 17
3.3 La situation patrimoniale 18
4. Les indicateurs du budget initial 2023 20
4.1 Le fonds de roulement 20
4.2 Le solde budgétaire et la trésorerie 20
4.3 Les restes à payer 21
4.4 Les ratios 23
ANNEXE 1 - TABLEAUX BUDGÉTAIRES 25
ANNEXE 2 – PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES 25

Le débat d'orientation budgétaire pour l'exercice 2024, qui s'est tenu le 27 juin 2023, est venu souligner un contexte financier qui contraint toujours davantage le récurrent au profit d'appels à projets, dans un contexte inflationniste et ce, malgré le soutien renouvelé des partenaires institutionnels, notamment des deux départements.

La situation de l'USMB se tend toujours, eu égard à des directives qu'elle s'attache à appliquer alors que ses moyens restent sous-dimensionnés : pour mémoire, la subvention pour charges de service public (SCSP) par étudiant de l'USMB était, en 2021, en retrait de 575 € par rapport à la moyenne des SCSP par étudiant des universités pluridisciplinaires hors santé, soit un manque à gagner de 8 millions d'€ annuels.

Dans sa note du 6 novembre 2023, le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESR) expose les mesures de compensation pour la fin d'exercice 2023 et pour l'année 2024. Celles-ci concernent pour 2024 la moitié des seules augmentations indiciaires des emplois sur plafond 1, soit 942 204 € pour un surcoût global sur toute la masse salariale de 2 303 878 €, comme il sera détaillé plus bas, soit 41 % des coûts supplémentaires induits au global.

Pour l'USMB, l'impact des mesures salariales s'avère donc particulièrement fort, car s'ajoutent l'effet des revalorisations sur le plafond 2 (les revalorisations indiciaires sur les recrutements décidés par l'établissement ne sont pas compensées), l'augmentation du tarif horaire des heures complémentaires ou encore du remboursement « transports » aux employés. Pour mémoire, l'établissement a déjà pris en charge complètement 928 000 € sur 1 241 000 € des effets des mesures salariales sur 2023 (dont la prime « inflation »). Ces éléments limitent fortement les capacités de l'USMB à améliorer des conditions de rémunération nécessaires à l'attractivité de l'établissement ou, indirectement, ses capacités à investir.

Le Ministère définit en outre les conditions d'équilibre réel des budgets, eu égard à un prélèvement possible sur fonds de roulement à hauteur de la part non compensées des surcoûts énergétiques et des mesures salariales. L'USMB s'y est ici astreinte au maximum, en contraignant la progression de sa dotation aux composantes et services à +1 064 177 € de BI 2023 à BI 2024 (masse salariale comprise), soit en deça de la part non compensée des mesures salariales. Par ailleurs, si l'établissement prend acte de la volonté de l'Etat que « les hausses de charge ne portent pas atteinte aux campagnes de recrutement ni ne viennent pénaliser les projets de recherche ou d'investissement » (note du MESR du 6 novembre 2023), il reste en attente de précisions données par l'Etat à ce sujet

L'exercice a été d'autant plus difficile que les dialogues objectifs-moyens (DOM) internes à l'établissement se sont déroulés du 28 août au 4 octobre 2023, alors que les mesures n'étaient pas toutes confirmées et les montants de compensation non connus. La répartition de l'enveloppe formation a été présentée à la commission de la formation et de la vie universitaire (CFVU) le 12 octobre 2023. Une présentation des grandes lignes du budget central a été faite lors du Conseil des directeurs de composantes (CDC) le 14 novembre 2023, donc avant réception de la pré-notification par l'Etat de la SCSP. Le travail s'est poursuivi sur des ajustements BR2 2023 et BI 2024 pour parvenir à un fonds de roulement prévisionnel à 4 960 716 €, contre 4 689 931 € annoncés en CDC.

Le présent budget affiche un résultat déficitaire de 2 860 024 € (contre 3 384 478 € au BI 2023), ce qui permet de limiter l'impact sur le fonds de roulement qui s'établit ainsi à 13,00 jours de dépenses décaissables, juste sous la limite du seuil de vigilance fixée par le MESR.

1. Le budget initial 2024 en recettes

1.1.Les recettes globalisées

Comparés aux montants prévisionnels issus du dernier budget rectificatif pour l'exercice 2023 (BR2), les recettes globalisées (soit les recettes non fléchées sur des opérations) de l'USMB augmentent de 4 209 595 € soit une hausse de + 3,23 % . Elles augmentent de 5,03 % soit de 6 438 550 € si l'on se réfère au budget initial 2023. Le tableau 1 présente les montants issus du compte financier 2022, les prévisions successives issues du BI 2023, du BR2 2023 et du BI 2024. Les variations sont exprimées en euros et en pourcentage et font l'objet du tableau 2.

Tableau 1 : Les recettes par origine

	CF 2022	BI 2023	Après BR2 2023	BI 2024
Subvention pour charges de service public	97 903 588 €	99 958 538 €	101 248 854 €	101 191 845 €
Autres financements de l'Etat	2 126 641 €	182 084 €	458 264 €	1 323 785 €
Fiscalité affectée	641 405 €	907 288 €	907 288 €	950 000 €
Autres financements publics	9 952 795 €	11 912 701 €	12 094 417 €	15 752 658 €
Recettes propres	14 220 061 €	15 013 604 €	15 494 347 €	15 194 477 €
Recettes globalisées	**124 844 490 €**	**127 974 215 €**	**130 203 170 €**	**134 412 765 €**

Tableau 2 : La variation des recettes par origine

Recettes globalisées	Variation BI 2024/BI 2023	Variation BI 2024/BI 2023	Variation BI 2024/Après BR2 2023	Variation BI 2024/Après BR2 2023
Subvention pour charges de service public	1 233 307 €	1,23%	- 57 009 €	-0,06%
Autres financements de l'Etat	1 141 701 €	627,02%	865 521 €	188,87%
Fiscalité affectée	42 712 €	4,71%	42 712 €	4,71%
Autres financements publics	3 839 957 €	32,23%	3 658 241 €	30,25%
Recettes propres	180 873 €	1,20%	- 299 870 €	-1,94%
Recettes globalisées	**6 438 550 €**	**5,03%**	**4 209 595 €**	**3,23%**

Les paragraphes qui suivent analyses ces évolutions.

- *La subvention pour charges de service public (SCSP)*

Le tableau 3 présente la prévision détaillée de la SCSP 2024, établie sur la base de la pré-notification du MESR. Cette pré-notification a été complétée ou amendée à la marge à partir des informations dont l'établissement dispose au moment de l'élaboration budgétaire (en bleu dans le tableau – colonne BI 2024).

Masse salariale

Les crédits prévus en masse salariale sont ceux figurant dans la pré-notification, comme préconisé par la DRAES. Ils incluent, au titre de 2023, une compensation de **942 204 €** pour la hausse du point d'indice de +1.5% et la revalorisation des bas salaires en date du 1er juillet 2023 ainsi que l'attribution de 5 points d'indice majoré à tous les agents à compter du 1er janvier 2024. Cette compensation couvre pour moitié les emplois du plafond État hors heures complémentaires et vacations. Pour mémoire, en 2023, l'exclusion des heures complémentaires et des vacations du champ de la compensation pénalisait dans la durée les établissements sous dotés qui n'avaient d'autre choix que d'y avoir recours massivement, et accroissait *de facto* les différences de traitement entre établissements.

En regard des calculs effectués en interne, l'impact global pour l'établissement s'élève prévisionnellement à **2 277 702 €.** A l'effet des mesures précitées pour l'ensemble du personnel s'ajoutent l'augmentation du taux de remboursement des frais de transports (de 50% à 75% de

l'abonnement) et la revalorisation du barème de monétisation du CET de 10%, soit **26 176 €** supplémentaires.

Fonctionnement

La dotation récurente de fonctionnement est stable à 7 239 782 €, l'aide au démarrage des laboratoires étant inférieure par ailleurs de -14 983 € par rapport au BI 2023, tandis que la compensation d'exonération des étudiants boursiers est équivalente à celle après BR2 2023 (930 322 €) et en progression de 43 423 € par rapport au BI 2023.

Les actions spécifiques sont accompagnées à ce jour à hauteur de 244 976 €, avec – 170 220 € au titre du plan tourisme et - 55 000 € pour l'aide spécifique aux étudiants handicapés.

En anticipation de notification, comme aux BI 2023/BR1 2023, 35 000 € sont inscrits au titre des chèques santé « psy » et 26 000 € pour l'indeminisation des CNU.

Au global, la dotation de fonctionnement baisse de **166 985 €** de BI à BI.

Tableau 3 : L'évolution de la SCSP 2023 - 2024

	2ème notification 2023	Pré Notification 2024	BI 2024	Variation en € entre la 2ème notification 2023 et la pré-notification 2024
MASSE SALARIALE	**91 854 959 €**	**92 402 781 €**	**92 402 781 €**	**547 822 €**
Masse salariale	86 061 933 €	90 085 113 €	90 085 113 €	4 023 180 €
DSG2 2022	500 000 €			- 500 000 €
DSG 1 STAPS				- €
Hausse du point d'indice	2 712 971 €			- 2 712 971 €
Contrats doctoraux ENS X ajustement de l'impact hausse point indice juillet 2022	- 5 006 €			5 006 €
LPR 2022 Repyramidage 2021 et 2022 enseignants chercheurs et second degré				- €
LPR 2021 refonte indemnitaire BIATSS	32 091 €			- 32 091 €
LPR 2021 reclassement enseignants chercheurs et mesures "deux fois SMIC"				- €
LPR 2021 refonte indemnitaire enseignants chercheurs et enseignants sd degré dont RIPEC				- €
LPR 2021 repyramidage IRTF				- €
LPR 2021 revalorisation contrats doctoraux				- €
LPR 2021 revalorisation contrats doctoraux (année pleine)	26 344 €			- 26 344 €
LPR 2022 refonte indemnitaire enseignants chercheurs et enseignants sd degré	443 419 €			- 443 419 €
LPR 2022 chaire des professeurs juniors	110 001 €			- 110 001 €
Complément protection sociale santé	126 382 €			- 126 382 €
Prolongation contrats doctorants				- €
LPR 2022 revalorisation contrats doctoraux (tiers d'année)				- €
LPR 2022 création contrats doctoraux (tiers d'année)	21 298 €			- 21 298 €
LPR 2022 : repyramidage IRTF	24 440 €	24 440 €	24 440 €	- €
LPR 2023 classement des jeunes chercheurs	3 990 €	3 990 €	3 990 €	- €
LPR 2023 refonte indemnitaire enseignants chercheurs et enseignants sd degré	454 244 €	478 174 €	478 174 €	23 930 €
LPR 2023 repyramidage enseignants chercheurs et second degré	23 160 €	23 160 €	23 160 €	- €
LPR 2023 : repyramidage IRTF		16 743 €	16 743 €	16 743 €
LPR 2023 création contrats doctoraux (tiers d'année)	11 022 €	33 066 €	33 066 €	22 044 €
LPR 2023 revalorisation contrats doctoraux (cohorte 2020 et 2021)	60 382 €	60 382 €	60 382 €	- €
LPR 2023 chaire des professeurs juniors	19 221 €	57 663 €	57 663 €	38 442 €
LPR 2023 revalorisation indemnitaire ITRF et personnels des bibliothèques		24 876 €	24 876 €	24 876 €
LPR 2024 classement des jeunes chercheurs		41 175 €	41 175 €	41 175 €
LPR 2024 refonte indemnitaire ESAS		422 330 €	422 330 €	422 330 €
LPR 2024 repyramidage EC		16 581 €	16 581 €	16 581 €
LPR 2024 contrats doctoraux		31 562 €	31 562 €	31 562 €
Rendez-vous salarial du 12 juin 2023		942 204 €	942 204 €	942 204 €
Réforme des services de santé	55 680 €			- 55 680 €
Plan Tourisme 2022				- €
Action spécifique : Plan Tourisme	313 080 €			- 313 080 €
Actions spécifiques : LPR 2021 : trajectoire emplois créations d'emplois				- €
Actions spécifiques : LPR 2022 reclassement des jeunes chercheurs				- €
Actions spécifiques : LPR 2022 : indemnité différentielle 2 SMICS				- €
Actions spécifiques :CRCT HORS SHS	5 000 €			- 5 000 €
Actions spécifiques :CRCT SHS	10 000 €			- 10 000 €
Actions spécifiques Dialogue de performance 2023	700 000 €			- 700 000 €
Actions spécifiques : PPPE rentrée 2022 (en tiers d'année)	57 000 €			- 57 000 €
Actions spécifiques : PPPE rentrée 2022 (année pleine)				- €
Actions spécifiques : PPPE rentrée 2024 (année pleine)		109 000 €	109 000 €	109 000 €
Action spécifique : compensation emploi IGE	60 000 €			- 60 000 €
Actions spécifiques : IUF	28 307 €	32 322 €	32 322 €	4 015 €
Actions spécifiques : HC pour plan étudiants				- €
Actions spécifiques : Tutorat étudiants				- €
Actions spécifiques : Apprentissage				- €
Actions spécifiques : Prime COVID				- €
FONCTIONNEMENT	**8 705 328 €**	**8 489 064 €**	**8 489 064 €**	**- 216 264 €**
Fonctionnement	7 239 782 €	7 239 782 €	7 239 782 €	- €
Groupement de commandes 2019-2023 Elsevier		-83 633 €	- 83 633 €	- 83 633 €
Abes	- 83 633 €			83 633 €
Exonération des droits d'inscription pour les étudiants boursiers	930 322 €	930 322 €	930 322 €	- €
FFSU Heures de district	8 100 €			- 8 100 €
Parcours sciences po histoire				- €
LPR 2021 : aide au démarrage moyens aux laboratoires				- €
LPR 2023 : aide au démarrage moyens aux laboratoires	33 000 €			- 33 000 €
LPR 2023 : aide au démarrage moyens aux laboratoires				- €
LPR 2024 : aide au démarrage moyens aux laboratoires		96 617 €	96 617 €	96 617 €
LPR 2023 : moyens aux laboratoires	22 777 €			- 22 777 €
Action spécifique : Contrat de vie étudiante (culture, santé, sport)	180 146 €	180 146 €	180 146 €	- €
Action spécifique : Plan tourisme	170 220 €			- 170 220 €
Action spécifique : Plan bibliothèques ouvertes	27 330 €	27 330 €	27 330 €	- €
Action spécifique : AMI émergences projet Acc'INNOV				- €
Action spécifique : Aides spécifiques aux étudiants handicapés	127 000 €			- 127 000 €
Action spécifique : Chèque psy crise sanitaire		35 000 €	35 000 €	35 000 €
Action spécifique : IUF crédits scientifiques	41 250 €	37 500 €	37 500 €	- 3 750 €
Action spécifique :Aide au démarrage pour laboratoires				- €
Action spécifique : Enquête Insertion doctorants				- €
Action spécifique : Enquête Insertion				- €
Action spécifique : Indemnités CNU	6 215 €	12 000 €	12 000 €	5 785 €
Action spécifique : Indemnités CNU-frais de déplacement		14 000 €	14 000 €	14 000 €
Action spécifique :Bureau Accueil étudiants étrangers				- €
Action spécifique : Concours ITRF	2 819 €			- 2 819 €
Opérations immobilières	**320 000 €**	**300 000 €**	**300 000 €**	**- 20 000 €**
Accessibilité	80 000 €	150 000 €	150 000 €	70 000 €
Dotation sûreté		100 000 €	100 000 €	100 000 €
Mise en conformité				- €
Mise en sécurité	240 000 €	50 000 €	50 000 €	- 190 000 €
Investissement			**- €**	**- €**
Loi ORE Plan investissement				- €
Autres				**- €**
TOTAL	**100 880 287 €**	**101 191 845 €**	**101 191 845 €**	**311 558 €**

La colonne 1 correspond à la notification intermédiaire, reçue en août dernier, au titre du budget 2023 ; la deuxième colonne reprend la pré-notification reçue au titre de 2024 avec les compléments de crédits précedemment évoqués.

- *Les autres financements État*

Tableau 4 : L'évolution des autres financements de l'État

Autres Financements Etat	CF 2022	BI 2023	Après BR2 2023	BI 2024	Variation BI 2024/Après BR2 2023
Subventions Autres	2 126 641 €	182 084 €	458 264 €	1 323 785 €	188,87%

La hausse importante des **financements Etat** se justifie par plusieurs éléments en investissement :

- La réinscription de la subvention ADEME pour la chaufferie bois du Bourget (305 000 €), ainsi que l'inscription du solde de la subvention de l'Etat (200 000 €) ;
- L'inscription de la subvention pour l'étanchéité des bâtiments au titre du plan de relance (487 600 €) ;
- L'inscription du solde du plan ORE, les dépenses ayant été réalisées (127 820 €).

La recette de l'ADEME ayant déjà fait l'objet d'un engagement, elle n'est programmée qu'en CP.
Dans les subvention Etat qui constituent des recettes de fonctionnement globalisées (203 365 €), s'ajoutent pour l'essentiel comme en 2023 une mise à disposition d'un enseignant auprès du ministère (49 547 €) et un financement dans le cadre du programme PAUSE (40 000 €). Il est à noter que la subvention pour le CNFEDS reste réduite, certaines missions de ce centre n'étant plus assurées (52 513 €).

- *Fiscalité affectée*

Fiscalité affectée	CF 2022	BI 2023	Après BR2 2023	BI 2024	Variation BI 2024/Après BR2 2023
CVEC	641 405 €	907 288 €	907 288 €	950 000 €	4,71%

La **Contribution vie étudiante et de campus (CVEC)** est affectée, conformément au code de l'éducation (article L. 841-5), aux actions favorisant l'accueil et l'accompagnement social, sanitaire, culturel et sportif des étudiants et les actions de prévention et d'éducation à la santé réalisées à leur intention.

Elle doit être comptablisée en fiscalité affectée. Le reversement initial aux universités de cette contribution est de 42 € par étudiant, mais des versements complémentaires sont prévus dans le courant de l'année budgétaire. Le montant inscrit au titre de l'année 2024 est proche du montant final escompté pour 2023 (947 000 €). Un bilan de l'année écoulée est traditionnellement établi en début d'exercice suivant.

- *Les autres financements publics*

Tableau 5 : L'évolution des autres financements publics

Autres financements publics	CF 2022	BI 2023	Après BR2 2023	BI 2024	Variation BI 2024/Après BR2 2023
ANR IA	2 471 801 €	3 826 585 €	2 679 795 €	5 277 327 €	96,93%
ANR hors IA	1 000 204 €	1 677 663 €	2 172 523 €	2 894 702 €	33,24%
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	500 266 €	1 639 529 €	1 640 862 €	1 339 680 €	-18,36%
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne	3 241 908 €	2 474 317 €	3 117 842 €	3 370 575 €	8,11%
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	2 670 488 €	2 294 607 €	2 483 395 €	2 870 374 €	15,58%

Les projets inscrits au titre de l'**ANR investissements d'avenir (IA)** augmentent de 96,93 % et atteigent 5 277 327 €. Mais il faut rappeler que ces projets ont fait l'objet d'une déprogrammation au BR2 2023 pour – 1 489 495 € (- 1 339 595 € en fonctionnement et – 149 900 € en investissement).
Les financements inscrits au BI 2024 se répartissent entre fonctionnement pour 4 948 200 € et investissement pour 329 127 €. Ils concernent pour l'essentiel les projets suivants :

- le projet NCU2 @spire pour 1 528 565 € en fonctionnement et 50 000 € en investissement,
- le projet PIA SHINE pour 1 022 000 € en fonctionnement et 40 000 € en investissement,
- le projet EUR *Solar academy* pour 406 811 € en fonctionnement et 30 000 € en investissement,
- le projet Avenir(s) pour 220 000 € en fonctionnement et 30 000 € en investissement,
- le projet BOOST pour 183 602 € en fonctionnement,
- le projet Campus des Métiers pour 163 000 €,
- le projet PSPC Railmon (SYMME) pour 111 888 € en fonctionnement,
- La chaire de professeur junior LAPP pour 101 000 € en fonctionnement,
- Le projet Wood Wast (LOCIE) pour 81 000 € en investissement,
- Une part de frais de gestion prélevée pour 240 350 €,
- Des crédits de portage pour 476 750 €.

Les recettes issues des **ANR hors investissements d'avenir** sont en augmentation de 33,24 % pour 2 894 702 € programmés, soit 2 493 412 € en fonctionnement et 401 290 € en investissement, répartis ainsi :

Structure/laboratoire	CP Fonctionnement
CERDAFF	27 417,00 €
CRB LABOS	1 650 627,00 €
EDYTEM	60 756,00 €
IMPEP	9 720,00 €
IREGE	34 287,00 €
LAMA	63 166,00 €
LEPMI	56 908,00 €
LIBM	56 904,00 €
LISTIC	222 857,00 €
LLSETTI	38 530,00 €
LOCIE	136 632,00 €
SYMME	135 608,00 €
Total général	**2 493 412,00 €**

Structure/laboratoire	CP Investissement
CRB LABOS	365 290,00 €
LISTIC	36 000,00 €
Total général	**401 290,00 €**

Les financements de la Région **Auvergne-Rhône-Alpes** représentent **1 339 680 €** au titre des recettes non fléchées, soit :

- 664 430 € en investissement, dont 647 000 € restant à percevoir pour POLYTECH dans le cadre du CEDES/COMESUP,
- 675 250 € en fonctionnement, dont :
    - 117 869 € programmés au titre de l'AAP de juin 2023 et 195 000 € programmés au titre de l'emploi étudiant, soit – 137 000 € par rapport au BI 2023,
    - 137 385 € pour le SFC (subvention pour le diplôme d'accès aux étuides universitaires)
    - 214 996 € pour la laboratoires et 10 000 € pour les relations internationales.

Les subventions issues de l'**Union européenne**, soit **3 370 575 €,** sont en hausse par rapport au BR2 2023 (+8,1%). Elles concernent :

- les laboratoires pour 201 064 € en fonctionnement et 44 331 € en investissement,
- les relations internationales pour 2 455 251 € en fonctionnement dans le cadre des programmes ERASMUS,
- les grands projets pour 647 863 € en fonctionnement, dont 376 972 € pour le programme UNITA 2.

Les **autres subventions publiques** s'élèvent à **2 870 374 €.** Elles témoignent du soutien renouvelé des Assemblées départementales, avec 235 000 € pour l'investissement et 1 302 087 € pour le fonctionnement. S'y ajoutent 60 000 € du Grand Annecy pour le financement d'une chaire de professeur junior et au titre de la convention avec l'IUT.

Les laboratoires et grands projets bénéficient de 519 825 € en recettes de fonctionnement (dont BPI France). Sont inscrits 451 562 € en recettes de portage pour les laboratoires en fonctionnement et 150 000 € en investissement. 292 172 € sont également identifiés au titre des frais de gestion prélevés, ce qui porte le total des frais de gestion laboratoires et grands projets à 532 522 €.

Enfin, le Pôle tourisme montagne inventive (PTMI) bénéficie 139 150 € mais reste en attente de la signature de deux conventions (Glières Val de Borne et CS3), et il est prévu de percevoir 12 750 € du fonds d'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP).

Tableau 6 : L'évolution des autres ressources

Ressources Propres	CF 2022	BI 2023	Après BR2 2023	BI 2024	Variation BI 2024/Après BR2 2023
Droits d'inscription	2 182 502 €	2 594 555 €	2 599 150 €	2 743 550 €	5,56%
Alternance, formation continue et VAE	8 703 363 €	9 509 039 €	9 509 406 €	9 857 493 €	3,66%
Taxe d'apprentissage	568 559 €	730 295 €	737 675 €	528 405 €	-28,37%
Contrats et prestations de recherche hors ANR	730 891 €	1 004 880 €	1 291 166 €	860 929 €	-33,32%
Valorisation	303 838 €	5 825 €	5 825 €		-100,00%
Fondation Don Legs	196 636 €	44 000 €	46 940 €	130 503 €	178,02%
Autres recettes	1 602 400 €	1 125 010 €	1 304 185 €	1 073 597 €	-17,68%

Les prévisions de recettes hors subventions sont en baisse de 1,94 % par rapport au BR2Elles s'élèvent au total à **15 194 477 €** (dont 32 180 € en investissement).

Les recettes prévisionnelles de la formation continue et de l'alternance sont en hausse par rapport à la dernière estimation du BR2 2023 (+ 3,66 %), soit **9 857 493 €,** en proportion du développement des activités et des signatures de contrats. La collecte de la taxe d'apprentissage estimée par les composantes est en baisse (- 28,37 %). La réforme de 2020 s'est accompagnée d'une baisse du taux de la part affectable aux formations professionnelles initiales (passé de 23 % à 13 %) qui a réduit la collecte de taxe de l'établissement. De plus, le système de collecte a été modifié en 2023, les URSSAF et la MSA devenant collecteurs alors que la Caisse des dépôts et consignation est en charge de la répartition au vu des indications communiquées par les employeurs *via* une plate forme listant l'ensemble des formations éligibles. Certains employeurs ont rencontré d'importantes difficultés de déclaration, qui peuvent expliquer des retards de perception, à contrario du développement de l'alternance à l'USMB. La prévision de **528 405 €** reste proche du montant encaissé à ce jour sur 2023.

En ce qui concerne les contrats et prestations de recherche, leur montant a été également évalué avec prudence. Aucune recette en provenance de la SATT n'a été inscrite à ce budget. La ligne valorisation est par conséquent maintenue à un niveau nul.

Enfin, les droits d'inscription sont réévalués à **2 200 000 €** pour les droits ministériels non exonérés, auxquels s'ajoutent 543 550 € d'autres droits (dont 260 000 € de recettes ACCENTS pour les cours et certifications).

1.2 Les recettes fléchées

Les recettes fléchées correspondent aux crédits issus du Contrat de plan État-région (CPER) et du deuxième Programme d'investissements prioritaires (PIP2).

Tableau 7 : L'évolution des recettes fléchées

Recettes Fléchées	CF 2022	BI 2023	BR1 2023	BR2 2023	Après BR2 2023	BI 2024	Variation BI 2024/Après BR2 2023
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	199 784 €	4 156 634 €		- 1 466 594 €	2 690 040 €	5 437 000 €	102,12%
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	274 193 €	150 000 €		200 000 €	350 000 €	4 424 000 €	133,33%
Financement Etat fléché						720 000 €	

Les recettes fléchées issues de la région sont en forte hausse, et sont liées à la mise en œuvre d'importants projets d'investissement financés au contrat de plan Etat-Région (CPER).

Financement État et autres :

- Une subvention de 2 714 000 € du CD74 pour la rénovation de l'IUT,

- Une subvention de 1 710 000 € du CD 74 pour l'accueil de site d'Annecy,
- Une part de la subvention Etat pour la bibliothèque universitaire de Jacob, pour 720 000 €.

Financement Région :

- le projet d'accueil de site d'Annecy pour 990 000 €,
- le 1 % artistique du bâtiment Polytech du Bourget-du-Lac pour 50 000 €,
- la rénovation de la BU de Jacob-Bellecombette pour 3 400 000 €,
- la rénovation énergétique de l'IUT d'Annecy pour 150 000 €,
- le projet CEDRA pour 605 000 €,
- un solde de subvention pour le bâtiment Polytechnique pour 242 000 €.

2. Le budget initial 2024 en dépenses (AE et CP)

Les dépenses, déclinées en AE (autorisations d'engagement) et CP (crédits de paiement), se décomposent en dépenses de masse salariale, dépenses de fonctionnement et dépenses d'investissement.

2.1 Les dépenses de masse salariale

Les dépenses de personnel des universités sont contraintes par des plafonds d'emplois, exprimés en équivalents temps pleins travaillés (ETPT) et des plafonds de masse salariale. Le plafond 1 (PF1) est fixé par l'État. Il est contraint en termes d'emplois (**1 127 ETPT en 2024**) et en termes de masse salariale qui ne peut dépasser le montant notifié par la tutelle. Le plafond 2 (PF2) est le plafond « établissement » ; ses niveaux (en ETPT et en masse salariale) sont votés par le conseil d'administration dans le cadre du budget. Le plafond 2 reflète les emplois et la masse salariale dont le financement est assuré par des recettes autres que la SCSP.

2.1.1 La masse salariale

Rappelons qu'en ce qui concerne la masse salariale, les autorisations d'engagement sont réglementairement égales aux crédits de paiement.

Tableau 8 : L'évolution des prévisions des dépenses de masse salariale

	BI 2023			Après BR2 2023			BI 2024		
	PF1	PF2	Total	PF1	PF2	Total	PF1	PF2	Total
MS gérée centralement	85 222 949 €	1 998 577 €	87 221 526 €	86 222 949 €	2 328 577 €	88 551 526 €	88 365 022 €	2 383 989 €	90 749 011 €
MS sur composantes et services		9 417 056 €	9 417 056 €	- €	8 754 213 €	8 754 213 €		10 523 781 €	10 523 781 €
Heures complémentaires	5 568 064 €	3 260 470 €	8 828 534 €	5 850 405 €	3 001 899 €	8 852 304 €	5 826 826 €	3 484 982 €	9 311 808 €
Total	**90 791 013 €**	**14 676 103 €**	**105 467 116 €**	**92 073 354 €**	**14 084 689 €**	**106 158 043 €**	**94 191 848 €**	**16 392 752 €**	**110 584 600 €**

	Variation BI 2024/BI 2023	Variation BI 2024/Après BR2 2024
MS gérée centralement	4,04%	2,48%
MS sur composantes et services	11,75%	20,21%
Heures complémentaires	5,47%	5,19%
Total	4,85%	4,17%

La prévision des heures complémentaires (HC) inscrites au BI 2024 est issue des remontées des composantes et des services ajustée au vu des heures réalisées sur l'année universitaire 2023-2024 et des effectifs étudiants.

La masse salariale totale augmente encore fortement, dans des proportions comparables à 2022/2023. La hausse est de 5 117 484 € par rapport au BI 2023 soit 3 587 978 € en crédits État et 1 589 999 € en ressources propres. Si l'on compare la masse salariale après BR2 2023 à celle du BI 2024, la hausse est de de 4 426 557 €. La différence (BI 2022/BI 2023) s'explique principalement par la hausse du point d'indice qui impacte aussi bien le plafond État (la masse salariale, les heures complémentaires et certaines primes) que celui sur ressources propres. Comme indiqué plus haut, la compensation de la moitié des mesures de revalorisation sur plafond 1 représente 942 000 € pour un coût global évalué à 2 300 000 €.

Cette variation comprend également les revalorisations de rémunérations, y compris celles des doctorants et le reclassement des jeunes enseignants-chercheurs dans le cadre de la LPR, dont un financement est prévu dans SCSP. La hausse de la masse salariale sur ressources propres est également liée à un accroissement des recrutements sur projets.

2.1.2 Le tableau des emplois

Le plafond des emplois État avait augmenté de 1 emploi entre 2022 et 2023 soit 1 126 après BR2 2023. Une hausse complémentaire liée au complément en année pleine d'une allocation doctorale porte ce plafond État à 1 127 ETPT pour 2024.

La hausse prévisionnelle des CDD financés sur projet justifie, en grande partie, la variation du plafond 2, le nombre de non titulaires BIATSS passant de 53,88 équivalents temps plein travaillés à 117,21 de BI 2023 à BI 2024.

Tableau 9 : La variation des emplois

PLAFOND D'EMPLOI	CATEGORIE	BI 2024	BR2 2023	BI 2023	BI 2024 -BR2 2023
1	TITULAIRES ENS	525,32	521,37	533,32	3,95
	TITULAIRES BIATSS	411	400	412,65	11,00
	NON TITULAIRES ENS	48,47	50,61	46	-2,14
	ATER ET DOCTORANT CONTRACTUEL	53,67	53,35	54,33	0,32
	NON TITULAIRES ENS CDI	11	6,25	6,25	4,75
	NON TITULAIRES BIATSS	45,54	67,12	53,88	-21,58
	NON TITULAIRE BIATSS CDI	32	23,08	19,48	8,92
TOTAL P1		**1 127,00**	**1 121,78**	**1 125,91**	**5,22**
2	NON TITULAIRES ENS CDD	20,87	15,47	15,83	5,40
	NON TITULAIRES ENS CDI	12,5	12,83	12,83	-0,33
	NON TITULAIRES BIATSS	117,21	103,83	53,88	13,38
	NON TITULAIRE BIATSS CDI	29,83	29,73	24,55	0,10
	DOCTORANTS	76,62	71,26	68,8	5,36
TOTAL P2		**257,03**	**233,12**	**175,89**	**23,91**
Total général		**1 384,03**	**1 354,90**	**1 301,80**	**29,13**

2.2 Les dépenses de fonctionnement

Tableau 10: L'évolution des dépenses de fonctionnement (AE et CP)

	CF 2022	BI 2023	Après BR2 2023	BI 2024	Variation BI 2024 2023/Après BR2 2023
AE	18 663 409 €	23 676 937 €	23 386 368 €	22 359 121 €	-4,39%
CP	16 360 292 €	23 651 549 €	23 387 980 €	22 180 760 €	-5,16%
Ecart	**2 303 117 €**	**25 388 €**	**- 1 612 €**	**178 361 €**	

Les dépenses de fonctionnement sont en baisse de 5,57 % en AE par rapport au BI 2023 et de 6,22 % en CP par rapport au budget après BR2. Cette baisse est liée en partie à l'ajustement du surcoût énergétique qui se traduit par une baisse des crédits mis en réserve. Les dépenses énergétiques ont été cependant estimées à 2,6 M€ lors des DOM, alors qu'au BI 2023 elles s'élevaient à 3,9 M€. L'augmentation reste cependant forte par rapport au BI 2022 (où les dépenses s'élevaient à 1,46 M€), dans l'attente du point de sortie 2023 et de la mesure des effets du plan de sobriété énergétique. Cette augmentation par rapport à la valeur de référence 2022 explique une partie du déficit du budget, en sus des mesures salariales. En regard de la dotation stable de la direction du Patrimoine (5 191 000 €), cela implique, si le surcoût se confirme en cours d'année 2024, de prélever les montants nécessaires sur les crédits du fonctionnement global des trois sites de l'USMB, ce qui pourrait créer une tension financière certaine.

Le nouveau marché de nettoyage, qui avait généré une hausse des dépenses et auxquels il convenait d'ajouter la hausse du prix du papier, du petit mobilier ou encore du carburant, continue de produire ses effets, pour un montant de près de 300 000 € dédiés à l'entretien des sites.

En 2023, afin de permettre de supporter ces hausses conséquentes, il avait été acté au moment du débat d'orientation budgétaire de maintenir les dotations des composantes et services à un niveau sensiblement équivalent à celui du BI 2022. C'est encore ce qui pourrait être sollicité des composantes cette année, alors qu'elles doivent elles-même faire face à l'augmentation de charge (déploiement du BUT 3, taxe d'apprentissage atone du fait des mécanismes de répartition absconds, etc.) et que la stabilisation de leur dotation globale (5 472 000 €) leur demande d'opérer des arbitrages dans leurs dépenses.

L'écart entre AE et CP est de 25 388 €. Il s'agit de contrats et marchés dont les engagements ont été réalisés avant 2024 (AE < CP) ou de contrats pluriannuels qui seront signés en 2024 (AE > CP) :

Tableau 11: Justification de l'écart AE/CP

Ecart AE/CP	AE 2024	CP 2024	Variation 2024
Réserve projets numériques	250 000 €	160 000 €	90 000 €
Commissaires aux comptes	1 700 €	34 593 €	- 32 893 €
Assurances	28 000 €	110 000 €	- 82 000 €
Conventions DSIM-PETREL-TOSCA/UGA	270 600 €	146 600 €	124 000 €
Documentation numérique enseignement et recherche	66 420 €	188 640 €	- 122 220 €
Recherche (Locie)	309 351 €	312 410 €	- 3 059 €
Marché infogérance Polytech	- €	26 667 €	- 26 667 €
Licence SGBM BU + numérique BU	265 000 €	53 800 €	211 200 €
Accompgnement accord-cadre marché audio-visuel	60 000 €	40 000 €	20 000 €
Reste à payer fonctionnement	***1 251 071 €***	***1 072 710 €***	***178 361 €***

2.3 Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement sont en hausse, avec des différences entre CP sur investissements fléchés et CP sur investissements non fléchés.

Tableau 12 : L'évolution des dépenses d'investissement (AE et CP)

	CF 2022	BI 2023	Après BR2 2023	BI 2024	2023/Après BR2 2023
AE non fléchées	8 354 522 €	7 229 921 €	8 029 332 €	7 309 398 €	-8,97%
AE sur opérations fléchées	302 109 €	20 514 511 €	19 101 538 €	18 094 000 €	-5,27%
Total AE	***8 656 631 €***	***27 744 432 €***	***27 130 870 €***	***25 403 398 €***	***-6,37%***
CP non fléchés	3 984 430 €	7 295 991 €	7 592 582 €	7 064 398 €	-6,96%
CP sur opérations fléchées	1 137 933 €	4 425 511 €	3 037 538 €	10 489 000 €	245,31%
Total CP	***5 122 363 €***	***11 721 502 €***	***10 630 120 €***	***17 553 398 €***	***65,13%***
Ecart	***3 534 268 €***	***16 022 930 €***	***16 500 750 €***	***7 850 000 €***	

Les dépenses d'investissement sur crédits non fléchés sont stables par rapport au BI 2023 en AE. Au BI 2023, 4 M€ avaient été affectés à la direction du patrimoine pour des opérations de maintenance et de réhabilitation. En 2024, 3,570 M€ y ont été affectés afin de réaliser des travaux centrés sur la rénovation énergétique. Les composantes voient leur dotation d'investissement stabilisée à 920 000 €. *A contrario* les crédits d'investissement ont été augmentés pour la direction du numérique (sécurité, migrations) de + 242 000 € en CP. Par ailleurs, si crédits d'investissement de la bibliothèque universitaire baissent en 2024 (-46 000 €), c'est en raison des règles d'imputation comptable des dépenses propres à l'établissement et qui seront retravaillées en 2024.

La hausse des CP sur crédits fléchés concerne principalement l'accueil de site d'Annecy (2 700 000 €) et la rénovation de l'IUT (2 864 000 €) ainsi que le démarrage du CEDRA (605 000 €) et du projet de la rénovation de la Bibliothèque Universitaire (BU) du site de Jacob-Bellcombette (4 120 000 €). Cette rénovation étant réalisée sous forme d'un marché global de performance qui engage l'établissement sur 10 ans, la totalité des crédits prévus pour cette opération a été engagée alors que les paiements s'effectueront sur 10 ans. C'est en 2024 la montée en puissance des paiements qui explique l'augmentation des CP sur crédits fléchés.

Tableau 13 : Le détail des dépenses d'investissement fléchées

AE fléchées	Opérations	CP fléchés
3 800 000 €	Accueil de site Annecy	2 700 000 €
500 000 €	Rénovation BU Jacob	4 120 000 €
10 539 000 €	Rénovation énergétique IUT A	2 864 000 €
50 000 €	Polytech 1% artistique	50 000 €
3 055 000 €	CEDRA JACOB	605 000 €
150 000 €	HELIOSTIM	150 000 €
18 094 000 €		**10 489 000 €**

L'écart entre les AE et les CP sur les opérations fléchées est de 7 605 000 €. Il s'agit de la construction de l'accueil de site d'Annecy dont les travaux devraient débuter en 2024 et surtout de la rénovation de l'IUT. En revanche, l'opération de rénovation de la BU étant dès à présent engagée, les CP afférents sont par conséquent supérieurs en 2024 au AE.

L'écart entre les AE et les CP sur les opérations non fléchées s'élève à 66 070 €. Le tableau 14 détaille cette différence.

Tableau 14: Le détail de l'écart AE/CP des dépenses d'investissement non fléchées

AE non fléchées	Opérations	CP non fléchés
150 000 €	Direction du numérique - Jouvence Réseau	50 000 €
100 000 €	Contrôleurs Wifi	50 000 €
150 000 €	Migration HELICO vers OSE	70 000 €
30 000 €	Investissements pédagogiques Annecy	15 000 €
430 000 €	**TOTAL**	**185 000 €**

L'écart entre AE et CP des crédits non fléchés tient aux lancements des opérations de la DN.

3. Le budget initial 2024 en droits constatés

3.1.Le compte de résultat prévisionnel

Le compte de résultat prévisionnel retrace, en droits constatés, les dépenses et recettes liées à la masse salariale et au fonctionnement présentés dans les deux sections précédentes. Le tableau 15 présente l'évolution du compte de résultat prévisionnel. Le déficit prévisionnel au BI 2024 ressort à - 2 860 024 €, contre – 3 384 478 € au BI 2023.

Tableau 15 - L'évolution du compte de résultat : du compte financier 2022 au BI 2024

CHARGES	CF 2022	BI 2023	Après BR2 2023 2023	BI 2024	Variation BI 2024/Après BR2 2023
Personnel	99 068 240 €	105 173 870 €	105 846 605 €	110 278 629 €	4,19%
dont charges de pensions civiles*	*27 870 364 €*	*29 324 609 €*	29 669 010 €	30 597 060 €	3,13%
Fonctionnement autre que les charges de personnel	27 825 171 €	30 436 911 €	30 191 534 €	28 778 845 €	-4,68%
TOTAL DES CHARGES	**126 893 411 €**	**135 610 781 €**	**136 038 139 €**	**139 057 474 €**	**2,22%**
Résultat prévisionnel: bénéfice	**1 218 631 €**	**- €**	**- €**		
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel	**128 112 042 €**	**135 610 781 €**	**136 038 139 €**	**139 057 474 €**	**2,22%**
PRODUITS	**CF 2022**	**BI 2023**	**Après BR2 2023 2023**	**BI 2024**	**Variation BI 2024/Après BR2 2023**
Subventions de l'Etat	98 845 699 €	99 958 538 €	101 248 854 €	101 191 845 €	-0,06%
Fiscalité affectée	*641 405 €*	*907 288 €*	907 288 €	950 000 €	4,71%
Autres subventions	8 377 416 €	11 645 037 €	11 097 279 €	14 190 193 €	27,87%
Autres produits	20 247 522 €	19 715 440 €	20 116 819 €	19 865 412 €	-1,25%
TOTAL DES PRODUITS	**128 112 042 €**	**132 226 303 €**	**133 370 240 €**	**136 197 450 €**	**2,12%**
Résultat prévisionnel : perte	**- €**	**3 384 478 €**	**2 667 899 €**	**2 860 024 €**	0 €
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel	**128 112 042 €**	**135 610 781 €**	**136 038 139 €**	**139 057 474 €**	**2,22%**

Depuis 2018, les charges de personnel inscrites dans le budget AE/CP et celles en droits constatés diffèrent.

La masse salariale en AE/CP s'élève ainsi à 110 584 600 € et celles en droits constatés est de 110 278 629€ soit une différence de 305 971€ . En effet, en AE/CP, l'ensemble des dépenses de personnel est à prendre en compte alors que dans le budget en droits constatés, les taxes sur salaires sont à inscrire en dépenses de fonctionnement sur la ligne impôts et taxes. L'écart entre les crédits de paiement et les droits constatés (DC) en fonctionnement se justifie ainsi :

Le résultat déficitaire représente en valeur absolue 2,0 % du total des charges de fonctionnement, contre 2,5 % en 2023.

Le déficit de fonctionnement peut être décomposé comme suit :

Tableau 16 – Décomposition du déficit de fonctionnement

Eléments de décomposition du déficit de fonctionnement	Montant
Neutralisation de la recette SCSP finançant les opérations immobilières	-300 000 €
Masse salariale - partie non compensée	1 360 000 €
Surcoût des fluides (à prendre sur dotation Patrimoine)	1 000 000 €
Dépenses d'investissement imputées en fonctionnement BU	41 000 €
Etudes diverses patrimoine et travaux de maintenance ne pouvant être imputés en investissement (sécurité, clos et couvert)	205 000 €
Dépenses non récurrentes DN : accompagnement accord cadre audiovisuel et audit sécurité	90 000 €
Produit SFC non reventilé sur composantes - réserve établissement pour BR1 et HC non reventilées	475 000 €
	2 871 000 €

L'écart entre les recettes encaissées et les recettes en droits constatés (produits) se décompose de la façon suivante :

Recettes DC	**136 197 450 €**
Reprise sur provision	- 10 000 €
Reprise financements attachés à des actifs	- 4 692 115 €
Ecart DC-RE	- 59 348 €
Recettes RE	**131 435 987 €**

La reprise sur provisions est justifiée par une prévision reconduite à la baisse du financement des allocations de retour à l'emploi (10 000 €).

3.2 La capacité d'autofinancement

Le budget affiche une insuffisance d'autofinancement de 1 270 024 €, contre 1 600 878 € au BI 2023. Il est ainsi procédé à nouveau à un prélèvement sur fonds de roulement aussi bien pour équilibrer la section de fonctionnement que la section d'investissement (voir *infra* paragraphe 3.3).

Tableau 17 : L'évolution de la CAF prévisionnelle

	CF 2022	BI 2023	Après BR2 2023 2023	BI 2024	Variation BI 2024/Après BR2 2023
Résultat prévisionnel de l'exercice	1 218 631 €	- 3 384 478 €	- 2 667 899 €	- 2 860 024 €	
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	7 576 282 €	6 492 115 €	6 492 115 €	6 292 115 €	
- reprises sur dépréciations et provisions	- 636 609 €	- 16 400 €	- 16 400 €	- 10 000 €	
- reprise des financements rattachés à des actifs	- 5 340 672 €	- 4 692 115 €	- 4 692 115 €	- 4 692 115 €	
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	**2 817 632 €**	**- 1 600 878 €**	**- 884 299 €**	**- 1 270 024 €**	**-43,62%**

3.3 La situation patrimoniale

Tableau 18- L'évolution du tableau de financement

EMPLOIS	CF 2022	BI 2023	Après BR2 2023 2023	BI 2024	Variation BI 2024/Après BR2 2023
Insuffisance d'autofinancement		1 600 878 €	1 977 614 €	1 270 024 €	-35,78%
Investissements	5 191 923 €	11 721 502 €	10 630 120 €	17 553 398 €	65,13%
TOTAL DES EMPLOIS	**5 191 923 €**	**13 322 380 €**	**12 607 734 €**	**18 823 422 €**	**49,30%**
Apport au fonds de roulement					
RESSOURCES	**CF 2022**	**BI 2023**	**Après BR2 2023 2023**	**BI 2024**	**Variation BI 2024/Après BR2 2023**
Capacité d'autofinancement	2 817 632 €				
Financement de l'actif par l'État	1 126 549 €	268 877 €	669 678 €	1 990 420 €	197,22%
Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	1 024 807 €	5 918 195 €	5 163 437 €	11 717 358 €	126,93%
Autres ressources	11 242 €			- €	
TOTAL DES RESSOURCES	**4 980 231 €**	**6 187 072 €**	**6 926 430 €**	**13 707 778 €**	**97,91%**
Prélèvement/Abondement sur fonds de roulement	**- 211 692 €**	**- 7 135 308 €**	**- 5 681 304 €**	**- 5 115 644 €**	

Il n'y a pas d'écart entre les dépenses d'investissement prévues en CP et en DC, tant fléchées que globalisées. La hausse entre le BI 2024 et le BR2 est de 65,13 %.

Les composantes disposent d'une dotation en crédits d'investisssement identique au BI 2023, soit 920 000 €, une clause de revoyure étant prévue au BR1, sous réserve de capacités financières améliorées de l'établissement (la dotation d'investissement était de 650 000 € au BI 2022).

Les crédits d'investissement ouverts sur le budget du patrimoine s'élève à 13 909 000 € répartis comme suit : 10 339 000 € en crédits fléchés et 3 570 000 € de crédits non fléchés (en baisse de 530 000 € par rapport à 2023). Il est à noter qu'une partie des crédits inscrits à ce BI a fait l'objet d'une déprogrammation au BR2, c'est notamment le cas pour certaines opérations inscrites sur le budget de la direction du patrimoine. La liste des dépenses est détaillée dans le tabeau 19.

Tableau 19 - Liste des dépenses d'investissement

Opérations	Montant
PATRIMOINE	**14 059 000 €**
Investissements fléchés	**10 489 000 €**
1% ARTISTIQUE POLYTECH	50 000,00 €
ACCUEIL DE SITE ANNECY IF + BOPA	2 700 000,00 €
CEDRA JACOB ECART AE-CP IF	605 000,00 €
BU JACOB	4 120 000,00 €
RENOV IUT 74 10 MILLIONS IF + BOPA	2 864 000,00 €
REPROGRAMMATION HELIOSTIM CPER	150 000,00 €
Investissements non fléchés	**3 570 000 €**
TRAVAUX TRANSITION ENERGETIQUE	300 000 €
REMPLACEMENT GTC	350 000 €
BATIMENT DEVE BOURGET	300 000 €
ETUDES PREALABLES RENOVATIONS BAT 8 et 10 BOURGET	180 000 €
FACADES ET TOITURES ANNECY - REMPLACEMENT SII BOURGET ET JACOB	300 000 €
TRAVAUX SORBONNES BOURGET	177 000 €
SCHEMA DIRECTEUR BOURGET	125 000 €
TRAVAUX PEDAGOGIQUES 3 SITES	300 000 €
TRAVAUX IMMOBILIERS 3 SITES	650 000 €
REPROGRAPHIE TOPO POUR TOITURE MECATRONIQUE	100 000 €
RENOVATION CONTRÔLE ACCES ANNECY	100 000 €
AUTRES OPERATIONS PATRIMOINE	688 000 €
Total hors patrimoine non fléchés	**3 494 398 €**
INVESTISSEMENTS PEDAGOGIQUES COMPOSANTES	920 000 €
INVESTISSEMENTS LABORATOIRES RECHERCHE	1 230 858 €
INVESTISSEMENTS GRANDS PROJETS	209 140 €
INVESTISSEMENTS NUMERIQUES	480 000 €
AUTRES (DONT RESERVE)	654 400 €
Total Université	**17 553 398 €**

Le prélèvement prévisionnel sur le fonds de roulement est de 5 115 644 €, en baisse de BI à BI de 2 019 664 €. Le résultat déficitaire explique ce prélèvement, ainsi que les travaux du Patrimoine non fléchés.

L'ensemble de travaux précités vise ainsi à accompagner les besoins importants sur le clos et couvert des bâtiments, la sobriété énergétique, le plan de mobilité, mais aussi les besoins présentés en CHSCT en terme de sécurité et accessibilité et confort d'usage et les demandes des composantes.

4. Les indicateurs du budget initial 2024

4.1 Le fonds de roulement

Tableau 20 : L'évolution de la composition du fonds de roulement

	réserves disponibles	CVEC dont FSDIE	SCSP	reports PPI	provisions et dépréciations de créances	total
FDR après Compte financier 2021	**11 950 020 €**	**1 135 574 €**	**13 500 €**	**- €**	**2 870 265 €**	**15 969 359 €**
FDR après compte financier 2022	**10 811 681 €**	**707 764 €**	**1 068 050 €**	**- €**	**3 170 170 €**	**15 757 664 €**
BI 2023	- 7 022 908 €	- 96 000 €			- 16 400 €	**- 7 135 308 €**
BR1 2023	544 934 €	- 85 000 €	- 1 068 050 €			**- 608 116 €**
BR2 2023	2 062 120 €					**2 062 120 €**
FDR après BR2 2023	**6 395 827 €**	**526 764 €**	**- €**	**- €**	**3 153 770 €**	**10 076 360 €**
BI 2024	- 5 115 644 €					**- 5 115 644 €**
FDR après BI 2024	**1 280 183 €**	**526 764 €**	**- €**	**- €**	**3 153 770 €**	**4 960 716 €**

En jours de dépenses de fonctionnement décaissables, les réserves disponibles représentent **3,5 jours** au BI 2024 contre 5 jours au BI 2023. Le fonds de roulement représente **13,00 jours** de fonctionnement, soit au niveau du seuil de vigilance. Il était de 15 jours au BI 2023.

4.2 Le solde budgétaire et la trésorerie

Le solde budgétaire est la différence entre les recettes encaissées et les crédits de paiement. Il mesure le décalage entre encaissements et décaissements. Avec la variation des comptes de tiers, il explique l'évolution prévisionnelle de la trésorerie. Le solde budgétaire est de **– 5 324 993 €** (contre – 8 559 318 € au BI 2023). La variation de trésorerie est de *– 5 761 651 €* dont *436 658 €* au titre des opérations pour comptes de tiers.

Le tableau 21 page suivante présente les évolutions des indicateurs FR, BFR et trésorerie : montants constatés au compte financier 2021, montants estimés après le BR2 2022 et prévision BI 2023.

La trésorerie prévisionnelle au 31/12/2024 s'élève à **12 577 403 €** ; elle correspond à 34 jours de dépenses prévisionnelles décaissables de fonctionnement. Mais ce ratio pourrait se dégrader sur la fin d'exercice. En effet, il convient de rappeler que ces calculs sont construits sur les données du BR2 2023 et qu'une prévision actualisée pourra être faite au moment du BR1, après la présentation du compte financier 2023 prévue en mars 2024.

Tableau 21 : Évolutions du FR, du BFR et de la Trésorerie

		Montants (€)
EXECUTION	Niveau du FONDS DE ROULEMENT au 31/12/2021	15 969 356
	Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT au 31/12/2021	-6 666 853
	Niveau de la TRESORERIE au 31/12/2021	22 636 209
	Variation du FONDS DE ROULEMENT 2022	-211 692
	Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE) 2022	-2 868 284
	Variation de la TRESORERIE 2022	2 656 592
	Niveau du FONDS DE ROULEMENT au 31/12/2022	15 757 664
	Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT au 31/12/2022	-9 962 204
	Niveau de la TRESORERIE au 31/12/2022	25 719 868
PRÉVISION	Variation du FONDS DE ROULEMENT 2023	-5 681 304
	Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE) 2023	1 699 510
	Variation de la TRESORERIE 2022	-7 380 814
	Niveau du FONDS DE ROULEMENT au 31/12/2023	10 076 360
	Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT au 31/12/2023	-8 262 694
	Niveau de la TRESORERIE au 31/12/2023	18 339 054
PRÉVISION	Variation du FONDS DE ROULEMENT 2024	-5 115 644
	Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE) 2024	646 007
	Variation de la TRESORERIE 2024	-5 761 651
	Niveau du FONDS DE ROULEMENT au 31/12/2024	4 960 716
	Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT au 31/12/2024	-7 616 687
	Niveau de la TRESORERIE au 31/12/2024	12 577 403

4.3 Les restes à payer

Le tableau 22 présente la prévision d'évolution des restes à payer en fin d'année 2024. Ces données sont très évolutives, puisque des factures sont payées et des engagements sont saisis quotidiennement.

Tableau 22 : L'évolution prévisionnelle des restes à payer

Reste à payer	**Montant**
Fléché	1 656 372 €
Non fléché	12 239 311 €
Total au 31/12/2022	**13 895 683 €**
Variation 2023	
Fléché	16 064 000 €
Non fléché	435 138 €
Total	**16 499 138 €**
Reste à payer au 31/12/2023	
Fléché	17 720 372 €
Non fléché	12 674 449 €
Total	**30 394 821 €**
Variation 2024	
Fléché	7 605 000 €
Non fléché	423 361 €
Total	**8 028 361 €**
Reste à payer au 31/12/2024	
Fléché	25 325 372 €
Non fléché	13 097 810 €
Total	**38 423 182 €**

Les restes à payer au 31/12/2024 sont supérieurs à la trésorerie prévisionnelle disponible à la même date. Il convient de préciser également que les restes à payer ne sont pas tous exigibles au 31/12/2024. Ainsi, le marché global de performance lié à la rénovation de la BU de Jacob-Bellecombette génère des restes à payer conséquents puisque l'intégralité du marché est engagé en 2023 alors que les paiements seront échelonnés sur 10 ans. Si cette dépense est neutralisée dans l'analyse comme en 2023, en ne retenant en AE que les CP qui seront payés en 2024 au titre de ce marché, le total de restes à payer au 31/12/2024 de 25 269 182 €, dont 7 675 000 € pour la rénovation de l'IUT qui sera un chantier pluri-annuel.

Tableau 23 : détail de la variation des restes à payer

Ecart AE/CP	AE 2024	CP 2024	Variation 2024
Réserve projets numériques	250 000 €	160 000 €	90 000 €
Commissaires aux comptes	1 700 €	34 593 €	- 32 893 €
Assurances	28 000 €	110 000 €	- 82 000 €
Conventions DSIM-PETREL-TOSCA/UGA	270 600 €	146 600 €	124 000 €
Documentation numérique enseignement et recherche	66 420 €	188 640 €	- 122 220 €
Recherche (Locie)	309 351 €	312 410 €	- 3 059 €
Marché infogérance Polytech	- €	26 667 €	- 26 667 €
Licence SGBM BU + numérique BU	265 000 €	53 800 €	211 200 €
Accompgnement accord-cadre marché audio-visuel	60 000 €	40 000 €	20 000 €
Reste à payer fonctionnement	***1 251 071 €***	***1 072 710 €***	***178 361 €***
Jouvence Réseau et contrôleur Wi-Fi	250 000 €	100 000 €	150 000 €
Migration Hélico vers OSE	150 000 €	70 000 €	80 000 €
Investissements pédagogiques	30 000 €	15 000 €	15 000 €
Reste à payer Investissement non fléché	***2 932 142 €***	***2 330 420 €***	***245 000 €***
Variation des restes à payer non fléchés			***423 361 €***
Accueil de site Annecy	3 800 000 €	2 700 000 €	1 100 000 €
CEDRA Jacob	3 055 000 €	605 000 €	2 450 000 €
Rénovation IUT Annecy	10 539 000 €	2 864 000 €	7 675 000 €
Rénovation BU Jacob	500 000 €	4 120 000 €	- 3 620 000 €
Reste à payer Investissement fléché	***23 141 564 €***	***14 310 007 €***	***7 605 000 €***

4.4 Les ratios

Le tableau 24 affiche les principaux ratios de gestion, qui présentent des évolutions contrastées. Les chiffres 2021 et 2022 correspondent aux ratios calculés sur le réalisé (compte financier). On notera les éléments significatifs suivants pour le BI 2024 :

- le fonds de roulement est **sous le seuil de vigilance** soit 13 jours ;
- la trésorerie est **au-dessus du seuil de vigilance** avec 34 jours de dépenses de fonctionnement décaissables, mais ce taux reste à confirmer avec l'atterrissage réel de l'exercice ;
- le montant des ressources propres, et sa part dans le total des produits, **augmente** de 1,5 % par rapport au ratio après BR2 2023 ;
- le ratio des charges de fonctionnement décaissables hors masse salariale rapportées aux produits encaissables permet constater l'évolution du poids de ces charges dans le budget ; il **baisse** par rapport au BI 2023 (-1,68 %) comme au BR2 22023 (- 1,51 %) ;
- A rebours, le poids de la masse salariale rapportée aux produits encaissables augmente de +1 % par rapport au BR2 2023. Le ratio s'élève à 83,87 %, soit **une hausse** par rapport aux ratios constatés au compte financier 2021, il est au-dessus du seuil de vigilance (82%) ;
- la CAF est **en forte baisse** par rapport au compte financier 2022, même si elle est moins dégradée qu'au BI 2023. De fait, elle ne permet pas de financer une quelconque partie des dépenses d'investissement ;
- le rapport des charges décaissables sur les produits encaissables **s'améliore** de 0,75 % par rapport au ratio après BR2 2023. Il reste supérieur à 100 % puisque le résultat prévisionnel est déficitaire. Ce qui implique toujours que les recettes de fonctionnement encaissables sont insuffisantes pour couvrir les dépenses décaissables, impliquant un prélèvement sur la trésorerie.

Tableau 24 : L'évolution des principaux ratios de gestion en droits constatés

1-Fonds de roulement en nombre de jours	2021	2022	BI 2023	BR1 2023	BR2 2023	BI 2024
Montant du FDR	16 756 977 €	15 757 664 €	5 378 164 €	8 014 240 €	10 076 360 €	4 960 716 €
FDR en nombre de jours	**54**	**48**	**15**	**22**	**28**	**13**
2-Trésorerie en nombre de jours	**2021**	**2022**	**BI 2023**	**BR1 2023**	**BR2 2023**	**BI 2024**
Montant de la trésorerie	23 063 275 €	25 719 869 €	10 019 890 €	16 767 816 €	18 339 054 €	12 577 403 €
Trésorerie en nombre de jours	**74**	**78**	**28**	**46**	**51**	**34**
3-Taux de résultat	**2021**	**2022**	**BI 2023**	**BR1 2023**	**BR2 2023**	**BI 2024**
Résultat	3 569 968 €	1 218 633 €	- 3 384 478 €	- 3 761 214 €	- 2 667 899 €	- 2 860 024 €
Total des produits	124 146 179 €	128 112 044 €	132 226 303 €	134 672 758 €	133 370 240 €	136 197 450 €
Taux de résultat	**2,88%**	**0,95%**				
4-Dépendance au financement de l'État	**2021**	**2022**	**BI 2023**	**BR1 2023**	**BR2 2023**	**BI 2024**
Ressources propres	22 087 048 €	23 289 063 €	27 559 250	29 745 204	27 412 871	30 303 490
Produits encaissables	117 911 292 €	122 134 762 €	127 517 788 €	129 964 243 €	127 359 207 €	131 495 335 €
Dépendance au financement de l'Etat	**18,73%**	**19,07%**	**21,61%**	**22,89%**	**21,52%**	**23,05%**
6-Poids des charges de personnel	**2021**	**2022**	**BI 2023**	**BR1 2023**	**BR2 2023**	**BI 2024**
Charges de personnel	94 830 345 €	99 068 240 €	105 173 870 €	106 855 290 €	105 846 605 €	110 278 629 €
Produits encaissables	117 911 292 €	122 134 762 €	127 517 788 €	129 964 243 €	127 359 207 €	131 495 335 €
Poids de charges de personnel	**80,43%**	**81,11%**	**82,48%**	**82,21%**	**83,11%**	**83,87%**
7-Poids des charges de fonctionnement général	**2021**	**2022**	**BI 2023**	**BR1 2023**	**BR2 2023**	**BI 2024**
Charges décaissables de fonctionnement général	17 212 880 €	20 248 889 €	23 944 796 €	25 086 567 €	23 699 419 €	22 486 730 €
Produits encaissables	117 911 292 €	122 134 762 €	127 517 788 €	129 964 243 €	127 359 207 €	131 495 335 €
Poids des charges de fonctionnement général	**14,60%**	**16,58%**	**18,78%**	**19,30%**	**18,61%**	**17,10%**
8-Part relative des charges de personnel	**2021**	**2022**	**BI 2023**	**BR1 2023**	**BR2 2023**	**BI 2024**
Charges de personnel	94 830 346 €	99 068 240 €	105 173 870 €	106 855 290 €	105 846 605 €	110 278 629 €
Total des charges (décaissables-non décaissables)	120 576 211 €	126 893 411 €	135 610 781 €	138 433 972 €	136 038 139 €	139 057 474 €
Part relative des charges de personnel dans le total des charges	**78,65%**	**78,07%**	**77,56%**	**77,18%**	**77,81%**	**79,30%**
9-Dotation aux amort. et provisions/charges de	**2021**	**2022**	**BI 2023**	**BR1 2023**	**BR2 2023**	**BI 2024**
Dotation aux amort. et provisions	8 477 487 €	7 576 282 €	6 492 115 €	6 492 115 €	6 492 115 €	6 292 115 €
Charges de fonctionnement décaissables et non décaissables	120 576 211 €	126 893 411 €	135 610 781 €	138 433 972 €	136 038 139 €	139 057 474 €
Poids de la dotation aux amortissements et provisions	**7,03%**	**5,97%**	**4,79%**	**4,69%**	**4,77%**	**4,52%**
10-Equilibre économique	**2021**	**2022**	**BI 2023**	**BR1 2023**	**BR2 2023**	**BI 2024**
Charges décaissables	112 043 225 €	119 317 129 €	129 118 666 €	131 941 857 €	129 546 024 €	132 765 359 €
Produits encaissables	117 911 292 €	122 134 762 €	127 517 788 €	129 964 243 €	127 359 207 €	131 495 335 €
Poids des charges de fonctionnement	**95,02%**	**97,69%**	**101,26%**	**101,52%**	**101,72%**	**100,97%**
11-Marge d'autofinancement	**2021**	**2022**	**BI 2023**	**BR1 2023**	**BR2 2023**	**BI 2024**
CAF	5 807 059 €	2 817 633 €	-1 600 878 €	-1 977 614 €	-884 299 €	-1 270 024 €
Produits encaissables	117 911 292 €	122 134 762 €	127 517 788 €	129 964 243 €	127 359 207 €	131 495 335 €
Taux de marge d'autofinancement	**4,92%**	**2,31%**	**-1,26%**	**-1,52%**	**-0,69%**	**-0,97%**
12-Taux d'autofinancement	**2021**	**2022**	**BI 2023**	**BR1 2023**	**BR2 2023**	**BI 2024**
CAF	5 807 059 €	2 817 633 €	-1 600 878 €	-1 977 614 €	-884 299 €	-1 270 024 €
Dépenses d'investissement payées sur ressources propres	2 223 117 €	3 029 325 €	5 534 430 €	5 765 810 €	4 797 005 €	3 845 620 €
Taux d'autofinancement	**261,21%**	**93,01%**	**-28,93%**	**-34,30%**	**-18,43%**	**-33,03%**
13-Coût par ETPT	**2021**	**2022**	**BI 2023**	**BR1 2023**	**BR2 2023**	**BI 2024**
Charges de personnel	94 830 345 €	99 068 240 €	105 173 870 €	106 855 290 €	105 846 605 €	110 278 629 €
Nombre d'ETPT	1271,70	1309,61	1358,73	1364,48	1354,90	1384,03
Coût par ETPT	**74 569,75 €**	**75 647,13 €**	**77 406,01 €**	**78 312,10 €**	**78 121,34 €**	**79 679,36 €**

Rappel des seuils d'alerte ou de vigilance

1 - FDR < 15 jours

2 - Trésorerie < 30 jours

3 - Taux de résultat : vigilance entre 0 % et 2%, alerte si < 0 %

4 - Dépendance aux financements de l'État : vigilance entre 13 % et 15 %, alerte si < 13 %

6 - Poids de charges de personnel : vigilance entre 82 % et 83 %, alerte si > 83 %

10 - Équilibre économique : vigilance entre 98 % et 100 %, alerte si > 100 %

11 - Taux de marge d'autofinancement : vigilance entre 0,5 % et 1 %, alerte si < 0,5 %

ANNEXE 1 - TABLEAUX BUDGÉTAIRES

ANNEXE 2 – PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Tableau 1

BI 2024

Tableau des emplois présenté par l'établissement à l'appui du budget 2024

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Catégories d'emplois	Nature des emplois		(A) Emplois sous plafond Etat * En ETPT	(B) Emplois financés hors SCSP En ETPT	(C) = (A) + (B) Global
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	525,32		**525**
		CDI	11,00	12,50	**24**
	Non permanents	CDD	102,14	97,46	**200**
S/total EC			**638,46**	**109,96**	**748**
Elèves fonctionnaires stagiaires des écoles nationales supérieures (ENS)					-
BIATSS (personnels de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et de service)	Permanents	Titulaires	411,00		**411**
		CDI	32,00	29,83	**62**
	Non permanents	CDD	45,54	117,21	**163**
S/total Biatss			**488,54**	**147,04**	**636**
Totaux			**1 127,00**	**257,00**	**1 384,00**
					Plafond global des emplois voté par le CA ** (2)
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat			**1 127**		

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de

Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (2))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (1)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (3)

* : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'emplois fixé par l'État relatif aux emplois financés par l'État"

** : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'autorisation de l'ensemble des emplois rémunérés par l'établissement"

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires
Budget principal

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES							RECETTES			
	CF 2022		Rappel prévision 2023 après BR2		BI 2024		CF 2022	Rappel prévision 2023 après BR2	BI 2024	
	Montants		Montants		Montants		Montants	Montants		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP				
Personnel	**100 462 920**	**100 462 803**	**106 158 043**	**106 158 043**	**110 584 600**	**110 584 600**	**124 844 490**	**130 203 170**	**134 412 765**	**Recettes globalisées**
dont contributions employeur au CAS Pension	*27 870 364*	*27 870 364*	*29 669 010*	*29 669 010*	*30 597 060*	*30 597 060*	97 903 588	101 248 854	101 191 845	Subvention pour charges de service public
							2 126 641	458 264	1 323 785	Autres financements de l'Etat
Fonctionnement	**18 663 409**	**16 360 292**	**23 386 368**	**23 387 980**	**22 359 121**	**22 180 760**	641 405	907 288	950 000	Fiscalité affectée
dont opérations fléchées	*0*	*0*	*1 251*	*1 251*	*0*	*0*	9 952 795	12 094 417	15 752 658	Autres financements publics
							14 220 061	15 494 347	15 194 477	Recettes propres
							473 977	**3 040 040**	**10 581 000**	**Recettes fléchées***
							274 193	300 000	720 000	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	**8 656 631**	**5 122 363**	**27 130 870**	**10 630 120**	**25 403 398**	**17 553 398**	199 784	2 740 040	9 861 000	Autres financements publics fléchés
dont opérations fléchées	*302 109*	*1 137 933*	*19 101 538*	*3 037 538*	*18 094 000*	*10 489 000*	0	0	0	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	**127 782 960**	**121 945 458**	**156 675 281**	**140 176 143**	**158 347 119**	**150 318 758**	**125 318 467**	**133 243 210**	**144 993 765**	**TOTAL DES RECETTES (C)**
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)		**3 373 009**		**0**		**0**		**6 932 933**	**5 324 993**	**SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)**

TABLEAU 3
Dépenses par destination - Recettes par origine
Budget principal

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	DEPENSES							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE (A)	CP (B)
Formation initiale et continue	**55 964 819**	**55 964 819**	**6 554 546**	**6 554 546**	**1 192 140**	**1 192 140**	**63 711 505**	**63 711 505**
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	*40 976 218*	*40 976 218*	*5 894 398*	*5 894 398*	*969 140*	*969 140*	*47 839 756*	*47 839 756*
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	*14 905 729*	*14 905 729*	*598 648*	*598 648*	*223 000*	*223 000*	*15 727 377*	*15 727 377*
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	*82 872*	*82 872*	*61 500*	*61 500*	*0*	*0*	*144 372*	*144 372*
D105 - Bibliothèques et documentation	**2 096 453**	**2 096 453**	**736 162**	**858 382**	**44 000**	**44 000**	**2 876 615**	**2 998 835**
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	**1 699 186**	**1 699 186**	**161 232**	**161 232**	**55 135**	**55 135**	**1 915 553**	**1 915 553**
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et	**5 928 624**	**5 928 624**	**253 569**	**253 569**	**133 506**	**133 506**	**6 315 699**	**6 315 699**
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	**7 712 423**	**7 712 423**	**527 669**	**527 669**	**526 417**	**526 417**	**8 766 509**	**8 766 509**
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	**1 317 507**	**1 317 507**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 317 507**	**1 317 507**
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	**1 141 626**	**1 141 626**	**92 565**	**92 565**	**0**	**0**	**1 234 191**	**1 234 191**
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	**10 865 674**	**10 865 674**	**273 918**	**273 918**	**25 800**	**25 800**	**11 165 392**	**11 165 392**
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	**2 475 166**	**2 475 166**	**1 651 062**	**1 654 121**	**490 000**	**490 000**	**4 616 228**	**4 619 287**
D113 - Diffusion des savoirs et musées	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		
D114 - Immobilier	**2 329 059**	**2 329 059**	**4 939 000**	**4 939 000**	**21 514 000**	**13 909 000**	**28 782 059**	**21 177 059**
D115 - Pilotage et support	**17 964 003**	**17 964 003**	**6 466 734**	**6 163 094**	**1 421 200**	**1 176 200**	**25 851 937**	**25 303 297**
Étudiants	**1 090 060**	**1 090 060**	**702 664**	**702 664**	**1 200**	**1 200**	**1 793 924**	**1 793 924**
D201 - Aides directes aux étudiants	*0*	*0*	*332 726*	*332 726*	*0*	*0*	*332 726*	*332 726*
D202 - Aides indirectes	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	*1 090 060*	*1 090 060*	*369 938*	*369 938*	*1 200*	*1 200*	*1 461 198*	*1 461 198*
TOTAL	**110 584 600**	**110 584 600**	**22 359 121**	**22 180 760**	**25 403 398**	**17 553 398**	**158 347 119**	**150 318 758**

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B	**0**

Tableau des recettes par origine (facultatif)

Budget	RECETTES							
	Recettes globalisées					Recettes fléchées		
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées
Subvention pour charges de service public	101 191 845							
Droits d'inscription			0		2 743 550			
Formation continue, diplômes propres et VAE					9 857 493			
Taxe d'apprentissage					528 405			
Contrats et prestations de recherche hors ANR					860 929			
Valorisation								
ANR investissements d'avenir				5 277 327				
ANR hors investissements d'avenir				2 894 702				
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région				1 339 680			5 437 000	
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne				3 370 575				
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres		1 323 785		2 870 374		720 000	4 424 000	
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs					130 503			
Autres recettes			950 000		1 073 597			
TOTAL	**101 191 845**	**1 323 785**	**950 000**	**15 752 658**	**15 194 477**	**720 000**	**9 861 000**	**0**

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C	**5 324 993**

TABLEAU 4
Equilibre financier
Budget principal

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS				FINANCEMENTS			
	CF 2022	Rappel prévision 2023 après BR2	BI 2024	CF 2022	Rappel prévision 2023 après BR2	BI 2024	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	0	6 932 933	5 324 993	3 373 009	0	0	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	-961	0	0	0	0	0	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	1 302 069	2 193 900	2 359 060	584 691	1 746 019	1 922 402	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements sur comptes de tiers (e1)							Autres encaissements sur comptes de tiers (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	1 301 108	9 126 833	7 684 053	3 957 700	1 746 019	1 922 402	**Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)**
ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1)	**2 656 592**	**0**	**0**	**0**	**7 380 814**	**5 761 651**	**PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)**
*dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)****	*103 174*	*2 502*	*92 000*	*0*	*0*	*0*	*dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)****
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	*2 553 418*	*0*	*0*	*0*	*7 383 316*	*5 853 651*	*dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)*
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	**3 957 700**	**9 126 833**	**7 684 053**	**3 957 700**	**9 126 833**	**7 684 053**	**TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)**

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 5
Opérations pour compte de tiers

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Prévisions de décaissements (c1)	Prévisions d'encaissements (c2)
IMEP SPS Q-COUNTER	47310000	Recettes à transférer	78 800	78 800
PROJET XP2P	47310000	Recettes à transférer	21 319	21 319
SYMME INTEREG EASY	47310000	Recettes à transférer	22 104	22 104
SYMME CADYCO	47310000	Recettes à transférer	37 857	37 857
SYMME Interreg Onco	47310000	Recettes à transférer	53 543	53 543
LOCIE INTERREG CRENH	47310000	Recettes à transférer	11 751	11 751
DDRV EUR SOLAR	47310000	Recettes à transférer	112 426	112 426
NCU2 PIA3 @SPIRE	47310000	Recettes à transférer	140 344	140 344
CMQ MC AURA EPLE	47310000	Recettes à transférer	749 129	0
I RISK	47310000	Recettes à transférer	48 004	48 004
BOURSES AMI	47310000	Recettes à transférer	302 704	264 800
TVA	44551000	TVA à décaisser	781 079	1 131 454
TOTAL			**2 359 060**	**1 922 402**

(c1) et (c2) étant repris au tableau "Equilibre financier"

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique.

Conseil d'administration du 19 décembre 2023 - 20 votants : 20 favorables

TABLEAU 6
Situation patrimoniale
Budget principal

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	CF 2022	Rappel prévision 2023 après BR2	BI 2024	PRODUITS	CF 2022	Rappel prévision 2023 après BR2	BI 2024
Personnel	**99 068 240**	**105 846 605**	**110 278 629**	Subventions de l'Etat	**98 845 699**	**101 248 854**	101 191 845
*dont charges de pensions civiles**	*27 870 364*	*29 669 010*	*30 597 060*	Fiscalité affectée	**641 405**	**907 288**	950 000
Fonctionnement autre que les charges de personnel	**27 825 171**	**30 191 534**	**28 778 845**	Autres subventions	**8 377 416**	**11 097 279**	14 190 193
Intervention (le cas échéant)				Autres produits	**20 247 522**	**20 116 819**	19 865 412
TOTAL DES CHARGES (1)	126 893 411	**136 038 139**	**139 057 474**	**TOTAL DES PRODUITS (2)**	**128 112 042**	**133 370 240**	136 197 450
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	**1 218 631**	-	-	**Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)**	-	**2 667 899**	2 860 024
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	128 112 042	136 038 139	139 057 474	**TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)**	128 112 042	136 038 139	139 057 474

** Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions*

Calcul de la capacité d'autofinancement

	CF 2022	Rappel prévision 2023 après BR2	BI 2024
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4)	**-2 860 024**	**-2 667 899**	**-2 860 024**
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	7 576 282	6 492 115	6 292 115
- reprises sur dépréciations et provisions	- 636 609	-16 400	-10 000
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			0
- produits de cession d'éléments d'actifs			0
- reprise sur amortissements	- 5 340 672	-4 692 115	-4 692 115
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	**-1 261 023**	**-884 299**	**-1 270 024**

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	CF 2022	Rappel prévision 2023 après BR2	BI 2024	RESSOURCES	CF 2022	Rappel prévision 2023 après BR2	BI 2024
Insuffisance d'autofinancement	1 261 023	884 299	1 270 024	Capacité d'autofinancement	0	0	0
				Financement de l'actif par l'État	1 126 549	669 678	1 990 420
Investissements	5 191 923	10 630 120	17 553 398	Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	1 024 807	5 163 437	11 717 358
				Autres ressources	11242	0	0
Remboursement des dettes financières	0	0	0	Augmentation des dettes financières	0	0	0
TOTAL DES EMPLOIS (5)	**6 452 946**	**11 514 419**	**18 823 422**	**TOTAL DES RESSOURCES (6)**	**2 162 598**	**5 833 115**	**13 707 778**
Apport au fonds de roulement (7) = (6)-(5)	**0**	**0**	**0**	**Prélèvement sur fonds de roulement (8) = (5)-(6)**	**4 290 347**	**5 681 304**	**5 115 644**

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	BI 2024
Niveau du FONDS DE ROULEMENT au 31/12/2023 (prévision après BR2)	**10 076 360**
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	**-8 262 694**
Niveau de la TRESORERIE au 31/12/2023	**18 339 054**
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	**-5 115 644**
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	**646 007**
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	**-5 761 651**
Niveau du FONDS DE ROULEMENT au 31/12/2024	**4 960 716**
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	**-7 616 687**
Niveau de la TRESORERIE au 31/12/2024	**12 577 403**

* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

Conseil d'administration du 19 décembre 2023 - 20 votants : 20 favorables

TABLEAU 7
Plan de trésorerie

BI 2024

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	**18 339 054**	**9 686 403**	**27 447 317**	**14 669 013**	**31 555 537**	**20 626 987**	**11 401 284**	**36 942 922**	**27 215 250**	**22 319 152**	**25 438 712**	**15 641 025**	**12 577 403**
ENCAISSEMENTS	**1 883 250**	**29 659 255**	**1 275 130**	**29 197 595**	**1 038 096**	**2 427 815**	**40 254 583**	**521 597**	**6 399 764**	**16 214 907**	**3 722 474**	**14 321 701**	**146 916 167**
Recettes budgétaires globalisées	1 873 797,00	26 520 512,00	1 180 734,00	29 024 326,00	949 367,00	2 199 683,00	39 470 157,00	515 856,00	6 376 216,00	16 129 851,00	3 514 609,00	6 657 657,00	134 412 765,00
Subvention pour charges de service public	0,00	25 297 961,00	0,00	25 297 961,00	0,00	0,00	35 417 146,00	0,00	0,00	15 178 777,00	0,00	0,00	101 191 845
Autres financements de l'État	369 384,00	354 771,00	10 234,00	0,00	0,00	24 899,00	8 092,00	0,00	20 467,00	20 712,00	0,00	515 226,00	1 323 785
Fiscalité affectée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	950 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	950 000
Autres financements publics	78 981,00	233 785,00	519 057,00	1 720 572,00	53 737,00	1 613 291,00	1 276 790,00	188 912,00	4 942 530,00	50 427,00	1 447 363,00	3 627 213,00	15 752 658
Recettes propres	1 425 432,00	633 995,00	651 443,00	2 005 793,00	895 630,00	561 493,00	1 818 129,00	326 944,00	1 413 219,00	879 935,00	2 067 246,00	2 515 218,00	15 194 477
Recettes budgétaires fléchées	**-**	**2 221 129**	**-**	**11 011**	**-**	**-**	**708 989**	**-**	**-**	**-**	**-**	**7 639 871**	**10 581 000**
Financements de l'État fléchés	0,00	0,00	0,00	11 011,00	0,00	0,00	708 989,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	720 000
Autres financements publics fléchés	0,00	2 221 129,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 639 871,00	9 861 000
Recettes propres fléchées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	-
Opérations non budgétaires	9 453,00	917 614,00	94 396,00	162 258,00	88 729,00	228 132,00	75 437,00	5 741,00	23 548,00	85 056,00	207 865,00	24 173,00	1 922 402,00
Emprunts : encaissements en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-
Prêts : encaissement en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-
Dépôts et cautionnements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Opérations gérées en comptes de tiers :	9 453,00	917 614,00	94 396,00	162 258,00	88 729,00	228 132,00	75 437,00	5 741,00	23 548,00	85 056,00	207 865,00	24 173,00	1 922 402,00
- TVA encaissée	9 453,00	917 614,00	24 233,00	22 629,00	38 207,00	36 977,00	19 608,00	5 741,00	23 548,00	16 547,00	16 195,00	702,00	1 131 454
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	0,00	0,00	4 258,00	8 474,00	3 066,00	11 601,00	3 388,00	0,00	0,00	4 158,00	11 633,00	1 426,00	48 004
- Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	0,00	0,00	65 905,00	131 155,00	47 456,00	179 554,00	52 441,00	0,00	0,00	64 351,00	180 037,00	22 045,00	742 944
A. TOTAL	1 883 250	29 659 255	1 275 130	29 197 595	1 038 096	2 427 815	40 254 583	521 597	6 399 764	16 214 907	3 722 474	14 321 701	146 916 167
DECAISSEMENTS	**10 535 901**	**11 898 341**	**14 053 434**	**12 311 071**	**11 966 646**	**11 653 518**	**14 712 945**	**10 249 269**	**11 295 862**	**13 095 347**	**13 520 161**	**17 385 323**	**152 677 818**
Dépenses liées à des recettes globalisées	10 407 391,00	11 656 167,00	11 949 739,00	11 153 040,00	11 476 139,00	10 824 339,00	14 423 917,00	9 460 080,00	11 169 666,00	11 803 542,00	11 704 963,00	13 800 775,00	139 829 758,00
Personnel	8 697 090,00	9 355 249,00	8 722 885,00	9 192 909,00	8 964 885,00	8 178 627,00	12 509 235,00	8 407 333,00	8 325 855,00	8 528 368,00	10 143 828,00	9 558 336,00	110 584 600
Fonctionnement	1 178 793,00	1 694 053,00	2 754 104,00	1 666 604,00	2 002 459,00	2 184 833,00	1 505 155,00	668 056,00	2 018 275,00	2 291 117,00	1 336 250,00	2 881 061,00	22 180 760
Intervention	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-
Investissement	531 508,00	606 865,00	472 750,00	293 527,00	508 795,00	460 879,00	409 527,00	384 691,00	825 536,00	984 057,00	224 885,00	1 361 378,00	7 064 398
Dépenses liées à des recettes fléchées	**50 402**	**116 826**	**1 886 961**	**842 558**	**252 011**	**698 282**	**86 518**	**705 624**	**51 477**	**1 085 294**	**1 213 068**	**3 499 979**	**10 489 000**
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-
Intervention	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-
Investissement	50 402,00	116 826,00	1 886 961,00	842 558,00	252 011,00	698 282,00	86 518,00	705 624,00	51 477,00	1 085 294,00	1 213 068,00	3 499 979,00	10 489 000
Opérations non budgétaires	**78 108**	**125 348**	**216 734**	**315 473**	**238 496**	**130 897**	**202 510**	**83 565**	**74 719**	**206 511**	**602 130**	**84 569**	**2 359 060**
Emprunts : remboursements en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-
Prêts : décaissements en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-
Dépôts et cautionnements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-
Opérations gérées en comptes de tiers :	78 108,00	125 348,00	216 734,00	315 473,00	238 496,00	130 897,00	202 510,00	83 565,00	74 719,00	206 511,00	602 130,00	84 569,00	2 359 060,00
- TVA décaissée	78 108,00	70 297,00	109 351,00	46 865,00	93 730,00	78 108,00	62 486,00	46 865,00	62 486,00	62 486,00	70 297,00	0,00	781 079
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	0,00	1 675,00	3 267,00	8 171,00	4 404,00	1 606,00	4 260,00	1 116,00	372,00	4 381,00	16 179,00	2 573,00	48 004
- Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	0,00	53 376,00	104 116,00	260 437,00	140 362,00	51 183,00	135 764,00	35 584,00	11 861,00	139 644,00	515 654,00	81 996,00	1 529 977
B. TOTAL	10 535 901	11 898 341	14 053 434	12 311 071	11 966 646	11 653 518	14 712 945	10 249 269	11 295 862	13 095 347	13 520 161	17 385 323	152 677 818
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	- 8 652 651	17 760 914	- 12 778 304	16 886 524	- 10 928 550	- 9 225 703	25 541 638	- 9 727 672	- 4 896 098	3 119 560	- 9 797 687	- 3 063 622	- 5 761 651
SOLDE CUMULE (1) + (2)	9 686 403	27 447 317	14 669 013	31 555 537	20 626 987	11 401 284	36 942 922	27 215 250	22 319 152	25 438 712	15 641 025	12 577 403	

TABLEAU 8
Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Antérieures à 2017	CF 2017	CF 2018	CF 2019	CF 2020	CF 2021	CF 2022	BI 2023	BI 2024	BI 2025 ET PLUS	Total
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)	**0**	**-99 596**	**-306 868**	**-464 785**	**-125 869**	**-289 876**	**28 472**	**131 646**	**134 148**	**226 148**	**0**
Recettes fléchées (b)	**5 266 508**	**5 669 651**	**2 234 439**	**2 098 322**	**1 298 500**	**1 456 281**	**473 977**	**3 040 040**	**10 581 000**	**57 702 282**	**89 821 000**
Financements de l'État fléchés	1 779 750	2 633 200	417 550	994 050	354 145	85 050	274 193	300 000	720 000	29 216 062	**36 774 000**
Conseil départemental	2 350 000	1 560 000	-	-	290 000	-	-	-	4 424 000	19 576 000	**28 200 000**
Région Rhône-Alpes	1 136 758	1 476 451	1 816 889	1 104 272	654 355	1 371 231	199 784	2 740 040	5 437 000	8 910 220	**24 847 000**
Recettes propres fléchées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	**5 366 104**	**5 876 923**	**2 392 356**	**1 759 406**	**1 462 507**	**1 137 933**	**370 803**	**3 037 538**	**10 489 000**	**57 928 430**	**89 821 000**
Personnel	-	-	-	-		-	-			-	-
AE=CP	-	-	-	-		-	-			-	-
Fonctionnement	-	-	-	-		-	-			-	-
AE	63 173	5 962	14 037	-	-	-	-	-	-	1 251	**84 423**
CP	68 173	5 865	1 537	-	-	-	-	-	-	8 848	**84 423**
Intervention	-	-	-	-		-	-			-	-
AE	-	-	-	-		-	-			-	-
CP	-	-	-	-		-	-			-	-
Investissement	-	-	-	-		-	-			-	-
AE	11 018 172	2 758 319	1 253 080	1 415 273	1 459 526	302 109	1 640 749	19 101 538	18 094 000	32 695 255	**89 738 021**
CP	5 297 931	5 871 058	2 390 819	1 759 406	1 462 507	1 137 933	370 803	3 037 538	10 489 000	57 919 582	**89 736 577**
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	**- 99 596**	**- 207 272**	**- 157 917**	**338 916**	**- 164 007**	**318 348**	**103 174**	**2 502**	**92 000**	**- 226 148**	**-**

Conseil d'administration du 19 décembre 2023 - 20 votants : 20 favorables

BI 2024

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année 2024	**Total des AE ouvertes pour l'année 2024**	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année 2024	**Total des CP ouverts pour 2024 l'année n**	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)=(2)-(3)	(5)	(6) = (4)+(5)	(7)	(8)	(9)=(7-8)	(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(3)-(6)	(13)=(3)+(6)-(8)-(11)
Contrats rech non fléchés PIA	5 715 651	1 964 893	739 458	-	1 323 869	1 323 869	1 964 893	692 842	-	1 323 869	1 323 869	3 652 324	46 616
Contrats rech non fléchés AUTRES FIN PUB	2 050 709	1 869 782	1 295 846	-	670 564	670 564	1 869 782	1 250 918	-	670 564	670 564	84 299	44 928
Contrats rech non fléchés ANR	6 026 695	6 175 743	3 502 930	-	1 798 545	1 798 545	6 175 743	3 425 929	-	1 798 545	1 798 545	725 220	77 000
Contrats rech non fléchés REGION	1 071 616	1 284 956	721 103	-	350 513	350 513	1 284 956	703 427	-	353 572	353 572	-	14 617
Contrats rech non fléchés VALORISATION	1 226 913	1 280 054	740 246	-	371 414	371 414	1 280 054	730 361	-	371 414	371 414	115 253	9 884
Contrats rech non fléchés HORS ANR	727 430	587 995	456 525	-	229 717	229 717	587 995	451 645	-	229 717	229 717	41 188	4 880
Contrats rech non fléchés EUROPE	952 424	1 169 151	622 946	-	270 438	270 438	1 169 151	608 289	-	270 438	270 438	59 040	14 657
Contrats rech fléchés CPER	434 251	597 498	284 251	-	150 000	150 000	597 498	284 170	-	150 000	150 000	-	81
Total contrats de recherche	**18 205 689**	**14 930 071**	**8 363 305**	**-**	**5 165 060**	**5 165 060**	**14 930 071**	**8 147 583**	**-**	**5 168 119**	**5 168 119**	**4 677 324**	**212 663**
Contrats d'enseignement non fléchés	27 521 459	9 491 276	6 906 251	-	5 973 233	5 973 233	9 491 276	6 662 705	-	5 973 233	5 973 233	14 641 975	243 546
Total contrats d'enseignement	**27 521 459**	**9 491 276**	**6 906 251**	**-**	**5 973 233**	**5 973 233**	**9 491 276**	**6 662 705**	**-**	**5 973 233**	**5 973 233**	**14 641 975**	**243 546**
Bâtiment Polytech - CICBPOLYX	8 899 400	8 717 706	8 717 706	-	50 000	50 000	8 794 043	8 794 043		50 000	50 000	131 694	76 337
Halle des sports - CICJRHSPX	5 000 000	4 885 531	4 885 531	-	-	-	4 832 245	4 832 245		-	-	114 469	53 286
Bâtiment Maurienne CICBR12AX / CICMAURX	2 160 227	2 160 227	2 160 227	-	-	-	2 114 216	2 114 216			-	-	46 011
Rénovation BU Jacob CPER 15 - CICJRBIBX	21 700 000	18 357 213	18 357 213	-	500 000	500 000	1 086 072	1 086 072		4 120 000	4 120 000	2 842 787	13 651 141
Rénovation IUT 74 - CICARIUTX	17 000 000	959 858	959 858	-	10 539 000	10 539 000	858 732	858 732		2 864 000	2 864 000	5 501 142	7 776 126
Accueil site Annecy - CICAACSIX	7 000 000	1 290 566	1 290 566	-	3 800 000	3 800 000	1 073 001	1 073 001		2 700 000	2 700 000	1 909 434	1 317 565
Bâtiment Marcoz - CICMARCOX	300 000	-	-	-	-	-	-	-		-	-	300 000	-
CEDRA Jacob FLECHE - CICJCEDRX	24 755 000	50 000	50 000	-	3 055 000	3 055 000	-	-		605 000	605 000	21 650 000	2 500 000
CEPART GLOBALISE - OICBR12BX	1 042 755	1 042 755	1 042 755	-	-	-	1 042 755	1 042 755		-	-	-	-
Rénovation étanchéité bat 23 JACOB - OIOJ23ET	1 011 360	1 011 360	1 011 360	-	-	-	1 011 360	1 011 360		-	-	-	-
Chaufferie bourget du lac - OIOBCHAUX	2 042 901	1 972 901	1 972 901	-	70 000	70 000	1 972 901	1 972 901		70 000	70 000	-	-
Sécurité 2017	285 000	285 000	285 000	-	-	-	285 000	285 000		-	-	-	-
Sécurité + Sûreté2019	80 000	80 000	80 000	-	-	-	80 000	80 000		-	-	-	-
Sécurité 2020	100 000	100 000	100 000	-		-	100 000	100 000		-	-	-	-
Sécurité 2021	80 000	80 000	80 000	-		-	80 000	80 000		-	-	-	-
Sécurité 2022	200 000	200 000	200 000	-	-	-	200 000	200 000		-	-	-	-
Sécurité 2023	240 000	200 000	200 000	-	40 000	40 000	200 000	200 000		40 000	40 000	-	-
Sécurité 2024	100 000	-		-	100 000	100 000	-			100 000	100 000	-	-
Agenda accessibilité 2017	80 000	80 000	80 000	-	-	-	80 000	80 000		-	-	-	-
Agenda accessibilité 2018	250 000	250 000	250 000	-	-	-	250 000	250 000		-	-	-	-
Agenda accessibilité 2019	90 000	90 000	90 000	-	-	-	90 000	90 000		-	-	-	-
Agenda accessibilité 2020	20 000	20 000	20 000	-	-	-	20 000	20 000		-	-	-	-
Agenda accessibilité 2021	50 000	50 000	50 000	-	-	-	50 000	50 000		-	-	-	-
Agenda accessibilité 2023	80 000	80 000	80 000	-	-	-	80 000	80 000		-	-	-	-
Agenda accessibilité 2024	150 000	-	-	-	150 000	150 000	-	-		150 000	150 000	-	-
Sûreté 2020	30 000	30 000	30 000	-		-	30 000	30 000		-	-	-	-
Sûreté 2021	100 000	100 000	100 000	-		-	100 000	100 000		-	-	-	-
Sûreté 2022	60 000	60 000	60 000	-		-	60 000	60 000		-	-	-	-
Sûreté 2023	-	-	-	-		-	-	-		-	-	-	-
Sûreté 2024	50 000	-	-	-	50 000	50 000	-	-		50 000	50 000	-	-
Total programmes pluriannuels d'investissement	**92 956 643**	**42 153 117**	**42 153 117**	**-**	**18 354 000**	**18 354 000**	**24 490 325**	**24 490 325**	**-**	**10 749 000**	**10 749 000**	**32 449 526**	**25 267 792**
Total	**138 683 790**	**66 574 464**	**57 422 672**	**-**	**29 492 293**	**29 492 293**	**48 911 672**	**39 300 613**	**-**	**21 890 352**	**21 890 352**	**51 768 825**	**25 724 001**
Ss total personnel	14 090 224	11 566 561	8 590 382	-	5 499 842	5 499 842	11 566 561	8 584 182	-	5 499 842	5 499 842	-	6 200
Ss total fonctionnement et intervention	28 878 737	8 709 862	5 064 717	-	4 748 453	4 748 453	8 709 862	4 649 920	-	4 751 512	4 751 512	19 065 567	411 738
Ss total investissement	95 714 830	46 298 042	43 767 574	-	19 243 998	19 243 998	28 635 250	26 066 511	-	11 638 998	11 638 998	32 703 258	25 306 063

B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	**Encaissements pour l'année 2024**	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)
Contrats rech non fléchés PIA	5 715 651	-	5 715 651	1 377 696	1 323 867	3 014 089
Contrats rech non fléchés AUTRES FIN PUB	2 050 709	-	2 050 709	754 734	413 480	882 495
Contrats rech non fléchés ANR	6 026 695	-	6 026 695	3 229 329	2 282 209	515 156
Contrats rech non fléchés REGION	1 071 616	-	1 071 616	-	427 490	644 126
Contrats rech non fléchés VALORISATION	1 226 913	-	1 226 913	264 021	372 414	590 477
Contrats rech non fléchés HORS ANR	727 430	-	727 430	307 030	243 717	176 683
Contrats rech non fléchés EUROPE	952 424	-	952 424	498 315	270 438	183 671
Contrats rech fléchés CPER	434 251	-	434 251	405 000	-	29 251
Total contrats de recherche	**18 205 689**	**-**	**18 205 689**	**6 836 126**	**5 333 615**	**6 035 948**
Contrats d'enseignement non fléchés	27 521 459	-	27 521 459	164 506	5 781 964	21 574 989
Total contrats d'enseignement	**27 521 459**	**-**	**27 521 459**	**164 506**	**5 781 964**	**21 574 989**
Bâtiment Polytech - CICBPOLYX	8 899 400		8 899 400	8 849 400	50 000	-
Halle des sports - CICJRHSPX	5 000 000		5 000 000	5 000 000	-	-
Bâtiment Maurienne CICBR12AX / CICMAURX	2 160 227	817 627	1 342 600	1 100 600	242 000	
Rénovation BU Jacob CPER15 - CICJRBIBX	21 700 000		21 700 000	970 000	4 120 000	16 610 000
Rénovation IUT 74 CICARIUTX IUTA	17 000 000		17 000 000	850 000	2 864 000	13 286 000
Accueil site Annecy - CICAACSIX	7 000 000		7 000 000	1 010 000	2 700 000	3 290 000
Bâtiment Marcoz - CICMARCOX	300 000		300 000	-	-	300 000
CPER CEDRA FLECHE - CICJCEDRX	24 755 000		24 755 000	50 000	605 000	24 100 000
CEPART GLOBALISE - OICBR12AX	1 042 755	442 755	600 000	600 000	-	-
Rénovation étanchéité bat 23 JACOB - OIOJ23ET	1 011 360	401 860	609 500	121 900	487 600	-
Chaufferie bourget du lac - OIOBCHAUX	2 042 901	1 287 901	755 000	150 000	505 000	100 000
Sécurité2017	285 000		285 000	285 000		-
Sécurité +Sûreté 2019	80 000		80 000	80 000		-
Sécurité 2020	100 000		100 000	100 000		-
Sécurité 2021	80 000		80 000	80 000		-
Sécurité 2022	200 000		200 000	200 000		-
Sécurité 2023	240 000		240 000	240 000		-
Sécurité 2024	100 000		100 000		100 000	-
Agenda accessibilité 2017	80 000		80 000	80 000		-
Agenda accessibilité 2018	250 000		250 000	250 000		-
Agenda accessibilité 2019	90 000		90 000	90 000		-
Agenda accessibilité 2020	20 000		20 000	20 000		-
Agenda accessibilité 2021	50 000		50 000	50 000		-
Agenda accessibilité 2023	80 000		80 000	80 000		-
Agenda accessibilité 2024	150 000		150 000		150 000	-
Sûreté 2020	30 000		30 000	30 000		-
Sûreté 2021	100 000		100 000	100 000		-
Surete 2022	60 000		60 000	60 000		-
Surete 2023	-		-	-		-
Surete 2024	50 000		50 000		50 000	-
Total programmes pluriannuels d'investissement	**92 956 643**	**2 950 143**	**90 006 500**	**20 446 900**	**11 873 600**	**57 686 000**
Total	**138 683 790**	**2 950 143**	**135 733 647**	**27 447 531**	**22 989 179**	**85 296 937**

Conseil d'administration du 19 décembre 2023 - 20 votants : 20 favorables

A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

BI 2024

Opération	Nature	Coût total de l'opération	Prévision N (BI + BR)									Restes		Prévision N+1 et suivantes					
			AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N	AE nouvelles ouvertes en 2024	TOTAL des AE ouvertes en 2024	CP ouverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP reprogrammés ou reportés en N	CP nouveaux ouverts en 2024	TOTAL des CP ouverts en 2024	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)	AE prévues en 2025	CP prévus en 2025	AE prévues en 2026	CP prévus en 2026	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2
		(1)	(2)	(3)	(4)<= (2) - (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)<= (7) -(8)	(10)	(11) = (9) + (10)	(1) -(3)+(6)	(3)+(6)- (8)-(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
Dépenses d'investissement (PPI)	1-Bâtiment Polytech - CICBPOLYX	8 899 400	8 717 706	8 717 706	0	50 000	50 000	8 794 043	8 794 043	0	50000	50 000	131 694,00	76 337,00	13 169,00	55 357,00				
	2-Halle des sports - CICJHSPX	5 000 000	4 885 531	4 885 531	0	0	0	4 832 245	4 832 245	0	0	0	114 469,00	53 286,00	114 469,00	167 755,00				
	3-Rénovation IUT 74 - CICARUITX	17 000 000	959 858	959 858	0	10 539 000	10 539 000	858 732	858 732	0	2 864 000	2 864 000	5 501 142,00	7 776 126,00	5 501 142,00	13 277 268,00				
	4-Accueil site Annecy - CICAMCSIX	7 000 000	1 290 566	1 290 566	0	3 800 000	3 800 000	1 073 001	1 073 001	0	2 700 000	2 700 000	1 909 434,00	1 317 565,00	1 909 434,00	3 226 999,00				
	5-RENOVATION ETANCHEITE JACOB - CICJT23ETX	1 011 360	1 011 360	1 011 360	0	0	0	1 011 360	1 011 360	0	0	0	-	-	-	-				
	6-Chaufferie bourget du lac (etat+ademe+fdr)	2 042 901	1 972 901	1 972 901	0	70 000	70 000	1 972 901	1 972 901	0	70 000	70 000	-	-	-	-				
	7-Agenda d'accessibilité	720 000	570 000	570 000	0	150 000	150 000	570 000	570 000	0	150 000	150 000	-	-	-	-				
	8-Sécurité + Sûreté	1 325 000	1 135 000	1 135 000	0	190 000	190 000	1 135 000	1 135 000	0	190 000	190 000	-	-	-	-				
	9-Bâtiment Maurienne CICBR12AX / CICMAURX	2 360 227	2 160 227	2 160 227	0	0	0	2 114 216	2 114 236	0	0	0		46 011,00						
	10-Rénovation BU Jacob CICR15 - CICRBIBX	21 700 000	18 357 213	18 357 213	0	500 000	500 000	1 086 072	1 086 072	0	4 120 000	4 120 000	2 842 787,00	13 651 141,00	2 842 787,00	16 493 928,00				
	11-Bâtiment Maricoz - CICMARCOX	300 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	300 000,00	-	300 000,00	300 000,00				
	12-CEDRA Jacob FLECHE - CICJCEDRX	24 755 000	50 000	50 000	0	3 055 000	3 055 000	0	0	0	605 000	605 000	21 650 000,00	2 500 000,00	3 685 000,00	1 575 000,00	17 965 000,00	4 954 000,00		17 621 000,00
	13-CEPART GLOBALISE - CICBR12AX	1 042 755	1 042 755	1 042 755	0	0	0	1 042 755	1 042 755	0	0	0	-	-	-	-				
TOTAL PPI		**92 956 643**	**42 133 117**	**42 133 117**	**0**	**18 354 000**	**18 354 000**	**24 490 325**	**24 490 325**	**0**	**10 749 000**	**10 749 000**	**32 449 526**	**25 267 792**	**14 484 526**	**35 142 318**	**17 965 000**	**4 954 000**	**0**	**17 621 000**

Tableau SIASUP de suivi des opérations immobilières

B - Prévisions de recettes

Opération	Nature	Montant de l'opération envisagé	Montant de l'opération notifiée antérieur	Montant notifié année N	Montant reste à notifier	Financements extérieurs				Prévisions en N+1 et suivantes		
						Montant des financements extérieurs	Encaissements des années antérieures à N	Encaissements de 2024		Restes à encaisser	Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus > N+2
								Encaissements prévus	Encaissements prévus				
		(18)	(19a)	(19b)	(19c)	(18)	(20)	(21a)	(21b)	22 =(18)-(20)-(21a)	(23)	(24)	(25)
1-Bâtiment Polytech	Financement de l'Etat	900 000	900 000		0	900 000	900 000		0	0			
	Financements de la région	7 999 400	7 999 400		0	7 999 400	7 949 400	50 000		0			
	Autres subventions				0	0		0		0			
	Autres recettes				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement									0			
	Total Opération 1	**8 899 400**	**8 899 400**	**0**	**0**	**8 899 400**	**8 849 400**	**50 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
2-Halle des sports	Financement de l'Etat	2 500 000	2 500 000		0	2 500 000	2 500 000			0			
	Financements de la région	2 500 000	2 500 000		0	2 500 000	2 500 000			0			
	Autres subventions									0			
	Autres recettes									0			
	Autofinancement par l'établissement												
	Total Opération 2	**5 000 000**	**5 000 000**	**0**	**0**	**5 000 000**	**5 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
3-Rénovation IUT 74	Financement de l'Etat				0					0			
	Financements de la région	1 000 000	850 000	150 000	0	1 000 000	850 000	150 000		0			
	Autres subventions	16 000 000	0	2 714 000	13 286 000	16 000 000		2 714 000		13 286 000	13 286 000		
	Autres recettes				0					0			
	Autofinancement par l'établissement									0			
	Total Opération 3	**17 000 000**	**850 000**	**2 864 000**	**13 286 000**	**17 000 000**	**850 000**	**2 864 000**	**0**	**13 286 000**	**13 286 000**	**0**	**0**
4-Accueil site Annecy PIP 2	Financement de l'Etat				0					0			
	Financements de la région	2 000 000	400 000		1 600 000	2 000 000	1 010 000	990 000		0			
	Autres subventions	5 000 000			5 000 000	5 000 000		1 710 000		3 290 000	3 290 000		
	Autres recettes				0					0			
	Autofinancement par l'établissement									0			
	Total Opération 4	**7 000 000**	**400 000**	**0**	**6 600 000**	**7 000 000**	**1 010 000**	**2 700 000**	**0**	**3 290 000**	**3 290 000**	**0**	**0**
5-Rénovation étanchéité bat 23 Jacob	Financement de l'Etat	609 500	609 500		0	609 500	121 900	487 600		0			
	Financements de la région				0					0			
	Autres subventions				0					0			
	Autres recettes				0					0			
	Autofinancement par l'établissement	401 860								0			
	Total Opération 5	**1 011 360**	**609 500**	**0**	**0**	**609 500**	**121 900**	**487 600**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
6-Chaufferie Bourget du lac	Financement de l'Etat	250 000	50 000	200 000	0	250 000	150 000			100 000	100 000		
	Financements de la région									0			
	Autres subventions	505 000		305 000		505 000		505 000		0			
	Autres recettes									0			
	Autofinancement par l'établissement	1 287 901											
	Total Opération 6	**2 042 901**	**500 000**	**505 000**	**0**	**755 000**	**150 000**	**505 000**	**0**	**100 000**	**100 000**	**0**	**0**
7-Agenda d'accessibilité	Financement de l'Etat	720 000	570 000	150 000	0	720 000	570 000	150 000		0			
	Financements de la région				0					0			
	Autres subventions				0					0			
	Autres recettes				0					0			
	Autofinancement par l'établissement									0			
	Total Opération7	**720 000**	**570 000**	**150 000**	**0**	**720 000**	**570 000**	**150 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
8-Sécurité+ SURETE	Financement de l'Etat	1 325 000	1 175 000	150 000	0	1 325 000	1 175 000	150 000		0			
	Financements de la région				0	0				0			
	Autres subventions				0	0				0			
	Autres recettes				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement									0			
	Total Opération 8	**1 325 000**	**1 175 000**	**150 000**	**0**	**1 325 000**	**1 175 000**	**150 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
9-Bâtiment Maurienne	Financement de l'Etat				0					0			
	Financements de la région	1 342 600	1 094 488		248 112	1 342 600	1 100 600	242 000		0			
	Autres subventions				0					0			
	Autres recettes				0					0			
	Autofinancement par l'établissement	817 627								0			
	TOTAL OPERATION9	**2 160 227**	**1 094 488**	**0**	**248 112**	**1 342 600**	**1 100 600**	**242 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
10-Rénovation JACOB	Financement de l'Etat	6 000 000			6 000 000	6 000 000	1 500 000	4 120 000		1 730 000	1 730 000		
	Financements de la région	9 700 000			9 700 000	9 700 000	820 000	0		8 880 000	8 880 000		
	Autres subventions	6 000 000			6 000 000	6 000 000				6 000 000	6 000 000		
	Autres recettes				0					0			
	Autofinancement par l'établissement									0			
	TOTALOPERATION10	**21 700 000**	**0**	**0**	**21 700 000**	**21 700 000**	**970 000**	**4 120 000**	**0**	**16 610 000**	**16 610 000**	**0**	**0**
11- MAIRCOZ	Financement de l'Etat				0					0			
	Financements de la région	300 000			300 000	300 000				300 000	300 000		
	Autres subventions				0					0			
	Autres recettes				0					0			
	Autofinancement par l'établissement				0					0			
	TOTALOPERATION11	**300 000**	**0**	**0**	**300 000**	**300 000**	**0**	**0**	**0**	**300 000**	**300 000**	**0**	**0**
12-CPER 15 CEDRA flèche	Financement de l'Etat	4 200 000			4 200 000	4 200 000				4 200 000	4 200 000		
	Financements de la région	20 555 000			20 555 000	20 555 000	50 000	605 000		19 900 000	19 900 000		
	Autres subventions				0					0			
	Autres recettes				0					0			
	Autofinancement par l'établissement									0			
	TOTALOPERATION12	**24 755 000**	**0**	**0**	**24 755 000**	**24 755 000**	**50 000**	**605 000**	**0**	**24 100 000**	**24 100 000**	**0**	**0**
13 - CEPART	Financement de l'Etat				0					0			
	Financements de la région				0					0			
	Autres subventions	600 000			600 000	600 000	600 000			0			
	Autres recettes				0					0			
	Autofinancement par l'établissement	442 755											
	TOTALOPERATION13	**1 042 755**	**0**	**0**	**600 000**	**600 000**	**600 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total PPI	**Ss total financements de l'Etat**	16 504 500	5 804 500	500 000	10 200 000	16 504 500	5 566 900	4 907 600	0	6 030 000	6 030 000	0	0
	Ss total financements de la région	45 397 000	12 843 888	150 000	32 403 112	45 397 000	14 280 000	2 037 000	0	29 080 000	29 080 000	0	0
	Ss total autres subventions	28 105 000	0	3 019 000	24 886 000	28 105 000	6 600 000	4 929 000	0	22 576 000	22 576 000	0	0
	Ss total autres recettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Ss total autofinancement par l'établissement	2 950 143	0	0	0								
	TOTAL	**92 956 643**	**18 648 388**	**3 669 000**	**67 489 112**	**90 006 500**	**20 446 900**	**11 873 600**	**0**	**57 686 000**	**57 686 000**	**0**	**0**

C - Poids des opérations sur la trésorerie de l'établissement

	Années antérieures à N	Année 2024	Année 2025	Année 2026	Années >2026	Total (autofinancement par l'établissement)
1-Bâtiment Polytech	55 357,00	-	55 357,00	-	-	-
2-Halle des sports	167 755,00	-	167 755,00	-	-	-
3-Rénovation IUT 74	8 732,00	-	8 732,00	-	-	-
4-Accueil site Annecy PIP2	63 001,00	-	63 001,00	-	-	-
5-RENOVATION ETANCHEITE JACOB - CICJT23ETX	889 460,00	487 600,00	-	-	-	**401 860,00**
6-Chaufferie bourget du lac (etat+ademe+fdr)	1 822 901,00	415 000,00	100 000,00	-	-	**1 287 901,00**
7-Agenda d'accessibilité	-	-	-	-	-	-
8-Sécurité + Sûreté	40 000,00	40 000,00	-	-	-	-
9-Bâtiment Maurienne	1 013 616,00	242 000,00	46 011,00	-	-	**817 627,00**
10-Rénovation BU Jacob	116 072,00	-	116 072,00	-	-	-
11-Bâtiment Maricoz	-	-	-	-	-	-
12-CPER CEDRA FLECHE - CICJCEDRX	50 000,00	-	22 525 000,00	4 954 000,00	17 621 000,00	-
13-CEPART GLOBALISE - CICBR12AX	442 755,00	-	-	-	-	**442 755,00**
Total toutes opérations	**4 043 425,00**	**1 124 600,00**	**22 543 682,00**	**4 954 000,00**	**17 621 000,00**	**2 950 143,00**

- Colonnes (19a), (19b) et (19c) relatives aux notifications : Il importe de rappeler qu'il s'agit d'inscrire les notifications de dotations de l'Etat ou les conventions de financement pour les collectivités. A titre d'illustration un CPER signé ne vaut pas notification de financement et n'a donc pas vocation à être inscrit.
- Colonne (19b) "Montant notifié en N" doit être arrêté à la mi-mai (cf. au tableau BI ou BR).
- Colonne (22) "Restes à encaisser" doit être égale à la somme des colonnes (23), (24) et (25).

Conseil d'administration du 19 décembre 2023 - 20 votants : 20 favorables

Tableau 10 EPSCP
BI 2024

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération		Nature	Prévision pluriannuelle	Prévision N									Prévision N+1 et suivantes	
			Coût total de l'opération	AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N+*	AE nouvelles ouvertes en 2024	TOTAL des AE ouvertes en 2024	CP ouverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP reprogrammés ou reportés en N+*	CP nouveaux ouverts en 2024	TOTAL des CP ouverts en 2024	AE prévues en N+1 et suivantes	CP prévus en N+1 et suivantes
			(1)	(2)	(3)	(4) <= (2)-(3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9) <= (7) - (8)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13)
Dépenses d'investissement (PPI)	Bâtiment Polytech - CICBPOLYX	Investissement	8 816 228	8 634 096	8 634 096		50 000	50 000	8 715 632	8 715 632		50 000	50 000	132 132	50 596
	Bâtiment Polytech - CICBPOLYX	Fonctionnement	83 172	83 172					75 575	75 575				0	7 597
	Halle des sports - OCBHSPX	Investissement	5 000 000	4 885 631	4 885 631		0	0	4 832 245	4 832 245		0	0	114 469	167 756
	Bâtiment Maurienne CICBU2AX / CICMAURX	Investissement	2 160 227	2 160 227	2 160 227		0	0	2 114 216	2 114 216		0	0	0	46 011
	Rénovation BU Jacob OPERLS - OCRBIBX	Investissement	21 700 000	18 357 213	18 357 213		500 000	500 000	1 086 072	1 086 072		4 120 000	4 120 000	2 842 787	16 493 928
	Rénovation IUT 74 - CICIUTX	Investissement	17 000 000	959 858	959 858		10 539 000	10 539 000	858 732	858 732		2 864 000	2 864 000	5 501 142	13 277 268
	Accueil site Annecy - CICAACSIX	Investissement	7 000 000	1 290 566	1 290 566		3 800 000	3 800 000	1 073 001	1 073 001		2 700 000	2 700 000	1 909 434	3 226 999
	Bâtiment Maroc - OCMAROCX	Investissement	300 000	0	0		0	0	0	0		0	0	300 000	300 000
	CEDRA Jussieu - OCJCEDRX	Investissement	24 705 000	50 000	5 000		3 055 000	3 055 000	0	0		605 000	605 000	21 650 000	24 150 000
	CEPART GLOBALISE - OCBR12BX	Investissement	1 042 755	1 042 755	1 042 755		0	0	1 042 755	1 042 755		0	0	0	0
	Rénovation étanchéité bat 23 JACOB - OCIU23	Investissement	1 011 360	1 011 360	1 011 360		0	0	1 011 360	1 011 360		0	0	0	0
	Chaufferie bouget du lac - OCBCHAUX	Investissement	1 972 901	1 972 901			70 000	70 000	1 972 901	1 972 901		70 000	70 000	0	0
	Sécurité 2017	Investissement	285 000	285 000	285 000	0	0	0	285 000	285 000		0	0	0	0
	Sécurité 20 1ère urgence	Investissement	80 000	80 000	80 000		0	0	80 000	80 000		0	0	0	0
	Sécurité 2020	Investissement	100 000	100 000	100 000	0	0	0	100 000	100 000	0	0	0	0	0
	Sécurité 2021	Investissement	80 000	80 000	80 000		0	0	80 000	80 000		0	0	0	0
	Sécurité 2022	Investissement	200 000	200 000	200 000		0	0	200 000	200 000		0	0	0	0
	Sécurité 2023	Investissement	240 000	200 000			40 000	40 000	200 000	200 000		40 000	40 000	200 000	0
	Sécurité 2024	Investissement	100 000	0										100 000	100 000
	Agenda Accessibilité 2017	Investissement	80 000	80 000	80 000		0	0	80 000	80 000		0	0	0	0
	Agenda accessibilité 2018	Investissement	250 000	250 000	250 000	0	0	0	250 000	250 000		0	0	0	0
	Agenda accessibilité 2019	Investissement	90 000	90 000	90 000		0	0	90 000	90 000	0	0	0	0	0
	Agenda accessibilité 2020	Investissement	20 000	20 000	20 000		0	0	20 000	20 000	0	0	0	0	0
	Agenda accessibilité 2021	Investissement	50 000	50 000	50 000		0	0	50 000	50 000	0	0	0	0	0
	Agenda accessibilité 2023	Investissement	80 000	80 000	80 000		0	0	80 000	80 000	0	0	0	0	0
	Agenda accessibilité 2024	Investissement	150 000	0										150 000	150 000
	Sûreté 2020	Investissement	30 000	30 000	30 000		0	0	30 000	30 000		0	0	0	0
	Sûreté 2021	Investissement	100 000	100 000	100 000	0	0	0	100 000	100 000		0	0	0	0
	SURETE 2022	Investissement	60 000	60 000	60 000		0	0	60 000	60 000		0	0	0	0
	SURETE 2023	Investissement	0	0			0	0				0	0	0	0
	SURETE 2024	Investissement	50 000	0	0		50 000	50 000	0	0		50 000	50 000	0	0
	Total Dépenses d'investissement N		**92 956 643**	**42 152 679**	**41 952 679**	**0**	**18 104 000**	**18 104 000**	**24 487 489**	**24 487 489**	**0**	**10 499 000**	**10 499 000**	**32 899 964**	**57 970 156**
Contrats de recherche	TOTAL CONTRATS HORS ANR	personnel,fonctionnement/investissement	727 430	587 995	458 678	0	229 717	229 717	587 995	451 945	0	229 717	229 717	41 188	46 068
	TOTAL VALORISATION	personnel,fonctionnement/investissement	1 226 913	1 280 054	740 246	0	371 414	371 414	1 280 054	730 361	0	371 414	371 414	115 263	125 137
	TOTAL PIA	personnel,fonctionnement/investissement	5 715 651	1 964 893	739 458	0	1 323 860	1 323 860	1 964 893	692 842	0	1 323 860	1 323 860	3 652 324	3 698 940
	TOTAL ANR	personnel,fonctionnement/investissement	6 026 695	6 175 743	3 502 930	0	1 798 545	1 798 545	6 175 743	3 425 929	0	1 798 545	1 798 545	725 220	802 220
	TOTAL REGION	personnel,fonctionnement/investissement	1 071 616	1 284 956	721 101	0	350 513	350 513	1 284 956	703 427	0	353 572	353 572	0	14 617
	TOTAL EUROPE	personnel,fonctionnement/investissement	952 424	1 169 151	623 946	0	270 438	270 438	1 169 151	608 289	0	270 438	270 438	59 040	73 697
	TOTAL AUTRES FINANCEMENT PUBLICS	personnel,fonctionnement/investissement	2 050 709	1 869 782	1 295 846	0	670 564	670 564	1 869 782	1 250 918	0	670 564	670 564	84 289	129 227
	TOTAL FINANCEMENTS PRIVES y compris fonda	personnel,fonctionnement/investissement	434 251	597 498	284 251	0	150 000	150 000	597 498	284 170	0	150 000	150 000	0	81
	Total contrats de recherche.2		**18 205 689**	**14 930 071**	**8 363 105**	**0**	**5 165 060**	**5 165 060**	**14 930 071**	**8 147 581**	**0**	**5 168 110**	**5 168 110**	**4 077 324**	**4 889 987**
Contrat d'enseignement	personnel,fonctionnement/investissemt		27 521 459	9 491 276	6 906 251		5 973 233	5 973 233	9 491 276	6 662 705		5 973 233	5 973 233	14 641 975	14 885 521
			27 521 459	**9 491 276**	**6 906 251**	**0**	**5 973 233**	**5 973 233**	**9 491 276**	**6 662 705**	**0**	**5 973 233**	**5 973 233**	**14 641 975**	**14 885 521**
TOTAL			**138 683 790**	**66 574 026**	**57 222 034**	**0**	**29 242 293**	**29 242 293**	**48 908 836**	**39 297 777**	**0**	**21 640 352**	**21 640 352**	**52 219 263**	**77 745 664**

A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, les échéanciers prévisionnels avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

B - Prévisions de recettes

Opération		Nature	Prévision	Prévision N		Prévisions en N+1 et suivantes
			Financement de l'opération	Encaissements des années antérieures à N	Encaissement prévus en 2024	Encaissements prévus en N+1
			(18)	(19)	(20)	(21)
Recettes d'investissement (PPI)	Bâtiment Polytech - CICBPOLYX	Financement de l'Etat*	900 000	900 000	0	0
	Bâtiment Polytech - CICBPOLYX	Autres financements publics**	7 999 400	7 949 400	50 000	0
	Halle des sports - OCBHSPX	Financement de l'Etat*	2 500 000	2 500 000	0	0
	Halle des sports - OCBHSPX	Autres financements publics**	2 500 000	2 500 000	0	0
	Halle des sports - OCBHSPX	Autofinancement	0	0	0	0
	Bâtiment Maurienne CICBU2AX / CICMAURX	Financement de l'Etat*	0	0	0	0
	Bâtiment Maurienne CICBU2AX	Autres financements publics**	1 342 600	1 100 600	242 000	0
	Bâtiment Maurienne CICBCMAURX	Autofinancement	817 627	0	0	0
	Rénovation IUT 74 OCJBIUTX IUT A	Financement de l'Etat*	0	0	0	0
	Rénovation IUT 74 OCJBIUTX IUT A	Autres financements publics**	17 000 000	850 000	2 864 000	13 286 000
	Rénovation BU Jacob OPERLS - OCRBIBX	Financement de l'Etat*	6 000 000	150 000	4 120 000	1 730 000
	Rénovation BU Jacob OPERLS - OCRBIBX	Autres financements publics**	15 700 000	820 000	0	14 880 000
	Accueil site Annecy - CICAACSIX	Financement de l'Etat*	0	0	0	0
	Accueil site Annecy - CICAACSIX	Autres financements publics**	7 000 000	1 010 000	2 700 000	3 290 000
	Bâtiment Maroc - OCMAROCX	Financement de l'Etat*	0	0	0	0
	Bâtiment Maroc - OCMAROCX	Autres financements publics**	300 000	0	0	300 000
	CPER CEDRA RJECHE - OCJCEDRX	Financement de l'Etat*	4 200 000	0	0	4 200 000
	CPER CEDRA RJECHE - OCJCEDRX	Autres financements publics**	20 555 000	50 000	605 000	19 900 000
	CEPART GLOBALISE - OCBR12AX	Autres financements publics**	600 000	600 000	0	0
	CEPART GLOBALISE - OCBR12AX	Autofinancement	492 755	0	0	0
	Rénovation étanchéité bat 23 JACOB - OCIU23	Financement de l'Etat*	609 500	121 900	487 600	0
	Rénovation étanchéité bat 23 JACOB - OCIU23	Autofinancement	401 860	0	0	0
	Chaufferie bouget du lac - OCBCHAUX	Financement de l'Etat*	250 000	150 000	0	100 000
	Chaufferie bouget du lac - OCBCHAUX	Autres financements publics**	505 000	0	505 000	0
	Chaufferie bouget du lac - OCBCHAUX	Autofinancement	1 287 901	0	0	0
	Sécurité 2017	Financement de l'Etat*	285 000	285 000	0	0
	Sécurité + Sûreté 2019	Financement de l'Etat*	80 000	80 000	0	0
	Sécurité 2020	Financement de l'Etat*	100 000	100 000	0	0
	Sécurité 2021	Financement de l'Etat*	80 000	80 000	0	0
	Sécurité 2022	Financement de l'Etat*	200 000	200 000	0	0
	Sécurité 2023	Financement de l'Etat*	240 000	240 000	0	0
	Sécurité 2024	Financement de l'Etat*	100 000	0	100 000	0
	Agenda accessibilité 2017	Financement de l'Etat*	80 000	80 000	-	0
	Agenda accessibilité 2018	Financement de l'Etat*	250 000	250 000	-	0
	Agenda accessibilité 2019	Financement de l'Etat*	90 000	90 000	-	0
	Agenda accessibilité 2020	Financement de l'Etat*	20 000	20 000	-	0
	Agenda accessibilité 2021	Financement de l'Etat*	50 000	50 000	-	0
	Agenda accessibilité 2023	Financement de l'Etat*	80 000	80 000	-	0
	Agenda accessibilité 2024	Financement de l'Etat*	150 000	0	150 000	0
	Sûreté 2020	Financement de l'Etat*	30 000	30 000	-	0
	Sûreté 2021	Financement de l'Etat*	100 000	100 000	-	0
	Sûreté 2022	Financement de l'Etat*	60 000	60 000	-	0
	Sûreté 2023	Financement de l'Etat*	0	0	-	0
	Sûreté 2024	Financement de l'Etat*	50 000	0	50 000	0
	Total PPI 1		**92 956 643**	**20 446 900**	**11 873 600**	**57 686 000**
Contrats de recherche	CONTRATS HORS ANR	Autres financements publics**	727 430	307 030	243 717	176 683
	VALORISATION	Autres financements	1 226 913	264 021	372 414	590 477
	PIA	Autres financements publics**	5 715 651	1 377 696	1 323 860	3 014 089
	ANR	Autres financements publics**	6 026 695	3 229 329	2 282 209	515 156
	REGION	Autres financements publics**	1 071 616	0	427 490	644 126
	EUROPE	Autres financements publics**	952 424	498 315	270 438	183 671
	AUTRES FINANCEMENTS PUBLICS	Autres financements publics**	2 050 709	754 734	413 480	882 495
	AUTRES FINANCEMENTS PRIVES	Autres financements	434 251	405 000	0	29 251
	Total contrats de recherche.2		**18 205 689**	**6 836 126**	**5 333 613**	**6 035 948**
Contrats d'enseignement		Financement de l'Etat*	0			0
		Autres financements publics**	0			0
		Autres financements	27 521 459	164 506	5 781 984	21 574 989
	Total contrat de formation .3		**27 521 459**	**164 506**	**5 781 984**	**21 574 989**
	Financement de l'Etat*	**Ss total financement de l'Etat**	**16 504 500**	**5 566 900**	**4 907 600**	**6 030 000**
	Autres financements publics**	**Ss total autres financements publics**	**90 066 525**	**21 047 104**	**11 927 201**	**57 072 220**
	Autofinancement	**Ss total autofinancement**	**2 930 149**	**0**	**0**	**0**
	Autres financements	**Ss total autres financements**	**29 182 616**	**833 527**	**6 154 376**	**22 194 717**
	TOTAL		**138 683 790**	**27 447 531**	**22 989 179**	**85 296 937**

* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financement de l'Etat fléchés
** Autres financements publics (globalisés ou fléchés)
*** Recettes propres et recettes propres fléchés

TABLEAU
BI 2024

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

				BI 2024
Stocks initiaux	1	**Niveau initial des restes à payer après BR2 2023**		**30 394 821**
	2	**Niveau initial du fonds de roulement au 31/12/2023 (estimation BR2 2023)**		**10 076 360**
	3	**Niveau initial du besoin en fonds de roulement au 31/12/2023 (estimation BR2 2023)**		**-8 262 694**
	4	**Niveau initial de la trésorerie au 31/12/2023 (estimation BR2 2023)**		**18 339 054**
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée		233 743
	4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée		18 105 311
Flux de l'année	5	**Autorisations d'engagement**		**158 347 119**
	6	**Résultat patrimonial**		**-2 860 024**
	7	**Capacité d'autofinancement (CAF)**		**-1 270 024**
	8	**Variation du fonds de roulement**		**-5 115 644**
	9	**Opérations bilancielles non budgétaires**	**SENS**	**0**
		Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / -	
		Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+	
		Cautionnements et dépôts	-	
	10	**Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires**	**SENS**	**0**
		Variation des stocks	+ / -	
		Production immobilisée	+	
		Charges sur créances irrécouvrables	-	
		Produits divers de gestion courante	+	
	11	**Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires**	**SENS**	**209 349**
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	4 015 902
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	-3 806 952
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	-3 448 941
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	3 449 340
	12	**Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11**		**-5 324 993**
	12.a	Recettes budgétaires		144 993 765
	12.b	Crédits de paiement ouverts		150 318 758
	13	**Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires**		**436 658**
	14	**Variation de la trésorerie = 12 - 13**		**-5 761 651**
	14.a	dont variation de la trésorerie fléchée		92 000
	14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée		-5 853 651
	15	**Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13**		**646 007**
	16	**Restes à payer**		**8 028 361**
Stocks finaux	17	**Niveau final de restes à payer**		**38 423 182**
	18	**Niveau final du fonds de roulement**		**4 960 716**
	19	**Niveau final du besoin en fonds de roulement**		**-7 616 687**
	20	**Niveau final de la trésorerie**		**12 577 403**
	20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée		325 743
	20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée		12 251 660

Comptabilité budgétaire
Comptabilité générale

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 19 décembre 2023
N° 2023.12.19_3.3.

Point 3 – Affaires financières

3.3. Projet annuel de performance 2024

Vu le code l'éducation, notamment l'article L711-1 et suivants,
Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment les articles 175, 176 et 177,
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc approuvés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés,

► Le conseil d'administration approuve le projet annuel de performance de l'USMB pour l'année 2024, tel qu'annexé à la présente délibération.

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*35*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*19*
Quorum :	*18*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*15*	*Abstention :*	*0*
Membres représentés :	*4*	*Pour :*	*19*
Nombre de votants :	*19*		

Fait à Chambéry, le 21 décembre 2023

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

PHILIPPE GALEZ ID
Signature numérique de PHILIPPE GALEZ ID
Date : 2023.12.21 19:38:08 +01'00'

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	22/12/2023
	Transmise au recteur de région académique le :	22/12/2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

Budget initial 2024

ANNEXE 2 - PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Le **projet annuel de performances (PAP)** est un document **obligatoire** annexé au budget initial conformément à l'article R. 719-52 du Code de l'éducation.

Il constitue le pendant, pour les opérateurs de l'État, du projet annuel de performances mis en place par la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1er août 2001 et qui s'applique à l'ensemble des administrations de l'État depuis 2006.

Pour les universités, le PAP présente les objectifs stratégiques que souhaite atteindre tout établissement durant l'exercice budgétaire à venir (douze mois). Il est soumis à l'approbation du conseil d'administration lors du vote du budget initial. Bien qu'il s'appuie notamment sur le contrat d'établissement signé avec le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche (MESR), il peut aussi intégrer des objectifs issus d'autres politiques.

Le PAP 2024 de l'USMB est chapitré selon cinq thématiques qui se déclinent en objectifs, eux-mêmes – si possible - subdivisés en rubriques (état d'avancement, actions, jalons, indicateurs) :

I. La recherche, l'innovation et la valorisation,
II. La formation, l'innovation pédagogique, la vie et la santé étudiantes,
III. Les relations internationales,
IV. Les ressources humaines, la gouvernance et la communication,
V. Le patrimoine, les campus et la transition environnementale.

À noter qu'un rapport annuel de performances (RAP) permettra de suivre dans un second temps – une fois l'exercice budgétaire écoulé - les objectifs annoncés en PAP afin de savoir s'ils sont atteints ou en cours de réalisation. Ainsi, le RAP pour l'année 2024, qui fait écho au PAP 2024, sera présenté au Conseil d'administration de l'Université au printemps 2025.

I. LA RECHERCHE, L'INNOVATION ET LA VALORISATION

1. L'appui aux chercheurs et aux unités de recherches

Objectif 1 – Obtention et mise en œuvre du label HRS4R (*Human Resources Strategy for Researchers*)

L'établissement a initié fin novembre 2022 auprès de l'Union européenne la procédure en vue d'obtenir le label HRS4R. Cette démarche vise à inscrire l'université dans une démarche d'amélioration continue en matière de pratiques de recrutement et de cadre d'exercice des chercheurs. Cela contribuera à renforcer l'attractivité de l'établissement. L'année 2023 a permis le dépôt de la demande (finalisation de l'autodiagnostic et proposition d'un plan d'actions). Si l'Union européenne accorde le Label HRS4R, sa mise en œuvre durera 3 ans et commencera en 2024.

État d'avancement en 2023 : dépôt de la candidature (finalisée)

Nouvelle action 2024 : implémenter le processus HRS4R en 2024 (jalon 1.1)

Objectif 2 - Mentorat des nouvelles maîtresses de conférences

Pour mieux accompagner les carrières des chercheures, un programme de mentorat sera mis en place pour les maîtresses de conférences nouvellement recrutées (en lien avec le projet Re-Unita, le plan Egalité Femme-Homme et le label HRS4R).

Nouvelle action 2024 : il convient de permettre aux maîtresses de conférences nouvellement recrutées d'échanger avec des chercheures plus expérimentées tant sur le fonctionnement interne de l'université que sur le déroulement de la carrière universitaire. Dispositif à déployer à partir de janvier 2024 (indicateur 1.1).

Objectif 3 - Développement de l'internationalisation des activités de recherche et d'innovation

L'USMB poursuit son soutien au développement de l'internationalisation des activités de recherche et d'innovation. Deux actions ont été initiées en 2023 et financées dans le cadre de France 2030 (renforcement du programme de mobilités et d'écoles d'été / hiver, en lien avec SHINE - projet « *Excellences* » - et création d'une cellule « Europe », visant à renforcer l'appui des chercheurs en matière de montage et suivi de projets européens - projet BOOST - AAP « *Accélération des stratégies de différenciation des établissements* »). Une nouvelle action est mise en place en 2024.

Etat d'avancement en 2023 : en cours de réalisation

Continuité de l'action en 2024 : déployer la Cellule « Europe » (BOOST) et les actions planifiées (jalon 1.2 ; indicateurs 1.2 à 1.4)

Nouvelle action 2024 : construire et lancer un programme de soutien aux mobilités des chercheurs : innovation organisationnelle visant à créer un point d'entrée unique pour les chercheurs (jalon 1.3 et 1.4 ; indicateur 1.5)

Objectif 4 - Participation au projet Science ouverte et données de la recherche (nouveau en 2024)

Ce projet est nouveau au PAP 2024 mais il a en réalité débuté auparavant. Il consiste en trois points : 1) développer et réaliser des formations à la science ouverte à destination des enseignants-chercheurs et des personnels, accompagner les enseignants-chercheurs à la réalisation de plans de gestion des données ; 2) créer des modules Science ouverte et données de la recherche dans le cadre de la formation doctorale ; 3) s'abonner au Web of Science dans le cadre de SHINE et démarrer la formation des usagers au suivi de l'impact de leurs publications (fait en 2023). Ce projet fait l'objet d'une action financée par le MESR dans le cadre du dialogue stratégique et de gestion (DSG).

Etat d'avancement en 2023 : en cours de réalisation

Continuité de l'action en 2024 :

1) Poursuivre le développement de l'offre de formation à la Science ouverte et créer des supports et fiches pratiques ;
2) Poursuivre l'accompagnement à la réalisation des plans de gestion de données (indicateur 1.6) ;
3) Créer un réseau de référents Science ouverte/HAL dans les laboratoires ;
4) Poursuivre l'enrichissement de la formation doctorale (indicateur 1.7) ;
5) Poursuivre les formations à l'utilisation du Web of Science (indicateur 1.8).

Objectif 5 - Mise en place du Pôle d'Innovation Collaborative (PIC) (nouveau en 2024)

La création d'un Pôle d'Innovation Collaborative (PIC) résulte d'une collaboration entre l'USMB, la Fondation partenariale USMB et la SATT Linksium Grenoble Alpes. Elle est financée par le dialogue de performance 2023 et fait l'objet d'une demande de complément au titre du contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP).

Nouvelle action 2024 : construire et déployer le PIC (jalon 1.5 ; indicateur 1.9).

2. La structuration des activités de recherche

Objectif 1 - Projet SHINE

Afin de soutenir les recherches dans les trois thématiques d'excellence de l'USMB (Interactions Homme – Environnement, Services et Industries du Futur et Patrimoine culturel et sociétés en mutation) et développer les collaborations interdisciplinaires, l'USMB a mis en œuvre le projet SHINE (« *Excellences* », financé dans le cadre de France 2030) en créant un Institut des Transitions et trois Hubs thématiques. Ces nouvelles structures seront des espaces de collaborations et d'échanges entre les chercheurs, mais aussi ouverts avec les autres communautés académiques et les partenaires socio-économiques.

Etat d'avancement en 2023 : en cours de réalisation

Continuité de l'action en 2024 : mettre en place l'institut dans ses aspects organisationnels (jalon 2.1)

Objectif 2 - Emergence et développement de nouvelles thématiques de recherche communes au sein de l'Alliance UNITA (nouveau en 2024)

L'USMB contribuera avec ses partenaires européens à l'émergence et au développement de nouvelles thématiques de recherche communes au sein de l'Alliance UNITA, afin d'élargir le champ des collaborations scientifiques mais également pour accroître son impact académique et auprès des territoires.

Nouvelle action 2024 : poursuivre le travail engagé dans le cadre d'UNITA 2 (jalon 2.2 ; indicateur 2.1)

3. La valorisation des activités de recherche

Objectif 1 - Projet USMB Tech

Le projet de structuration et d'ouverture des plateformes scientifiques et technologiques, USMB Tech, sera poursuivi avec la finalisation de l'inventaire des équipements dans tous les laboratoires et la conception de modèles économiques adaptés permettant d'identifier les coûts de recours aux plateformes et de leur potentielle ouverture. A noter qu'une modélisation pour trois plateformes en phase d'expérimentation ainsi qu'un inventaire des équipements ont été réalisés en 2023.

Etat d'avancement en 2023 : en cours de réalisation

Continuité de l'action en 2024 :

1) Analyser les équipements effectivement associés aux plateformes ;

2) Constituer une base de données dédiée (jalon 3.1) ;

3) Construire un modèle économique commun basé sur des coûts complets et expertisable (jalon 3.2).

Objectif 2 - Plan pluriannuel d'investissement pour la recherche

L'USMB mettra en place un plan pluriannuel d'investissement pour la recherche en identifiant les besoins en équipement (remplacement, mise à jour et nouveaux matériels) dans les Unités de Recherche mais aussi entre les unités, et en proposant une programmation des achats sur les trois années à venir.

Etat d'avancement en 2023 : en cours de réalisation

Continuité de l'action en 2024 : poursuivre l'action dans le cadre des DOM (dialogues-objectifs-moyen) et du COMP (contrat d'objectifs, de moyens et de performance) afin de proposer ce plan pluriannuel d'investissement pour la recherche à l'Etat en février 2014 (jalon 3.3).

Objectif 3 - Aide à la formalisation des déclarations d'inventions

Une analyse du potentiel de valorisation et d'innovation à partir des déclarations d'inventions passées sera réalisée afin d'avoir une veille dynamique du portefeuille d'inventions (en lien avec l'émergence de nouveaux marchés par exemple).

Etat d'avancement en 2023 : en cours de réalisation

Continuité de l'action en 2024 : poursuivre l'action engagée (indicateur 3.1) avec une information qui sera relayée auprès des correspondants « valorisation » des Unités de Recherche (jalon 3.4).

Objectif 4 - Déploiement du schéma directeur de la culture scientifique et technique

Le schéma a été finalisé en octobre 2023, avec un plan d'actions, afin de définir pour les années à venir la stratégie et les actions prioritaires de l'établissement en matière de culture scientifique.

Etat d'avancement en 2023 : finalisation

Continuité de l'action en 2024 : implémenter le Schéma directeur selon le plan d'actions définis (jalon 3.5). Par exemple, il s'agira de gérer l'opération « MT180 » - *Ma Thèse en 180 secondes* - pour l'académie.

4. Le renforcement du lien formation-recherche

Objectif unique – Amélioration de l'offre de formation doctorale

Depuis 2023, une nouvelle offre (Collège Doctoral et Écoles Doctorales CST -*Cultures, Sociétés, Territoires*- et SIE--*Sciences, Ingénierie, Environnement*-) a été progressivement mise en place. Il s'est agi de proposer des modules de formation en lien avec les trois thématiques d'excellence de l'établissement, notamment avec des regards croisés de différentes disciplines, des modules de formation transversaux et des modules de formation professionnelle dont la mise en place d'un portefeuille de compétences et le déploiement de la Box Insertion Professionnelle aux doctorants (en lien avec le Club des Entreprises). Cette offre doit être perfectionnée et s'inscrire dans le projet SHINE (v. Point 1.2 *supra*).

Etat d'avancement en 2023 : en cours de réalisation

Continuité de l'action en 2024 :

1) Poursuivre la création de modules de formation doctorale sur les thématiques d'expertise de l'USMB (jalon 4.1 ; indicateur 4.1) ;
2) Définir le référentiel de compétences pour les doctorants (jalon 4.2) ;
3) Perfectionner l'offre de formation doctorale en lien avec un module PITON. Le but est de permettre aux doctorants de participer à un dispositif attractif qui donne l'opportunité à une entreprise, une organisation ou une collectivité territoriale de développer un projet à caractère innovant avec l'aide d'une équipe pluridisciplinaire d'étudiants. Ce dispositif peut notamment servir aux doctorants ayant un projet de création d'entreprise en lien avec leurs travaux de thèse. Après une première année de mise en route (un doctorant était concerné), un bilan doit être fait en lien avec l'école doctorale et le collège doctoral pour cette deuxième année (jalon 4.3 ; indicateur 4.2).

II. LA FORMATION, L'INNOVATION PÉDAGOGIQUE, LA VIE ET LA SANTÉ DES ÉTUDIANTS

1. La transformation du contenu de formations (licences, BUT, certifications)

Objectif 1 - Déploiement du projet NCU2 @spire

Le développement d'activités liées aux grands projets de l'établissement se poursuit : @spire, Unita, campus des métiers et des qualifications, SHINE, dispositif national AVENIR(s) co-piloté par l'USMB, etc. Le département APPRENDRE accompagne notamment la formation des acteurs du déploiement de l'APC (approche par compétences) en licence ou dans les BUT et initie l'utilisation de tableaux de bord qui doivent assurer un meilleur suivi des étudiants (*learning analytics*). Il a également la charge de construire un référentiel de compétences pour les doctorants.

Le projet NCU2 @spire entrera dans sa 6ème année en 2024. Les transformations sont bien engagées : la structuration des licences assurant la diversification des parcours est désormais homogène au sein de l'établissement ; les méthodes et pratiques pédagogiques évoluent et les étudiants bénéficient d'un accompagnement qui se personnalise (directeur d'études ; accompagnateurs de la réussite étudiante). L'approche par compétences (APC), porteuse d'une transformation pédagogique profonde, se déploie et doit être généralisée progressivement au sein de toutes les licences de l'établissement en parallèle de la construction des situations d'apprentissage et d'évaluation.

Etat d'avancement en 2023 : en cours de réalisation

Continuité de l'action en 2024 :

1) Poursuivre le passage à l'APC en licence (jalon 1.1 ; indicateurs 1.1 et 1.2) ;
2) Développer les situations d'apprentissage et d'évaluation (SAé) en licence (jalon 1.2 ; indicateur 1.3) ;
3) Réaliser un bilan sur l'accompagnement pédagogique pour le passage à l'APC (jalon 1.3 ; indicateur 1.4).

Objectif 2 - Développement des unités d'apprentissage d'individualisation (UAI)

Il s'agit de rendre les étudiants davantage acteurs dans la construction raisonnée de leur parcours. Pour ce faire, l'objectif sera de leur permettre de choisir *a minima* une unité d'apprentissage d'individualisation.

Etat d'avancement en 2023 : en cours de réalisation

Continuité de l'action en 2024 : généraliser la présence d'au moins une UAI à choix dans chaque maquette (septembre 2024) (indicateur 1.5)

Objectif 3 - Amélioration des réorientations à l'aide de passerelles

Afin de favoriser la réussite étudiante, l'établissement souhaite améliorer significativement l'accès à la réorientation. Pour cela, des passerelles seront mises en place entre les formations. Cet objectif était programmé en 2023, il est re-planifié en 2024.

Etat d'avancement en 2023 : initialisation

Continuité de l'action en 2024 : prévoir les passerelles entre les formations au niveau pédagogique et intégrer les conséquences de ces modifications au niveau administratif (jalon 1.4 ; indicateur 1.6)

Objectif 4 – Poursuivre la réforme du Bachelor Universitaire de Technologie

La réforme de la licence professionnelle (LP) a des conséquences importantes sur le premier cycle universitaire dans les IUT. Elle se traduit par la création du Bachelor Universitaire de Technologie (BUT) et les innovations pédagogiques qui l'accompagnent, notamment l'approche par les compétences. Lors de la rentrée 2023, le cycle de la réforme du BUT s'est achevé avec l'intégration de la première promotion en 3ème année. Quelques licences professionnelles dites « suspendues » sont encore proposées par les deux IUT, après validation par les instances de l'université,

conformément aux critères du cadrage de l'établissement (impératif local clairement identifié par un besoin fort des entreprises ou de tout autre acteur favorisant l'insertion professionnelle ; logique de formation et notamment la recherche d'une double compétence ; une attractivité forte en lien avec une offre de formation originale et différenciante). Une première tendance est dégagée fin 2023 : les effectifs du BUT 3 sont satisfaisants. Il n'y a pas eu la déperdition redoutée entre BUT 2 et BUT3. Une des conséquences est néanmoins une baisse des flux entrants vers Polytech et l'IAE.

Etat d'avancement en 2023 : finalisation

Continuité de l'action en 2024 : analyser dans sa globalité les conséquences de la réforme (jalon 1.5 ; indicateur 1.7) et travailler sur les passerelles après le BUT 3 (indicateur 1.6)

Nouvelles actions 2024 : développer et consolider l'alternance dans les BUT en menant des actions de promotion interne et externe sur les passerelles, en lien avec les CFA et les composantes (jalons 1.6 ; indicateurs 1.8 et 1.9)

Objectif 5 – Amélioration de l'offre de formation continue (nouveau en 2024)

Une réflexion est en cours afin de créer des certificats d'université (CU) aménagés spécifiquement pour la formation continue et correspondant aux blocs de compétences définis dans les fiches RNCP nationales des BUT / LP / masters.

Nouvelle action 2024 : développer une ingénierie intégrant la validation de blocs de compétences (avec délivrance possible de CU) *via* la formation et la validation des acquis de l'expérience (VAE) sur d'autres blocs (jalon 1.7 ; indicateur 1.10). Expérimentations lancées en 2023 sur des parcours de BUT et de master.

Objectif 6 – Sensibilisation à la Transition Ecologique pour un Développement Soutenable (TEDS) (nouveau en 2024)

Sensibiliser et former tous les étudiants à la Transition écologique pour un développement soutenable (TEDS) est l'une des missions désormais confiées à l'enseignement supérieur.

Nouvelle action 2024 : proposer des enseignements/conférences (10 heures) de sensibilisation aux étudiants de 1er cycle, en s'appuyant sur les préconisations du MESR (jalon 1.8 ; indicateurs 1.11).

2. L'accompagnement pédagogique des enseignants et des enseignants chercheurs

Objectif 1 - La mise en place de ressources numériques au service de la pédagogie

La mise en place de ressources numériques au service de la pédagogie s'opère en lien avec la direction du numérique. Le département APPRENDRE poursuivra le déploiement de salles ubiquitaires connectées ou encore de « team rooms », rendant ainsi possible l'hybridation et la comodalité selon les besoins des équipes et dans l'intérêt de la pédagogie et des étudiants.

Etat d'avancement en 2023 : en cours de réalisation

Continuité de l'action en 2024 :

1) Poursuivre la mise en place des salles ubiquitaires ou les « team rooms » en fonction des besoins des composantes (jalon 2.1 ; indicateurs 2.1 et 2.2) ;
2) Utilisation de tableaux de bord étudiants (*learning analytics*) (indicateur 2.3), prototypage de solutions.

Objectif 2 – Anticipation des usages et des outils de demain

Le département APPRENDRE est chargé d'anticiper les usages et les outils de demain (mission de veille) tels que la réalité augmentée ou encore la réalité virtuelle pour répondre en temps voulu aux nouvelles aspirations des équipes et des étudiants, tout en étant force de proposition.

Etat d'avancement en 2023 : en cours de réalisation

Continuité de l'action en 2024 : test de matériel, acquisition éventuelle de licences, accompagnement des enseignants par le biais d'ateliers (indicateur 2.4).

Nouvelle action 2024 : intégrer l'Intelligence Artificielle (IA) dans les formations. Cette action peut nécessiter l'acquisition de licences et la mise en place d'ateliers aux enseignants (jalon 2.2 ; indicateur 2.5)

Objectif 3 - Evaluation des enseignements (nouveau en 2024)

Il s'agit à la fois de réfléchir aux manières d'évaluer les enseignements par les étudiants selon un processus harmonisé au sein de l'USMB et d'accompagner les enseignants sur le plan pédagogique afin de prendre en compte les résultats des évaluations. Cette action a déjà commencé en 2023 avec la rédaction de la procédure d'évaluation des enseignements pour l'établissement et se poursuivra en 2024.

Nouvelles actions 2024 :

1) Mettre en place le processus d'évaluation des enseignements à l'échelle de l'établissement (indicateurs 2.6 et 2.7) ;
2) Accompagner les enseignants (appréhender et donner suite aux évaluations effectuées) (indicateur 2.8)

3. Les évolutions annoncées pour le second cycle

Objectif 1 - Déploiement du projet SHINE en formation

Déjà mentionné au titre de la recherche (voir *supra* 1), le projet SHINE prévoit aussi un volet formation destiné à renforcer le lien formation / recherche, à développer la transversalité et l'apprentissage de compétences indispensables à une insertion professionnelle réussie. Les évolutions et les transformations des maquettes pédagogiques seront progressives : l'année 2024 doit permettre de poursuivre la réflexion et de fixer les principales orientations, de façon collaborative.

Etat d'avancement en 2023 : en cours de réalisation

Continuité de l'action en 2024 : poursuivre la réflexion et fixer les principales orientations permettant l'évolution et les transformations des maquettes pédagogiques à venir (jalon 3.1).

Objectif 2 - Pérennisation des candidatures du second cycle et meilleure répartition sur l'ensemble des formations du second cycle

Alors que les candidatures en second cycle sont stables en 2023-2024, on constate une augmentation sensible des inscriptions. Il convient de maintenir et de renforcer l'attractivité des formations de second cycle de l'établissement et de réfléchir à une meilleure corrélation entre nos capacités d'accueil et le nombre d'étudiants inscrits. Un regard particulier est porté sur le fonctionnement de la plateforme nationale Mon Master (MM), censée fluidifier la gestion et la répartition des candidatures.

Etat d'avancement en 2023 : finalisation

Continuité de l'action en 2024 : dresser un bilan du recrutement 2023 pour optimiser le prochain recrutement en tenant compte des évolutions de la plateforme MM (jalon 3.2 ; indicateur 3.1)

Nouvelle action 2024 : rendre plus visible l'offre de formation de l'USMB et mieux communiquer en interne comme à l'extérieur de l'établissement (indicateur 3.2).

Objectif 3 - Nouvelles dispositions générales « Master »

Les nouvelles dispositions générales « Master » incluant un cadrage horaire et les objectifs du projet SHINE ont été élaborées en 2023 et seront votées en 2024 afin de préparer la rentrée 2025-2026 (jalon 3.3).

Etat d'avancement en 2023 : finalisation

4. Les actions en faveur de la santé et de la vie étudiante

Objectif 1 - Mise en œuvre du Schéma Directeur de la Vie Etudiante (SDVE)

Le schéma a été présenté et soumis au vote des instances au printemps 2023. Il est composé de trois parties. Après un rappel des éléments de contexte, le SDVE propose une cartographie des dispositifs actuels relatifs à la vie étudiante, au bien-être et à la santé des étudiantes et des étudiants, et identifie les axes de progression. La troisième partie constitue le plan d'actions opérationnel. En parallèle, la refonte des deux comités CVEC a été effectuée en 2023. En 2024, plusieurs projets à destination des étudiants seront déployés grâce aux crédits CVEC. Plusieurs de ces actions ont été initiées en 2023 et sont prolongées.

Etat d'avancement en 2023 : en cours de réalisation

Continuité de l'action en 2024 : réaliser plusieurs fiches « Action ». Cela peut impliquer une collaboration avec les collectivités territoriales (jalon 4.1 ; indicateur 4.1)

Objectif 2 - Lutte contre la précarité menstruelle

Pour améliorer la vie étudiante, l'USMB participe à la lutte contre la précarité menstruelle avec l'installation de onze distributeurs (cinq à Jacob-Bellecombette, cinq au Bourget-du-Lac, un à l'IFSI de Chambéry), qui s'ajoutent aux six distributeurs déjà proposés à Annecy à l'initiative de la commune. Un bilan du fonctionnement des distributeurs a été réalisé en juillet 2023 dans une perspective de pérennisation.

Etat d'avancement en 2023 : en cours de réalisation

Continuité de l'action en 2024 : pérennisation du dispositif de lutte contre la précarité menstruelle (indicateur 4.2)

Objectif 3 - Prévention et de lutte contre les « Violences sexistes et sexuelles » (VSS)

Dans le prolongement de la mise en place de la plateforme de signalement, le projet de conventionnement avec les parquets de Chambéry et d'Annecy relatif à la mise en œuvre de l'article 40 du Code de procédure pénale a été lancé en 2023.

Etat d'avancement en 2023 : en cours de réalisation

Continuité de l'action en 2024 : signer la convention relative au signalement des VSS avec le Tribunal judiciaire (TJ) de Chambéry et déployer la convention déjà signée avec le Tribunal judiciaire (TJ) d'Annecy. Suivre le nombre de signalements (indicateur 4.3).

Objectif 4 - Déploiement de la vidéo-protection sur le campus de Jacob-Bellecombette

Le déploiement de la vidéo-protection à certains endroits du campus de Jacob-Bellecombette est une réponse concrète aux conclusions des marches exploratoires réalisées avec les étudiants afin de repérer les espaces à fort enjeu de sécurité.

Etat d'avancement en 2023 : initialisation

Continuité de l'action en 2024 : mettre en place la vidéo protection sur le campus de Jacob-Bellecombette (jalon 4.2 ; indicateur 4.4)

Objectif 5 – Evolution du service de santé des étudiants

L'évolution du service de santé des étudiants en centre de santé est une option possible pour l'avenir. Dans l'attente d'une telle transformation, l'université mettra en place le conseil de service de santé dans sa nouvelle configuration.

Etat d'avancement en 2023 : en cours de réalisation

Continuité de l'action en 2024 :

1) Poursuivre la réflexion concernant l'évolution du service de santé des étudiants en centre de santé (jalon 4.3) ;
2) Mettre en place le conseil de service de santé étudiante dans sa nouvelle configuration.

Objectif 6 – Extension des actions à destination des publics en situation de handicap (nouveau en 2024)

Étendre les actions à destination des publics en situation de handicap est une priorité pour l'USMB. En 2023, le Service Commun de Documentation a déposé une demande d'habilitation pour bénéficier de la mutualisation des œuvres adaptées, déposées sur la plateforme PLATON (plateforme de transfert d'ouvrages numériques aux étudiants en situation de handicap, dans le cadre de l'exception au droit d'auteur), gérée par la Bibliothèque Nationale de France (BNF). L'habilitation a été obtenue en juillet 2023. L'ouverture du service aux usagers est prévue au début de l'année 2024.

Nouvelle action 2024 : projet de fourniture aux usagers empêchés de lire, du fait d'un handicap, de documents adaptés téléchargés de la plateforme PLATON de la BNF (jalon 4.4 ; indicateur 4.6).

III. LES RELATIONS INTERNATIONALES

1. Ancrer l'université européenne UNITA au sein de l'USMB

Objectif 1 – Renforcement de l'intégration des activités de l'alliance UNITA au sein de l'USMB

L'année 2023 a été l'année du renouvellement du soutien de l'Union européenne à UNITA, *via* Erasmus+. L'objectif de la 2ème phase est de consolider l'alliance tout en intégrant quatre nouveaux partenaires : Università degli Studi di Brescia (Italie), Universidad Publica de Navarra (Espagne), Transylvania University of Brașov (Romanie) et Instituto Politécnico da Guarda (Portugal), ainsi que deux nouveaux partenaires associés, la Haute École Spécialisée de Suisse Occidentale (HES-SO) et l'université ukrainienne Yuriy Fedkovych Chernivtsi National University.

La réussite de la construction de l'université européenne est un enjeu fort, par l'accélération des transformations qu'elle induit mais aussi par le renforcement de la place et de la visibilité de l'USMB au niveau européen et au-delà. Après trois années dédiées à la mise en place de nombreuses activités, le premier enjeu est aujourd'hui de renforcer l'intégration de ces activités au sein des universités de l'alliance.

Etat d'avancement en 2023 : en cours de réalisation

Continuité de l'action en 2024 : améliorer le suivi des mobilités de la communauté USMB au sein de l'alliance (indicateur 1.1) et dans le réseau GEMINAE (réseau d'universités hors Europe qui partagent les objectifs et les valeurs d'UNITA) en automatisant des bilans statistiques *via* :

1) Un tableau de bord reconfiguré (jalon 1.1) ;

2) Des formulaires « MoveOn » pour les mobilités entrantes des personnels ; des moyens du COMP serviront aussi à améliorer les formulaires (jalon 1.2) ;

3) La saisie des autres mobilités financées sur budget UNITA dans « MoveOn » ;

4) Le croisement des données de la recherche avec la DDRV (moyens demandés dans le cadre du COMP).

Objectif 2 - Inclusion de plus en plus de membres de la communauté universitaire

Ce second enjeu vise à impliquer de plus en plus de membres de la communauté universitaire dans les activités d'UNITA et à leur donner les moyens d'en proposer de nouvelles. C'est dans cet esprit que trois personnes ont été recrutées en 2022/2023 sur les campus pour faciliter l'intégration des activités et améliorer la diffusion des informations sur les nombreuses opportunités offertes par UNITA (les « Opport'UNITA »). Une semaine des langues à destination des personnels a également été organisée en juin 2023. Elle a rassemblé 230 participants dont 100 de l'USMB qui, ainsi, ont pu côtoyer des partenaires internationaux dont plus de 40 étaient issus des universités de l'alliance UNITA. Une nouvelle édition sera organisée en juin 2024 et la participation des personnels de l'USMB sera de nouveau encouragée.

Etat d'avancement en 2023 : en cours de réalisation

Continuité de l'action en 2024 : favoriser l'appropriation d'UNITA par la communauté USMB en étendant la communication relative à « Opport'UNITA » à de nouveaux outils d'affichage des offres (portail web de type catalogue à mettre en place pour UNITA) en lien avec la direction de la communication (jalon 1.3 ; indicateurs 1.2 et 1.3).

2. Accroître l'internationalisation de l'USMB

La dimension internationale de l'USMB est largement reconnue. Les actions sont toutefois inégalement réparties et manquent de visibilité. Pour répondre à cela, l'USMB a lancé deux missions d'accompagnement grâce au soutien de l'État dans le cadre du dialogue stratégique et de gestion.

Objectif 1 - Internationalisation des parcours de formation

En 2023, un guide de l'internationalisation à destination des responsables de formation a été réalisé. Les responsables de formations qui le souhaitent sont accompagnés pour identifier et mettre en œuvre les dispositifs d'internationalisation les plus adaptés à la formation qu'ils pilotent.

Etat d'avancement en 2023 : en cours de réalisation

Continuité de l'action en 2024 :

1) Réaliser une nouvelle version du guide en 2024 (jalon 2.1) ;
2) Favoriser l'internationalisation des formations de l'USMB, en explorant les opportunités offertes par la venue de nouveaux partenaires dans UNITA. Tous sont partenaires du projet UNITA *Recipes for Internationalisation* dont l'objectif est d'accompagner les responsables de formation dans l'internationalisation des formations qu'ils pilotent.
3) Mettre en œuvre le projet UNITA *Recipes for Internationalisation* (indicateur 2.1), achèvement prévu en décembre 2026.

Objectif 2 - Renforcement et valorisation des compétences internationales des personnels, des étudiantes et étudiants

Cet objectif se traduira par la mise en place d'un référentiel de compétences internationales qui comportera à la fois un volet « étudiants » et un volet « personnels », par l'organisation d'actions favorisant le développement et la valorisation de ces compétences. En 2024, il s'agira d'intégrer une compétence « travailler dans un environnement international » dans les référentiels USMB afin de mieux valoriser les compétences internationales des étudiants.

Etat d'avancement en 2023 : en cours de réalisation

Continuité de l'action en 2024 : intégrer la compétence « travailler dans un environnement international » au portfolio de compétences, réalisé dans le cadre du programme AVENIR(s) (jalon 2.2).

3. Renforcer les dispositifs d'accueil des publics internationaux

Objectif unique – Amélioration de l'accueil et de l'intégration des étudiants internationaux

Cet objectif consiste à développer un réseau d'étudiants ambassadeurs pour accompagner les nouveaux étudiants internationaux en amont et au moment de leur arrivée en France.

Etat d'avancement en 2023 : en cours de réalisation

Nouvelles actions 2024 :

1) Travailler en amont de l'arrivée des étudiants. Pour cela, anticiper la constitution des listes d'admis à l'USMB et prendre les contacts nécessaires (indicateur 3.1) ;
2) Mettre en place les "Friendship families" et accompagner le développement d'une association labellisée à l'USMB (indicateur 3.2) ;
3) Participer au projet européen Eramus + "Bridges by Mentors" sur l'intégration des étudiants internationaux et le renforcement des liens avec les habitants du territoire (jalon 3.1)

4. Pérenniser le centre Accents

Objectif unique – Poursuite du développement du centre Accents

Cet objectif implique la diversification des activités du centre de langue française de l'USMB. Avec la création d'UNITA, celui-ci a déjà intégré la thématique de l'intercompréhension qui est un enjeu stratégique pour l'établissement du fait de son appartenance à UNITA. Il proposera de nouvelles formules de courte durée (entre 3 semaines et 2 mois), incluant l'étude du français, des activités culturelles et le logement.

Etat d'avancement en 2023 : en cours de réalisation

Continuité de l'action en 2024 : lancer le programme French & Sciences en lien avec Campus France - 1ère édition "Mountain Sciences" prévue en juin 2024 (indicateur 4.1).

IV. LES RESSOURCES HUMAINES, LA GOUVERNANCE, COMMUNICATION

1. Doter la direction des ressources humaines d'outils adaptés et performants pour la gestion des personnels et les recrutements

Objectif 1 - Contribution à l'élaboration d'un logiciel RH intégré

L'établissement entend se doter de logiciels et d'outils informatiques facilitant le travail des gestionnaires RH, en central comme dans les composantes, mais également de l'ensemble des personnels. Certains processus ont abouti en 2023 et seront perfectionnés (par exemple, le recrutement et la gestion des vacataires ou encore les déplacements à l'étranger, v. *infra* IV 11). Les outils permettent de dématérialiser les procédures, après les avoir questionnées, et ainsi d'améliorer et de réduire la charge de travail de la direction et de l'ensemble de la communauté universitaire de l'établissement ainsi que de ses intervenants extérieurs. D'autres projets sont encore en réflexion, comme le recrutement des agents contractuels. Par ailleurs, dans le cadre d'un partenariat avec la société CEGAPE, éditrice de notre logiciel de paie, l'établissement s'est engagé en 2017 à contribuer à l'élaboration d'un logiciel RH intégré (incluant la gestion de la carrière des agents et de la paie). Après 5 années de travail, la société CEGAPE n'a pas fourni cet applicatif et toutes les universités impliquées dans ce projet s'interrogent sur la poursuite de la collaboration. La DN et la DRH projettent toutefois de lancer un audit des solutions qui s'offrent à l'établissement, à savoir Winpaie +RH, Virtualia v5, Siham.

Etat d'avancement en 2023 : initialisation

Nouvelles actions 2024 :

1) Démarrer un audit des solutions sur le marché par un prestataire externe ;
2) Déployer un outil de recrutement (jalon 1.1).

Objectif 2 - Marque employeur et attractivité (nouveau en 2024)

Il s'agit de développer la marque employeur de l'USMB en vue de rendre l'établissement plus attractif en termes de recrutements et de fidéliser davantage le nouveau personnel.

Nouvelles actions 2024 (indicateur 1.1) :

1) Travailler à l'élaboration de la marque employeur USMB dans la perspective d'améliorer les recrutements et fidéliser les nouveaux personnels ;
2) Améliorer l'accueil-intégration des nouveaux arrivants dans l'établissement (projet « On boarding ») ;
3) Clarifier les procédures de recrutement et d'accueil des personnels ;
4) Définir le processus d'accueil des nouveaux personnels tout au long de l'année et pas uniquement dans le cadre de la Journée d'accueil des personnels (JAP) dont des nouveaux types de supports en lien avec la direction de la communication.

2. Actions au service de la promotion de la qualité de vie sur les sites universitaires : phase 2

Objectif unique - Structuration des actions au cœur du projet d'établissement visant à la cohésion des personnels et à la qualité de vie

Le chargé de mission « bien-être – santé » de l'USMB a la responsabilité de structurer sur les sites universitaires ces actions au cœur du projet d'établissement. Cette mission est soutenue et financée par le MESR dans le cadre du dialogue stratégique et de gestion (DSG). Les actions s'articulent autour de trois axes prioritaires : 1) instaurer des temps et des espaces de promotion de la qualité de vie sur les campus et les sites ; 2) sensibiliser et dé-stigmatiser, prévenir les crises, aider à remédier aux difficultés de façon précoce et anticipée ; 3) renforcer la démarche d'évaluation et d'accompagnement au service du bien-être sur les sites universitaires.

Etat d'avancement en 2023 : finalisation

Continuité de l'action en 2024 :

1) Mettre en place des mini conférences, pérenniser la journée QVT (qualité de vie au travail) (indicateur 2.1) ;
2) Poursuivre les formations sur le développement des compétences psycho-sociales (premiers secours en santé mentale, etc.) (indicateur 2.2) ;
3) Réfléchir au contenu du module « encadrants » et axer sur des formations davantage « métiers » (indicateurs 2.3 à 2.5)

Nouvelle action 2024 : une présentation des enseignements du baromètre 2023 est prévue auprès des personnels sur les sites (jalon 2.1 ; indicateur 2.6). Prochain baromètre en 2025.

3. Renforcer le dialogue prospectif sur les moyens humains

Objectif unique - Mise en place du plan pluriannuel d'emploi (PPE)

Ce PPE concerne le personnel BIATSS ainsi que les enseignants et les enseignants-chercheurs. En 2022, il a induit de nombreux échanges qui ont permis à la direction, aux composantes et services de partager les enjeux d'une politique RH concertée. Ce dialogue doit être poursuivi et renforcé à l'occasion de la révision du PPE au printemps 2024 pour 2025-2027. Ce plan donne la visibilité nécessaire à l'atteinte des objectifs et à la réalisation des projets, dans le cadre de la stratégie de l'établissement. Il doit couvrir l'ensemble des activités (recherche, formation, support et soutien) et associer tous les acteurs, aussi bien du côté de la direction de l'établissement que des composantes et services (vice-présidents CA RH, formation, recherche, DRH, directeurs de composante, de laboratoire, responsables administratifs).

Etat d'avancement en 2023 : finalisation

Continuité de l'action en 2024 : réviser le plan pluriannuel d'emploi pour 2025-2027 (jalon 3.1)

4. Poursuite du déploiement du plan d'action pluriannuel relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes 2021-2023 (PEP)

Objectif 1 – Déploiement du plan d'action pluriannuel relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (PEP)

La priorité de l'année 2022 avait été le déploiement de la plateforme de signalement des actes de violence, de discrimination, harcèlement et d'agissements sexistes, prévue par le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020. En 2023, un bilan des sollicitations sur la plateforme de signalement a été fait afin d'analyser leurs typologies. Il convient désormais, autant que nécessaire, de mettre en place des actions spécifiques complémentaires de prévention ou de formation à destination des personnels ou des étudiants.

Etat d'avancement en 2023 : finalisation

Continuité de l'action en 2024 : mettre en place des actions spécifiques complémentaires de prévention ou de formation à destination des personnels et/ou des étudiants (indicateur 4.1). Il s'agira aussi de préparer le PEP 2025-2028 en lien avec différents comités de pilotage.

Objectif 2 - Formation aux VSS (violences sexistes et sexuelles) pour les sections disciplinaires (nouveau en 2024)

Dans la continuité de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, il est nécessaire de mieux former les personnes membres des sections disciplinaires. Ce projet sera mené en partenariat avec l'Université Grenoble Alpes.

Nouvelle action 2024 : présenter et proposer la formation aux VSS aux membres des sections disciplinaires (jalon 4.1 ; indicateur 4.2).

5. Cadrage rénové en matière d'emploi contractuel : phase 2

Objectif 1 – Perfectionnement du cadrage en matière d'emploi contractuel

Bien que le recours à l'emploi contractuel à l'USMB soit faible par rapport aux autres universités, l'établissement a souhaité dès 2022 accompagner la progression et la rémunération des agents concernés, notamment ceux en CDI, en révisant le dispositif existant. Ceci permet également de mieux prendre en compte la situation des personnels qui contribuent aux grands projets, en particulier @spire, Unita, SHINE, et AVENIR(s). Néanmoins, ce cadrage ne répond pas à tous les enjeux de l'établissement qui doit régulièrement effectuer des recrutements dans des secteurs en forte tension ou pour des missions spécifiques à technicité élevée, dans un contexte de forte concurrence, lié notamment à la proximité avec la Suisse. L'objectif est de définir un cadrage qui permette de prendre en compte ces particularités. Ainsi, un cadrage relatif à l'emploi contractuel pour des missions spécifiques à technicité élevée a été réalisé en 2023. En 2024, il s'agira de perfectionner le cadrage.

Etat d'avancement en 2023 : finalisation

Nouvelle action 2024 : rédiger un cadrage du recrutement des personnels contractuels BIATSS, ENS et EC qui reprenne et complète l'ensemble des notes déjà validées par les instances (jalon 5.1). Par ailleurs, ce cadrage est demandé dans le cadre de la labellisation HRS4R en cours (v. *supra* 1).

Objectif 2 - Bilan de la mise en œuvre des dispositions particulières pour les personnels contractuels (nouveau en 2024)

Depuis 2022, des dispositions particulières ont été prises pour les personnels contractuels. Il s'agira ici d'en établir un bilan pour voir les points d'améliorations à mettre en œuvre.

Nouvelles actions 2024 :

1) Etablir le bilan du dispositif qui sera présenté annuellement devant les instances (Commission consultative paritaire des agents non titulaires, Conseil d'administration) en mars 2024 (indicateur 5.1) ;
2) Mettre en place une procédure de changement de corps et de grade pour les contractuels (jalon 5.2).

6. Déployer une carte professionnelle pour les personnels

Objectif unique – Déploiement d'une carte professionnelle pour les personnels

Dans la continuité de la mise en service de la carte multiservice étudiant, l'établissement souhaite proposer à tous les personnels de l'USMB une carte professionnelle leur permettant à la fois de justifier de leur qualité d'agent de l'enseignement supérieur et de la recherche, et d'accéder de manière simplifiée à différents services. La carte permettra de régler ses repas dans les points de distribution du CROUS *via* le dispositif IZLY ou d'emprunter des documents dans les bibliothèques de l'université. Selon les sites, la carte pourra également constituer un moyen d'accès aux locaux. Dans la mesure où ce contrôle est inexistant dans le bâtiment de la rue Marcoz, il est apparu judicieux de commencer par ce site. Sur les autres sites, il existe des contrôles d'accès. Ils sont différents sur chacun d'eux, pour certains assez anciens. Remplacer les dispositifs existants sur les 3 sites par la technologie de la carte représenterait un chantier de grande envergure avec des coûts très importants pour l'établissement. D'autres fonctions ou services seront ensuite étudiés pour enrichir l'offre de prestations de la carte. Cet objectif a pris du retard en 2023 et nécessite des moyens techniques additionnels.

Etat d'avancement en 2023 : initialisation

Continuité de l'action en 2024 : déployer la carte sur le site de Marcoz (jalon 6.1).

7. Améliorer le processus de pilotage stratégique et de suivi du contrat annuel USMB-MESR 2021-2026

Objectif unique – Déploiement du processus de pilotage et de suivi des objectifs de l'établissement

Le pilotage stratégique et le suivi du contrat pluriannuel entre l'USMB et le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche doivent être organisés en collaboration et concertation avec les directions centrales, sur la base d'un ensemble d'indicateurs et de jalons. Le processus PAP (projet annuel de performances) et son pendant RAP (rapport annuel de performances) décline, dans le cadre d'une amélioration continue, le projet stratégique de l'USMB sur des périodes annuelles. Le « chainage » (préparation, discussion des PAP/RAP) a été retravaillé en 2023 avec le soutien la Direction de l'aide au pilotage et à l'amélioration continue (DAPAC).

Etat d'avancement en 2023 : finalisation

Continuité de l'action en 2024 : mettre en place la procédure et le chaînage PAP-RAP (jalon 7.1 ; indicateur 7.1)

8. Améliorer la prévision et le pilotage financier

Objectif 1 – Procéder aux mises à jour des dispositifs de pilotage financier

En matière de pilotage financier, le travail engagé dans le cadre du déploiement du Projet de Connaissance des Coûts des Activités (P2CA) par le MESR a été poursuivi en 2023 afin de l'adapter aux attentes de l'établissement en matière de cartographie des moyens et en lien avec le déploiement d'une comptabilité analytique réactivée. Le projet P2CA n'est cependant plus d'actualité parce qu'il n'y a plus d'obligation ministérielle à ce sujet. Néanmoins, l'établissement a souhaité privilégier la production de la cartographie des moyens financiers et humains qui a été finalisée en avril 2023. Elle sera désormais mise à jour annuellement. Il en va de même de l'outil de prévision et de suivi pluriannuel de la masse salariale (finalisé en 2023) adossé au Plan Pluriannuel d'Emplois (PPE ; v. *supra*). Il permet d'optimiser la gestion des emplois à un horizon de trois ans.

Etat d'avancement en 2023 : finalisation

Continuité de l'action en 2024 : mettre à jour la cartographie des moyens financiers et humains (jalon 8.1) et l'outil de prévision et de suivi pluriannuel de la masse salariale (jalon 8.2)

Objectif 2 – Amélioration de la qualité des prévisions budgétaires et du suivi comptable

Le but est de répondre aux attentes du rectorat de région académique qui, dans le cadre de ses missions de contrôleur budgétaire, a pointé les écarts importants entre les prévisions et le budget réalisé. Pour atteindre cet objectif, les services comptables et financiers, en lien avec la direction des ressources humaines, accentueront leur implication dans la formation des personnels (un programme de formations financières des personnels a d'ailleurs été mis en place en 2023).

Etat d'avancement en 2023 : finalisation

Continuité de l'action en 2024 : renouveler ces ateliers complétés par une formation « métier » sur la gestion budgétaire et comptable (juillet 2024) (indicateur 8.1)

Objectif 3 - Affiner le modèle économique lié au développement de l'apprentissage (nouveau en 2024)

L'idée est de mener une réflexion tenant compte de la politique nationale et du marché. Il convient aussi de réfléchir aux évolutions du modèle interne.

Nouvelle action 2024 : préparer et optimiser les négociations financières annuelles avec les organismes de formation par apprentissage partenaires.

9. Assurer un meilleur suivi de la charge d'enseignement

Objectif unique - Mieux suivre la charge d'enseignement

Mise en place en septembre 2021, après son accréditation par le MESR, l'offre de formation de l'USMB a vocation à rester souple et agile. Afin d'accompagner les nécessaires évolutions liées aux attentes renouvelées des étudiants et de la société, le déploiement du projet @spire, ou encore la prochaine évolution des deuxième et troisième cycles dans le cadre du projet SHINE, l'USMB tend à améliorer ses capacités de suivi quantitatifs et qualitatifs de la charge d'enseignement, en particulier pour mieux suivre et anticiper la diversité des formes pédagogiques en présentiel, distanciel, synchrone ou asynchrone, au sein de l'établissement ou hors les murs. Un travail adaptation du système d'information pour le suivi de la charge d'enseignement était prévu en 2023. Il n'a pas encore pu émerger. Complexe, il nécessite une collaboration étroite entre plusieurs services centraux (DEVE, DAPAC, DRH, DN) et les composantes.

Etat d'avancement en 2023 : initialisation

Continuité de l'action en 2024 : nommer un pilote pour conduire le projet et établir le plan d'actions selon le cahier des charges rédigés en 2023 (indicateur 9.1) ; accompagner les composantes dans le déploiement du processus.

10. Actualiser la politique qualité

Objectif 1 – Perfectionnement de la politique de qualité

La politique qualité de l'USMB a été présentée aux instances en 2019. Un bilan devra être fait par rapport aux objectifs fixés dans ce cadre et une actualisation devra être opérée afin de proposer un programme pluriannuel d'actions, appuyé sur un « référentiel maison » inspiré du cadre renouvelé défini par le HCERES, du référentiel SP+ et des référentiels européens sur la recherche (Charte européenne du chercheur & Code de conduite pour le recrutement de chercheurs). La présentation d'une feuille de route n'a pas pu être faite devant les instances de l'USMB au printemps 2023. Il est prévu qu'elle le soit début 2024.

Etat d'avancement en 2023 : en cours de réalisation

Continuité de l'action en 2024 :

1) Réaliser un bilan des actions qualité pour la période 2020-2023 (jalon 10.1) ;
2) Présenter aux instances un programme pluriannuel d'actions en faveur de la qualité (jalon 10.2)
3) Présenter aux instances la « Charte qualité » de l'USMB (jalon 10.3)

Objectif 2 – Déploiement de l'approche par processus

L'établissement a choisi de déployer l'approche par processus en la reliant aux référentiels des activités réalisés en 2023. Un processus prioritaire a été choisi : le processus de gestion des ressources humaines et financières. Il s'agira de décrire son fonctionnement général et revoir ou rédiger les procédures associées. Ce temps de formalisation permettra une réflexion pour déterminer et mettre en place les actions de simplification et d'optimisation nécessaires, afin de fluidifier et mieux faire fonctionner les circuits.

Etat d'avancement en 2023 : en cours de réalisation

Continuité de l'action en 2024 : processus de gestion du patrimoine en cours (indicateur 10.1)

Nouvelle action 2024 : dans le cadre du déploiement de l'approche par processus de l'établissement, la mise en place du processus de gestion financière de l'établissement a été priorisée pour son aspect stratégique (indicateur 10.2).

Objectif 3 - Assimilation et intégration du référentiel de certification QUALIOPI (nouveau en 2024)

En partant du référentiel de certification QUALIOPI, l'établissement a décidé de mettre en place un audit blanc interne afin de mesurer les écarts sur les critères et indicateurs QUALIOPI.

Nouvelle action 2024 : élaborer un plan d'action pour résoudre les points de non conformités (jalon 10.4 ; indicateur 10.4)

11. Le déploiement du Schéma directeur du numérique (SDN)

Objectif 1 - Déploiement du Schéma Directeur du Numérique

L'USMB s'est dotée d'un Schéma Directeur du Numérique (SDN) en avril 2022. Il s'agit maintenant de le faire vivre en révisant régulièrement le programme d'actions. En 2023, il a été décidé que le travail sur le renouvellement du SI (système d'information) « scolarité » au service d'une gestion pédagogique renouvelée (Pégase) sera poursuivi avec un objectif revu de mise œuvre en 2026, en fonction des réponses apportées par l'éditeur aux demandes de l'établissement. Basée sur le SDN, la feuille de route des projets numériques 2024 a été réactualisée et complétée. Les actions sont à mener en cohérence avec les moyens de l'établissement et les arbitrages seront liés à l'analyse du contexte interne comme des éléments extérieurs. Au titre du développement de la e-administration au service de procédures sécurisées et simplifiées, en plus des outils RH cités *supra*, les projets relatifs à la dématérialisation de processus liés au recrutement des vacataires (plateforme Vacademat) et au processus de gestion des demandes de départ à l'étranger (DAAE) ont été réalisés avec succès en 2023. Il convient désormais d'évaluer ces actions en vue d'étendre les processus de dématérialisation.

Etat d'avancement en 2023 : en cours de réalisation
Continuité de l'action en 2024 :

1) Evaluer le fonctionnement de la dématérialisation des processus de gestions des vacataires (Vacademat) et des demandes de départ à l'étranger (DAAE) (jalon 11.1) ;
2) Optimiser l'organisation de production et de support en utilisant processus ITIL (Information Technology Infrastructure Library) (jalon 11.2) ;
3) Identifier et déployer cinq processus additionnels de dématérialisation simples (jalon 11.3 ; jalon 11.4) ;
4) Faire évoluer Vacademat de N à N+1 afin de conserver d'une année sur l'autre les pièces justificatives déposées en N par les vacataires (jalon 11.5) ;
5) SI scolarité, passage de Pstage vers Esusp Stage (jalon 11.6) ;
6) Poursuivre et compléter les études sur les transformations des projets (durée : 3 ans) : SI Finance (passage de SIFAC à SIFAC+), SI Scolarité (Apogée → Pegase), SIRH (Winpaie, Virtualia → Winpaye + ou Siham, Ose ou Saghe) (jalon 11.7).

Objectif 2 – Accompagnement de la montée en charge de la plateforme Moodle de l'établissement

En matière pédagogique, la montée en charge de la plateforme LMS (Learning Management System) de l'établissement (Moodle) sera poursuivie et accompagnée par la mise en œuvre de l'application Appscho de la société Ready Education pour proposer de nouveaux services numériques aux étudiantes et étudiants, conformément aux objectifs définis dans le projet SERVET « Services Numériques aux étudiants », lauréat d'un AAP du MESR. Par ailleurs, la migration de la banque de questions du LANSAD vers le Moodle établissement sera réalisée et la situation de la plateforme SUAPS interrogée.

Etat d'avancement en 2023 : finalisation

Continuité de l'action en 2024 : LMS (Learning Management System) unique étendu au LANSAD ; application mobile pour les étudiants « UnivSMB » avec connexion au LMS de l'établissement (indicateur 11.1)

Objectif 3 – Sécurisation du Système informatique (SI) (nouveau en 2024)

Ce projet a été initié en 2023 avec l'étude et la mise en place de pare-feux, système de sécurité du réseau informatique de l'établissement. En 2024, afin de renforcer la sécurité du SI de l'USMB en lien avec les réseaux opérés par la Direction des systèmes d'informations mutualisés de l'Université Grenoble Alpes (DSIM), il est prévu une étude sur des solutions de Network Detection and Response (NDR - technologies de détection, analyse et réponse aux cyber-menaces) en vue d'un déploiement en 2025.

Continuité de l'action en 2024 : la sécurisation du SI a été renforcée en 2023 avec le déploiement du Pare-feu sur l'ensemble des sites de l'USMB, la mise en place d'un nouveau VPN et d'un système d'authentification renforcé. En 2024, une étude sur les différentes solutions de NDR sera réalisée.

Nouvelle action 2024 : mettre en place un outil d'aide à la décision pour le pilotage de l'établissement (SI décisionnel), basé sur un Datalake (stockage de données massives) (jalon 11.8), projet qui fait l'objet d'une demande de financement au titre du COMP.

12. La relecture de la politique de communication de l'USMB

Objectif unique – Clarification de la politique de communication

Afin d'être plus visible au niveau national, l'USMB a engagé une clarification de sa politique de communication. Elle a fait appel à un prestataire extérieur qui a établi un premier état des lieux et proposé des axes d'amélioration, tant en matière de communication externe que de communication interne, sur lesquels l'établissement doit se prononcer. L'accompagnement se terminera en 2023 avec la rédaction d'un plan de communication externe, d'un plan d'action en matière de communication interne et la révision éventuelle de l'organisation de la direction de la communication.

Etat d'avancement en 2023 : en cours de réalisation

Nouvelle action 2024 :

1) Construire et valider une stratégie et un plan de communication à destination des étudiants (jalon 12.1) ;
2) Acter les suites à donner au rapport d'audit, leur mise en œuvre et leur échéance (jalons 12.2 à 12.4)

V. LE PATRIMOINE, LES CAMPUS ET LA TRANSITION ENVIRONNEMENTALE

1. Evolution générale des campus

Objectif unique - Elaboration du Schéma Directeur Immobilier et d'Aménagement (SDIA) du campus du Bourget-du-Lac

Le travail sur l'évolution du campus du Bourget-du-Lac est reconduit en 2024 avec le projet d'élaboration du Schéma Directeur Immobilier et d'Aménagement (SDIA), en partenariat avec le CROUS. Le campus étant implanté en partie sur la zone d'aménagement concerté (ZAC) de Savoie Technolac, l'université participe aux réflexions sur l'évolution de celle-ci dans le cadre des études menées par Chambéry Grand Lac Économie (CGLE). Les échanges permettent de conduire des actions communes, comme la réduction de l'éclairage extérieur nocturne (elle contribue à la préservation de la biodiversité tout en réduisant les consommations d'énergie conformément au plan de sobriété). Ils permettent aussi de définir l'évolution du campus, avec notamment un recentrage conformément au schéma pluriannuel de stratégie immobilière - SPSI (abandon progressive de la zone située de l'autre côté de la Leysse, devenir des anciens bâtiments militaires, etc.). À noter, en parallèle, que l'évolution du campus d'Annecy s'inscrit, elle, dans le cadre du Schéma d'Aménagement du Campus Universitaire (SACU) déployé par l'agglomération du Grand Annecy. La desserte du campus par un BHNS (Bus à Haut Niveau de Service) est envisagée. Sur le campus de Jacob-Bellecombette, l'acquisition d'un terrain attenant, permettant d'envisager des constructions plus proches de l'entrée A, est toujours en attente de l'accord du propriétaire.

Etat d'avancement en 2023 : initialisation

Continuité de l'action en 2024 : lancement de la consultation d'Assistant Maître d'Ouvrage (jalon 1.1) et réaliser le SDIA du campus du Bourget-du-Lac (mi-2025)

2. Les principales opérations immobilières et foncières

Objectif 1 - Construction de la Maison de l'Action Publique Internationale (MAPI)

Les opérations engagées en 2023 se poursuivent. La consultation des entreprises pour la réalisation des travaux de la MAPI a été relancée en 2023, à la suite d'un appel d'offre infructueux. Il s'agit d'une opération du CPER14 (2015-2020), sous maîtrise d'ouvrage du département de la Haute-Savoie (CD74). La tranche optionnelle, avec financement du CPER15 (2021-2027), inclut l'amphithéâtre, l'espace entreprise et événements, ainsi qu'un espace de recherche et d'innovation dénommé « La Ruche ». La MAPI sera le premier bâtiment de l'université atteignant le niveau de performance environnemental E3C1 (énergie-carbone) qui a préfiguré la nouvelle réglementation environnementale RE2020.

Etat d'avancement en 2023 : initialisation

Continuité de l'action en 2024 : construire la MAPI (jalon 2.1)

Objectif 2 - Construction du bâtiment « Accueil de site » sur le campus d'Annecy

Le lauréat du concours du bâtiment « Accueil de site » sur le campus d'Annecy avait été sélectionné en 2022 dans le cadre du Programme Immobilier Prioritaire (PIP2). Les études de maitrise d'œuvre se sont poursuivies (avant-projet sommaire/APS fin 2022 et l'avant-projet définitif/APD et projet/PRO en 2023). Il est prévu l'attribution du marché de travaux au printemps 2024, avec un démarrage des travaux au second trimestre 2024 et une durée totale des travaux de 16 mois (incluant la préparation de 2 mois).

Etat d'avancement en 2023 : finalisation des études

Continuité de l'action en 2024 : construction du bâtiment « Accueil de site » (jalon 2.2)

Objectif 3 - Travaux de rénovation de l'enveloppe du bâtiment H de l'IUT d'Annecy

Toujours en lien avec le PIP2 à Annecy, les études ont été lancées en 2023, après la phase de consultation réalisée en 2022. Suite à la validation du diagnostic/DIAG, l'avant-projet détaillé/APD a été transmis en juillet 2023. Les travaux en site occupé doivent s'étaler sur la période mi-2024 à mi-2026.

Etat d'avancement en 2023 : finalisation des études

Continuité de l'action en 2024 : travaux de rénovation du Bâtiment H (jalon 2.3)

Objectif 4 - Rénovation des bâtiments A à G de l'IUT d'Annecy

La rénovation complète de l'IUT qui est composé de huit bâtiments occupant une surface de plus de 23 000 m² de surface utile brute (SUB) datant du début des années 90 pour les plus récents, a été étudiée en phase de programmation fin 2021. La poursuite de la rénovation de l'IUT prévue dans le CPER15 sera consacrée à l'isolation thermique des enveloppes et à la ventilation des amphithéâtres. Les études de maîtrise d'œuvre seront présentées en COPIL au cours du second trimestre 2024. Le choix du bâtiment rénové sera fait à cette occasion, avec un lancement des travaux prévu à l'été 2025.

Etat d'avancement en 2023 : en cours de réalisation

Continuité de l'action en 2024 : études de rénovation des bâtiments A et G de l'IUT d'Annecy (jalon 2.4)

Objectif 5 - Construction du bâtiment CEDRA (Centre d'Enseignements et Développements en Réalité Augmentée à Jacob-Bellecombette)

Le bâtiment CEDRA est prévu dans le cadre d'une convention de maîtrise d'ouvrage USMB-CROUS. Les études de programmation pour le projet de construction du bâtiment (financement CPER15), qui inclut la reconstruction du restaurant universitaire, ont débuté en 2023. Il sera situé en lieu et place du bâtiment 21. Il intégrera des salles de cours modernes intégrant des outils de pédagogie innovante et des salles immersives.

Etat d'avancement en 2023 : initialisation des études

Continuité de l'action en 2024 : réaliser des études de programmation (jalons 2.5 et 2.6)

Objectif 6 - Travaux de restructuration/extension de la Bibliothèque universitaire

La première phase de programmation de la restructuration et de l'extension de la bibliothèque universitaire avait été réalisée en 2020-2021. Trois équipes ont été sélectionnées en mars 2022 dans le cadre de la consultation pour le Marché Global de Performance (MGP) lancé en 2021. Au terme de la procédure achevée en 2023, un jury a permis de sélectionner le projet du candidat retenu avant l'été 2023. Les travaux débuteront en 2024 (financement CPER15).

Etat d'avancement en 2023 : en cours de réalisation

Continuité de l'action en 2024 : restructuration et extension de la BU de Jacob-Bellecombette (jalon 2.7).

Objectif 7 – Adaptation des locaux aux grands projets d'établissement (nouveau en 2024)

Il s'agit à la fois d'actions déjà lancées et de futures actions demandées. Les priorités doivent encore être définies.

Nouvelle action 2024 : réaliser un état des lieux des besoins en locaux et typologie de services. Elaborer un plan d'actions (jalon 2.8).

Objectif 8 – Intégration des exigences de la circulaire MESR n°6392 du 8 février 2023 sur la nouvelle doctrine d'occupation des immeubles tertiaires de l'Etat (nouveau en 2024)

Les usages des bureaux ayant évolué (télétravail, espaces collaboratifs, hybrides, etc.), l'Etat adapte sa doctrine d'occupation des locaux tertiaires dans un but de limiter les coûts (entretien, rénovation, location, etc.) et limiter l'impact

environnemental (consommations énergétiques). La circulaire redéfinit l'occupation des surfaces, avec une cible de 16 m² de surface utile brute/SUB par résident (utilisateur régulier et pérenne d'un bâtiment).

Nouvelle action 2024 : mettre en conformité avec la circulaire pour tous nouveaux projets d'aménagements de bureaux en 2024 (indicateur 2.1)

Objectif 9 – Intégration du niveau dispositif Vigipirate Attentat dans le fonctionnement des services du patrimoine (SEP) (nouveau en 2024)

Nouvelle action 2024 : appréhender la conséquence de la mise en œuvre du nouveau dispositif Vigipirate Attentat, notamment sur l'aménagement de locaux à venir (jalon 2.9).

Objectif 10 - Aménagements des locaux pour mise en œuvre de l'ERC « Lake switch » (nouveau en 2024)

Ce projet de recherche sur fonds européens dépend d'un montage financier encore non finalisé.

Nouvelle action 2024 : validation des enveloppes financières de travaux et lancement des travaux de la salle blanche (jalon 2.10 ; indicateur 2.2)

Objectif 11 - Rénovation du bâtiment 8B au Bourget-du-Lac (nouveau en 2024)

Il s'agit de réaliser les études nécessaires pour saisir les opportunités de financement, notamment dans le cadre des plans de rénovation énergétique.

Nouvelle action 2024 : lancement des études de faisabilité sur la rénovation énergétique (jalon 2.11)

Objectif 12 – Communication sur les conventions de financement (nouveau en 2024)

Cet objectif vise à renforcer la communication autour des différentes conventions de financement des projets immobiliers de l'établissement (CPER, Programme Immobilier Prioritaire/PIP, AAP, etc.).

Nouvelle action 2024 : signature officielle des conventions à diffuser sur tous supports de communication (jalon 2.12)

Objectif 13 - Coordination du suivi du CPER au niveau des deux départements pour l'ensemble des établissements de l'ESR (nouveau en 2024)

Il s'agit d'appliquer un cadrage prévu dans le CPER avec les financeurs pour les besoins du suivi des actions.

Nouvelle action 2024 : réunir les financeurs et porteurs de projets deux fois par an (jalon 2.13 ; indicateur 2.3)

Objectif 14 - Rénovation des logements à l'IUT d'Annecy (nouveau en 2024)

Cette action figurait dans les demandes de financement du plan de rénovation énergétique 2024.

Nouvelle action 2024 : sélectionner un maître d'œuvre et réaliser les études (jalon 2.14 ; indicateur 2.4)

Objectif 15 - Améliorer le plan « confort d'été » en lien avec le plan « canicule » (nouveau en 2024)

Nouvelle action 2024 : réaliser un état des lieux et redéfinir les actions en lien tant avec le plan « confort d'été » que le plan « canicule » (jalon 2.15)

3. Les actions spécifiques en faveur de la transition environnementale

Objectif 1 - Réalisation et mise en œuvre du Plan MOBUS (Mobilité à l'Université Savoie Mont Blanc)

Avec des effectifs de l'ordre de 15 000 étudiants et 1 300 personnels répartis sur trois campus et le bâtiment de la présidence à Chambéry, la mobilité constitue un enjeu important pour l'université en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Un référent « mobilité » a été missionné en avril 2022 et des contacts ont été noués avec les agglomérations concernées en Savoie (Grand Chambéry et Grand Lac) et Haute-Savoie (Grand Annecy) pour accompagner l'université dans la réalisation du nouveau plan de mobilité. L'accompagnement a été officiellement lancé le 20 juin 2022, en présence des différents représentants « mobilité ». L'agence Écomobilité a également permis de faire le lien entre l'université et les trois agglomérations. Après la phase de diagnostic (une enquête réalisée par le cabinet Latitude dans le cadre du collectif « Agir Ensemble » et une cartographie des déplacements faite par l'agence Écomobilité), le contenu du Plan a été arrêté fin 2023. L'enjeu sera de limiter l'usage de la voiture et de « l'autosolisme » en particulier, en favorisant la mobilité douce.

Etat d'avancement en 2023 : en cours de finalisation

Continuité de l'action en 2024 : présenter le plan MOBUS au vote dans les instances (jalon 3.1)

Nouvelle action 2024 : mettre en place les actions priorisées définies dans le plan d'actions (indicateur 3.1)

Objectif 2 - Poursuite du plan de sobriété énergétique

Cette déclinaison au niveau des opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche a été introduite par la circulaire du 24 septembre 2022. Ce plan présente des mesures de court terme, de moyen terme (réduction des consommations de 10% à l'horizon 2024) et enfin la politique de plus long terme. L'USMB a finalisé la rédaction de ce document fin 2022 et a lancé une campagne de communication en faveur des « éco-gestes » à destination des étudiants et personnels.

Etat d'avancement en 2023 : en cours de réalisation

Continuité de l'action en 2024 : adapter les horaires d'occupation des bâtiments, réglage des consignes de température, campagne de communication sur les « éco-gestes » (jalon 3.2 ; indicateur 3.2).

Objectif 3 – Amélioration de la connaissance des performances énergétiques des bâtiments grâce au déploiement de compteurs pour le suivi des consommations de fluides

Cela permettra d'une part d'accompagner le suivi des consommations dans le cadre du plan de sobriété et des futures prises de décision en matière de rénovation énergétique, et d'autre part d'affiner les hypothèses de calcul des bilans carbone. La première étape est un déploiement sur le campus du Bourget-du-Lac, puis sur les deux autres campus.

Etat d'avancement en 2023 : en cours de réalisation

Continuité de l'action en 2024 : déployer les compteurs de suivi des consommations (indicateur 3.3) et réaliser le rapport de suivi 2024 à présenter aux instances (jalon 3.3)

Objectif 4 - Création d'une chaufferie par la biomasse (bois) au Bourget-du-Lac

Le passage du gaz aux énergies renouvelables pour chauffer les bâtiments de l'université est une priorité dans la perspective de décarbonation des campus. Le campus du Bourget-du-Lac bénéficie depuis octobre 2023 d'une nouvelle chaufferie par la biomasse. Financée pour partie par le Plan de relance, elle remplace la chaufferie au gaz dont les chaudières étaient arrivées en fin de vie. La mise en place d'une chaudière au bois doit permettre de réduire fortement les émissions de CO_2. 80% de la consommation de chaleur sera couverte par le bois dès la saison de chauffe 2023-2024.

Etat d'avancement en 2023 : chaufferie au bois en fonctionnement

Continuité de l'action en 2024 : suivre la mise en route de la chaufferie par la biomasse (jalon 3.5) et suivre les consommations (jalon 3.6).

Objectif 5 - Raccordement des campus d'Annecy et de Jacob-Bellecombette à un réseau de chaleur urbain dans une perspective de décarbonation de la production de chaleur

À Jacob-Bellecombette, l'objectif est de raccorder le campus au réseau de chauffage urbain actuel (géré par la Société de Distribution de Chaleur de Chambéry) arrivant en périphérie du campus. Celui-ci est alimenté à 80% par des énergies renouvelables. Des demandes d'études de raccordement ont été faites par l'université dans le cadre de la consultation qui désignera le nouveau délégataire du réseau. L'USMB poursuivra en 2024 ses échanges avec la ville de Chambéry et la commune de Jacob-Bellecombette pour mener à bien ce projet.

De son côté, la commune d'Annecy développe aussi un réseau de chaleur sur le secteur du domaine universitaire. Les futurs bâtiments qui seront livrés en 2026 (accueil de site et MAPI) et les bâtiments existants pourraient ainsi être raccordés à un réseau alimenté par une chaufferie par la biomasse. La faisabilité du projet dépend des négociations financières portant sur les coûts de raccordement et d'énergie consommée.

Etat d'avancement en 2023 : en cours de réalisation

Continuité de l'action en 2024 : discussions avec les communes concernées (jalon 3.7)

Objectif 6 - Rénovation du bâtiment 12B (campus du Bourget-du-Lac)

L'USMB a finalisé en 2023 au Bourget-du-Lac les travaux de rénovation d'un ancien bâtiment militaire (12B) qui accueille la plateforme « Santé Bien-être ». La Direction du patrimoine a également accompagné les laboratoires dans l'adaptation de locaux ou l'aménagement de bâtiments nécessaires à la mise en place d'instrumentations spécifiques. La plateforme médicalisée de recherche accueille le centre d'évaluation et de prévention articulaire (CEPAR) dans un bâtiment performant sur les volets environnementaux et énergétiques. Des matériaux « biosourcés » (cloisons et isolation bois), « géosourcés » (doublage avec des briques en terre crue) et la compensation de la consommation de climatisation par une production solaire photovoltaïque ont été intégrés. La livraison de ce bâtiment, réalisée en septembre 2023, a été contrainte par des délais très courts conditionnant l'obtention d'une partie du financement des travaux. Dans un contexte du prix de l'électricité en forte hausse, le recours à l'électricité photovoltaïque est plus que jamais d'actualité. Sur ce bâtiment climatisé en raison des activités de recherche, une vigilance particulière est à apporter en 2024 à la consommation et son équilibre avec la production photovoltaïque.

Etat d'avancement en 2023 : finalisation

Continuité de l'action en 2024 : mettre en œuvre le relevé de consommation mensuelle (jalon 3.8 ; indicateurs 3.4 et 3.5)

Objectif 7 - Etude pour la réalisation d'une installation de panneaux photovoltaïques sur la toiture de Polytech à Annecy

Une étude de faisabilité a déjà été réalisée fin 2021 pour étudier la possibilité d'alimenter la maison de la mécatronique, laquelle présente des consommations électriques élevées et stables toute l'année (consommations dues à la plateforme de calcul et de stockage « MUST »). Il s'agirait donc d'une installation photovoltaïque parfaitement adaptée à l'autoconsommation. Les études seront menées en fonction des financements obtenus au titre du plan rénovation énergétique.

Etat d'avancement en 2023 : initialisation

Continuité de l'action en 2024 : réaliser des études pour l'installation photovoltaïque (jalon 3.9) et la mettre en œuvre après obtention des financements.

Objectif 8 - Réalisation du Schéma Directeur Développement Durable et Responsabilité Sociétale et environnementale (SD DD-RSE) (nouveau en 2024)

Un financement est demandé au titre du Contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) comprenant l'accompagnement de l'élaboration du schéma par un prestataire et le recrutement d'un chargé de projet DD-RSE.

Nouvelle action 2024 : réaliser le SD DD-RSE (jalon 3.10)

Objectif 9 – Réduction des consommations de fluides (nouveau en 2024)

Pour poursuivre la réduction des consommations énergétiques amorcée en 2022-2023, l'université poursuivra le déploiement du « relamping » (renouvellement du parc d'éclairage). Elle compte aussi recruter un économe de flux chargé d'identifier les surconsommations, de proposer des solutions et d'ancrer les pratiques vertueuses.

Nouvelle action 2024 : renforcer les actions sur la réduction des consommations en valorisant le déploiement de compteurs (jalon 3.11 ; indicateur 3.6)

JALONS ET INDICATEURS ASSOCIES AUX ACTIONS DES OBJECTIFS (récapitulatif)

I. LA RECHERCHE, L'INNOVATION ET LA VALORISATION

1. L'appui aux chercheurs et aux unités de recherches

Objectif 1 – Obtention et mise en œuvre du label HRS4R (*Human Resources Strategy for Researchers*)	**Jalon 1.1** : mise en œuvre du plan d'actions et des indicateurs du label HRS4R en décembre 2024 **Services en charge** : DAPAC et DRH
Objectif 2 - Mentorat des nouvelles maîtresses de conférences	**Indicateur 1.1** : nombre de maîtresses de conférences bénéficiant du programme de mentorat **Service en charge** : DDRV
Objectif 3 - Développement de l'internationalisation des activités de recherche et d'innovation	**Jalon 1.2** : mise à disposition d'une boite à outils – Rapport annuel d'avancement – Enquête de satisfaction (décembre 2024) **Indicateur 1.2** : nombre de projets déposés vs obtenus **Indicateur 1.3** : taux de succès **Indicateur 1.4** : montant des financements perçus par le site sur projets déposés **Jalon 1.3** : identification des différentes sources et type d'aides disponibles. **Jalon 1.4** : mise en place d'une procédure unique avec collaboration DRI, DDRV et Institut des Transitions (décembre 2024) **Indicateur 1.5** : nombre d'aides à la mobilité sortantes pour les chercheurs **Service en charge** : DDRV
Objectif 4 - Participation au projet Science ouverte et données de la recherche (nouveau en 2024)	**Indicateur 1.6** : nombre de dépôts dans HAL (notice et texte intégral) **Indicateur 1.7** : nombre de modules crées **Indicateur 1.8** : nombre de formations réalisées **Services en charge** : SCD et DDRV
Objectif 5 - Mise en place du Pôle d'Innovation Collaborative (PIC) (nouveau en 2024)	**Jalon 1.5 :** création et déploiement du Pôle d'Innovation Collaborative en 2024 **Indicateur 1.9 :** nombre d'actions de recherche (contrats de recherche, déclarations d'invention, nombre de thèses « Cifre », etc.) **Service en charge** : DDRV

2. La structuration des activités de recherche

Objectif 1 - Projet SHINE	**Jalon 2.1** : constitution de l'institut : instances, budget, déploiement des actions (décembre 2024) **Service en charge** : DDRV
Objectif 2 - Emergence et développement de nouvelles thématiques de recherche communes au sein de l'Alliance UNITA (nouveau en 2024)	**Jalon 2.2** : date démarrage du projet (janvier 2024), déploiement des actions selon le planning défini, recrutement des personnels dédiés **Indicateur 2.1** : état d'avancement, nombre de projets déposés dans le cadre du réseau Unita

	Services en charge : DRI en lien avec DDRV

3. La valorisation des activités de recherche

Objectif 1 - Projet USMB Tech	**Jalon 3.1** : création de la base de données et mise en service (mars 2024) **Jalon 3.2 :** analyse des modèles économiques existants et proposition d'un modèle USMB (décembre 2024) **Service en charge** : DDRV
Objectif 2 - Plan pluriannuel d'investissement pour la recherche	**Jalon 3.3 :** proposition du plan pluriannuel d'investissement pour la recherche à l'Etat en février 2024 **Service en charge** : DDRV
Objectif 3 - Aide à la formalisation des déclarations d'inventions	**Jalon 3.4** : réunion d'information auprès des responsables valorisation des Unités de Recherche (janvier 2024) **Indicateur 3.1** : nombre de DI étudiées et nombre de DI valorisées **Service en charge** : DDRV
Objectif 4 - Déploiement du schéma directeur de la culture scientifique et technique	**Jalon 3.5 :** mise en œuvre du plan d'actions définis selon le schéma directeur de la culture scientifique et technique **Service en charge** : DDRV

4. Le renforcement du lien formation-recherche

Objectif unique – Amélioration de l'offre de formation doctorale	**Jalon 4.1** : ouverture des formations dans l'ADUM **Indicateur 4.1** : nombre de formations ouvertes, nombre de participants **Jalon 4.2** : référentiel de compétences pour les doctorants à présenter aux instances (septembre 2024) **Jalon 4.3** : bilan sur le dispositif spécifique mis en place (printemps 2024) **Indicateur 4.2** : nombre de doctorants concernés **Services en charge** : DDRV et APPRENDRE

II. LA FORMATION, L'INNOVATION PÉDAGOGIQUE, LA VIE ET LA SANTÉ DES ÉTUDIANTS

1. La transformation du contenu de formations (licences, BUT, certifications)

Objectif 1 - Déploiement du projet NCU2 @spire	**Jalon 1.1** : démarche de conception de la formation basée sur l'APC engagée par toutes les mentions de licences de l'USMB en septembre 2024 **Indicateur 1.1** : pourcentage de semestres où a été mise en place la démarche "Approche Par Compétences" par rapport à l'ensemble des semestres **Indicateur 1.2** : nombre d'Unités d'Apprentissages intégrant un module APC **Jalon 1.2** : situations d'apprentissage et d'évaluation aux standards APC mises en place en première année pour toutes les licences de l'USMB en septembre 2024

	Indicateur 1.3 : pourcentage de semestres où ont été mises en place les "Situations d'Apprentissage et d'évaluation" permettant l'évaluation des compétences par rapport à l'ensemble des semestres **Jalon 1.3** : bilan sur l'accompagnement pédagogique pour le passage à l'APC (septembre 2024) **Indicateur 1.4** : taux de passage à l'APC (actuellement 60%, cible septembre 2024 : 100%) **Services en charge** : APPRENDRE en lien avec DEVE
Objectif 2 - Développement des unités d'apprentissage d'individualisation (UAI)	**Indicateur 1.5** : proportion d'UA d'individualisation dans les parcours (source : enquête responsables Licence) **Services en charge** : projet @SPIRE en lien avec DEVE
Objectif 3 - Amélioration significative des réorientations à l'aide de passerelles	**Jalon 1.4** : déploiement d'au moins une passerelle facilitant les réorientations en septembre 2024 **Indicateur 1.6** : nombre de passerelles mises en place entre licences et licences ou BUT (source : enquête responsables Licence) **Service en charge** : DEVE
Objectif 4 – Poursuivre la réforme du Bachelor Universitaire de Technologie	**Jalon 1.5** : bilan sur le passage des DUT vers les BUT en septembre 2024 **Indicateur 1.7** : effectifs en BUT 3 et analyse des effectifs dans les autres filières **Jalon 1.6** : bilan sur l'alternance dans les BUT (septembre 2024) **Indicateur 1.8** : nombre d'actions de promotion menées **Indicateur 1.9** : nombre d'étudiants apprentis inscrits dans les BUT **Services en charge** : DEVE et SFC
Objectif 5 – Amélioration de l'offre de formation continue (nouveau en 2024)	**Jalon 1.7 :** approbation en CFVU (décembre 2024) **Indicateur 1.10** : nombre de CU proposés et référencés **Service en charge** : SFC
Objectif 6 – Sensibilisation à la Transition Ecologique pour un Développement Soutenable (TEDS) (nouveau en 2024)	**Jalon 1.8** : réunions référents des composantes **Indicateurs 1.11**: nombre de conférences / nombre d'étudiants **Services en charge** : Institut des Transitions en lien avec DEVE

2. L'accompagnement pédagogique des enseignants et des enseignants chercheurs

Objectif 1 - La mise en place de ressources numériques au service de la pédagogie	**Jalon 2.1** : bilan annuel sur les salles ubiquitaires mises en service (septembre 2024) **Indicateur 2.1** : nombre de salles ubiquitaires déployées **Indicateur 2.2 :** taux d'occupation des salles ubiquitaires **Indicateur 2.3** : nombre de tableaux de bords déployés **Service en charge** : APPRENDRE

Objectif 2 – Anticipation des usages et des outils de demain	**Indicateur 2.4** : nombre d'ateliers dispensés aux enseignants **Jalon 2.2** : présentation des ateliers sur l'IA devant les instances (septembre 2024) **Indicateur 2.5** : nombre d'ateliers / nombre de participants **Service en charge** : APPRENDRE
Objectif 3 - Evaluation des enseignements par les étudiants (nouveau en 2024)	**Indicateur 2.6** : nombre de modules évalués par formation / **Indicateur 2.7** : taux de participation **Indicateur 2.8** : nombre d'équipes pédagogiques accompagnées **Services en charge** : DAPAC et APPRENDRE

3. Les évolutions annoncées pour le second cycle

Objectif 1 - Déploiement du projet SHINE en formation	**Jalon 3.1** : présentation des principales orientations pour la transformation du second cycle à la CFVU (décembre 2024) **Service en charge** : DEVE
Objectif 2 - Pérennisation des candidatures du second cycle et meilleure répartition sur l'ensemble des formations du second cycle	**Jalon 3.2** : bilan de l'usage de la plateforme MM à la CFVU **Indicateur 3.1** : rapport nombre d'étudiants/capacité d'accueil **Indicateur 3.2** : nombre de communication réalisée / nombre de salons étudiants où l'USMB a été représentée **Service en charge** : DEVE
Objectif 3 - Nouvelles dispositions générales « Master »	**Jalon 3.3** : dispositions générales « Master » votées en CFVU (janvier 2024) **Service en charge** : DEVE

4. Les actions en faveur de la santé et de la vie étudiante

Objectif 1 - Mise en œuvre du Schéma Directeur de la Vie Etudiante (SDVE)	**Jalon 4.1** : signature de conventions partenariales (septembre 2024) et mise en œuvre des fiches actions (année 2024) **Indicateur 4.1** : nombre de fiches actions réalisées **Services en charge** : DEVE en concertation avec toutes les directions concernées
Objectif 2 - Lutte contre la précarité menstruelle	**Indicateur 4.2** : nombre de commandes de protections pour les distributeurs **Service en charge** : DEVE
Objectif 3 - Prévention et de lutte contre les « Violences sexistes et sexuelles » (VSS)	**Indicateur 4.3** : nombre de signalements **Service en charge** : DEVE
Objectif 4 - Déploiement de la vidéo-protection sur le campus de Jacob-Bellecombette	**Jalon 4.2** : 1ère réunion technique 1er semestre 2024 **Indicateur 4.4 :** nombre de caméras installées **Service en charge** : DEVE
Objectif 5 – Evolution du service de santé des étudiants	**Jalon 4.3** : décision sur une éventuelle évolution du service de santé des étudiants en 2024.

	Service en charge : DEVE
Objectif 6 – Extension des actions à destination des publics en situation de handicap (nouveau en 2024)	**Jalon 4.4 :** ouverture du service aux usagers début 2024 **Indicateur 4.6 :** nombre de bénéficiaires **Services en charge** : SCD et DEVE (C2AESH - Mission handicap)

III. LES RELATIONS INTERNATIONALES

1. Ancrer l'université européenne UNITA au sein de l'USMB

Objectif 1 – Renforcement de l'intégration des activités de l'alliance UNITA au sein de l'USMB	**Jalon 1.1** : disponibilité d'un tableau de bord (décembre 2024) **Jalon 1.2** : mise en place d'un formulaire pour assurer le suivi des mobilités entrantes des personnels (décembre 2024) **Indicateur 1.1** : nombre d'étudiants et de personnels USMB ayant réalisé au moins 1 mobilité dans l'alliance UNITA (cible 150) **Services en charge** : DRI en lien avec DDRV
Objectif 2 - Inclusion de plus en plus de membres de la communauté universitaire	**Jalon 1.3** : création d'un mini-site UNITA/USMB en décembre 2024 **Indicateur 1.2** : nombre d'actions communiquées sur la page Opport'UNITA pour les personnels, étudiants et doctorants (cible : 20) **Indicateur 1.3** : nombre de personnels, étudiants et doctorants participant à des activités d'UNITA (cible : 500) **Services en charge** : DRI en lien avec DirCom

2. Accroître l'internationalisation de l'USMB

Objectif 1 - Internationalisation des parcours de formation	**Jalon 2.1** : réalisation d'une nouvelle version du Guide d'internationalisation des formations en lien avec projet UNITA « RECIPES » **Indicateur 2.1** : nombre de formations USMB accompagnées (cible : 20 en 2024) **Service en charge** : DRI
Objectif 2 - Renforcement et valorisation des compétences internationales des personnels, des étudiantes et étudiants	**Jalon 2.2** : portfolio de compétences en lien avec l'ONISEP (juillet 2024) **Service en charge** : DRI

3. Renforcer les dispositifs d'accueil des publics internationaux

Objectif unique – Amélioration de l'accueil et de l'intégration des étudiants internationaux	**Jalon 3.1** : manager de projet « Bridges » en poste (janvier 2024) **Indicateur 3.1** : nombre de webinaires et visioconférences organisées en amont de l'arrivée des étudiants internationaux (cible : 2 avant chaque semestre) **Indicateur 3.2** : nombre de Friendship families impliquées dans l'accueil des étudiants internationaux (cible : 20)

	Services en charge : DRI en lien avec DEVE et les espaces Campus France

4. Pérenniser le centre Accents

Objectif unique – Poursuite du développement du centre Accents	**Indicateur 4.1** : nombre de participants à 1ère édition du programme (cible : 15) **Service en charge** : DRI

IV. LES RESSOURCES HUMAINES, LA GOUVERNANCE, COMMUNICATION

1. Doter la direction des ressources humaines d'outils adaptés et performants pour la gestion des personnels et les recrutements

Objectif 1 - Contribution à l'élaboration d'un logiciel RH intégré	**Jalon 1.1** : Déploiement d'un outil de recrutement (décembre 2024) **Services en charge** : DRH en lien avec DN
Objectif 2 - Marque employeur et attractivité (nouveau en 2024)	**Indicateur 1.1** : nombres d'actions mises en place **Services en charge** : DRH en lien avec DirCom

2. Actions au service de la promotion de la qualité de vie sur les sites universitaires : phase 2

Objectif unique - Structuration des actions au cœur du projet d'établissement visant à la cohésion des personnels et à la qualité de vie	**Indicateur 2.1** : nombre de temps d'échanges (mini-conférences, etc.) dédiés à la promotion de la qualité de vie. **Indicateur 2.2** : nombre de formations proposées et nombre de personnes formées **Indicateur 2.3** : nombre de formations proposées pour les encadrants et nombre de personnes formées **Indicateur 2.4** : fréquentation du site USMB espace « Égalité et diversité professionnelle » (Source : DRH) **Indicateur 2.5 :** nombre d'actions mises en place **Jalon 2.1** : rencontres des personnels sur chaque site **Indicateur 2.6** : nombre de participants aux réunions sur site **Service en charge** : DRH

3. Renforcer le dialogue prospectif sur les moyens humains

Objectif unique - Mise en place du plan pluriannuel d'emploi (PPE)	**Jalon 3.1** : révision du plan pluriannuel d'emploi pour 2025-2027 **Service en charge** : DRH

4. Poursuite du déploiement du plan d'action pluriannuel relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes 2021-2023 (PEP)

Objectif 1 - Déploiement du plan d'action pluriannuel relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (PEP)	**Indicateur 4.1** : nombre d'actions spécifiques menées **Service en charge** : DRH
Objectif 2 - Formation aux VSS (Violences sexistes et sexuelles) pour les sections disciplinaires (nouveau en 2024)	**Jalon 4.1** : proposition de formations à réaliser **Indicateur 4.2** : pourcentage de membres des sections disciplinaires (SD) ayant suivi la formation **Service en charge** : DAJI

5. Cadrage rénové en matière d'emploi contractuel : phase 2

Objectif 1 – Perfectionnement du cadrage en matière d'emploi contractuel	**Jalon 5.1** : cadrage du recrutement des personnels contractuels voté dans les instances (décembre 2024) **Service en charge** : DRH
Objectif 2 - Bilan de la mise en œuvre des dispositions particulières pour les personnels contractuels (nouveau en 2024)	**Indicateur 5.1** : nombre de dérogations accordées **Jalon 5.2 :** procédure de changement de corps et de grade pour les agents contractuels (juin 2024) **Service en charge** : DRH

6. Déployer une carte professionnelle pour les personnels

Objectif unique – Déploiement d'une carte professionnelle pour les personnels	**Jalon 6.1** : déploiement de la carte à Marcoz **Service en charge** : DRH

7. Améliorer le processus de pilotage et de suivi du contrat annuel USMB-MESR 2021-2026

Objectif unique – Déploiement du processus de pilotage et de suivi des objectifs de l'établissement	**Jalon 7.1** : rédaction des PAP (décembre)-RAP (juin) 2024 **Indicateur 7.1** : nombre de directions et VP consultés **Services en charge** : DAPAC et DGS

8. Améliorer la prévision et le pilotage financier

Objectif 1 – Procéder aux mises à jour des dispositifs de pilotage financier	**Jalon 8.1** : Mise à jour de la cartographie des moyens financiers et humains **Jalon 8.2** : Mise à jour de l'outil de prévision et de suivi pluriannuel de la masse salariale **Service en charge** : DAPAC
Objectif 2 – Amélioration de la qualité des prévisions budgétaires et du suivi comptable	**Indicateur 8.1** : nombre de sessions **Service en charge** : DAF
Objectif 3 - Affiner le modèle économique lié au développement de l'apprentissage (nouveau en 2024)	**Indicateur 8.2** : homogénéisation des pratiques de facturation **Services en charge** : SFC en lien avec autres services (DAJI)

Objectif 4 – Optimisation des déplacements dans leur modèle et leur coût et harmonisation des pratiques (nouveau en 2024)	**Jalon 8.2 :** présentation du Guide missions aux instances puis au personnel enseignants et BIATSS (juillet 2024) **Indicateur 8.3** : nombre d'états liquidatifs corrigés **Services en charge** : DAF et Agent comptable

9. Assurer un meilleur suivi de la charge d'enseignement

Objectif unique - Mieux suivre la charge d'enseignement	**Indicateur 9.1 :** nombre d'actions menées **Service en charge :** DEVE en lien avec DGS, DN, DAPAC

10. Actualiser la politique qualité

Objectif 1 – Perfectionnement de la politique de qualité	**Jalon 10.1** : présentation du bilan des actions qualité pour 2020-2023 en bureau des Vice-présidents en mars 2024 **Jalon 10.2** : présentation en Conseil d'administration (CA) en mai 2024 **Jalon 10.3** : présentation de la « charte qualité » USMB : passage en bureau formation, Conseil des directeurs de composante (CDC) et Conseil d'administration (CA) en juillet 2024 **Service en charge :** DAPAC
Objectif 2 –Déploiement de l'approche par processus	**Indicateur 10.1** : taux de déploiement du processus. Objectif : 100 % en mars 24 **Indicateur 10.2** : taux de déploiement du processus (décembre 2024) **Service en charge** : DAPAC
Objectif 3 - Assimilation et intégration du référentiel de certification QUALIOPI (nouveau en 2024)	**Jalon 10.4** : plan d'actions pour résoudre les points de non conformités en juin 2024 **Indicateur 10.4 :** nombre de non-conformités mineures et majeures identifiées **Service en charge** : SFC

11. Le déploiement du Schéma directeur du numérique (SDN)

Objectif 1- Déploiement du Schéma Directeur du Numérique	**Jalon 11.1** : évaluation du fonctionnement de la dématérialisation des processus de gestions des vacataires (Vacademat) et des demandes de départ à l'étranger (DAAE) : printemps 2024 **Jalon 11.2** : mise en place du process ITIL en juin 2024 **Jalon 11.3** : cinq processus dématérialisés additionnels en 2024 intégrant une signature électronique et le déploiement d'une GED (gestion électronique des documents) **Jalon 11.4** : GED et déploiement d'un parapheur électronique en place **Jalon 11.5** : évolution de Vacademat avec conservation des pièces justificatives de N vers +1 (printemps 2024) **Jalon 11.6** : étude des processus : assiduité & émargement **Jalon 11.7** : bilan partiel en décembre 2024

	Services en charge : DN en lien avec les possibles évolutions de la DSIM
Objectif 2 – Accompagnement de la montée en charge de la plateforme Moodle de l'établissement	**Indicateur 11.1 :** nombre de connexions au LMS et à l'application mobile **Services en charge** : APPRENDRE et DN
Objectif 3 – Sécurisation du Système informatique (SI) (nouveau en 2024)	**Jalon 11.8 :** mise en production de l'outil d'aide à la décision en 2025 **Services en charge** : DAPAC et DN

12. La relecture de la politique de communication de l'USMB

Objectif unique – Clarification de la politique de communication	**Jalon 12.1** : stratégie de communication à destination des étudiants validée en décembre 2024 **Jalon 12.2** : plan de communication externe et interne et plan d'action en matière de communication externe et interne arrêtés en avril 2024 **Jalon 12.3** : organigramme de la dir-com validé en mai 2024 **Jalon 12.4** : document plateforme de marque validé en mars 2024 **Service en charge** : DirCom

V. LE PATRIMOINE, LES CAMPUS ET LA TRANSITION ENVIRONNEMENTALE

1. Evolution générale des campus

Objectif unique - Elaboration du Schéma Directeur Immobilier et d'Aménagement (SDIA) du campus du Bourget-du-Lac	**Jalon 1.1** : attribution du marché (dernier trimestre 2024) **Service en charge** : DirPat

2. Les principales opérations immobilières et foncières

Objectif 1 - Construction de la Maison de l'Action Publique Internationale (MAPI)	**Jalon 2.1** : démarrage travaux de la MAPI (1er trimestre 2024) **Service en charge** : DirPat
Objectif 2 - Construction du bâtiment « Accueil de site » sur le campus d'Annecy	**Jalon 2.2** : démarrage travaux (2ème trimestre 2024) **Service en charge** : DirPat
Objectif 3 - Travaux de rénovation de l'enveloppe du bâtiment H de l'IUT d'Annecy	**Jalon 2.3** : démarrage travaux (2ème trimestre 2024) **Service en charge** : DirPat
Objectif 4 - Rénovation des bâtiments A à G de l'IUT d'Annecy	**Jalon 2.4** : présentation des études de maîtrise d'œuvre à la gouvernance (COPIL - 2ème trimestre 2024) **Service en charge** : DirPat
Objectif 5 - Construction du bâtiment CEDRA (Centre d'Enseignements et Développements en Réalité Augmentée à Jacob-Bellecombette)	**Jalon 2.5** : programme technique détaillé (juin 2024) **Jalon 2.6** : jury d'attribution marché de maîtrise d'œuvre (4ème trimestre 2024) **Service en charge** : DirPat

Objectif 6 - Travaux de restructuration/extension de la Bibliothèque universitaire	**Jalon 2.7** : démarrage des travaux été 2024 **Service en charge** : DirPat
Objectif 7 – Adaptation des locaux aux grands projets d'établissement (nouveau en 2024)	**Jalon 2.8** : présentation du plan d'actions **Service en charge** : DirPat/DGSA
Objectif 8 – Intégration des exigences de la circulaire MESR n°6392 du 8 février 2023 sur la nouvelle doctrine d'occupation des immeubles tertiaires de l'Etat (nouveau en 2024)	**Indicateur 2.1** : nombre d'aménagements nouveaux conformes **Service en charge** : DirPat
Objectif 9 – Intégration du niveau dispositif Vigipirate Attentat dans le fonctionnement des services du patrimoine (SEP) (nouveau en 2024)	**Jalon 2.9** : fin 2023 et premier trimestre 2024 **Service en charge** : DirPat
Objectif 10 - Aménagements des locaux pour mise en œuvre de l'ERC « Lake switch » (nouveau en 2024)	**Jalon 2.10** : COPIL en janvier 2024 **Indicateur 2.2** : Nombre d'Ordre de service (OS) en phase de validation et d'appel d'offre travaux lancé et adjugé **Service en charge** : DirPat
Objectif 11 - Rénovation du bâtiment 8B au Bourget-du-Lac (nouveau en 2024)	**Jalon 2.11** : COPIL au 1er trimestre 2024 et signature de convention de financement **Service en charge** : DirPat
Objectif 12 – Communication sur les conventions de financement (nouveau en 2024)	**Jalon 2.12** : 1er trimestre 2024 - cérémonie à organiser - communication **Service en charge** : DirPat
Objectif 13 - Coordination du suivi du CPER au niveau des 2 départements pour l'ensemble des établissements de l'ESR (nouveau en 2024)	**Jalon 2.13** : COPIL 2ème trimestre 2024 à 4ème trimestre 2024 **Indicateur 2.3** : taux avancement des projets et échelonnement des recettes **Service en charge** : DirPat
Objectif 14 - Rénovation des logements à l'IUT d'Annecy (nouveau en 2024)	**Jalon 2.14** : COPIL et signature de subvention de financement, 2ème trimestre 2024 à 4ème trimestre 2026 **Indicateur 2.4** : pourcentage d'avancement des études et montant financements externes obtenus **Service en charge** : DirPat
Objectif 15 - Améliorer le plan « confort d'été » en lien avec le plan « canicule » (nouveau en 2024)	**Jalon 2.15 :** état des lieux et présentation plan d'action **Service en charge** : DirPat

3. Les actions spécifiques en faveur de la transition environnementale

Objectif 1 - Réalisation et mise en œuvre du Plan MOBUS (Mobilité à l'Université Savoie Mont Blanc)	**Jalon 3.1 :** adoption du plan MOBUS par les instances (février 2024) **Indicateur 3.1** : nombre d'actions mises en place du plan MOBUS **Service en charge** : référent mobilité
Objectif 2 - Poursuite du plan de sobriété énergétique	**Jalon 3.2** : bilan annuel sur les consommations **Indicateur 3.2** : évolution des consommations (années 2023 et 2024) par rapport à 2019 **Service en charge** : DirPat et DirCom

Objectif 3 – Amélioration de la connaissance des performances énergétiques des bâtiments grâce au déploiement de compteurs pour le suivi des consommations de fluides	**Jalon 3.3** : rapport de suivi 2024 présenté aux instances (4ème trimestre 2024) **Indicateur 3.3** : Nombre de compteurs déployés en 2024 **Service en charge** : DirPat
Objectif 4 - Création d'une chaufferie par la biomasse (bois) au Bourget-du-Lac	**Jalon 3.5** : premier bilan de la mise en route de la nouvelle chaufferie au bois au Bourget-du-Lac (juin 2024) **Jalon 3.6** : rendu suivi pour dossier subvention ADEME et solde versement subvention (4ème trimestre 2024 et 4ème trimestre 2025) **Service en charge** : DirPat
Objectif 5 - Raccordement des campus d'Annecy et de Jacob-Bellecombette à un réseau de chaleur urbain dans une perspective de décarbonation de la production de chaleur	**Jalon 3.7** : Prise de décision (juin 2024) **Service en charge** : DirPat
Objectif 6 - Rénovation du bâtiment 12B (campus du Bourget-du-Lac)	**Jalon 3.8** : état des lieux de la consommation mensuelle (4ème trimestre 2024) **Indicateur 3.4** : pourcentage de conformité en consommation **Indicateur 3.5** : pourcentage de la consommation énergétique de la climatisation alimentée par les panneaux solaires 🎯 100 % **Service en charge** : DirPat
Objectif 7 - Etude pour la réalisation d'une installation de panneaux photovoltaïques sur la toiture de Polytech à Annecy	**Jalon 3.9** : fin des études pour l'installation photovoltaïque (2024) **Service en charge** : DirPat
Objectif 8 - Réalisation du Schéma Directeur Développement Durable et Responsabilité Sociétale et environnementale (SD DD-&RSE) (nouveau en 2024)	**Jalon 3.10** : schéma directeur voté au Conseil d'administration et présenté au MESR (fin 2024) **Service en charge** : pilotage par la gouvernance et le chargé de mission DD&RSE, avec une implication transversale des services
Objectif 9 – Réduction des consommations de fluides (nouveau en 2024)	**Jalon 3.11** : recrutement d'un économe de flux **Indicateur 3.6** : nombre d'actions proposées (suivis des installations et sensibilisation) **Service en charge** : DirPat

Glossaire des principaux acronymes cités

APPRENDRE : Accompagnement Pédagogique, PRomotion de l'Enseignement Numérique et à Distance pour la Réussite des Étudiants

ADUM : Accès Doctorat Unique et Mutualisé

Biatss : bibliothécaires, ingénieurs, administratifs, techniciens, personnels sociaux et de santé

BUT : Bachelor Universitaire de Technologie

CA : Conseil d'Administration

CFA : Centre de formation des apprentis

CFVU : Commission et Formation de la Vie Universitaire

CDC : Conseil des Directeurs de Composante

COMP : Contrat d'objectifs, de moyens et de performance

COPIL : Comité de pilotage

CPER : Contrat de plan Etat région

CVEC : Contribution de vie étudiante et de campus

DAF : Direction des Affaires Financière

DEVE : Direction des Etudes et de la Vie Etudiante

DDRV : Direction du Développement de la Recherche et de la Valorisation

DN : Direction du Numérique

DIRCOM : Direction de la Communication

DAPAC : Direction à l'Aide au Pilotage et à l'Amélioration Continue

DAJI : Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles

DIRPAT : Direction du Patrimoine

DGS : Direction Générale des Services

DRI : Direction des Relations Internationales

DRH : Direction des Ressources Humaines

DSIM : Direction des systèmes d'informations mutualisés de l'Université Grenoble Alpes

DSG : Dialogue stratégique et de gestion

ENS, EC : enseignant, enseignant-chercheur

ERC : European Research Council

ESR : Enseignement supérieur et recherche

MESR : Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche

PIP2 : Programme Immobilier Prioritaire 2

QVT : Qualité de vie au travail

SCD : Service Commun de Documentation

SFC : Service Formation Continue

SI : Système d'information

SPSI : Schéma pluriannuel de stratégie immobilière

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 13 décembre 2022
N° 2023.12.19_3.4.

Point 3 – Affaires financières

3.4. Proposition de répartition de l'enveloppe CVEC

Vu le code de l'éducation ;
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc approuvés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés ;
Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique en date du 7 décembre 2023, portant sur l'objet de la présente délibération ;

► Le conseil d'administration approuve la répartition des crédits de la contribution à la vie étudiante et de campus (CVEC) pour l'année 2024 :

REPARTITION CREDITS CVEC 2024	
Libellés	**Montants**
FSDIE	280 706,00 €
Projets CVEC	507 460,00 €
Dotation Médecine préventive	210 000, 00 €
Dotation Service des Sports hors projets	33 000,00 €
TOTAL *	**1 031 166, 00 €**

* dont 81 166 € au titre des dépenses déjà fléchées sur Fonds de roulement

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*35*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*19*
Quorum :	*18*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*15*	*Abstention :*	*0*
Membres représentés :	*4*	*Pour :*	*19*
Nombre de votants :	*19*		

Fait à Chambéry, le 21 décembre 2023

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

PHILIPPE GALEZ ID
Signature numérique de PHILIPPE GALEZ ID
Date : 2023.12.21 19:38:32 +01'00'

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	22/12/2023
	Transmise au recteur de région académique le :	22/12/2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

PROJETS COLLABORATIFS TRANSVERSAUX FINANCES DANS LE CADRE DE LA CONTRIBUTION DE VIE ETUDIANTE ET DE CAMPUS (CVEC) EN FAVEUR DE L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES ETUDIANTS

PROPOSITION DE REPARTITION DES CREDITS – BUDGET 2024

RAPPEL DU CADRE LEGISLATIF DE REFERENCE

Loi n° 2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants
Code de l'éducation : articles L. 841-5, D. 841-2 à D. 841-11
Circulaire n° 2019-029 relative à la programmation et au suivi des actions CVEC

PROPOSITION DE REPARTITION DES CREDITS CVEC POUR L'EXERCICE 2024

REPARTITION CREDITS CVEC 2024	
Libellés	**Montants**
FSDIE	280 706,00 €
Projets CVEC	507 460,00 €
Dotation Médecine préventive	210 000, 00 €
Dotation Service des Sports hors projets	33 000,00 €
TOTAL *	**1 031 166, 00 €**

* dont 81 166 € au titre des dépenses déjà fléchées sur Fonds de roulement

FOCUS SUR LES BUDGETS DES PROJETS COLLABORATIFS PARTENARIAUX POUR LA REUSSITE ETUDIANTE

(Répartition approuvée par la CFVU du CAC du 16 juin 2022)

Objectifs du dispositif

L'Université Savoie Mont Blanc a établi un dispositif particulier pour mettre en œuvre les actions financées grâce à la CVEC, dans le but d'améliorer les conditions de vie des étudiants en leur offrant un contexte d'étude de qualité, favorable à leur réussite.

Ce dispositif étudié dans le cadre de la Commission Vie des Campus, fédère tous les acteurs de la vie de campus, associations, étudiants, services et partenaires de l'Université. Il repose sur le choix de financer prioritairement des projets transversaux, ce qui nécessite une coordination des acteurs et des services amenés à travailler ensemble sur la mise en place des actions. Les sujets touchants la vie étudiante et de campus sont tous pluri-compétences et ils sont ainsi abordés au regard de l'étudiant.

Le service de vie étudiante et de campus (SVEC) vient en appui au développement et à l'application de la politique de vie étudiante de l'établissement. Il met également en œuvre un dispositif de soutien et d'accompagnement aux initiatives étudiantes. Rattaché à la Direction des Études et de la Vie Étudiante, le SVEC se positionne comme un centre de service partagé au sein de l'établissement. Il anime sur chaque campus la concertation nécessaire sur la

vie étudiante et de campus entre tous ses acteurs : composantes, directions, services communs, partenaires extérieurs, association, etc.

Description du dispositif

Pour l'année 2023-2024, 6 thématiques (projets collaboratifs) ont été dégagées pour la mise en œuvre des actions des étudiants :

- **Projet collaboratif 1** : Accueil et intégration des étudiants
- **Projet collaboratif 2 :** Lieux de vie éco-responsables
- **Projet collaboratif 3 :** Santé bien-être
- **Projet collaboratif 4** : Université connectée
- **Projet collaboratif 5** : Égalité

  Projet collaboratif 6 : Culture

Proposition de répartition de l'enveloppe CVEC

	BUDGET 2024			
Libellés	Fonctionnement	Investissement	Masse Salariale	**TOTAL**
Service Vie Étudiante et de campus			128 028,00 €	**128 028,00 €**
Projet collaboratif 1 Accueil et intégration des étudiants	77 700,00 €		64 548, 00 €	**142 248,00 €**
Projet collaboratif 2 Lieux de vie éco-responsables	30 500,00 €			**30 500,00 €**
Projet collaboratif 3 Santé, bien-être	62 240,00 €		60 881,00 €	**123 121,00 €**
Projet collaboratif 4 Université connectée	4 000,00 €		-	**38 975,00 €**
Projet collaboratif 5 Égalité	50 500,00 €		-	**50 500,00 €**
Projet collaboratif 6 Culture	65 100,00 €		8 234,00 €	**73 334,00 €**
TOTAL	**290 040,00 €**		**261 691,00 €**	**551 731,00€**

1. Accueil et intégration des étudiants

→ Réussir son arrivée à l'Université grâce à des événements d'accueil et d'intégration afin de visiter les campus et découvrir l'ensemble des services de l'Université.
→ Favoriser une intégration solidaire et sportive afin de prévenir des situations d'isolement et favoriser le lien social à travers une activité physique.
→ Mobilisation d'étudiants relais (Étudiants relais Vie Étudiante et Étudiants relais Internationaux) pour accueillir et orienter les étudiants primo-entrants.

2. Lieux de vie écoresponsables

→ Créer et animer des lieux de vie sur les trois campus : améliorer et adapter les espaces de vie étudiante inter-composantes avec une offre de services et d'animation adaptée aux attentes et besoins des étudiants afin d'en favoriser leur appropriation.
→ Organiser des actions écoresponsables sur les campus.

3. Santé Bien-être

→ Développer l'accueil et l'accompagnement par les pairs (étudiants relais santé).
→ Offre bien-être, relaxation, gestion du stress.
→ Développement des offres de soins primaires.
→ Dispositifs d'accompagnement aux associations dans les actions de prévention des conduites à risques.
→ Promotion de la santé sexuelle.
→ Faciliter l'accès aux installations sportives universitaires : développement des pratiques en autonomie.

4. Université connectée

→ Mise en place et entretien d'une banque de prêt d'ordinateurs portables à destination des étudiants identifiés en situation sociale très difficile.
→ Améliorer et coordonner la diffusion des informations à destination des étudiants.

5. Égalité

→ Marches exploratoires.
→ Mise en place d'actions de sensibilisation aux Violences sexistes et sexuelles
→ Lutte contre la précarité menstruelle
→ Information et accompagnement.

6. Culture

→ Mobilisation d'étudiants relais (étudiants relais Culture)
→ Mise en place d'une offre culturelle adaptée
→ Évènements culturels sur les campus et hors les murs
→ Concours artistiques
→

Chaque projet collaboratif est porté par un groupe de travail animé par le SVEC associant les services et les partenaires.

Les principaux services impliqués dans la mise en œuvre de ces actions sont : le SVEC, le Service de Santé Étudiant (SSE), le Service Des Sports (SDS), le Service Commun de Documentation (SCD), la Direction du patrimoine et la Direction de la communication.

Bénéficiaires des actions CVEC

Les actions proposées sont accessibles à tous les étudiants inscrits à l'USMB en formation initiale et assujettis à la CVEC, qu'ils l'aient acquittée ou qu'ils en soient exonérés.
Par convention avec l'Université Grenoble Alpes (UGA), le dispositif est ouvert depuis l'année 2019-2020 également aux étudiants en soins infirmiers inscrits dans Instituts de formations en soins infirmiers (IFSI) de Chambéry et d'Annecy, inscrits à l'UGA.
Le dispositif a été présenté au sein des IFSI et toutes les actions sont accessibles à ces étudiants (hors action sociale).

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 19 décembre 2023
N° 2023.12.19_3.5.

Point 3 – Affaires financières

3.5. Actualisation des structures budgétaires au 1er janvier 2024

Vu le code l'éducation, notamment l'article L711-1 et suivants,
Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment les articles 175, 176 et 177,
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc approuvés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés,

► Le conseil d'administration adopte la mise à jour des structures budgétaires au 1er janvier 2024, telles qu'annexées à la présente délibération.

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*35*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*19*
Quorum :	*18*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*15*	*Abstention :*	*0*
Membres représentés :	*5*	*Pour :*	*19*
Nombre de votants :	*19*		

Fait à Chambéry, le 21 décembre 2023

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

PHILIPPE GALEZ ID
Signature numérique de PHILIPPE GALEZ ID
Date : 2023.12.21 19:39:00 +01'00'

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	22/12/2023
	Transmise au recteur de région académique le :	22/12/2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Structures Budgétaires 2024

Structure 2023	
Service Opérationnel	Désignation
073	USMB
073.01.00	IMMOS USMB
073.02.00	RECETTES USMB
901	UFR LLSH
901.01.00	GESTION FINANCIERE
901.02.00	DIRECTION
901.03.00	ATELIER INFORMATIQUE
901.04.00	DPT LCE
901.05.00	DPT LEA
901.06.00	DPT LM
901.07.00	DPT HISTOIRE
901.08.00	RECETTES PARTICULIER
901.09.00	DPT PSYCHOLOGIE
901.10.00	DPT SOCIOLOGIE
901.16.00	MISSIONS VACATAIRES
901.20.00	DPT HYPERCOM
901.21.00	C2I
901.22.00	CAV
902	UFR SceM
902.01.00	GESTION FINANCIERE
902.02.00	DIRECTION
902.03.00	TRAVAUX PRATIQUES
902.04.00	STAPS
902.05.00	GEOLOGIE
902.06.00	CHIMIE
902.07.00	PHYSIQUE
902.08.00	BIOLOGIE
902.09.00	ENVIRONNEMENT
902.10.00	LANGUES
902.11.00	GEOGRAPHIE
902.12.00	ETR
902.13.00	MATHS
902.14.00	LICENCE PRO IDPI
902.15.00	INFORMATIQUE
902.16.00	LANSAD
902.17.00	RELATIONS INTERNAT
902.18.00	PROJETS SPECIFIQUES
906	FACULTE de DROIT
906.01.00	GESTION FINANCIERE
906.02.00	DIRECTION
906.03.00	ENSEIGNEMENT
906.04.00	IEJ
906.11.00	MASTER
906.19.00	RELATIONS INTERNATIONALES

Structure 2023	
Service Opérationnel	Désignation
911	IUT ANNECY
911.01.00	GESTION FINANCIERE
911.02.00	DIRECTION
911.05.00	DPT GEA
911.06.00	DPT GEII
911.07.00	DPT GMP
911.08.00	DPT RT
911.09.00	DPT MPH
911.10.00	DPT QLIO
911.11.00	DPT TC
911.13.00	CSSAP
911.14.00	RELATIONS INTERNATIO
911.15.00	SPORTS ETUDES IUT
911.16.00	DPT INFO
911.17.00	COMMUNICATION
911.18.00	CELLULE INFORMATIQUE
911.20.00	INVESTISSEMENTS MUTUALISES
914	IUT CHAMBERY
914.01.00	GESTION FINANCIERE
914.02.00	DIRECTION
914.02.01	COMMUNICATION
914.03.00	DPT SGM
914.04.00	DPT GACO
914.05.00	DPT MMI
914.06.00	DPT PEC
914.08.00	DPT GCCD
914.10.00	RELATIONS INTERNATIONALES
915	Polytech Annecy-Cham
915.01.00	GESTION FINANCIERE
915.02.00	DIRECTION
915.02.01	RELATIONS INTERNATIO
915.02.02	RELATIONS INDUSTRIEL
915.02.03	COMMUNICATION
915.03.00	FORMATION
915.03.01	INVESTIS PEDAGO
916	IAE SAV MT BLANC
916.01.00	GESTION FINANCIERE
916.02.00	DIRECTION
916.02.01	SITE ANNECY
916.02.02	SITE CHAMBERY
916.02.04	RELATIONS INTERNATIO
916.03.00	COMMUNICATION
916.04.00	LICENCE ECO GESTION
916.05.00	LICENCES PRO
916.06.00	MASTER MANAGEMENT
916.07.00	MASTER MAE
916.08.00	MASTER TOURISME
916.11.00	PEDAGOGIE TRANSVERSE

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Structures Budgétaires 2024

Structure 2023	
Service Opérationnel	Désignation
920	SERVICES CENTRAUX ET COMMUNS
920.01.00	GESTION FINANCIERE
920.02.00	ETUDES VIE UNIVERS
920.02.01	CFVU
920.02.03	CVEC
920.02.04	CULTURE
920.02.05	REMBOURSEMENTS
920.02.08	FME
920.02.09	ETUDIANTS HANDICAPES
920.02.10	SPORTIFS / MUSICIENS
920.02.11	SCOLARITE
920.03.00	DIRECTION
920.03.01	POLITIQUE D'ETABLISS
920.03.02	PRESIDENCE ET VP
920.03.03	PROGRAMMES TRANSVERSAUX
920.03.04	MODERNISATION INFORM
920.05.00	DRI
920.05.01	FONCTIONMNT GENERAL
920.05.04	ISEP
920.05.05	ERASMUS
920.05.07	ACTIONS INTERNATIONA
920.05.08	BOURSES CMIRA
920.05.09	FLE
920.06.00	COMMUNICATION
920.06.01	DIRECTION
920.06.02	BOUTIQUE

Structure 2023	
Service Opérationnel	Désignation
920.07.00	RESSOURCES HUMAINES
920.07.01	GESTION DU PERSONNEL
920.07.03	FORMATION DES PERSON
920.07.04	ACTION SOCIALE
920.08.00	AIDE AU PILOTAGE
920.09.00	CREDITS RESERVES
920.10.00	DEPART. APPRENDRE
920.11.00	REVERS SUR ENCAISSMT
920.12.00	MARCOZ
920.12.01	FONCTIONNEMENT GENE
920.13.00	PREVENTION SECURITE
920.15.00	CONCOURS
920.15.01	CONCOURS ENSEIGNANTS
920.15.02	CONCOURS ITRF
920.20.00	GRANDS PROJETS
920.20.01	PROJETS TRANSVERSAUX
920.24.00	SSE
920.24.01	GESTION FINANCIERE
920.24.03	MEDECINE ETUDIANTS
920.25.00	SDS
920.25.01	GESTION FINANCIERE
920.25.02	DIRECTION
920.26.00	SUIO-IP
920.26.01	GESTION FINANCIERE
920.26.02	FONCT SUIOIP
920.26.03	INFO ORIEN ETUDIANTS
920.26.04	FONCT BAIP
920.26.05	EVENEMENTS LLU
920.26.06	FORUMS SALONS
920.26.07	CORDEES
920.27.00	DIVISION NUMERIQUE
920.27.01	GESTION FINANCIERE
920.27.02	PROJETS NOUVEAUX
920.27.03	INFRASTRUCTURES
920.27.04	FONCTIONNEMENT DN
920.27.05	REDEVANCES LOGICIELS
920.28.00	Pôle Tourisme Montagne Inventive
920.29.00	INSTITUT DES TRANSITIONS
920.29.01	INNOVATIONS COLLABORATIVES
920.29.02	PTMI-IT
920.29.03	FORMATION INTERDISCIPLINAIRE
920.29.04	GESTION FINANCIERE

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Structures Budgétaires 2024

Structure 2023	
Service Opérationnel	**Désignation**
922	SFC
922.01.00	GESTION FINANCIERE
922.02.00	SFC ANNECY
922.03.00	SFC CHAMBERY
922.03.01	SFC JACOB
922.03.02	SFC BOURGET
922.04.00	CELLULE VAE
923	SERVICE COMMUN DOCUM
923.01.00	GESTION FINANCIERE
923.02.00	AUTRES DEPENSES
923.02.03	INFORMATIQUE DOCUMEN
923.02.04	DOCUMENTATION TRANSV
923.03.00	BU JACOB
923.04.00	BU BOURGET
923.05.00	BU ANNECY
930	CNFEDS - DEFICIENTS
930.01.00	GESTION FINANCIERE
930.03.00	CNFEDS
931	PATRIMOINE
931.01.00	GESTION FINANCIERE
931.02.00	DIR PAT
931.02.01	DIRECTION PATRIMOINE
931.02.02	MAINTENANCE
931.03.00	OPERATIONS
931.03.01	OPERATIONS DIVERSES
931.03.02	CONSTRUCTIONS CPER PIP
931.04.00	INTERSITE
931.05.00	SLS JACOB
931.05.01	SLS Jacob Dépenses - Recettes
931.05.02	SLS Jacob Refacturations
931.06.00	SLS BOURGET
931.06.01	SLS Bourget Dépenses - Recettes
931.06.02	SLS Bourget Refacturations
931.07.00	SLS ANNECY
931.07.01	SLS Annecy Dépenses - Recettes
931.07.02	SLS Annecy Refacturations
931.08.00	REPROGRAPHIE

Structure 2023	
Service Opérationnel	**Désignation**
940	CRB PAYE
940.01.00	GESTION FINANCIERE
940.02.00	MASSE SALARIALE ETAT
940.02.01	TITUL ET CONTRACT
940.02.02	HEURES COMPLEMENT
940.03.00	RESSOURCES PROPRES
940.03.01	RP LLSH
940.03.02	RP SCEM
940.03.06	RP FD
940.03.11	RP IUT A
940.03.14	RP IUT C
940.03.15	RP POLYTECH
940.03.16	RP IAE
940.03.22	RP SFC
940.03.23	RP SCD
940.03.24	RP SSE
940.03.25	RP SDS
940.03.26	RP SUIO-IP
940.03.27	RP DN
940.03.30	RP CNFEDS
940.03.40	RP DEVE
940.03.42	RP RCH
940.03.41	RP PRESIDENCE
940.03.43	RP DRI FLE
940.03.44	RP DRI
940.03.45	RP COMMUNICATION
940.03.46	RP FORMATION
940.03.47	RP AIDE AU PILOTAGE
940.03.48	RP DEPARTEMENT APPRENDRE
940.03.49	RP REPROGRAPHIE
940.03.50	RP CONCOURS
940.03.51	RP Pôle Tourisme Montagne Inventive
940.03.53	RP Institut des transitions

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Structures Budgétaires 2024

Structure 2023	
Service Opérationnel	**Désignation**
900	CRB LABOS
900.01.00	GESTION FINANCIERE
900.02.00	BUDGET DDRV
900.02.01	FORMATION DOCTORALE
900.02.02	ALLOCATAIRES CSMB
900.02.03	ALLOCATAIRES USMB
900.02.04	CULTURE SCIENTIFIQUE
900.02.05	VALORISATION EDITION
900.03.00	PLATES-FORMES
900.03.01	CARMA
900.03.02	AnaBM
900.03.03	LAMES MINCES
900.03.04	ASTRE
900.03.05	MUST
900.04.00	CARRTEL
900.05.00	CERDAF
900.06.00	EDYTEM
900.07.00	IMEP-LAHC
900.08.00	IREGE
900.09.00	ISTerre
900.10.00	LAMA
900.11.00	LCME
900.12.00	LECA
900.13.00	LEPMI
900.14.00	LIP-PC2S
900.15.00	LISTIC
900.16.00	LLSETI
900.17.00	LOCIE
900.18.00	LIBM
900.19.00	LPNC
900.20.00	SYMME
900.21.00	FEDERATION RECHERCHE
900.21.04	FREEALPES
900.21.05	FRESBE
900.21.06	VOR

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 19 décembre 2023
N° 2023.12.19_4.2.1.

Point 4 – Formation et vie universitaire

4.2. Année universitaire 2024-2025

4.2.1. Ouverture d'une double licence Histoire-Italien, LLSH (Histoire-LLCER Italien)

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L612-3 et suivants et D612-3 et suivants ;
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc approuvés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés ;
Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique en date du 7 décembre 2023, portant sur l'objet de la présente délibération ;

► ***Le conseil d'administration approuve l'ouverture d'une double licence Histoire-Italien, proposée par l'UFR LLSH, à compter de la rentrée universitaire 2024-2025.***

Membres en exercice :	*35*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*19*
Quorum :	*18*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*15*	*Abstention :*	*0*
Membres représentés :	*4*	*Pour :*	*19*
Nombre de votants :	*19*		

Fait à Chambéry, le 21 décembre 2023

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

PHILIPPE GALEZ ID
Signature numérique de PHILIPPE GALEZ ID
Date : 2023.12.21 19:39:21 +01'00'

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	22/12/2023
	Transmise au recteur de région académique le :	22/12/2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

CFVU du CAC du 7 décembre 2023 - 17 votants : 17 favorables
CA du 19 décembre 2023 - 19 votants : 19 favorables

Ouverture d'une double Licence Histoire-Italien

(Histoire-LLCER parcours Italien)

Contexte et objectifs

Contexte

La création d'une double licence Histoire-Italien vise à proposer aux lycéens une formation bi-disciplinaire de haut niveau, attractive et originale. Cette formation nouvelle associant Histoire et Langue et culture italiennes est particulièrement intéressante pour les lycéens de Savoie, Haute-Savoie, Ain et Isère, notamment en raison du lien particulier et de la proximité géographique de ces territoires avec l'Italie. Elle permettra de répondre aux besoins du territoire et des lycéens désireux d'acquérir une double compétence.

Les doubles licences Histoire-Italien ne sont pas des formations répandues. Dans la région AURA, il n'existe pas de formation bi-disciplinaire associant les mentions Histoire et LLCER Italien.

Les propositions qui tendraient à s'en rapprocher sont des doubles-diplômes franco-italiens (liste des formations franco-italiennes : https://www.institutfrancais.it/fr/italie/cartographie-des-doubles-diplomes-franco-italiens). À l'USMB, pour l'Histoire et l'Italien, plusieurs conventions de doubles-diplômes ont été signées avec des établissements italiens, notamment l'UPO (Vercelli) et Unito (Turin).

Bien qu'intéressantes, ces formations demeurent mono-disciplinaires. Elles pâtissent en outre d'un déficit de visibilité au moment de l'orientation sur Parcoursup, ce qui obère le recrutement et partant les flux sortants.

Pour trouver une double licence Histoire-Italien, il faut franchir les frontières de la région AURA. Une double licence Histoire-Italien est ainsi proposée à Sorbonne Université, dotée d'une capacité d'accueil de 15 places (taux d'accès Parcoursup : 78%). Sorbonne Université propose aussi des mineures Italien et Histoire (une mineure Histoire en licence LLCER parcours Italien, et une mineure Italien en licence mention Histoire), mais ce système majeure/mineure ne constitue pas une double licence.

Cette formation nouvelle tirera parti de l'implantation de l'Italien dans les établissements secondaires des trois départements, Savoie, Haute-Savoie et Isère. Elle offrira en particulier une poursuite d'études aux lycéens des sections Esabac (18 lycées dans la seule zone de recrutement sectorisée sur parcoursup des licences d'Histoire et d'Italien).

Elle prendra appui sur les formations existantes (le parcours Italien de la Licence mention LLCER, et le parcours Histoire et civilisations de la Licence mention Histoire). La mise en œuvre de la double licence bénéficiera aussi des collaborations déjà nouées entre les deux mentions dans le cadre des UAI et des enseignements modulaires transversaux, ou d'expériences plus anciennes (étudiants inscrits dans les deux mentions). Elle s'appuiera aussi sur les relations actuellement nouées en matière de recherche par les italianistes et les historiens, qui ont une équipe commune à l'intérieur du laboratoire LLSETI.

Ainsi, le contexte est donc favorable pour la création d'une telle double licence (attractivité générale des double-licences, absence à ce jour de formation directement concurrente dans les établissements proches et mêmes plus lointains). Il convient toutefois de ne pas laisser à d'autres établissements le soin de prendre cette initiative, dans la mesure où Chambéry, par son positionnement géographique et par son passé commun avec le Piémont, mais aussi par l'expérience pionnière acquise en matière de doubles diplômes avec l'Italie, dispose de tous les atouts pour développer une telle formation.

Objectifs

La double licence Histoire-Italien associe formation historique et formation en italien. Ces disciplines et les collaborations dans le domaine de la formation (avec Unito) l'inscrivent dans le périmètre d'Unita (internationalisation des formations, langues romanes, patrimoine culturel). Le double-diplôme pourra aussi s'appuyer sur les collaborations de très longue date nouées avec les universités italiennes (notamment Unito, mais aussi l'UPO) pour proposer un triple diplôme (double licence française et *laurea* italienne). La mise en œuvre de ces échanges, permettant l'obtention d'un triple diplôme, s'effectuera par simple avenant aux conventions existantes, les deux licences, Histoire et Italien, étant déjà associées à des formations équivalentes en Italie. Ces avenants seront mis en chantier dès que le double-diplôme aura été créé (ce avant quoi il n'était pas possible de formaliser des accords). Dans la mesure où la mobilité pourra s'effectuer en L2 ou en L3, la possibilité de triple diplôme, moyennant une mobilité d'un an en Italie, sera proposée aux étudiants dès la 1re promotion recrutée en septembre 2024, assurant ainsi une forte ouverture internationale. À terme, une fois la formation mise en place, l'année de mobilité sera intégrée de manière obligatoire dans le diplôme.

La double licence permettra aussi de renforcer l'attractivité des formations de licence, et d'alimenter les flux vers les masters ou les doubles diplômes franco-italiens, renforçant l'ouverture internationale effective de ces formations. L'objectif est en particulier de capter le flux des lycéens issus des classes Esabac. Ces lycéens formés sur le territoire pourront ainsi valoriser leurs compétences en italien, et se verront offrir dans la région une formation de haut niveau (au lieu de devoir, de manière quelque peu paradoxale, candidater à la Sorbonne pour bénéficier d'une double licence Histoire-Italien).

Cette double licence s'inscrit dans la réponse du département LLCER et de l'UFR LLSH aux demandes et conseils formulés par l'Hcéres. L'avis rendu soulignait que l'Italien constituait un point fort, notamment dans le cadre du projet Unita. Elle vise aussi à mieux valoriser les points forts ou les potentiels que sont les partenariats noués dans le cadre d'Unita (Unito), et avec les autres établissements piémontais (Université du Piémont Oriental, Université de la Vallée d'Aoste par exemple).

L'un des objectifs poursuivis est d'améliorer le recrutement de la licence d'Italien, en proposant une formation plus attractive dans la mesure où les doubles licences sont très prisées. Plus généralement, elle permettra d'accroître l'attractivité du parcours Italien de la licence LLCER

Une des difficultés récurrentes des échanges au niveau de l'établissement est le déséquilibre entre les flux entrants et sortants. La nouvelle formation permettra aussi d'équilibrer les flux sortants et entrants, en recrutant des étudiants italianistes aux compétences solides, ayant vocation à suivre une année d'enseignement en Italie.

Pour le département d'Histoire, la double licence permettra de renforcer les liens et les échanges avec les partenaires italiens, en dynamisant les partenariats déjà noués pour l'ouverture internationale (niveaux licence et master : accords de double diplôme).

Enfin, cette double licence permettra de valoriser la Licence LLCER Italien, implanté dans un territoire géographiquement et historiquement très lié à l'Italie, et de renforcer ses effectifs. Elle répond aux demandes formulées par l'Hcéres, et s'inscrit également dans les priorités de l'Université Savoie Mont Blanc et du projet Unita.

Modalités pédagogiques

Organisation

La double licence Histoire-Italien associe des enseignements fondamentaux (UA et modules) de la licence mention Histoire et du parcours Italien de la licence LLCER.

Les étudiants suivent des enseignements fondamentaux des deux disciplines, Histoire et Italien (langue, civilisation, culture). Le choix des cours proposés aux étudiants prend en compte la diversité des débouchés et des poursuites d'études possibles, et garantit l'acquisition des compétences et connaissances fondamentales définissant ces deux mentions de licence (RNCP24430 et RNCP24508).

La mise en place de l'approche compétences et de l'évaluation par compétences dans le cadre d'@spire a été prise en compte dans la construction de la formation. La double licence propose en effet les unités fondamentales des deux disciplines. Elle associe ainsi les compétences et le mode d'évaluation des compétences des deux mentions, par le biais des UA puisées dans la licence d'Italien et dans la licence d'Histoire.

Les cours se déroulent sur le campus de Jacob-Bellecombette (cours possibles sur le campus du Bourget en L1, comme c'est actuellement le cas pour les étudiants de la licence mention Histoire).

Le fait que les deux formations relèvent de la même composante, LLSH, facilite l'organisation (gestion administrative, gestion des emplois du temps).

Le volume horaire total sur 3 ans est d'environ 1780 heures.

Dès la première promotion, il sera proposé aux étudiants de la double licence d'effectuer une mobilité internationale dans l'une des universités italiennes partenaires, et d'obtenir ainsi un triple diplôme. Les accords de double diplôme franco-italiens existants permettront facilement de mettre en place cette mobilité internationale d'un an et ce triple diplôme.

Profil des candidats

Les attendus de la formation sont ceux des licences Histoire et LLCER parcours Italien (voir attendus nationaux de la formation, renseignés sur Parcoursup). À ces attendus généraux, s'ajoutent des attendus particuliers.

Les candidats devront être des lycéens d'un bon niveau général, en particulier en Histoire et en Italien. Ils devront disposer d'une importante capacité de travail dans la mesure où le caractère bi-disciplinaire de la formation nécessite un effort particulier pour acquérir les connaissances et compétences de ces deux disciplines.

Le public visé est en particulier celui des élèves de classes européennes ou Esabac[1] (présentes dans 7 lycées en Savoie et Haute-Savoie, au lycée de Belley dans l'Ain, et dans 10 lycées en Isère) et possédant un bon niveau en italien (B2/C1).

Poursuites d'études et débouchés

Les étudiants de la double licence auront naturellement vocation à s'inscrire dans des mobilités internationales (double diplôme niveau licence et échanges niveau master). Dès la première promotion, une mobilité internationale d'un an sera proposée en L2 ou L3, donnant ainsi au diplôme une forte ouverture internationale. Ces étudiants ont vocation à poursuivre leur cursus en master. Durant leur cursus, ils bénéficient d'enseignements de préprofessionnalisation, et se voient proposer une réflexion et des expérimentations (PPP, stage de découverte) quant aux débouchés de l'une et l'autre disciplines. Ils préparent dès la licence leur insertion professionnelle par l'acquisition d'une double compétence, valorisée et différenciante, en Histoire et en Italien, et une forte ouverture internationale du fait de la mobilité d'un an.

La double licence Histoire-Italien prépare une poursuite d'études en master d'Histoire ou en master LLCER.

- Master MEEF second degré (Italien ou Histoire-géographie)
- Master LLCER, parcours Interculturalité et métiers de la culture
- Master Didactique des Langues
- Master Sciences de l'information et des bibliothèques
- Master Mondes anciens, Mondes médiévaux, Histoire

[1] Délivrance simultanée du baccalauréat français et de l'*Esame di Stato* italien. https://www.education.gouv.fr/reussir-au-lycee/l-esabac-double-delivrance-du-baccalaureat-francais-et-de-l-esame-di-stato-italien-12413

- Master Patrimoine et Musées

Après des études complémentaires, en master ou en école, les diplômés de la double licence auront vocation à accéder aux métiers du patrimoine, de la culture, de l'édition, aux métiers de la traduction et de l'interprétariat, ainsi qu'aux métiers de la médiation culturelle ou de la conservation. La double compétence et l'ouverture internationale de la formation permettront un accès privilégié aux métiers de la culture, du patrimoine dans un contexte transfrontalier et de transformation de l'offre touristique (transition vers un tourisme de l'après-ski). La connaissance de l'italien est d'autant plus importante dans ce domaine d'activité que les Italiens représentent la première clientèle étrangère en Pays de Savoie, avec une forte dynamique (en 6 ans, hausse des nuitées d'hôtel réservées par la clientèle italienne de 25 % en Haute-Savoie et de 12 % en Savoie).

Les métiers de la recherche et de l'enseignement leur sont aussi ouverts, en Italien ou en Histoire. En particulier, les diplômés de la double licence peuvent envisager d'enseigner l'Histoire-Géographie en section européenne, Esabac. Dans un contexte de faible attractivité des métiers de l'enseignement, la double licence permet aux étudiants d'enseigner dans un contexte plus stimulant et plus attractif, dans la mesure où ils pourront passer la certification DNL qui leur permettra d'enseigner en langue étrangère, dans des filières spécifiques particulièrement intéressantes en termes de carrière.

Enfin, leur double compétence peut leur permettre de s'orienter en master vers des formations en journalisme, tournées vers l'entreprise, les métiers de l'administration ou vers des écoles (admission à l'issue de la licence).

Aspects budgétaires

La capacité d'accueil envisagée est de 12 places. Les capacités actuelles sont de 85 places Parcoursup pour le parcours Histoire et civilisations de la licence mention Histoire, et de 45 places Parcoursup pour la Licence LLCER parcours Italien. Au vu des recrutements dans ces deux parcours de licence, la création de la double licence n'entraînera pas la création de groupes de TD supplémentaires.

En adoptant ce projet à l'unanimité moins une voix, le conseil de l'UFR LLSH a estimé que le coût humain de la formation serait limité. Etant donné qu'il n'y a aucune création de cours, l'investissement supplémentaire sera lié au maquettage d'un nouveau parcours et à sa gestion, en particulier en termes de communication, sachant que le surcroît de travail ne dépassera pas la diminution de la charge conséquente à la disparition des doubles parcours italien-anglais et espagnol-anglais de la licence LLCER, qui se sont éteints en 2023.

À noter : Ces deux formations ne sont pas en tension et appellent la totalité de leurs candidats durant la phase principale Parcoursup. Dans le cas de la licence d'Histoire, les effectifs globaux, en proportion, augmenteront très faiblement. Les 12 étudiants viendront compléter les groupes existants, n'entraînant pas de création de groupes de TD supplémentaires. Pour la licence d'Italien, il est attendu une augmentation des effectifs, sans entraîner non plus de création de groupes de TD supplémentaires, puisque ces étudiants occuperont des places aujourd'hui laissées vacantes.

Ainsi, la création du double diplôme n'entraîne aucune création de cours ou de groupes de TD supplémentaires.

Informations complémentaires

Ouverture de la formation : septembre 2024 (déploiement progressif, L1 puis L2 et L3, avec mise en place d'une année de mobilité en Italie – avenants aux conventions existantes).
Effectifs : 12
Coûts d'inscription : les coûts d'inscription sont ceux des diplômes nationaux.
Composante porteuse de la formation : LLSH
Lieu de la formation : Campus de Jacob-Bellecombette
Responsables de la double licence : Silvia D'Amico et Laurent Guichard
En annexe : maquette d'enseignement de la double licence Histoire-Italien

Annexe :

Maquette de la double Licence Histoire – LLCER parcours Italien

L1 - Semestre 1						
		CM	**TD**	**TP**	**TER**	**EAD**
UAF 101 (6 ECTS) Italien : Langue et outils linguistiques (DL)						
63 heures étudiant	Grammaire italienne		12			
	Maîtrise de la langue orale italienne			12		
	Italien Traduction					
	Italien Thème		15			
	Italien Version		15			
	Italien Compréhension-expression		9			
UAF102 (6 ECTS) Italien : Connaissances culturelles (DL)						
66 heures étudiant	Littérature italienne	18			6	
	Civilisation italienne	18			6	
	Italien et l'actualité de l'Italie		18			
UAF 103 (6 ECTS) Histoire : Fondamentaux moderne 1						
54 heures étudiant	Histoire moderne 1	13.5				4.5 EADM
	Histoire moderne 2	18				
	TD Histoire moderne	18				
UAF 104 (6 ECTS) Histoire : Fondamentaux contemporaine 1						
54 heures étudiant	Histoire contemporaine 1	16.5				1.5 EADM
	Histoire contemporaine 2	16.5				1.5 EADM
	TD Histoire contemporaine	16.5				1.5
UAM 105 Modulaire (6 ECTS) (DL)						
57 heures étudiant	Anglais		15			3
	MTU[2]		15			
	Grammaire et fondements des grandes religions : le bassin méditerranéen	18				6 EADM
Enseignements facultatifs						
	Sport		18			
	LV3	1	15			

[2] MTU Histoire ou Italien

L1 - Semestre 2						
		CM	**TD**	**TP**	**TER**	**EAD**
UAF 201 Italien (6 ECTS) : Langue et outils linguistiques (DL)						
54 heures étudiant	Grammaire italienne		12			
	Maîtrise de la langue orale italienne			12		
	Italien Traduction					
	Italien Thème		15			
	Italien Version		15			
UAF 202 Italien (6 ECTS) : Connaissances culturelles (DL)						
66 heures étudiant	Littérature italienne	18			6	
	Civilisation italienne	18			6	
	Culture mythologique		18			
UAF 203 Histoire (6 ECTS) : Fondamentaux ancienne 1						
54 heures étudiant	Histoire ancienne 1	16.5				1.5 (EADM)
	Histoire ancienne 2	15				3 (EADM)
	TD Histoire ancienne	18				
UAF 204 Histoire (6 ECTS) : Fondamentaux médiévale 1						
54 heures étudiant	Histoire médiévale 1	18				
	Histoire médiévale 2	18				
	TD Histoire médiévale		18			
UAM 205 Modulaire (6 ECTS) (DL)						
55 heures étudiant	Anglais		15			3
	Culture et usages du numérique		16			3
1 module au choix						
	Histoire du fait religieux : Représentations et images	18				
	Italien et actualités de l'Italie		18			
Enseignements facultatifs						
	Sport		18			
	LV3		18			

L2 - Semestre 3						
		CM	**TD**	**TP**	**TER**	**EAD**
UAF 301 Histoire (6 ECTS) : Fondamentaux ancienne 2						
54 heures étudiant	Histoire ancienne 3	16.5				1.5 (EADM)
	Histoire ancienne 4	15				3 (EADM)
	TD Histoire ancienne		18			
UAF 302 Histoire (6 ECTS) : Fondamentaux médiévale 2						
54 heures étudiant	Histoire médiévale 3	18				
	Histoire médiévale 4	15				3 (EADM)
	TD Histoire médiévale		18			
UAF 303 Italien (6 ECTS) : Langue et outils linguistiques (DL)						
54 heures étudiant	Maîtrise de la langue					
	Italien Traduction orale		12			
	Maîtrise de la langue orale italienne			12		
	Italien Traduction					
	Italien Thème		15			
	Italien Version		15			
UAF 304 Italien (6 ECTS) : Connaissances culturelles (DL)						
72 heures étudiant	Littérature italienne	18		6		
	Civilisation italienne	18		6		
	Renforcement culturel		18			6 SORT
UAM 305 Modulaire (6 ECTS) (DL)						
1 groupe de 4 modules au choix						
69	Choix 1 : Anglais		15			3
	Choix 1 : Géographie thématique CM	18				
	Choix 1 : Géographie thématique TD		18			
	Choix 1 : Art et culture (italien)	15				
	Choix 2 : Anglais		15			3
	Choix 2 : Géographie thématique CM	18				
	Choix 2 : Art et culture (italien)	15				
	Choix 2 : Littérature de l'Antiquité	18				
Enseignements facultatifs						
	Sport		18			
	LV3		18			

L2 - Semestre 4							
			CM	TD	TP	TER	EAD
UAF 401 Histoire (6 ECTS) : Fondamentaux moderne 2							
54 heures étudiant		Histoire moderne 3	13.5				4.5 EADM
		Histoire moderne 4	15				3 EADM
		TD Histoire moderne	18				
UAF 402 Histoire (6 ECTS) : Fondamentaux contemporaine 2							
54 heures étudiant		Histoire contemporaine 3	16.5				1.5 EADM
		Histoire contemporaine 4	16.5				1.5 EADM
		TD Histoire contemporaine	16.5				1.5 EADM
UAF 403 Italien (6 ECTS) : Langue et outils linguistiques (DL)							
54 heures étudiant		Maîtrise de la langue					
		Italien Traduction orale		12			
		Maîtrise de la langue orale italienne			12		
		Italien Traduction					
		Italien Thème		15			
		Italien Version		15			
UAF404 Italien (6 ECTS) : Connaissances culturelles (DL)							
57 heures étudiant		Littérature italienne	18		6		
		Civilisation italienne	18		6		
		Italien Compréhension-expression		9			
UAM 405 Modulaire (6 ECTS) (DL)							
1 groupe de 4 modules au choix							
72	Choix 1	Anglais		15			3
		Géographie environnementale CM	18				
		Géographie environnementale TD		18			
	Choix 2	Italien Renforcement culturel		18			6 SORT
		Anglais		15			3
		Géographie environnementale CM	18				
		Italien Renforcement culturel		18			6 SORT
		Art et culture (espagnol)	15				
Enseignements facultatifs							
		Sport		18			
		LV3		18			
		PPP		12			

L3 - Semestre 5							
			CM	TD	TP	TER	EAD
UAF 501 Histoire (6 ECTS) : Fondamentaux ancienne 3							
54		Histoire ancienne 5	16.5				1.5 EADM
		Histoire ancienne 6	15				3 EADM
		TD Histoire ancienne	18				
UAF 502 Histoire (6 ECTS) : Fondamentaux médiévale 3							
54		Histoire médiévale 5	18				
		Histoire médiévale 6	18				
		TD Histoire médiévale	12				6
UAF 503 Italien (6 ECTS) : Langue et outils linguistiques (DL)							
66		Histoire de la langue	12	6			
		Latin transversal		18			
		Italien Traduction					
		Italien Thème		15			
		Italien Version		15			
UAF504 (6 ECTS)	**Italien : Connaissances culturelles (DL)**						
	48	Littérature italienne	18		6		
		Civilisation italienne	18		6		
	FLE et didactique des langues 48		24	24			
UAM 505 Modulaire (6 ECTS) (DL)							
1 groupe de 4 modules au choix							
72	Choix 1	Anglais		15			3
		Géographie régionale de la France	18				
		Géographie des territoires – Europe		18			
		Atelier de traduction		18			
	Choix 2	Anglais		15			3
		Géographie régionale de la France	18				
		Atelier de traduction		18			
		Métiers de la traduction et leurs problématiques	12				6 PROJ
Enseignements facultatifs							
		Sport		18			
		LV3		18			

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

UNITA universitas montium

L3 - Semestre 6

			CM	TD	TP	TER	EAD
UAF 601 Histoire (6 ECTS) : Fondamentaux moderne 3							
54		Histoire moderne 5	18				
		Histoire moderne 6	15				3 EADM
		TD Histoire moderne		18			
UAF 602 Histoire (6 ECTS) : Fondamentaux contemporaine 3							
54		Histoire contemporaine 5	16.5				1.5 EADM
		Histoire contemporaine 6	16.5				1.5 EADM
		TD Histoire contemporaine		18			
UAF 603 Italien (6 ECTS) : Langue et outils linguistiques (DL)							
66		Italien Histoire de la langue	12	6			
		Latin transversal		18			
		Italien Traduction					
		Italien Thème		15			
		Italien Version		15			
UAF 604 (6 ECTS) 54		**Italien : Connaissances culturelles (DL)**					
		Littérature italienne	18			6	
		Civilisation italienne	18			6	
		FLE et didactique des langues	24	24			
		Professeur des lycées et collèges	30				25 stage
UAM 605 Modulaire (6 ECTS) (DL)							
1 groupe de 4 modules au choix							
72	Choix 1	Anglais		15			3
		Géographie régionale de la France	18				
		Géographie des territoires		18			
		Civilisation et interculturalité		9			9
	Choix 2	Anglais		15			3
		Géographie régionale de la France	18				
		Littérature et interculturalité		9			9
		Civilisation et interculturalité		9			9
Enseignements facultatifs							
		Sport		18			
		LV3		18			
		Initiative et engagement étudiants					
		Stage de découverte ou mini-mémoire					

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 19 décembre 2023
N° 2023.12.19_4.2.2.

Point 4 – Formation et vie universitaire

4.2. Année universitaire 2024-2025

4.2.2. Capacités d'accueil à l'entrée du premier cycle universitaire (Parcoursup)

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L612-3 et suivants et D612-3 et suivants ;
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc approuvés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés ;
Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique en date du 7 décembre 2023, portant sur l'objet de la présente délibération ;

► ***Le conseil d'administration approuve les capacités d'accueil de l'USMB à l'entrée du premier cycle universitaire, pour l'année universitaire 2024-2025, telles qu'annexées à la présente délibération.***

Membres en exercice :	*35*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*19*
Quorum :	*18*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*15*	*Abstention :*	*0*
Membres représentés :	*4*	*Pour :*	*19*
Nombre de votants :	*19*		

Fait à Chambéry, le 21 décembre 2023

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

PHILIPPE GALEZ ID
Signature numérique de PHILIPPE GALEZ ID
Date : 2023.12.21 19:39:43 +01'00'

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	22/12/2023
	Transmise au recteur de région académique le :	22/12/2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

Commission pédagogique du 30 novembre 2023
CFVU du CAC du 7 décembre 2023 - 18 votants : 18 favorables
CA du 19 décembre 2023 - 19 votants : 19 favorables

CAPACITES D'ACCUEIL Première année de 1er cycle d'enseignement supérieur

ETABLISSEMENT : UNIVERSITE SAVOIE MONT BLANC

			Capacités d'accueil 2023-2024		Capacités d'accueil 2024-2025	
Composante ou domaine	**Mention**	**Parcours**	**Capacité globale* *(Néo + réo)***	**Capacité Parcoursup****	**Capacité globale* *(Néo + réo)***	**Capacité Parcoursup****
1. LICENCES NON SELECTIVES						
FD	ADMINISTRATION ECONOMIQUE ET SOCIALE		85	60	85	60
FD	DROIT		385	265	385	265
IAE	ECONOMIE ET GESTION		235	190	235	190
IAE	ECONOMIE ET GESTION	SCIENCE POLITIQUE ET RELATIONS INTERNATIONALES	32	30	32	30
IAE	ECONOMIE ET GESTION	INFORMATIQUE, NUMERIQUE ET GESTION INDUSTRIELLE	27	25	27	25
LLSH	INFORMATION - COMMUNICATION		70	55	70	55
LLSH	LETTRES		70	50	70	50
LLSH	LETTRES	Parcours préparatoire au professorat des écoles	30	30	30	30
LLSH	LEA	ANGLAIS/ALLEMAND	35	30	35	30
LLSH	LEA	ANGLAIS/ESPAGNOL	130	100	130	100
LLSH	LEA	ANGLAIS/ITALIEN	70	60	70	60
LLSH	LLCER	ANGLAIS	120	100	120	100
LLSH	LLCER	ESPAGNOL	60	55	60	55
LLSH	LLCER	ITALIEN	50	45	50	45
LLSH	HISTOIRE	SCIENCES PO - DROIT	40	35	40	35
LLSH	HISTOIRE	ARCHEOLOGIE, HISTOIRE DE L'ART, PATRIMOINE	50	35	50	35
LLSH	HISTOIRE	HISTOIRE ET CIVILISATIONS	125	85	125	85
LLSH	PSYCHOLOGIE		355	305	355	305
LLSH	PSYCHOLOGIE	Option santé	20	20	20	20
LLSH	SOCIOLOGIE		120	100	120	100
SCEM	MATHEMATIQUES (tronc commun MPC)		26	17	26	17
SCEM	MATHEMATIQUES (tronc commun MPC)	Option santé	4	4	4	4
SCEM	PHYSIQUE-CHIMIE	PHYSIQUE	24	17	24	17
SCEM	PHYSIQUE-CHIMIE	PHYSIQUE option santé	2	2	2	2
SCEM	PHYSIQUE-CHIMIE	CHIMIE	26	19	26	19
SCEM	PHYSIQUE-CHIMIE	CHIMIE option santé	20	20	20	20
SCEM	PHYSIQUE-CHIMIE	PHYSIQUE - CHIMIE	18	14	18	14
SCEM	PHYSIQUE-CHIMIE	PHYSIQUE - CHIMIE option santé	2	2	2	2
SCEM	MATHEMATIQUES (tronc commun MIST)		27	18	27	18
SCEM	MATHEMATIQUES (tronc commun MIST)	Option santé	3	3	3	3
SCEM	SCIENCES ET TECHNOLOGIES	ELECTRONIQUE, TELECOMMUNICATIONS ET RESEAUX Affichage fusionné ESET et TRI après retour de la DGESIP à ce sujet)			48	36
SCEM	SCIENCES ET TECHNOLOGIES	ELECTRONIQUE, TELECOMMUNICATIONS ET RESEAUX option santé Affichage fusionné ESET et TRI option santé après retour de la DGESIP à ce sujet)			4	4
~~SCEM~~	~~SCIENCES ET TECHNOLOGIES~~	~~TELECOMMUNICATIONS ET RESEAUX INFORMATIQUES~~	21	15		
~~SCEM~~	~~SCIENCES ET TECHNOLOGIES~~	~~TELECOMMUNICATIONS ET RESEAUX INFORMATIQUES option santé~~	2	2		
	~~SCIENCES ET TECHNOLOGIES~~	~~ELECTRONIQUE, SYSTEMES EMBARQUES ET TELECOMMUNICATIONS~~	21	15		
	~~SCIENCES ET TECHNOLOGIES~~	~~ELECTRONIQUE, SYSTEMES EMBARQUES ET TELECOMMUNICATIONS option santé~~	2	2		
SCEM	INFORMATIQUE		55	40	55	40
SCEM	INFORMATIQUE	Option santé	5	5	5	5
SCEM	SCIENCES DE LA TERRE		84	75	84	75
SCEM	SCIENCES DE LA TERRE	Option santé	4	4	4	4
SCEM	SCIENCES DE LA VIE		156	130	156	130
SCEM	SCIENCES DE LA VIE	Option santé	25	25	25	25
SCEM	STAPS		357	307	357	307
SCEM	STAPS	Option santé	20	20	20	20
SCEM	GEOGRAPHIE ET AMENAGEMENT		55	55	55	55
SCEM	GEOGRAPHIE ET AMENAGEMENT	Option santé	5	5	5	5
TOTAL Licences non sélectives:			**3073**	**2491**	**3079**	**2497**

Commission pédagogique du 30 novembre 2023
CFVU du CAC du 7 décembre 2023 - 18 votants : 18 favorables
CA du 19 décembre 2023 - 19 votants : 19 favorables

2. LICENCES SELECTIVES						
FD / LLSH	DROIT - Langues étrangères appliquées (double diplôme)	Droit - LEA - Anglais / Allemand	9	8	9	8
FD / LLSH	DROIT - Langues étrangères appliquées (double diplôme)	Droit - LEA - Anglais / Espagnol	17	15	17	15
FD / LLSH	DROIT - Langues étrangères appliquées (double diplôme)	Droit - LEA - Anglais / Italien	8	7	8	7
IAE	ECONOMIE ET GESTION	FRANCO-ALLEMAND	12	12	12	12
SCEM	CMI 1ER CYCLE - INFORMATIQUE		15	15	15	15
SCEM	CMI 1ER CYCLE - INGÉNIERIE EN GÉOSCIENCES		15	15	15	15
LLSH	LEA	ANGLAIS/FRANCAIS (étud.étr.)	35	10	35	10
LLSH	Histoire - LLCER	ITALIEN			12	12
TOTAL Licences sélectives:			**111**	**82**	**123**	**94**
3. BUT						
IUT CHAMBERY	Gestion administrative et commerciale des organisations		56	56	56	56
IUT CHAMBERY	Gestion administrative et commerciale des organisations	Etudes aménagées	28	28	28	28
IUT CHAMBERY	Gestion administrative et commerciale des organisations	A distance	15	15	0	0
IUT CHAMBERY	Gestion administrative et commerciale des organisations	En apprentissage à distance	10	10	0	0
IUT CHAMBERY	Génie civil - construction durable		52	52	52	52
IUT CHAMBERY	Métiers du multimédia et de l'internet		52	52	52	52
IUT CHAMBERY	Packaging, emballage et conditionnement		26	26	26	26
IUT CHAMBERY	Sciences et génie des matériaux		38	38	38	38
IUT CHAMBERY	Sciences et génie des matériaux	Etudes aménagées arts appliqués	20	20	20	20
IUT CHAMBERY	Sciences et génie des matériaux	Etudes aménagées musique ou sport	20	20	20	20
IUT ANNECY	Gestion des entreprises et des administrations		119	115	119	115
IUT ANNECY	Techniques de commercialisation		120	113	120	113
IUT ANNECY	Techniques de commercialisation	Ski études	20		20	
IUT ANNECY	Techniques de commercialisation	Contrats pro	20	20	20	20
IUT ANNECY	Techniques de commercialisation	En apprentissage Parcours Business développement et management de la relation client dédiés aux Métiers de la Montagne	24	20	24	20
IUT ANNECY	Génie électrique et informatique industrielle		120	116	104	100
IUT ANNECY	Génie électrique et informatique industrielle	Sport musique études	0	0	0	0
IUT ANNECY	Génie mécanique et productique		110	104	110	104
IUT ANNECY	Génie mécanique et productique	Sport musique études	14	14	16	16
IUT ANNECY	Informatique		109	105	109	105
IUT ANNECY	Mesures physiques		87	84	87	84
IUT ANNECY	Qualité logistique industrielle et organisation		92	90	92	90
IUT ANNECY	Réseaux et télécommunications		64	60	64	60
IUT ANNECY	Réseaux et télécommunications	Apprentissage	15	15	15	15
IUT ANNECY	Carrières sociales	Coordination et gestion des établissements et services sanitaires et sociaux	64	60	64	60
TOTAL BUT:			**1295**	**1233**	**1256**	**1194**
4. AUTRES FORMATIONS POST BAC						
SCEM	DEUST - ANIMATION, GESTION DES ACTIVITES PHYSIQUES/SPORTIVES OU CULTURELLES		34	28	34	28
POLYTECH	PEIP - ECOLES D'INGENIEURS		115	115	115	115
SCEM	DU- Optimisation de la performance chez l'athlète de haut niveau					
TOTAL Autres formations post bac			**149**	**143**	**149**	**143**
TOTAL Etablissement:			**4628**	**3949**	**4607**	**3928**

Identifier les parcours LAS (Licences accès santé)
Pour les diplômes co-accrédités ou faisant l'objet de conventionnement avec un autre établissement, seules les capacités donnant lieu à inscriptions principales seront présentées.
** Capacité accueil Parcoursup: néobacheliers + réorientations (internes et externes)*
*** Capacité globale: Capacité Parcoursup + redoublants + candidats étrangers soumis à la démarche d'admission préalable prévue aux articles D.612-11 à D.611-18 du code de l'éducation*

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 19 décembre 2023
N° 2023.12.19_4.2.3.

Point 4 – Formation et vie universitaire

4.2. Année universitaire 2024-2025

4.2.3. Sectorisation Parcoursup

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L612-3 et suivants et D612-3 et suivants ;
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc approuvés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés ;
Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique en date du 7 décembre 2023 portant sur l'objet de la présente délibération ;

► Le conseil d'administration approuve la sectorisation de Parcoursup pour l'année universitaire 2024-2025, telle que présentée dans le document annexé à la présente délibération.

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*35*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*19*
Quorum :	*18*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*15*	*Abstention :*	*0*
Membres représentés :	*4*	*Pour :*	*19*
Nombre de votants :	*19*		

Fait à Chambéry, le 21 décembre 2023

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

PHILIPPE GALEZ ID
Signature numérique de PHILIPPE GALEZ ID
Date : 2023.12.21 19:40:05 +01'00'

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	22/12/2023
	Transmise au recteur de région académique le :	22/12/2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

4.2.3. Sectorisation Parcoursup

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Commission pédagogique du 30 novembre 2023
CFVU du CAC du 7 décembre 2023 - 18 votants : 18 favorables
CA du 19 décembre 2023 - 19 votants : 19 favorables

CAPACITES D'ACCUEIL A L'ENTREE DU 1ER CYCLE 2023-2024

DIPLÔME	DOMAINE	MENTION LICENCE/SPECIALITE DUT	PARAMETRAGE PARCOURSUP (Parcours, spécialité, groupe spécifique)	SECTORISATION 2023	DEMANDES DE SECTORISATION 2024 auprès du Rectorat
LICENCE	ALL	INFORMATION - COMMUNICATION		Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
		LETTRES		Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
		LETTRES	PPPE	Académie de Grenoble	Académie de Grenoble + département de l'Ain
		LEA	ANGLAIS/ALLEMAND	Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
			ANGLAIS/ESPAGNOL	Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
			ANGLAIS/ITALIEN	Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
	ALL	LLCER	ANGLAIS	Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
			ESPAGNOL	Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
			ITALIEN	Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
	DEG	ADMINISTRATION ECONOMIQUE ET SOCIALE		Académie de Grenoble + Département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
	DEG	DROIT		Académie de Grenoble + Département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
	DEG	ECONOMIE ET GESTION		Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
		ECONOMIE ET GESTION	SCIENCE DU NUMERIQUE - GESTION INDUSTRIELLE	Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
			SCIENCE POLITIQUE ET RELATIONS INTERNATIONALES	Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
	SHS	GEOGRAPHIE ET AMENAGEMENT		Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
	SHS	HISTOIRE	SCIENCES PO - DROIT	Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
			ARCHEOLOGIE, HISTOIRE DE L'ART, PATRIMOINE	Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
			HISTOIRE ET CIVILISATIONS	Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
	SHS	PSYCHOLOGIE		Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
	SHS	SOCIOLOGIE		Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
	STS	MATHEMATIQUES (tronc commun MPC)		Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
	STS	PHYSIQUE-CHIMIE	PHYSIQUE	Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
			CHIMIE	Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
			PHYSIQUE - CHIMIE	Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
	STS	MATHEMATIQUES (tronc commun MISPI)		Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
	STS	SCIENCES POUR L'INGENIEUR	~~ESET~~ Electronique, Télécommunications et réseaux - ETR	Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
			~~TRI~~	Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
	STS	INFORMATIQUE		Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
	STS	SCIENCES DE LA TERRE		Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
	STS	SCIENCES DE LA VIE		Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
	STS	STAPS	STAPS – Education et motricité (EM) STAPS – Entraînement sportif (ES) STAPS – Ergonomie du sport et performance motrice (ESPM)	Département Savoie et haute Savoie + - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Ambléon (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Andert-Et-Condon (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Angefort (01350) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Apremont (01100) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Aranc (01110) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Arbent (01100) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Arboys en Bugey (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Armix (01510) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Artemare (01510) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Bellignat (01100) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Valserhône (01200) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Belley (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Belleydoux (01130) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Valromey-sur-Séran (01260) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Béon (01350) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Billiat (01200) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Bolozon (01450) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Brégnier-Cordon (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Brens (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Brion (01460) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : La-Burbanche (01510) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Ceignes (01430) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Cerdon (01450) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Ceyzérieu (01350) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Challes-la-Montagne (01450) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Challex (01630) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Champagne-En-Valromey (01260) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Champfromier (01410) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Chanay (01420) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Charix (01130) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Chazey-Bons (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Cheignieu-La-Balme (01510) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Chevillard (01430) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Chézery-Forens (01200) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Collonges (01550) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Colomieu (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Condamine (01430) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Confort (01200) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Contrevoz (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Conzieu (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Corbonod (01420) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Corlier (01110) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Cressin-Rochefort (01350) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Culoz (01350) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Cuzieu (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Echallon (01130) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Farges (01550) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Flaxieu (01350) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Béard-Géovreissiat (01460) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Géovreisset (01100) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Giron (01130) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Groissiat (01100) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Plateau d'Hauteville (01110) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Haut Valromey (01260) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Injoux-Génissiat (01200) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Innimond (01680) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Izenave (01430) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Izernore (01580) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Izieu (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Labalme (01450) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Le Poizat-Lalleyriat (01130) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Lantenay (01430) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Lavours (01350) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Léaz (01200) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Lélex (01410) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Leyssard (01450) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Surjoux-Lhopital (01420)	Département Savoie et haute Savoie + - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Ambléon (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Andert-Et-Condon (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Angefort (01350) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Apremont (01100) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Aranc (01110) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Arbent (01100) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Arboys en Bugey (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Armix (01510) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Artemare (01510) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Bellignat (01100) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Valserhône (01200) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Belley (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Belleydoux (01130) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Valromey-sur-Séran (01260) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Béon (01350) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Billiat (01200) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Bolozon (01450) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Brégnier-Cordon (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Brens (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Brion (01460) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : La-Burbanche (01510) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Ceignes (01430) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Cerdon (01450) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Ceyzérieu (01350) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Challes-la-Montagne (01450) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Challex (01630) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Champagne-En-Valromey (01260) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Champfromier (01410) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Chanay (01420) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Charix (01130) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Chazey-Bons (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Cheignieu-La-Balme (01510) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Chevillard (01430) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Chézery-Forens (01200) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Collonges (01550) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Colomieu (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Condamine (01430) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Confort (01200) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Contrevoz (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Conzieu (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Corbonod (01420) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Corlier (01110) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Cressin-Rochefort (01350) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Culoz (01350) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Cuzieu (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Echallon (01130) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Farges (01550) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Flaxieu (01350) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Béard-Géovreissiat (01460) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Géovreisset (01100) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Giron (01130) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Groissiat (01100) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Plateau d'Hauteville (01110) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Haut Valromey (01260) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Injoux-Génissiat (01200) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Innimond (01680) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Izenave (01430) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Izernore (01580) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Izieu (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Labalme (01450) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Le Poizat-Lalleyriat (01130) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Lantenay (01430) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Lavours (01350) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Léaz (01200) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Lélex (01410) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Leyssard (01450) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Surjoux-Lhopital (01420)

Commission pédagogique du 30 novembre 2023
CFVU du CAC du 7 décembre 2023 - 18 votants : 18 favorables
CA du 19 décembre 2023 - 19 votants : 19 favorables

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

CAPACITES D'ACCUEIL A L'ENTREE DU 1ER CYCLE 2023-2024

DIPLÔME	DOMAINE	MENTION LICENCE/SPECIALITE DUT	PARAMETRAGE PARCOURSUP (Parcours, spécialité, groupe spécifique)	SECTORISATION 2023	DEMANDES DE SECTORISATION 2024 auprès du Rectorat
				- Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Lhuis (01680) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Lompnas (01680) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Magnieu (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Maillat (01430) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Marchamp (01680) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Marignieu (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Martignat (01100) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Massignieu-De-Rives (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Matafelon-Granges (01580) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Mérignat (01450) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Montanges (01200) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Montréal-La-Cluse (01460) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Nurieux-Volognat (01460) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Murs-Et-Gélignieux (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Nantua (01460) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Les-Neyrolles (01130) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Ordonnaz (01510) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Outriaz (01430) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Oyonnax (01100) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Parves et Nattages (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Péron (01630) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Peyriat (01430) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Peyrieu (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Plagne (01130) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Polieu (01350) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Poncin (01450) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Port (01460) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Pougny (01550) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Prémeyzel (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Prémillieu (01110) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Rossillon (01510) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Ruffieu (01260) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Saint-Alban (01450) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Groslée-Saint-Benoit (01680) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Saint-Genis-Pouilly (01630) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Saint-Germain-De-Joux (01130) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Saint-Germain-Les-Paroisses (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Saint-Jean-De-Gonville (01630) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Saint-Martin-De-Bavel (01510) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Saint-Martin-Du-Frêne (01430) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Samognat (01580) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Sergy (01630) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Serrières-Sur-Ain (01450) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Seyssel (01420) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Sonthonnax-La-Montagne (01580) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Talissieu (01510) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Thoiry (01710) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Vieu-D'Izenave (01430) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Villes (01200) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Virieu-Le-Grand (01510) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Arvière-en-Valromey (01260) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Virignin (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Vongnes (01350) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Allevard (38580) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Barraux (38530) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Belmont (38690) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Bevenais (38690) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Biol (38690) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Bizonnes (38690) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : La-Buissière (38530) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Burcin (38690) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Châbons (38690) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Chaparellan (38530) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : La-Chapelle-Du-Bard (38580) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Le-Cheylas (38570) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Colombe (38690) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Eydoche (38690) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Le Haut-Bréda (38580) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : La Flachère (38530) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Flachères (38690) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Goncelin (38570) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Le-Grand-Lemps (38690) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Hurtières (38570) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Longechenal (38690) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Lumbin (38660) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Massieu (38620) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Merlas (38620) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Montferrat (38620) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Montrevel (38690) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Le-Moutaret (38580) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Oyeu (38690) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Villages du Lac de Paladru (38850) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : La-Pierre (38570) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Pontcharra (38530) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Le-Pont-De-Beauvoisin (38480) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Pressins (38480) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Romagnieu (38480) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Saint-Albin-De-Vaulserre (38480) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Saint-Bueil (38620) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Saint-Didier-De-Bizonnes (38690) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Saint-Geoire-En-Valdaine (38620) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Plateau-des-Petites-Roches (38660) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Saint-Jean-D'Avelanne (38480) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Sainte-Marie-D'Alloix (38660) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Sainte-Marie-Du-Mont (38660) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Saint-Martin-De-Vaulserre (38480) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Saint-Maximin (38530) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Crets-En-Belledonne (38570) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Saint-Sulpice-Des-Rivoires (38620) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Saint-Vincent-De-Mercuze (38660) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Tencin (38570) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : La-Terrasse (38660) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Theys (38570) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Torchefelon (38690) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Le-Touvet (38660) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Velanne (38620) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Voissant (38620)	- Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Lhuis (01680) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Lompnas (01680) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Magnieu (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Maillat (01430) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Marchamp (01680) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Marignieu (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Martignat (01100) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Massignieu-De-Rives (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Matafelon-Granges (01580) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Mérignat (01450) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Montanges (01200) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Montréal-La-Cluse (01460) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Nurieux-Volognat (01460) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Murs-Et-Gélignieux (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Nantua (01460) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Les-Neyrolles (01130) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Ordonnaz (01510) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Outriaz (01430) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Oyonnax (01100) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Parves et Nattages (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Péron (01630) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Peyriat (01430) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Peyrieu (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Plagne (01130) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Polieu (01350) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Poncin (01450) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Port (01460) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Pougny (01550) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Prémeyzel (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Prémillieu (01110) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Rossillon (01510) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Ruffieu (01260) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Saint-Alban (01450) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Groslée-Saint-Benoit (01680) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Saint-Genis-Pouilly (01630) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Saint-Germain-De-Joux (01130) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Saint-Germain-Les-Paroisses (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Saint-Jean-De-Gonville (01630) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Saint-Martin-De-Bavel (01510) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Saint-Martin-Du-Frêne (01430) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Samognat (01580) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Sergy (01630) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Serrières-Sur-Ain (01450) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Seyssel (01420) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Sonthonnax-La-Montagne (01580) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Talissieu (01510) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Thoiry (01710) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Vieu-D'Izenave (01430) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Villes (01200) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Virieu-Le-Grand (01510) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Arvière-en-Valromey (01260) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Virignin (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Vongnes (01350) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Allevard (38580) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Barraux (38530) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Belmont (38690) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Bevenais (38690) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Biol (38690) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Bizonnes (38690) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : La-Buissière (38530) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Burcin (38690) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Châbons (38690) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Chaparellan (38530) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : La-Chapelle-Du-Bard (38580) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Le-Cheylas (38570) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Colombe (38690) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Eydoche (38690) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Le Haut-Bréda (38580) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : La Flachère (38530) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Flachères (38690) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Goncelin (38570) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Le-Grand-Lemps (38690) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Hurtières (38570) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Longechenal (38690) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Lumbin (38660) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Massieu (38620) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Merlas (38620) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Montferrat (38620) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Montrevel (38690) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Le-Moutaret (38580) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Oyeu (38690) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Villages du Lac de Paladru (38850) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : La-Pierre (38570) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Pontcharra (38530) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Le-Pont-De-Beauvoisin (38480) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Pressins (38480) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Romagnieu (38480) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Saint-Albin-De-Vaulserre (38480) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Saint-Bueil (38620) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Saint-Didier-De-Bizonnes (38690) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Saint-Geoire-En-Valdaine (38620) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Plateau-des-Petites-Roches (38660) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Saint-Jean-D'Avelanne (38480) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Sainte-Marie-D'Alloix (38660) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Sainte-Marie-Du-Mont (38660) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Saint-Martin-De-Vaulserre (38480) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Saint-Maximin (38530) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Crets-En-Belledonne (38570) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Saint-Sulpice-Des-Rivoires (38620) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Saint-Vincent-De-Mercuze (38660) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Tencin (38570) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : La-Terrasse (38660) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Theys (38570) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Torchefelon (38690) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Le-Touvet (38660) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Velanne (38620) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Voissant (38620)

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 19 décembre 2023
N° 2023.12.19_4.2.4.

Point 4 – Formation et vie universitaire

4.2. Année universitaire 2024-2025

4.2.4. Capacités d'accueil en masters

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L612-6,
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc approuvés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés,
Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique en date du 7 décembre 2023 portant sur l'objet de la présente délibération,

► Le conseil d'administration approuve les capacités d'accueil en masters pour l'année universitaire 2024-2025, telles que présentées dans le document annexé à la présente délibération.

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*35*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*19*
Quorum :	*18*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*15*	*Abstention :*	*0*
Membres représentés :	*4*	*Pour :*	*19*
Nombre de votants :	*19*		

Fait à Chambéry, le 21 décembre 2023

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

PHILIPPE GALEZ ID
Signature numérique de PHILIPPE GALEZ ID
Date : 2023.12.21 19:40:26 +01'00'

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	22/12/2023
	Transmise au recteur de région académique le :	22/12/2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

Commission pédagogique du 30 novembre 2023
CFVU du CAC du 7 décembre 2023 - 18 votants : 18 favorables
CA du 19 décembre 2023 - 19 votants : 19 favorables

CAPACITES D'ACCUEIL Première année du 2ème cycle d'enseignement supérieur

ETABLISSEMENT : UNIVERSITE SAVOIE MONT BLANC

			Capacités d'accueil 2023-2024		Capacités d'accueil 2024-2025	
Composante ou domaine	Mention	Parcours	Capacité d'accueil limitée (CAL)**	Capacité offerte limitée (COL) ***	Capacité d'accueil limitée (CAL)**	Capacité offerte limitée (COL) ***
FD	Droit des affaires	Droit et contentieux de l'entreprise	20	17	20	17
FD	Droit des affaires	European and international business law	10	7	10	7
FD	Droit notarial	Droit notarial	20	17	20	17
FD	Droit privé	Droit du dommage corporel	20	17	20	17
FD	Droit privé	Métiers du droit et de la justice	22	17	22	17
FD	Droit public	Juriste conseil des administrations publiques	20	17	20	17
FD	Droit public	Métiers du droit et du développement durable de la montagne	20	17	20	17
FD	Droit international	Droit des relations transfrontalières	20	17	20	15
IAE	Management	Système d'information et innovation numérique	20	15	20	15
IAE	Management	Achats et logistique	25	25	25	25
IAE	Management	Economic and Business Analyst	15	12	15	12
IAE	Management	Direction administrative et financière	25	20	25	20
IAE	Management	European Master in Business Studies	30	0	40	5
IAE	Management	Commerce international - Management de zones export	25	23	23	20
IAE	Management	Amélioration de la performance industrielle	20	15	25	20
IAE	Management	Marketing - Cursus International	25	23	24	19
IAE	Management	Stratégie Digitale : marketing et communication spécialité Marketing de l'offre et de l'expérience client	22	18	20	20
IAE	Management	Stratégie Digitale : marketing et communication spécialité E-Business et communication	20	20	20	20
IAE	Management	Banque - Conseiller Clientèle de professionnels	25	23	30	28
IAE	Tourisme	Management de l'hôtellerie : revenue management	23	21	23	21
IAE	Tourisme	Management International de l'Hôtellerie	23	21	18	16
IAE	Tourisme	Management du tourisme durable	23	21	23	21
IAE	Tourisme	International business and tourism management	16	15	16	15
IAE	Tourisme	Management et ingénierie des événements	23	20	23	20
LLSH	Français langue étrangère	Français langue étrangère	35	30	32	27
LLSH	Langues étrangères appliquées	Internationalisation des organisations	35	30	35	30
LLSH	Langues étrangères appliquées	Analyse de crise et action humanitaire	35	28	35	28
LLSH	Langues étrangères appliquées	Développement et internationalisation des entreprises et des territoires	10	8	10	8
LLSH	Patrimoine et musées	Métiers du patrimoine	20	10	20	15
LLSH	Histoire	Sociétés et cultures, XVIe-XXIe siècles	18	18	18	18
LLSH	Mondes anciens	Histoire du monde gréco-romain classique et tardif	10	10	10	10
LLSH	Mondes médiévaux	Culture historique et mondes médiévaux	15	15	15	15
LLSH	Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales	Interculturalité et métiers de la culture	32	27	30	25
LLSH	Psychologie	Enfant et adolescent	27	23	27	23
LLSH	Psychologie	Neuropsychologie	30	26	30	26
LLSH	Psychologie	Prévention	19	15	19	15
LLSH	Psychologie	Ergonomie socio-cognitive des systèmes intelligents	20	15	20	15
LLSH	Sociologie	Sociologie et sciences sociales appliquées aux métiers des études et de l'enquête	20	17	20	17
POLYTECH	Ingénierie des systèmes complexes	Advanced mechatronics	20	5	20	5
POLYTECH	Energie solaire	Energy for solar buildings and cities	24	10	24	15
POLYTECH	Energie solaire	Solar energy, law, economics and management	12	5	12	8

4.2.4. Capacités d'accueil en deuxième cycle universitaire - 2024-2025

SCEM	Géographie	Géographie et montagnes	45	40	45	40
SCEM	Géoressources, géorisques, géotechnique	Géosciences appliquées à l'ingénierie de l'aménagement	24	20	24	20
SCEM	Géoressources, géorisques, géotechnique	Aléas	12	9	12	9
SCEM	Gestion de l'environnement	Sciences de l'environnement appliquées à la montagne	42	38		
SCEM	Gestion de l'environnement	Equipement, protection et gestion des milieux de montagne			18	16
SCEM	Gestion de l'environnement	Ecologie des milieux de montagne			12	11
SCEM	Gestion de l'environnement	Diagnostic de la contamination et restauration des écosystèmes			12	11
SCEM	Chimie	Chimie verte et éco-innovations	24	22	24	22
SCEM	Informatique		32	23	32	23
SCEM	Mathématiques et applications	Modélisation mathématique et analyse appliquée	35	25	35	25
SCEM	Physique					
SCEM	Réseaux et télécommunication	Électronique, systèmes embarqués et télécommunications	20	20	20	20
SCEM	Réseaux et télécommunication	Télécommunications et réseaux informatiques	20	20	20	20
SCEM	STAPS : ingénierie et ergonomie de l'activité physique		60	55	60	55
LLSH	MEEF Premier degré	Premier degré (CRPE)	120	120	120	120
LLSH	MEEF Second degré	Anglais (CAPES)	25	25	25	25
LLSH	MEEF Second degré	Lettres modernes (CAPES)	20	20	20	20
LLSH	MEEF Second degré	Lettres - Histoire et Géographie (CAPLP)				
LLSH / SCEM	MEEF Second degré	Histoire-Géographie (CAPES)	34	34	34	34
SCEM	MEEF Second degré	Mathématiques (CAPES)	36	36	36	36
SCEM	MEEF Second degré	Sciences physiques et chimiques (CAPES)	20	20	20	20
SCEM	MEEF Second degré	Education physique et sportive (CAPEPS)	30	30	30	30
LLSH / SCEM	MEEF, encadrement éducatif					
		TOTAL ETABLISSEMENT:	**1493**	**1267**	**1498**	**1278**

Pour les diplômes co-accrédités ou faisant l'objet de conventionnement avec un autre établissement, seules les capacités donnant lieu à inscriptions principales seront présentées.
Les masters MEEF sont présentés dans l'établissement porteur.
Pour les masters portés par convention avec l'ICLY, le préciser dans la dénomination du master
** Parcours: précision non obligatoire. La granularité obligatoire se fait au niveau de la mention*
*** CAL: nombre d'étudiants total pouvant être inscrit dans la formation*
*** COL: capacité offerte limitée: nombre d eplace offerte via la plateforme Mon Master

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 19 décembre 2023
N° 2023.12.19_4.2.5.

Point 4 – Formation et vie universitaire

4.2. Année universitaire 2023-2024

4.2.5. Attendus en masters

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L612-6 ;
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc approuvés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés ;
Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique en date du 7 décembre 2023 portant sur l'objet de la présente délibération ;

► ***Le conseil d'administration approuve les attendus en masters pour l'année universitaire 2024-2025, dont la liste est annexée à la présente délibération.***

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*35*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*19*
Quorum :	*18*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*15*	*Abstention :*	*0*
Membres représentés :	*4*	*Pour :*	*19*
Nombre de votants :	*19*		

Fait à Chambéry, le 21 décembre 2023

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

PHILIPPE GALEZ ID
Signature numérique de PHILIPPE GALEZ ID
Date : 2023.12.21 19:40:48 +01'00'

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	22/12/2023
	Transmise au recteur de région académique le :	22/12/2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

Commission pédagogique du 30 novembre 2023
CFVU du CAC du 7 décembre 2023 - 18 votants : 18 favorables
CA du 19 décembre 2023 - 19 votants : 19 favorables

ATTENDUS ET CRITERES GENERAUX D'EXAMEN DES CANDIDATURES
Première année du 2e cycle d'enseignement supérieur

ETABLISSEMENT : USMB

Composante	Mention	Parcours	Attendus	Mentions de Licence conseillées	Critères Généraux d'Examen des Candidatures	Modalités de recrutement *(Dossier, Entretien, Examen, Concours)*
FD	Droit des affaires	Droit et contentieux de l'entreprise	1 - Savoir mobiliser des compétences d'expression écrite et orale qui témoignent de qualités rédactionnelles et oratoires. L'essentiel de l'activité du juriste en droit des affaires reposant sur le conseil oral et rédaction d'actes, une parfaite maîtrise du français est exigée 2 - Disposer d'un niveau B2 minimum en anglais. Un haut niveau de compétence en langue anglaise est nécessaire 3 - Avoir des compétences en droit civil, en droit des affaires, en droit fiscal, en droit européen et international. La résolution de problèmes complexes requiert une grande maîtrise des matières fondamentales, dont l'approfondissement et la mise en application nécessite des bases solides 4 - Disposer de grandes capacités de travail. Cette formation nécessite une grande implication des étudiants, lesquels doivent être en mesure de mener des travaux individuels et collectifs en autonomie, étant ainsi les principaux acteurs de leur formation 5 - Avoir la capacité à mener un raisonnement juridique complexe et transversal L'objectif de la formation est de permettre aux étudiants de résoudre des problèmes complexes rencontrés dans les dossiers, nécessitant de mobiliser des connaissances et compétences dans des domaines variés du droit 6 - Avoir réfléchi à un projet professionnel en adéquation avec le programme de formation. La 2e année de cette formation étant proposée en alternance, le candidat doit disposer d'une grande capacité de travail, dans la perspective de mettre en pratique ses connaissances théoriques	Droit	* Niveau académique * Cohérences de la candidature avec le projet professionnel * Vérification des prérequis	Dossier Entretien éventuellement
FD	Droit des affaires	European and international business law	1 - Etre capable de communiquer/s'exprimer en anglais 2- Etre capable d'argumenter (à l'écrit et à l'oral), convaincre et expliquer 3- Etre capable de fournir des conseils juridiques à l'environnement commercial transnational et européen en particulier 4 - Etre capable d'expliquer les dernières questions et tendances du droit des affaires européen et international 5 - Etre capable d'analyser et évaluer les situations juridiques liées aux affaires 6 - Etre capable de traiter rapidement et efficacement les problèmes juridiques rencontrés par les entreprises 7 - Etre capable d'effectuer des recherches et faire des suggestions au législateur sur l'amélioration de la réglementation du milieu des affaires 8 - Etre capable d'apporter une expertise juridique et économique/arbitrage. 9 - Savoir établir et interpréter des contrats internationaux 10 - Etre capable de réaliser une prestation de conseils à l'international 11 - Etre capable d'apporter une approche multiculturelle du droit 12 - Etre capable d'appréhender l'environnement du client ou de l'entreprise dans sa globalité et sa transversalité (fiscale, sociale, concurrence, propriété industrielle, financier, sociétaire ou contractuelle, organisationnelle et managériale) 13 - Etre capable de modéliser une situation d'entreprise au regard des règles juridiques et fiscales 14 - Etre capable d'identifier et qualifier les objectifs et les contraintes de l'entreprise et du client 15- Comprendre les enjeux et complexités juridiques et économiques de l'intégration européenne 16- Avoir réfléchi à un projet professionnel en adéquation avec la formation internationale offerte par le Master	Droit	* Niveau académique * Cohérences de la candidature avec le projet professionnel * Vérification des prérequis	Dossier Entretien (en Anglais) éventuellement
FD	Droit notarial	Droit notarial	1 - Savoir mobiliser des compétences d'expression écrite et orale qui témoignent de qualités rédactionnelles et oratoires. L'essentiel de l'activité du notaire reposant sur le conseil oral et rédaction d'actes, une parfaite maîtrise du français est exigée 2 - Disposer d'un niveau B2 minimum en anglais. Un haut niveau de compétence en langue anglaise est nécessaire 3 - Avoir des compétences en droit civil, en droit des affaires, en droit fiscal français. La résolution de problèmes complexes nécessite une grande maîtrise des matières fondamentales du droit notarial français, dont l'approfondissement et la mise en application s'appuient nécessairement sur les bases solides 4 - Disposer de grandes capacités de travail Le master Droit notarial est une formation qui nécessite une grande implication des étudiants, lesquels doivent être en mesure de mener des travaux individuels et collectifs en autonomie, étant ainsi les principaux acteurs de leur formation 5 - Avoir la capacité à mener un raisonnement juridique complexe et transversal L'objectif de la formation est de permettre aux étudiants de résoudre des problèmes complexes rencontrés dans les dossiers, nécessitant de mobiliser des connaissances et compétences dans des domaines variés du droit 6 - Avoir réfléchi à un projet professionnel en adéquation avec le programme de formation La 2e année étant proposée en alternance, le candidat doit disposer d'une grande capacité de travail, dans la perspective de mettre en pratique, au sein d'une étude notariale, ses connaissances théoriques	Droit	* Niveau académique * Cohérences de la candidature avec le projet professionnel * Vérification des prérequis	Dossier Entretien éventuellement
FD	Droit privé	Droit du dommage corporel	1 - Maîtriser les connaissances des matières fondamentales du droit privé, en particulier en droit des obligations (notamment droit de la responsabilité civile) et en droit des personnes et de la famille, ainsi que dans les matières juridiques transversales (notamment droit et libertés fondamentaux). La résolution de problèmes complexes requiert une grande maîtrise des matières fondamentales, dont l'approfondissement et la mise en application nécessitent des bases solides 2 - Disposer des aptitudes permettant la compréhension, l'analyse et la synthèse d'un texte juridique ainsi que la mise en œuvre d'un raisonnement logique et conceptuel. 3 - Avoir la capacité à mener un raisonnement juridique complexe et transversal. L'objectif de la formation est de permettre aux étudiants de résoudre des problèmes complexes rencontrés dans les dossiers, nécessitant de mobiliser des connaissances et compétences dans des domaines variés du droit 4 - Etre intéressé par les questions médicales et psychologiques, notamment dans une perspective historique, sociétale ou politique 5 - Avoir réfléchi à un projet professionnel en adéquation avec le programme de formation. La 2e année étant proposée en alternance, le candidat doit disposer d'une grande capacité de travail, dans la perspective de mettre en pratique ses connaissances théoriques 6 - Savoir mobiliser des compétences d'expression écrite et orale qui témoignent de qualités rédactionnelles et oratoires. L'essentiel de l'activité de l'étudiant puis du professionnel exerçant dans le domaine du droit du dommage corporel repose essentiellement sur l'expression écrite et la communication orale, une parfaite maîtrise du français est exigée 7 - Disposer d'un niveau B2 minimum en anglais. Un haut niveau de compétence en langue anglaise est nécessaire 8 - Disposer de grandes capacités de travail et de la faculté d'organiser et planifier celui-ci. Cette formation nécessite une grande implication des étudiants, lesquels doivent être en mesure de mener des travaux individuels et collectifs en autonomie, étant ainsi les principaux acteurs de leur formation	Droit	* Niveau académique * Cohérences de la candidature avec le projet professionnel * Vérification des prérequis	Dossier Entretien éventuellement
FD	Droit privé	Métiers du droit et de la justice	1 - Savoir mobiliser des compétences d'expression écrite et orale qui témoignent de qualités rédactionnelles et oratoires. L'essentiel de l'activité de l'étudiant repose essentiellement sur l'expression orale et la rédaction d'actes, une parfaite maîtrise du français est exigée 2 - Disposer d'un niveau B2 minimum en anglais. Un haut niveau de compétence en langue anglaise est nécessaire dans le cadre du master, notamment pour pouvoir présenter les différents concours et examens professionnels 3 - Compétences dans les unités fondamentales et matières à TD de la licence droit. La résolution de problèmes complexes nécessite la maîtrise des matières fondamentales, dont l'approfondissement et l'application s'appuient sur des bases solides, un esprit critique et une vision pluridisciplinaire 4 - Disposer de grandes capacités de travail. Cette formation nécessite une grande implication des étudiants, lesquels doivent être en mesure de mener des travaux individuels et collectifs en autonomie, étant ainsi les principaux acteurs de leur formation 5 - Avoir la capacité à mener un raisonnement juridique complexe et transversal. L'objectif de la formation est de permettre aux étudiants de résoudre des problèmes complexes rencontrés dans les dossiers, nécessitant de mobiliser des connaissances et compétences dans des domaines variés du droit 6 - Avoir réfléchi à un projet professionnel en adéquation avec le programme de formation. La formation permettant l'accès à de nombreux examens et concours, le candidat doit s'être renseigné sur l'adéquation de la formation à son projet professionnel	Droit	* Niveau académique * Cohérences de la candidature avec le projet professionnel * Vérification des prérequis	Dossier Entretien éventuellement
FD	Droit public	Juriste conseil des administrations publiques	1 - Savoir mobiliser des compétences d'expression écrite et orale qui témoignent de qualités rédactionnelles et oratoires. L'essentiel de l'activité du juriste en droit public reposant sur le conseil oral et rédaction d'actes, une parfaite maîtrise du français est exigée 2 - Solides connaissances en droit public interne. Cet attendu marque l'importance de l'acquisition des matières fondamentales de la licence Droit et notamment dans le domaine du droit public 3 - Adéquation entre le cursus antérieur, le projet professionnel et la formation. Évaluation du parcours antérieur, résultats et motivation sont essentiels. La 2e année étant en alternance, le candidat doit disposer d'une grande capacité de travail, pour mettre en pratique ses connaissances théoriques 4 - Avoir la capacité à mener un raisonnement juridique complexe et transversal. L'objectif de la formation est de permettre aux étudiants de résoudre des problèmes complexes rencontrés dans les dossiers, nécessitant de mobiliser des connaissances et compétences dans des domaines variés du droit 5 - Disposer d'un niveau B2 minimum en anglais. Un haut niveau de compétence en langue anglaise est nécessaire	Droit | Administration publique | Administration économique et sociale	* Niveau académique * Cohérences de la candidature avec le projet professionnel * Vérification des prérequis	Dossier Entretien éventuellement
FD	Droit public	Métiers du droit et du développement durable de la montagne	1 - Savoir mobiliser des compétences d'expression écrite et orale qui témoignent de qualités rédactionnelles et oratoires. L'essentiel de l'activité du juriste reposant sur le conseil oral et rédaction d'actes, une parfaite maîtrise du français est exigée 2 - Solides connaissances en droit interne. Importance de la maîtrise des fondamentaux de licence en Droit (essentiellement en droit public). 3 - Adéquation entre le cursus antérieur, le projet professionnel et la formation. Parcours antérieur (diplômes, stages...), résultats et motivation sont pris en compte. Le projet professionnel doit être en lien avec les problématiques des territoires de montagne (enjeux sociaux, environnementaux ou économiques) 4 - Alternance : une importante capacité de travail est attendue. Le M2 étant proposé en alternance, il est recommandé d'avoir réfléchi à la question et de pouvoir mentionner un ou plusieurs organismes susceptibles d'accueil. L'alternance exige une très bonne capacité de travail pour mener de front études universitaires et pratique professionnelle. 5 - Capacité d'analyser les situations et de mener un raisonnement juridique transversal. Acteur de la co-construction des politiques territoriales, l'étudiant disposera de capacité d'analyse et d'initiative, résoudra des problèmes complexes, en mobilisant diverses connaissances et compétences 6 - Disposer d'un niveau B2 minimum en anglais. Un bon niveau de compétence en langue anglaise est requis.	Droit | Administration publique | Administration économique et sociale | Science politique	* Niveau académique * Cohérences de la candidature avec le projet professionnel * Vérification des prérequis	Dossier Entretien éventuellement
FD	Droit international	Droit des relations transfrontalières	1 - Savoir mobiliser des compétences d'expression écrite et orale de qualité. La maîtrise du français, écrit et oral, est une nécessité dans une formation juridique de haut niveau. Un niveau C1 en français est requis pour les candidats dont le français n'était pas la langue antérieure d'enseignement 2 - Disposer d'un niveau B2 minimum en anglais. Un haut niveau de compétence en anglais dans le domaine du droit international est exigé dès lors qu'un grand nombre d'enseignements sont en anglais lors de la première année de master qui intervient à Turin ou à Genève. 3 - Disposer de grandes capacités de travail. Cette formation nécessite une grande implication des étudiants, lors de l'année en mobilité ou lors de la deuxième année à Annecy. Les étudiants seront amenés à fournir un important travail personnel quel que soit leur projet professionnel 4 - Compétences en droit international et en droit européen. Capacité à penser les questions juridiques dans une perspective internationale ; Avoir suivi des cours de droit international et de droit européen ; mobilité à l'international appréciée.	Droit	* Niveau académique * Cohérences de la candidature avec le projet professionnel * Vérification des prérequis	Dossier Entretien
IAE	Management	Système d'information et innovation numérique - Formation alternance	1 - Vouloir comprendre les enjeux de la transformation numérique des entreprises et vouloir y contribuer 2 - Avoir un intérêt marqué pour les technologies numériques et le management 3 - Bien qu'il n'y ait pas de pré-requis particuliers attendus en informatique en entrée du master SIIN, être volontaire et intéressé pour développer des compétences en informatique (programmation logicielle, algorithmique, méthodes d'analyse de données, programmation web, ...) 4 - Avoir un bon niveau de français (expression écrite et orale) pour argumenter un raisonnement. Etre capable de produire une argumentation structurée ; avoir des capacités de synthèse 5 - Disposer de compétences en langue anglaise. Le domaine de l'informatique et du management requièrent obligatoirement des compétences en anglais pour évoluer dans des secteurs fortement mondialisés (B2 minimum) 6 - Disposer de compétences méthodologiques et comportementales afin d'être capable de travailler en autonomie mais aussi avec d'autres et de manière responsable. Etre capable d'organiser son travail, d'aller chercher et exploiter des ressources mises à disposition	Economie et gestion | Informatique | Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales | Mathématiques |Sciences et technologies | Sciences pour l'ingénieur I Licence Science du Numérique	* Niveau académique * Cohérences de la candidature avec le projet professionnel * Vérification des prérequis	Dossier Entretien

4.2.5. Attendus en masters

IAE	Management	Achats et logistique	1 - Disposer des compétences en économie/gestion Les métiers des achats et de la supply chain sont des métiers qui nécessitent de bien comprendre les enjeux économiques des marchés. Il est aussi nécessaire de pouvoir bien apprécier l'impact de ses actions. Ces sont des métiers de chiffres et de logique 2 - Savoir mobiliser des compétences en matière d'expression écrite et de raisonnement logique Les métiers visés sont des métiers où il faut convaincre les clients internes et les fournisseurs. Il faut donc être capables de produire une argumentation structurée (rédaction de rapports) 3 - Disposer de compétences méthodologiques et comportementales En Master l'apprentissage passe beaucoup par des travaux individuels et de groupes réalisés en autonomie. Il faut donc notamment être capable d'organiser son travail et de travailler en équipe 4 - Disposer de compétences en langues anglaise et une LV2 Les métiers visés sont des métiers où l'on travaille avec des partenaires internationaux. Les échanges sont le plus souvent en anglais (niveau B2 attendu). LV2 demandée. Une expérience à l'étranger est un plus 5 - Disposer de compétences et/ou d'un attrait pour l'industrie Les métiers visés sont présents principalement dans l'industrie. Une formation initiale dans le domaine industriel sera un plus. La curiosité pour les process industriels est une qualité essentielle 6 - Disposer d'une culture générale Les métiers visés sont des métiers du commerce international et sont donc fortement liés à l'actualité économique internationale et à la politique internationale. L'étudiant doit donc être en mesure de situer et comprendre les grands enjeux internationaux	Gestion| Economie et gestion| Langues étrangères appliquées|Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales|Sciences et technologies|Sciences pour l'ingénieur	* Niveau académique * Cohérences de la candidature avec le projet professionnel * Vérification des prérequis	Dossier Entretien
IAE	Management	Economic and Business Analyst	1 - Montrer un intérêt pour les méthodes quantitatives appliquées à l'économie ou la gestion 2 - Etre à l'aise avec l'outil informatique, voire avoir déjà fait de la programmation 3 - Maîtriser suffisamment l'anglais pour pouvoir suivre certains cours en langue anglaise 4 - Etre capable de communiquer et de s'exprimer clairement aussi bien à l'écrit qu'à l'oral	Economie| Gestion| Economie et gestion| Sciences sociales| Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales	* Niveau académique * Cohérences de la candidature avec le projet professionnel * Vérification des prérequis	Dossier Entretien
IAE	Management	Direction administrative et financière	1 - Bonne maîtrise de l'expression écrite et orale en français. Bon niveau d'anglais 2 - Bon niveau de culture économique et de raisonnement logique 3 - Intérêt pour le monde de la finance et celui de l'entreprise 4 - Haut niveau d'autonomie et grande rigueur dans ses engagements (assiduité, professionnalisme) 5 - Aptitude au travail en équipe 6 - Connaissances en comptabilité, droit, contrôle de gestion, analyse financière. Compétences analytiques indispensables à l'économie et à la gestion financière. Aptitudes à la compréhension et à l'analyse des données et des informations autour de la gestion administrative et financière	Economie| Gestion| Economie et gestion| Sciences sociales| Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales	* Niveau académique * Cohérences de la candidature avec le projet professionnel * Vérification des prérequis	Dossier Entretien
IAE	Management	European Master in Business Studies	1 - Posséder un bon voire très bon niveau dans l'ensemble des matières de licence et notamment dans les champs de l'économie et de la gestion 2 - Pouvoir fournir la preuve de la maîtrise de l'anglais au niveau minimum B2 du CECR. Les résultats des tests ne sont requis que si la première langue du candidat n'est pas l'anglais ou si la langue d'enseignement de son diplôme précédent n'est pas l'anglais. 3 - Disposer d'une bonne connaissance des logiciels informatiques les plus courants.	Economie et gestion | Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales	* Niveau académique * Motivation pour le programme * Cohérence de la candidature avec le projet professionnel	Dossier Entretien
IAE	Management	Commerce international - Management de zones export	1 - Disposer de compétences en anglais et dans une LV2. L'international ne se conçoit pas sans la maîtrise d'une voire plusieurs langues étrangères. Des compétences en anglais et en LV2 sont donc essentielles. Les expériences et/ou connaissances liées à l'international sont fortement appréciées 2 - Avoir suivi durant ses premières années d'étude des modules liés au CI, ou avoir été sensibilisé aux opérations internationales. Les enseignements requièrent que les étudiants aient vu auparavant les principales notions et outils du CI que ce soit lors d'une année académique ou lors d'un stage 3 - Savoir mobiliser des compétences en expression écrite, pouvoir argumenter un raisonnement. Etre capable de produire une argumentation structurée. Les métiers du CI impliquent la rédaction d'études nécessitant une argumentation structurée, des capacités de synthèse et un bon niveau de langue 4 - Disposer de compétences méthodologiques et comportementales afin d'être capable de travailler en autonomie et de manière responsable. En Master, l'étudiant doit être capable d'organiser son travail, d'aller chercher les ressources à sa disposition et de rechercher les temps de travail collectifs 5 - Disposer d'une culture générale. Les métiers du commerce international sont fortement liés à l'actualité économique internationale et à la politique internationale. L'étudiant doit donc être en mesure de situer et comprendre les grands enjeux internationaux	Gestion| Economie et gestion| Langues étrangères appliquées	* Niveau académique * Cohérences de la candidature avec le projet professionnel * Vérification des prérequis	Dossier Entretien (selon les cas)
IAE	Management	Amélioration de la performance industrielle	1 - Avoir les connaissances de base en Gestion Industrielle et Qualité : Connaître les méthodes de Gestion des flux : Gestion des Stocks, Planification des besoins (MRP), Juste-A-Temps (Kanban) et Ordonnancement (PERT). Connaître la fonction Logistique et les approches Qualité 2 - Avoir des connaissances sur les principes d'amélioration de la performance industrielle : Connaître les notions relatives à la Performance ; évaluation (indicateurs et Systèmes d'Indicateurs de Performance, Tableaux de Bord) et pilotage (aide à la décision), optimisation, amélioration et management 3 - Des prérequis informatiques sont recommandés : Une connaissance des outils essentiels autour des Systèmes d'Information et Bases de Données, des fonctionnalités de base de l'outil Excel (formules, tableaux et graphiques), ainsi qu'une ouverture sur les Technologies modernes sont recommandées 4 - Des prérequis en administration des entreprises sont recommandés : Une connaissance des grands principes d'Economie-Gestion, de Management et d'Organisation de l'entreprise est recommandée, de même que des notions de base en Gestion de projet~~et un niveau certifié en Anglais~~ 5 - Parfaite maîtrise de l'expression écrite et orale en français. Niveau certifié en anglais	Economie et gestion | Informatique|Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales| Mathématiques| Electronique, énergie électrique, automatique| Mécanique| Sciences et technologies|Sciences pour l'ingénieur	* Niveau académique * Cohérences de la candidature avec le projet professionnel * Vérification des prérequis	Dossier Entretien
IAE	Management	Marketing - Cursus International	1 - Connaissances solides en économie et gestion. Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou bachelor (grade de licence) incluant au moins une centaine de crédits ECTS relatifs à l'économie ou à la gestion. Bon niveau académique attendu. 2 - Appétence pour le marketing. Les candidats doivent démontrer un intérêt particulier pour les disciplines du marketing, dans leurs parcours académique et/ou professionnel. Ils/elles doivent attester d'une bonne connaissance des concepts et techniques les plus courants de cette discipline. 3 - Bon niveau d'anglais. Une partie des cours se déroulant en anglais, les candidats doivent attester d'un niveau satisfaisant dans cette langue, correspondant au minimum au niveau B2 selon le Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues. 4 - Orientation internationale. Les candidats doivent être engagés dans une démarche d'internationalisation de leurs parcours académiques et personnels. Ils/elles doivent avoir déjà étudié ou travaillé à l'étranger ; ou doivent démonter d'une forte motivation pour le faire à l'avenir.	Gestion| Economie et gestion| Langues étrangères appliquées	* Niveau académique * Cohérences de la candidature avec le projet professionnel * Vérification des prérequis	Dossier Entretien
IAE	Management	Stratégie Digitale : marketing et communication	1 - Disposer d'une culture générale et savoir mobiliser des compétences en matières d'expression écrite et de raisonnement logique. Bonne culture générale. Bonne culture des sciences de gestion. Capacité à l'abstraction et à la conception. Esprit critique. Curiosité. Esprit de synthèse 2 - Disposer des compétences de base en marketing et communication. Culture marketing (stratégique, opérationnel et mix). Culture de la communication (stratégique). Culture du digital (environnement digital). Culture commerciale (prospection, fidélisation). Culture numérique (texte, image, son) 3 - Avoir un projet professionnel clair et une forte motivation pour l'apprentissage en entreprise. Projet professionnel solide en lien avec la formation (alternance). Curiosité pour le monde de l'entreprise 4 - Pouvoir s'exprimer aisément en anglais. Niveau d'anglais fluide à l'écrit et à l'oral, B2 5 - Disposer de capacités d'adaptation et d'autonomie. Sens de l'organisation. Sens du collectif. Auto-discipline. Capacité à travailler en équipe	Gestion| Economie et gestion| Information-communication	* Niveau académique * Cohérences de la candidature avec le projet professionnel * Vérification des prérequis	Dossier Entretien
IAE	Management	Stratégie Digitale: E-Business et communication	2 - Disposer d'une culture générale et savoir mobiliser des compétences en matières d'expression écrite et de raisonnement logique. Bonne culture générale. Bonne culture des sciences de gestion. Capacité à l'abstraction et à la conception. Esprit critique. Curiosité. Esprit de synthèse 2 - Disposer des compétences de base en marketing et communication. Culture marketing (stratégique, opérationnel et mix). Culture de la communication (stratégique). Culture du digital (environnement digital). Culture commerciale (prospection, fidélisation). Culture numérique (texte, image, son) 3 - Avoir un projet professionnel clair et une forte motivation pour l'apprentissage en entreprise. Projet professionnel solide en lien avec la formation (alternance). Curiosité pour le monde de l'entreprise 4 - Pouvoir s'exprimer aisément en anglais. Niveau d'anglais fluide à l'écrit et à l'oral, B2 5 - Disposer de capacités d'adaptation et d'autonomie. Sens de l'organisation. Sens du collectif. Auto-discipline. Capacité à travailler en équipe	Gestion| Economie et gestion| Information-communication	* Niveau académique * Cohérences de la candidature avec le projet professionnel * Vérification des prérequis	Dossier Entretien
IAE	Management	Banque - Conseiller Clientèle de professionnels	1 - Parfaite maîtrise de l'expression écrite et orale, indispensable pour gérer les relations commerciales 2 - Bon niveau de culture économique, permettant à l'étudiant de situer son action professionnelle dans une vision élargie de son métier et d'apparaître comme un interlocuteur crédible et cultivé 3 - Intérêt pour le monde de la finance et pour celui de l'entreprise 4 - Haut niveau d'autonomie et une grande rigueur dans ses engagements (assiduité, professionnalisme) 5 - Capacité à travailler en équipe 6 - Connaissances scientifiques et professionnelles : Maîtrise des bases de la comptabilité et de l'analyse financière. Connaissance des principaux mécanismes économiques et financiers. Minimum de pratique de la relation commerciale (études, stages, expériences de terrain...)	Administration économique et sociale| Droit| Economie| Economie et gestion| Mathématiques appliquées aux sciences humaines et sociales	* Niveau académique * Cohérences de la candidature avec le projet professionnel * Vérification des prérequis	Dossier Entretien
IAE	Tourisme	Management de l'hôtellerie - Revenue Management	1 - Etre titulaire d'une licence 3 (ou supérieur) dans le domaine de l'économie, la gestion d'entreprise, la gestion en hôtellerie/tourisme 2 - Un bon niveau d'expression écrite / orale en général en français (niveau C2), anglais (niveau B2), LV2 obligatoire (allemand, espagnol ou italien – niveau B1). Pas de Français Langue Etrangère (FLE) 3 - Bon niveau académique général, en particulier en gestion d'entreprise (gestion, comptabilité, management) ainsi qu'une bonne culture générale, un esprit d'ouverture sur l'actualité et le monde professionnel, et une capacité à travailler en autonomie 4 - Expérience professionnelle souhaitée en lien avec le secteur d'activités visé (hôtellerie, tourisme, Revenue Management, Pricing). Forte motivation pour se développer dans ces métiers, en France ou à l'étranger	Economie| Gestion| Economie et gestion| Administration économique et sociale|~~Géographie et aménagement| Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales| Langues étrangères appliquées~~	* Niveau académique * Cohérences de la candidature avec le projet professionnel * Vérification des prérequis	Dossier Entretien (si nécessaire, en français et éventuellement en langue étrangère) ~~Examen~~
IAE	Tourisme	Management International de l'Hôtellerie	1 - Être titulaire d'une Licence/bachelor (ou supérieur) dans le domaine de l'économie, la gestion d'entreprise en cursus général ou licence/bachelor en hôtellerie/tourisme assorti d'une expérience et/ou connaissance du domaine de l'hôtellerie et du tourisme 2 - Un bon niveau issu de l'enseignement supérieur dans le domaine des sciences de gestion en relation avec l'attente des entreprises hôtelières : être apte à comprendre et pratiquer la gestion d'entreprise dans ses différents aspects (gestion financière, marketing, ressources humaines) 3 - La spécificité du secteur d'activité (hôtellerie/tourisme) invite une réelle motivation pour travailler dans ces entreprises. Une expérience pratique en entreprise hôtelière (stages ...) serait un plus ainsi qu'un bon niveau en anglais et 2e langue étrangère (allemand, espagnol et/italien) 4 - Avoir un bon niveau d'expression écrite et orale pouvant être démontré par la rédaction d'écrits et/ou la soutenance orale de projets universitaires ou professionnels. Le/la candidat(e) devra disposer d'une capacité d'analyse et d'un recul critique vis-à-vis d'un objet d'étude particulier	Economie| Gestion| Economie et gestion| Administration économique et sociale| Géographie et aménagement| Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales| Langues étrangères appliquées	* Niveau académique * Cohérences de la candidature avec le projet professionnel * Vérification des prérequis	Dossier Entretien (si nécessaire, en français et éventuellement en langue étrangère) ~~Examen~~
IAE	Tourisme	Management du Tourisme durable	1 - Avoir une base de connaissances en gestion (management de projet, analyse financière, ressources humaines, marketing...) attestée par un bon niveau académique et/ou des projets professionnels centrés sur au moins une des composantes fondamentales de la gestion 2 - Démontrer un réel intérêt pour les principes du développement durable et la problématique de la transition écologique des structures touristiques. Cet intérêt devra idéalement être éprouvé par un stage, une expérience professionnelle, une expérience bénévole ou un projet professionnel ou personnel 3 - Le/la candidat(e) devra disposer d'un bon niveau en pratique de langues étrangères et s'intéresser à l'actualité touristique internationale. Idéalement, une certification en langues pourrait attester de ces compétences internationales. Langue anglaise (niveau B2) Et une langue étrangère (allemand, espagnol et/italien - B1) 4 - Avoir une bonne capacité d'analyse et d'un recul critique vis-à-vis d'un objet d'étude particulier	Economie| Gestion| Economie et gestion| Administration économique et sociale| Géographie et aménagement| Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales| Langues étrangères appliquées	* Niveau académique * Cohérences de la candidature avec le projet professionnel * Vérification des prérequis	Dossier Entretien (si nécessaire, en français et éventuellement en langue étrangère) ~~Examen~~
IAE	Tourisme	International business and tourism management	1 - Avoir une connaissance solide en gestion (management de projet, analyse financière, ressources humaines, marketing, négociation commerciale...) attestée par un bon niveau académique et/ou des projets professionnels centrés sur au moins une des composantes fondamentales de la gestion 2 - Démontrer un intérêt général pour le développement business, la pratique managériale, et l'art de la performance de vente. Savoir également adresser la pluralité des défis de toute forme d'organisation de l'industrie du tourisme. Cet intérêt devra être éprouvé par une expérience professionnelle 3 - Est attendu un profil international avec un excellent niveau d'expression écrite / orale (C2) en français, dans la langue anglaise (B2) et une seconde langue (espagnol, italien et/ou allemand - B1). Présence de compétences interculturelles et aisance naturelle à naviguer sur la scène internationale 4 - Avoir une bonne capacité d'analyse et d'un recul critique vis-à-vis d'un objet d'étude particulier	Economie| Gestion| Economie et gestion| Administration économique et sociale| Géographie et aménagement| Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales| Langues étrangères appliquées	* Niveau académique * Cohérences de la candidature avec le projet professionnel * Vérification des prérequis	Dossier Entretien (si nécessaire, en français et éventuellement en langue étrangère) ~~Examen~~
IAE	Tourisme	Management et ingénierie des événements	1 - Le parcours académique précédent doit contenir de la gestion (par exemple : marketing, comptabilité, théorie des organisations ou économie d'entreprise, etc.), soit en matière principale, ou en complément d'un autre enseignement 2 - Un niveau en anglais de type B2 (référentiel européen) est attendu à l'entrée du Master 1. Un niveau de type B1 est attendu dans une deuxième langue (espagnol, italien, allemand). C'est surtout la capacité à s'exprimer et à communiquer efficacement dans une langue étrangère qui sera évaluée 3 - Une connaissance du secteur de l'événementiel est attendue (stages ou de bénévolats évènementiels, travaux de groupe, ou engagement associatif). Le candidat doit s'être investi dans l'organisation d'événements pour valider que ce secteur correspond à son souhait et à son projet professionnel 4 - Avoir un bon niveau d'expression écrite et orale pouvant être démontré par la rédaction d'écrits et/ou la soutenance orale de projets universitaires ou professionnels. Le/la candidat(e) devra également disposer d'une capacité d'analyse et d'un recul critique vis-à-vis d'un objet d'étude particulier	Economie| Gestion| Economie et gestion| Administration économique et sociale| Géographie et aménagement| Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales| Langues étrangères appliquées	* Niveau académique * Cohérences de la candidature avec le projet professionnel * Vérification des prérequis	Dossier Entretien (si nécessaire, en français et éventuellement en langue étrangère) ~~Examen~~

4.2.5. Attendus en masters

LLSH	Français langue étrangère	Français langue étrangère	1 - Disposer d'un bon niveau académique général dans le domaine des lettres et sciences humaines (préférentiellement sciences du langage, littératures, LEA, sciences de l'éducation) 2 – Démontrer des compétences approfondies d'expression écrite et orale en français (attestées par un DALF C1 minimum pour les candidat.es originaires d'un pays où le français n'est pas la langue de scolarisation) 3 – Présenter de bons résultats dans les cours de linguistique, de grammaire (préférentiellement française) et de didactique du FLE suivis antérieurement 4 - Avoir suivi des cours de FLE en licence (parcours FLE L3) OU avoir validé un DUFLE OU disposer d'une expérience bénévole ou salariée en lien avec l'enseignement des langues-cultures (préférentiellement FLE) 5 – Pour les candidat.es français, avoir vécu une expérience de mobilité internationale (échange erasmus, stage à l'étranger, assistanat linguistique, etc.)	Sciences du Langage | Lettres | Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales | Langues étrangères appliquées | Sciences de l'Education	* Moyennes semestrielles obtenues dans l'ensemble du parcours universitaire antérieur * Notes des cours de linguistique, grammaire française, didactique du FLE * Durée et qualité de l'expérience professionnelle en lien avec le FLE (le cas échéant) * Qualité de la rédaction du CV et de la lettre de motivation * Résultats détaillés à l'examen du DALF C1 ou C2 pour les candidats originaires d'un pays où le français n'est pas la langue de scolarisation. Le TCF n'est pas accepté.	Dossier
LLSH	Langues étrangères appliquées	Internationalisation des organisations	1 - Maîtrise de l'anglais 2 - Maîtrise d'une seconde langue étrangère (parmi l'italien, l'espagnol, l'allemand et le français pour étrangers) 3 - Des connaissances en économie, gestion, géopolitique et relations internationales 4 - Bonne culture générale 5 - Projet professionnel réfléchi et orienté vers l'international	Langues étrangères appliquées| Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales (bi-langues)	* Bon niveau académique * Niveau B2 minimum dans 2 langues étrangères * Connaissances en économie-gestion * Notes obtenues en Licence * Expériences professionnelles * Motivation * Projet professionnel	Dossier Entretien éventuel après examen du dossier
LLSH	Langues étrangères appliquées	Analyse de crise et action humanitaire	1 - Maîtrise de l'anglais 2 - Maîtrise d'une seconde langue étrangère (parmi l'italien, l'espagnol, l'allemand et le français pour étrangers) 3 - Des connaissances en économie, gestion, géopolitique et relations internationales 4 - Bonne culture générale 5 - Projet professionnel réfléchi et orienté vers la solidarité internationale (humanitaire d'urgence ou de développement) 6 - Étudiants issus de licence LEA, de la double licence droit / Lea, de licence d'économie et de gestion ou de sociologie	Langues étrangères appliquées| Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales (bi-langues)	* Bon niveau académique * Niveau B2 minimum dans 2 langues étrangères * Connaissances en économie-gestion * Notes obtenues en Licence * Expériences professionnelles * Motivation| Projet professionnel	Dossier Entretien éventuel après examen du dossier
LLSH	Langues étrangères appliquées	Développement et internationalisation des entreprises et des territoires	1 - Maîtrise de l'anglais, du français et de l'italien 2 - Des connaissances en économie et gestion, en géopolitique et relations internationales 3 - Bonne culture générale	Langues étrangères appliquées| Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales (bi-langues, italien)	* Bon niveau académique * Niveau B2 minimum dans 2 langues étrangères dont l'ita.Lien obligatoire * Connaissances en économie-gestion * Notes obtenues en Licence * Expériences professionnelles * Motivation * Projet professionnel	Dossier Entretien éventuel après examen du dossier
LLSH	Patrimoine et musées	Métiers du patrimoine	1 - Compétences solides en histoire générale 2 - Goût de l'archive et des capacités d'analyse historique de divers documents écrits, matériels, immatériels 3 - Curiosité pour les différents types de patrimoine, et pour les techniques d'exposition, de scénographie des événements culturels	Histoire| Histoire de l'art et archéologie	* Bon niveau académique général * Niveau d'Italien a minima B2 pour le double diplôme	Dossier
LLSH	Histoire	Sociétés et cultures, XVIe-XXIe siècles	1 - Disposer d'une solide culture historique. 2 - Disposer d'une aptitude à la rédaction, dans la perspective de la réalisation d'un mémoire de recherche.	Histoire| Histoire de l'art et archéologie	* Bon niveau académique général * Niveau d'Italien a minima B2 pour le double diplôme	Dossier
LLSH	Mondes anciens	Histoire du monde gréco-romain classique et tardif	1 - Bon niveau académique dans sa discipline de spécialité 2 - Formation en Histoire, Lettres classiques, Histoire de l'art et archéologie 3 - Formation ou expérience acquise dans le domaine des sciences de l'Antiquité 4 - Goût pour la recherche et pour l'Antiquité 5 - Bon niveau de compétences rédactionnelles, de lecture 6 - Connaissance élémentaire ou avancée d'une langue ancienne appréciée mais non indispensable	Histoire| Histoire de l'art et archéologie	* Bon niveau académique * Formation ou expérience acquise dans le domaine de l'Antiquité * Connaissance langue ancienne * Cohérence du projet	Dossier
LLSH	Mondes médiévaux	Culture historique et mondes médiévaux	1 - Bon niveau académique dans sa discipline de spécialité 2 - Goût pour la recherche en histoire médiévale 3 - Bon niveau de compétences rédactionnelles 4 - Connaissance élémentaire ou avancée d'une langue ancienne appréciée mais non indispensable 5 - Développement dans la lettre de motivation d'un projet de recherche	Histoire| Histoire de l'art et archéologie	* Bon niveau académique général| Sciences auxiliaires du moyen-âge ou grec ou latin ou arabe	Dossier
LLSH	Langues, littératures et civilisa	Interculturalité et métiers de la culture	1 - Avoir un bon niveau académique dans sa discipline de spécialité 2 - Disposer de connaissances solides dans la langue et la culture étrangères choisies 3 - Avoir un bon niveau de compétences rédactionnelles 4 - Savoir travailler en équipe et de manière autonome 5 - Savoir mobiliser les connaissances culturelles pour travailler dans le secteur de la culture et du tourisme 6 - Avoir une bonne maîtrise des méthodologies du travail universitaire 7 - Avoir le goût pour la recherche autour de sujets littéraires, civilisationnels et interculturel	Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales (anglais, italien ou bilangue anglais-italien) | Langues étrangères appliquées (anglais, italien ou bilangue anglais-italien)	* Bon niveau académique général * Niveau B2 minimum en français * Niveau B2 minimum en anglais et/ ou en espagnol et/ou italien	Dossier
LLSH	Psychologie	Enfant et adolescent	1 - Intérêt pour la psychologie du développement 2 - Intérêt pour l'enfant et l'adolescent 3 - Qualités humaines et capacités relationnelles 4 - Aptitude à la démarche scientifique 5 - Qualités rédactionnelles	Psychologie (obligatoire pour l'obtention du titre)	* Bon niveau académique général en licence * Bon niveau académique relatif à la psychologie du développement, cognitive & clinique * Projet professionnel en adéquation avec les objectifs de la formation	Dossier
LLSH	Psychologie	Neuropsychologie	1 - Intérêt pour la neuropsychologie 2 - Qualités humaines et capacités relationnelles 3 - Aptitude à la démarche scientifique 4 - Qualités rédactionnelles	Psychologie (obligatoire pour l'obtention du titre)	* Bon niveau académique général en licence * Bon niveau académique relatif à la neuropsychologie, psychologie cognitive & clinique * Projet professionnel en adéquation avec les objectifs de la formation	Dossier
LLSH	Psychologie	Prévention	1 - Intérêt pour la psychologie de la prévention et de la promotion de la santé 2 - Intérêt pour la psychologie de la santé physique et mentale 3 - Intérêt pour la méthodologie de projet et la gestion de projet 4 - Intérêt pour la psychologie empirique et les données probantes 5 - Qualités humaines et capacités relationnelles 6 - Aptitude à la démarche scientifique 7 - Qualités rédactionnelles	Psychologie (obligatoire pour l'obtention du titre)	* Bon niveau académique général en licence * Projet professionnel en adéquation avec les objectifs de la formation	Dossier
LLSH	Psychologie	Ergonomie socio-cognitive des systèmes intelligents	1 - Intérêt pour la psychologie et la pluridisciplinarité 2 - Intérêt pour la robotique et l'intelligence artificielle 3 - Intérêt pour la méthodologie de projet et la gestion de projet 4 - Intérêt pour l'ergonomie et les neurosciences 5 - Qualités humaines et capacités relationnelles 6 - Aptitude à la démarche scientifique et au travail en équipe 7 - Très bonnes qualités rédactionnelles	Psychologie (obligatoire pour l'obtention du titre) ou Licence de Sociologie ou Information et Communication ou Informatique.	* Bon niveau académique général en licence * Projet professionnel en adéquation avec les objectifs de la formation	Dossier
LLSH	Sociologie	Sociologie et sciences sociales appliquées aux métiers des études et de l'enquête - Classique et alternance	1 - Détenir une réelle capacité à répondre aux attendus universitaires 2 - Développer un projet d'étude ou de recherche en cohérence avec le référentiel du Master 3 - S'engager impérativement, pour les candidats en alternance ou devant faire un stage, dans une réelle dynamique de recherche de structures pouvant les accueillir en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation, voire de recherche d'un stage de longue durée 4 - Pour une candidature en FC, s'assurer de la faisabilité de l'inscription auprès de l'employeur	Sociologie| Droit, économie| Administration économique et sociale| Science politique| Sciences sanitaires et sociales| Humanités| Histoire| Géographie et aménagement| Psychologie| Sciences de l'éducation| Sciences sociales| Sciences de l'homme, anthropologie, ethnologie|Information-[illegible]	Pertinence et qualité de l'objet d'étude ou de recherche envisagé par le candidat * Qualité du dossier de sélection et entretien * Dossier + lettre de motivation * Indication concernant l'objet d'étude ou de recherche en lien avec le référentiel de la formation * Indication de la structure et du lieu du contrat ou du stage négocié ou envisagé * Indications précises des conditions de financement ou de co-financement qui ont été arrêtées ou	Dossier Entretien éventuel après examen du dossier
POLYTECH	Ingénierie des systèmes comp	Advanced mechatronics	1 - It is necessary to possess scientific expertise: ability to analyse & pose a problem, ability to carry out a reasoning, capacity for abstraction, logic & modelling, good command of a core of disciplinary knowledge in engineering sciences & associated experimental methods 1 - Il est nécessaire de posséder une expertise scientifique : capacité à analyser, à poser un problème, à mener un raisonnement, capacité à l'abstraction, logique, modélisation, bonne maîtrise d'un socle de connaissances disciplinaires en sciences de l'ingénieur et méthodes expérimentales associées 2 - It is necessary to possess communication and English language skills : ability to communicate in writing & orally in a rigorous & adapted manner, ability to document oneself, all in English, English language mastered at least at a B2 level 2 - Il est nécessaire de posséder des compétences en communication et en anglais : capacité à communiquer à l'écrit et à l'oral de manière rigoureuse et adaptée, capacité à se documenter, le tout en anglais, langue anglaise maîtrisée au moins au niveau B2 3 - It is necessary to possess methodological and behavioural skills: intellectual curiosity, ability to organise & conduct learning independently, ability to plan personal work & to stick to it over time, ability to adopt new digital tools, appetite for collaborative work in an international context 3 - Il est nécessaire de posséder des compétences méthodologiques et comportementales : capacité à organiser et conduire des apprentissages de manière autonome, capacité à planifier un travail personnel et à s'y tenir dans le temps, capacité à s'approprier de nouveaux outils numériques, curiosité intellectuelle, appétence pour le travail collaboratif dans un contexte international	Sciences pour l'ingénieur|Sciences et technologies|Mécanique|Electronique, énergie électrique, automatique|Informatique| Physique| Physique, chimie	* Parcours antérieur en adéquation * Notes * Classement * Niveau d'anglais * Lettre de motivation * Projet professionnel	Dossier Entretien éventuel après examen du dossier
POLYTECH	Energie solaire	Energy for solar buildings and cities	1 - Disposer d'une bonne culture générale et savoir mobiliser des compétences en matière de raisonnement logique et d'expression : bonne culture générale, capacité à l'abstraction et à la conception, esprit critique, esprit de synthèse, curiosité, maîtrise des bases de la communication écrite et orale 2 - Disposer des compétences de base en sciences physiques pour ingénieur : savoir mobiliser les concepts fondamentaux pour modéliser, analyser et résoudre un problème. ; manipuler les principaux outils mathématiques ; identifier et mener en autonomie les différentes étapes d'une démarche expérimentale 3 - Disposer des compétences de base en énergie : avoir une culture générale et connaitre les principaux concepts autour de l'énergie, en particulier de la maitrise de l'énergie et de l'énergie solaire ; avoir les bases de la thermodynamique et des transferts de chaleur 4 - Avoir une motivation pour le domaine de la transition énergétique et des énergies renouvelables : projet professionnel en lien avec la formation ; attrait pour la recherche, développement, innovation ; curiosité pour les enjeux sociétaux liés à la transition énergétique et au solaire 5 - Disposer de capacités d'adaptation et d'autonomie : sens de l'organisation, sens du collectif, auto-discipline, capacité à travailler en équipe multidisciplinaire et pluriculturelle, ouverture d'esprit, ouverture internationale 6 - Disposer d'un niveau d'anglais fluide à l'écrit et à l'oral (niveau B2)	Physique| Physique, chimie| Génie civil| Sciences et technologies|Sciences pour l'ingénieur | Mécanique | Sciences et Technologies	* Parcours antérieur en adéquation * Notes * Classement * Niveau d'anglais * Lettre de motivation * Projet professionnel	Dossier Entretien éventuel après examen du dossier

4.2.5. Attendus en masters

POLYTECH	Energie solaire	Solar energy, law, economics and management	1 - Disposer d'une bonne culture générale et savoir mobiliser des compétences en matière de raisonnement logique et d'expression : bonne culture générale, capacité à l'abstraction et à la conception, esprit critique, esprit de synthèse, curiosité, maîtrise des bases de la communication écrite et orale 2 - Disposer des compétences générales en économie et/ou gestion et/ou droit : savoir mobiliser les principaux concepts de l'économie, de la gestion et du droit, les méthodes et les outils quantitatifs d'analyse 3 - Savoir appréhender et situer les différents leviers d'action de la politique économique ou énergétique 4 - Disposer d'une culture générale, et d'une connaissance des concepts et des outils dans les champs de la stratégie du marketing, de l'économie, du droit, du traitement des données 5 - Avoir une motivation pour le domaine de la transition énergétique et des énergies renouvelables : projet professionnel en lien avec la formation ; un certain goût pour la recherche, développement, innovation ; curiosité pour les enjeux sociétaux liés à la transition énergétique et au solaire 6 - Disposer de capacités d'adaptation et d'autonomie : sens de l'organisation, sens du collectif, auto-discipline, capacité à travailler en équipe multidisciplinaire et pluriculturelle, ouverture d'esprit, ouverture internationale 7 - Disposer d'un niveau d'anglais fluide à l'écrit et à l'oral et d'une appétence pour les langues	Licence en économie et/ou gestion | AES| droit| géographie et aménagement	* Parcours antérieur en adéquation * Notes * Classement * Niveau d'anglai * Lettre de motivation * Projet professionnel	Dossier Entretien éventuel après examen du dossier
SCEM	Géographie	Géographies et montagnes	1 - Intérêt pour les questions de société, les problématiques environnementales, l'aménagement et l'occupation des espaces, le tourisme et les mobilités, notamment en montagne, qui font appel à des notions relevant de la géographie, des sciences de la vie et de la terre, de la sociologie et du droit 2 - Savoir caractériser l'organisation, le fonctionnement et l'interaction des sociétés et de l'environnement à différentes échelles, développer un regard critique sur les dynamiques géographiques pour répondre aux grands enjeux sociétaux et environnementaux 3 - Savoir utiliser les outils de l'analyse géographique : cartographier et représenter l'espace, collecter de façon raisonnée des données de terrain, créer une bibliographie sur une thématique ou un projet, utiliser les outils d'analyse d'informations à références spatiales (SIG) 4 - Savoir mener une démarche de projet, réaliser des études de terrain, mettre en oeuvre les éléments relatifs à la conception, la planification et la programmation d'une analyse géographique 5 - Savoir mobiliser des compétences en matière d'expression écrite et orale afin de pouvoir argumenter un raisonnement, valoriser, transmettre et produire de la connaissance géographique 6 - Etre en mesure de se projeter dans un projet professionnel et savoir en caractériser les prérequis pour le mettre en oeuvre	Géographie et aménagement	- Résultats et cursus - Lettre de motivation	Dossier
SCEM	Géoressources, géorisques, gé	Géosciences Appliquées à l'Ingénierie de l'Aménagement	1 - Le M1 GAIA est accessible aux diplômés des licences de Sciences de la Terre, ainsi que de Physique, Mécanique, Génie Civil. Il suppose des prérequis en géologie, hydrogéologie, mathématiques, physique, mécanique. Une remise à niveau est assurée dans ces matières en début d'année. 2 - Géologie : Principes fondamentaux ; lecture de carte topographique et géologique ; réalisation de coupes géologiques ; éléments de pétrographie ; capacité d'observation naturaliste 3 - Hydrologie, Hydrogéologie : Bilan de bassin versant, maîtrise des concepts d'évapotranspiration et d'infiltration, bases de chimie des eaux, charges hydrauliques, pressions, théorème de Bernoulli, carte piézométrique, coupe piézométrique 4 - Mathématiques : pratique de la trigonométrie, des bases du calcul algébrique, intégration et dérivation, géométrie vectorielle, algèbre linéaire (vecteurs et matrices, opérations), résolution des équations différentielles à coefficients constants 5 - Physique-Mécanique : forces, moments, notion d'équilibre, principe fondamental de la dynamique, notions de champ et de potentiel. Représentations graphiques de données, résultats, fonctions	Sciences de la Terre| Physique|Mécanique|Génie civil	* Résultats et cursus * Lettre de motivation * Projet professionnel	Dossier Entretien éventuel après examen du dossier
SCEM	Géoressources, géorisques, gé	Aléas	1 - Le M1 Aleas est accessible aux diplômés des licences de Sciences de la Terre, ainsi que de Physique, Mécanique, Génie Civil. Il suppose des prérequis en géologie, hydrogéologie, mathématiques, physique, mécanique. Une remise à niveau est assurée dans ces matières en début d'année. 2 - Géologie : Principes fondamentaux ; lecture de carte topographique et géologique ; réalisation de coupes géologiques ; éléments de pétrographie ; capacité d'observation naturaliste 3 - Hydrologie, Hydrogéologie : Bilan de bassin versant, maîtrise des concepts d'évapotranspiration et d'infiltration, bases de chimie des eaux, charges hydrauliques, pressions, théorème de Bernoulli, carte piézométrique, coupe piézométrique 4 - Mathématiques : pratique de la trigonométrie, des bases du calcul algébrique, intégration et dérivation, géométrie vectorielle, algèbre linéaire (vecteurs et matrices, opérations), résolution des équations différentielles à coefficients constants 5 - Physique-Mécanique : forces, moments, notion d'équilibre, principe fondamental de la dynamique, notions de champ et de potentiel. Représentations graphiques de données, résultats, fonctions 6- Compétences en communication : communiquer à l'écrit et à l'oral de manière rigoureuse et adaptée ; se documenter en français et en anglais ; écrire et parler l'anglais scientifique	Sciences de la Terre| Physique|Mécanique|Génie civil	* Résultats et cursus * Lettre de motivation * Projet professionnel	Dossier Entretien éventuel après examen du dossier
SCEM	Gestion de l'environnement	Sciences de l'environnement appliquées à la montagne	1 - Disposer de solides compétences scientifiques de niveau licence en chimie ; chimie-physique ; Sciences de la vie ou Ecologie ; sciences de la nature et/ou des sociétés 2 - Disposer d'une appétence marquée pour des approches interdisciplinaires des problèmes écologiques et environnementaux (géosciences, hydrosciences, écologie, chimie de l'environnement, aménagement des territoires...) 3 - Marquer un intérêt pour les environnements de montagne 4 - Disposer de compétences en communication. Cette mention nécessite en effet une capacité à communiquer à l'écrit et à l'oral de manière rigoureuse, adaptée, et professionnelle 5 - Disposer des compétences en anglais permettant des échanges professionnels (écrit et oral) 6 - Disposer de compétences méthodologiques et comportementales. Cette mention requiert une curiosité intellectuelle, une capacité à s'organiser et à conduire ses apprentissages	Sciences de la vie et de la Terre | Sciences de la Terre | Sc	* Résultats et cursus * Lettre de motivation * Projet professionnel	Dossier
SCEM	Chimie	Chimie verte et éco-innovations	1 - La réussite en première année du Master Chimie Verte et Eco-Innovations nécessite la maîtrise de connaissances et compétences acquises en Licence, une bonne connaissance des débouchés de chaque filière universitaire ainsi qu'un engagement du futur étudiant dans son projet professionnel choisi 2 - Connaissances théoriques fondamentales en chimie de niveau Licence: maîtrise des savoirs disciplinaires dans les grands domaines de la chimie, en particulier en chimie organique, chimie inorganique, analytique, thermodynamique, etc. Des notions en génie des procédés sont souhaitables 3 - Compétences pour résoudre des problématiques dans les domaines scientifiques : capacité à analyser, poser une problématique et mener un raisonnement, capacité d'abstraction, de logique et de modélisation ; savoir mobiliser ses connaissances disciplinaires pour répondre à un problème 4 - Compétences expérimentales en chimie : élaborer et mettre en œuvre une démarche expérimentale dans les domaines de la chimie ; maîtriser les gestes expérimentaux en chimie ; être responsable vis-à-vis des normes de sécurité en laboratoire ; savoir utiliser les appareils de mesure les plus courants 5 - Compétences en communication : communiquer à l'écrit et à l'oral de manière rigoureuse et adaptée ; se documenter en français et en anglais ; écrire et parler l'anglais scientifique 6 - Compétences méthodologiques et comportementales : montrer une curiosité intellectuelle, une capacité à s'organiser et à conduire ses apprentissages ; être autonome dans l'organisation de son travail, l'analyse, la recherche et l'exploitation d'informations ; savoir rédiger un rapport 7 - Intérêt fort pour l'environnement et les enjeux de la transition écologique et du développement durable	Chimie|Physique, chimie|Sciences de la vie|~~Sciences de la Terre|Sciences de la vie et de la Terre~~ Chimie et Physique|Chimie et science de la vie|chimie, biologie	* Résultats cursus suivi et adéquation au cursus demandé * Lettre de motivation * Projet professionnel	Dossier
SCEM	Informatique		1 - Etre titulaire d'une Licence de Mention Informatique 2 - Etre capable d'analyser et poser une problématique, capacité d'abstraction, de logique et de modélisation 3 - Maîtriser l'ensemble des concepts de programmation (impérative, fonctionnelle, objet, web) et des bases de données (relationnelles, noSQL) 4 - Etre capable de travailler en équipe, maîtriser les concepts agiles de la gestion de projet, communiquer à l'écrit et à l'oral de manière rigoureuse et adaptée, une bonne aptitude à communiquer en anglais	Informatique	* Résultats et cursus * Lettre de motivation * Projet professionnel	Dossier
SCEM	Mathématiques et applications	Modélisation mathématique et analyse appliquée	1 - Maîtriser les outils mathématiques de base d'analyse, de modélisation aléatoire et déterministe, d'optimisation, de probabilités et statistique vus en licence de mathématiques ou mathématiques appliquées 2 - Maîtriser les outils informatiques de base de programmation vus en licence de mathématiques ou mathématiques appliquées 3 - Savoir lire, comprendre et exploiter un article mathématique en français ou en anglais de niveau adéquat à la formation initiale 4 - Savoir utiliser des ressources internet pour trouver des informations sur des notions mathématiques ou numériques 5 - Analyser, modéliser et résoudre un problème mathématique avec une vision informatique, concevoir des solutions techniques et/ou algorithmiques, les implémenter et les évaluer, les critiquer au regard de critères d'efficacité et de fiabilité 6 - Exposer des résultats mathématiques. Communiquer sur des travaux oralement ou par écrit avec clarté, concision et rigueur	Mathématiques |~~Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales~~	* Résultats et cursus * Lettre de motivation * Projet professionnel	Dossier
SCEM	Physique					
SCEM	Master Réseaux et télécommunication	Électronique, systèmes embarqués et télécommunications	1 - Conception et implémentation d'algorithmes IO 2 - Modulation et codage en communication numérique 3 - Conception et programmation de cartes à micro-contrôleur et DSP 4 - Concepts principaux de l'électronique analogique 5 - Transformée de Fourier, relation temps-fréquence 6 - Modulation et codage en communication numérique	Sciences et technologies|Sciences pour l'ingénieur	* Adéquation cursus suivi au cursus demandé * Résultats et cursus * Lettre de motivation * Projet professionnel	Dossier
SCEM	Réseaux et télécommunication	Télécommunications et réseaux informatiques	1 - Concepts de programmation objet 2 - Conception et implémentation d'algorithmes (Python) 3 - Architecture et protocoles des réseaux de téléphonie fixe 4 - Protocoles et matériels des réseaux IP 5 - Administration systèmes et réseaux sous Linux et Windows 6 - Sécurité des réseaux 7 - Modulation et codage en communication numérique	Sciences et technologies|Sciences pour l'ingénieur	* Adéquation cursus suivi au cursus demandé * Résultats et cursus * Lettre de motivation * Projet professionnel	Dossier
SCEM	STAPS : ingénierie et ergonomie de l'activité physique	Interface homme environnement	1 - Connaissances pluridisciplinaires scientifiques sur les principes de base du corps humain et de la motricité humaine (physiologie, biomécanique, contrôle moteur, anatomie, neurosciences) 2 - Connaissances scientifiques, technologiques et pratiques des activités physiques et sportives 3 - Comprendre et mobiliser les connaissances scientifiques et technologiques fondamentales de la motricité et de l'activité humaine 4 - Caractériser les besoins et difficultés d'un pratiquant en fonction de la tache motrice à réaliser 5 - Mettre en application une démarche scientifique : identifier et justifier une problématique, mettre en place un raisonnement et/ou une démarche expérimentale pour y répondre 6 - Compétences en communication : communiquer à l'écrit et à l'oral de manière rigoureuse, argumentée et adaptée 7 - Compétence pour lire, comprendre et synthétiser la littérature scientifique (en français et en anglais) dans le champ de la motricité humaine 8 - Compétences méthodologiques et comportementales : montrer une curiosité intellectuelle, une capacité à s'organiser et à conduire ses apprentissages ; être autonome dans l'organisation de son travail, l'analyse, la recherche et l'exploitation d'informations	Sciences et techniques des activités physiques et sportives	* Résultats et cursus * Lettre de motivation * Projet professionnel	Dossier
SCEM	STAPS : ingénierie et ergonom	Interface homme matériel	1 - Connaissances pluridisciplinaires scientifiques sur les principes de base du corps humain et de la motricité humaine (physiologie, biomécanique, contrôle moteur, anatomie, neurosciences) 2 - Connaissances scientifiques, technologiques et pratiques des activités physiques et sportives 3 - Comprendre et mobiliser les connaissances scientifiques et technologiques fondamentales de la motricité et de l'activité humaine 4 - Caractériser les besoins et difficultés d'un pratiquant en fonction de la tache motrice à réaliser 5 - Mettre en application une démarche scientifique : identifier et justifier une problématique, mettre en place un raisonnement et/ou une démarche expérimentale pour y répondre 6 - Compétences en communication : communiquer à l'écrit et à l'oral de manière rigoureuse, argumentée et adaptée 7 - Compétence pour lire, comprendre et synthétiser la littérature scientifique (en français et en anglais) dans le champ de la motricité humaine 8 - Compétences méthodologiques et comportementales : montrer une curiosité intellectuelle, une capacité à s'organiser et à conduire ses apprentissages ; être autonome dans l'organisation de son travail, l'analyse, la recherche et l'exploitation d'informations	Sciences et techniques des activités physiques et sportives	* Résultats et cursus * Lettre de motivation * Projet professionnel	Dossier
SCEM	STAPS : ingénierie et ergonomie de l'activité physique	Motricité humaine	1 - Connaissances pluridisciplinaires scientifiques sur les principes de base du corps humain et de la motricité humaine (physiologie, biomécanique, contrôle moteur, anatomie, neurosciences) 2 - Connaissances scientifiques, technologiques et pratiques des activités physiques et sportives 3 - Comprendre et mobiliser les connaissances scientifiques et technologiques fondamentales de la motricité et de l'activité humaine 4 - Caractériser les besoins et difficultés d'un pratiquant en fonction de la tache motrice à réaliser 5 - Mettre en application une démarche scientifique : identifier et justifier une problématique, mettre en place un raisonnement et/ou une démarche expérimentale pour y répondre 6 - Compétences en communication : communiquer à l'écrit et à l'oral de manière rigoureuse, argumentée et adaptée 7 - Compétence pour lire, comprendre et synthétiser la littérature scientifique (en français et en anglais) dans le champ de la motricité humaine 8 - Compétences méthodologiques et comportementales : montrer une curiosité intellectuelle, une capacité à s'organiser et à conduire ses apprentissages ; être autonome dans l'organisation de son travail, l'analyse, la recherche et l'exploitation d'informations	Sciences et techniques des activités physiques et sportives	* Résultats et cursus * Lettre de motivation * Projet professionnel	Dossier

4.2.5. Attendus en masters

LLSH	MEEF Premier degré	Premier degré (CRPE)	1 - Avoir acquis de très bonnes compétences académiques et méthodologiques en adéquation avec les objectifs de la formation 2 - Avoir un projet de formation et/ou professionnel en adéquation avec le parcours ciblé 3 - Avoir une expérience professionnelle et/ou personnelle en France et/ou à l'étranger en lien avec la formation 4 - Avoir des connaissances sur les domaines de la formation et les débouchés professionnels	Lettres| Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales| Langues étrangères appliquées| Lettres, langues| Mathématiques| Sciences de la vie| Physique|Chimie| Physique, chimie| Informatique| Sciences de l'éducation|Psychologie| Sciences et techniques des activités physiques et sportives| Arts	* Diplôme de Licence ou équivalent * Résultats du test de compétence organisé par l'Inspe en Maths et Français * Relevés de notes dans les domaines de la formation * Cursus antérieur suivi * Lettre de motivation * Attestation de stage ou tout autre document officiel d'un organisme justifiant d'une expérience professionnelle et/ou personnelle en France et/ou à l'étranger en lien avec la formation * Lettre de recommandation * CV	Dossier Examen : test de compétences en maths et français
LLSH	MEEF Second degré	Anglais (CAPES)	1 - Avoir acquis de très bonnes compétences académiques et méthodologiques en adéquation avec les objectifs de la formation 2 - Disposer d'un niveau de langue à l'écrit et/ou à l'oral en anglais 3 - Disposer de compétences en communication écrite et orale en français et/ou en langue étrangère en anglais 4 - Savoir mobiliser les connaissances dans les domaines associés à la formation 5 - Avoir de bonnes qualités rédactionnelles 6 - Maîtriser les différents outils informatiques 7 - Disposer d'une capacité d'analyse, poser une problématique et mener un raisonnement 8 - Avoir un projet de formation et/ou professionnel en adéquation avec le parcours ciblé 9 - Avoir une expérience professionnelle et/ou personnelle en France et/ou à l'étranger en lien avec la formation 10 - Avoir des connaissances sur les domaines de la formation et les débouchés professionnels	Lettres, littératures et civilisations étrangères et régionales| Langues étrangères appliquées| Lettres, langues	* Diplôme de Licence ou équivalent en adéquation avec les disciplines du parcours (de préférence LLCER Anglais) * Relevés de notes dans les domaines de la formation * Lettre de motivation * Attestation de stage ou tout autre document officiel d'un organisme justifiant d'une expérience professionnelle et/ou personnelle en France et/ou à l'étranger en lien avec la formation *CV	Dossier
LLSH	MEEF Second degré	Lettres modernes (CAPES)	1 - Avoir acquis de très bonnes compétences académiques et méthodologiques en adéquation avec les objectifs de la formation 2 - Disposer de compétences en communication écrite et orale en français et/ou en langue étrangère 3 - Savoir mobiliser les connaissances dans les domaines associés à la formation 4 - Savoir organiser son travail, être méthodique et rigoureux 5 - Avoir de bonnes qualités rédactionnelles 6 - Disposer d'une capacité d'analyse, poser une problématique et mener un raisonnement 7 - Savoir travailler de façon autonome 8 - Savoir travailler en équipe 9 - Manifester un intérêt pour les disciplines enseignées et faire preuve de curiosité intellectuelle 10 - Avoir un projet de formation et/ou professionnel en adéquation avec le parcours ciblé 11 - Avoir une expérience professionnelle et/ou personnelle en France et/ou à l'étranger en lien avec la formation 12 - Connaitre l'environnement du milieu professionnel	Lettres| Lettres, langues	* Diplôme de Licence ou équivalent * Relevés de notes dans les domaines de la formation * Cursus antérieur suivi * Lettre de motivation * Qualité de rédaction de la lettre de motivation * Attestation de stage ou tout autre document officiel d'un organisme justifiant d'une expérience professionnelle et/ou personnelle en France et/ou à l'étranger en lien avec la formation * Attestation de stage ou tout autre document officiel d'un organisme justifiant d'un engagement dans la vie universitaire, sociale ou associative	Dossier
LLSH	MEEF Second degré	Lettres - Histoire et Géographie (CAPLP)				
LLSH / SCEM	MEEF Second degré	Histoire-Géographie (CAPES)	1 - Avoir acquis de très bonnes compétences académiques et méthodologiques en adéquation avec les objectifs de la formation 2 - Disposer d'un niveau de langue à l'écrit et/ou à l'oral 3 - Disposer de compétences en communication écrite et orale en français et/ou en langue étrangère en anglais 4 - Savoir mobiliser les connaissances dans les domaines associés à la formation 5 - Savoir organiser son travail, être méthodique et rigoureux 6 - Avoir de bonnes qualités rédactionnelles 7 - Disposer d'une capacité d'analyse, poser une problématique et mener un raisonnement 8 - Savoir travailler de façon autonome	Histoire| Géographie et aménagement|Droit| Sciences politiques	* Diplôme de Licence ou équivalent * Relevés de notes dans les domaines de la formation * Cursus antérieur suivi	Dossier
SCEM	MEEF Second degré	Mathématiques (CAPES)	1 - Avoir acquis de très bonnes compétences académiques et méthodologiques en adéquation avec les objectifs de la formation 2 - Disposer d'un niveau de langue en français à l'écrit et/ou à l'oral 3 - Disposer de compétences en communication écrite et orale en français et/ou en langue étrangère 4 - Savoir mobiliser les connaissances dans les domaines associés à la formation 5 - Savoir organiser son travail, être méthodique et rigoureux 6 - Disposer d'une capacité d'analyse, poser une problématique et mener un raisonnement 7 - Manifester un intérêt pour les disciplines enseignées et faire preuve de curiosité intellectuelle 8 - Avoir un projet de formation et/ou professionnel en adéquation avec le parcours ciblé 9 - Avoir une expérience professionnelle et/ou personnelle en France et/ou à l'étranger en lien avec la formation 10 - Connaitre l'environnement du milieu professionnel	Mathématiques |Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales	* Diplôme de Licence ou équivalent * relevés de notes dans les domaines de la formation * cursus antérieur suivi * lettre de motivation * Qualité de rédaction de la lettre de motivation * CV * Attestation de stage ou tout autre document officiel d'un organisme justifiant d'une expérience professionnelle et/ou personnelle en France et/ou à l'étranger en lien avec la formation	Dossier
SCEM	MEEF Second degré	Sciences physiques et chimiques (CAPES)	1 - Avoir acquis de très bonnes compétences académiques et méthodologiques en adéquation avec les objectifs de la formation 2 - Disposer d'un niveau de langue à l'écrit et/ou à l'oral 3 - Disposer de compétences en communication écrite et orale en français et/ou en langue étrangère 4 - Avoir de bonnes qualité rédactionnelles 5 - Maîtriser les différents outils informatiques 6 - Manifester un intérêt pour les disciplines enseignées et faire preuve de curiosité intellectuelle 7 - Avoir un projet de formation et/ou professionnel en adéquation avec le parcours ciblé 8 - Connaitre l'environnement du milieu professionnel 9 - Avoir des connaissances sur les domaines de la formation et les débouchés professionnels	Physique| Chimie|Physique, chimie	* Diplôme de Licence ou équivalent * Relevés de notes dans les domaines de la formation * Cursus antérieur suivi * Lettre de motivation * Qualité de rédaction de la lettre de motivation * CV	Dossier
SCEM	MEEF Second degré	Education physique et sportive (CAPEPS)	1 - Avoir acquis de très bonnes compétences académiques et méthodologiques en adéquation avec les objectifs de la formation 2 - Disposer de compétences en communication écrite et orale en français et/ou en langue étrangère 3 - Savoir mobiliser les connaissances dans les domaines associés à la formation 4 - Savoir organiser son travail, être méthodique et rigoureux 5 - Avoir de bonnes qualités rédactionnelles 6 - Disposer d'une capacité d'analyse, poser une problématique et mener un raisonnement 7 - Savoir travailler de façon autonome et en équipe 8 - Manifester un intérêt pour les disciplines enseignées et faire preuve de curiosité intellectuelle 9 - Avoir un projet de formation et/ou professionnel en adéquation avec le parcours ciblé 10 - Avoir une expérience professionnelle et/ou personnelle en France et/ou à l'étranger en lien avec la formation 11 - S'être engagé dans la vie universitaire, sociale ou associative 12 - Connaitre l'environnement du milieu professionnel 13 - Avoir des connaissances sur les domaines de la formation et les débouchés professionnels	Sciences et techniques des activités physiques et sportives	* Diplôme de Licence mention Education et Motricité * Relevés de notes dans les domaines de la formation * Cursus antérieur suivi * TASA (test d'aptitude au sauvetage aquatique) ou équivalent * PSC1 ou équivalent * Lettre de motivation * Qualité de rédaction de la lettre de motivation * CV * Attestation de stage ou tout autre document officiel d'un organisme justifiant d'une expérience professionnelle et/ou personnelle en France et/ou à l'étranger en lien avec la formation * Attestation de stage ou tout autre document officiel d'un organisme justifiant d'un engagement dans la vie universitaire, sociale ou associative	Dossier
LLSH	Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation (MEEF), encadrement éducatif					
LLSH	Sciences du Langage	Enseignement et surdité				

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 19 décembre 2023
N° 2023.12.19_5.1.1.

Point 5 - Personnels

5.1. Campagne d'emplois 2024

5.1.1. Personnels enseignants, enseignants-chercheurs et chaires de professeur junior

Vu le code de l'éducation ;
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc approuvés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés ;
Vu l'avis du comité social d'administration en date du 5 décembre 2023, portant sur l'objet de la présente délibération ;
Vu l'avis du conseil académique plénier en date du 7 décembre 2023, portant sur l'objet de la présente délibération ;

► Le conseil d'administration approuve les recrutements d'enseignants-chercheurs et les chaires de professeur junior de la campagne d'emplois 2024 et les recrutements d'enseignants du second degré de la seconde campagne de recrutement des enseignants du second degré 2024, dont la liste est annexée à la présente délibération.

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*35*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*20*
Quorum :	*18*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*16*	*Abstention :*	*0*
Membres représentés :	*4*	*Pour :*	*20*
Nombre de votants :	*20*		

Fait à Chambéry, le 21 décembre 2023

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

PHILIPPE GALEZ ID
Signature numérique de PHILIPPE GALEZ ID
Date : 2023.12.21 19:41:14 +01'00'

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	22/12/2023
	Transmise au recteur de région académique le :	22/12/2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC
Direction des Ressources Humaines

CSA du 5 décembre 2023
Personnels enseignants et enseignants-chercheurs - 8 votants : 8 favorables (4 CGT-FO-FSU, 4 UNSA)
Chaires de professeur junior - 8 votants : 4 défavorables (CGT-FO-FSU), 4 favorables (UNSA)
CAC du 7 décembre 2023
Personnels enseignants et enseignants-chercheurs - 38 votants : 38 favorables
Chaires de professeur junior - 38 votants : 4 abstentions, 4 défavorables, 30 favorables
CA du 19 décembre 2023 - 20 votants : 20 favorables

Campagne d'emplois des enseignants, enseignants-chercheurs et chaires de professeur junior 2024
Postes et profils

sous réserve de l'analyse de la soutenabilité financière

Sommaire :

1 - Enseignants et enseignants-chercheurs en mobilité ou sortants dans l'année 2023-2024 - INFO
2 - Recrutements d'enseignants-chercheurs 2024 - VOTE
3 - Recrutements de chaires de professeur junior 2024 - VOTE
4 - Recrutements d'enseignants du second degré - campagnes principale et complémentaire 2024 - INFO et VOTE

1 - Enseignants et enseignants-chercheurs en mobilité ou sortants dans l'année 2023-2024 - INFO

Synthèse :

. Nbre de mobilités ou sorties : 33 dont 20 MCF, 7 PR, 5 PRAG, 1 PRCE
. Motif de la vacance de l'emploi :
mobilités (10) : délégation (3), détachement (2), disponibilité (5)
sorties (23) : démission (2), mutation (7), recrutement MCF (2), retraite (12)
. Spécialités concernées : Droit (3), Economie/Gestion (7), Allemand (1), Anglais (4), Espagnol (1), Italien (1), Psychologie (2), Géographie (2), Informatique (4), Constituants élémentaires (1), Chimie des matériaux (1), Terre solide (1), Mécanique (2), Génie électrique (1), Biologie des populations et écologie (1), Médico-social (1)

Tri par section CNU-discipline / corps / composante — B : bloqué / P : pourvu / V : vacant

N° Emploi	Etat de l'emploi	Corps	Section CNU ou discipline	Libellé section CNU ou discipline	Composante	Laboratoire	Date de la vacance de l'emploi	Motif de la vacance de l'emploi
Sans n° d'emploi		MCF	2	Droit public	FD	Centre Favre	20/09/2016 au 31/08/2024	DETACHEMENT PUIS DISPONIBILITE DE DROIT
200	V	PR	2	Droit public	FD	Centre Favre	01/09/2023	MUTATION
319	B	PR	2	Droit public	FD	Centre Favre	01/01/2020 au 31/12/2025	DISPONIBILITE DE DROIT
Sans n° d'emploi		MCF	5	Sciences économiques	IAE	IREGE	01/02/2013 au 31/08/2025	DISPONIBILITE DE DROIT PUIS DELEGATION
221	V	MCF	6	Sciences de gestion et du management	LLSH	IREGE	01/09/2023	MUTATION
435	V	MCF	6	Sciences de gestion et du management	IAE	IREGE	01/09/2023	RETRAITE

N° Emploi	Etat de l'emploi	Corps	Section CNU ou discipline	Libellé section CNU ou discipline	Composante	Laboratoire	Date de la vacance de l'emploi	Motif de la vacance de l'emploi
532	V	MCF	6	Sciences de gestion et du management	IAE	IREGE	01/09/2023	RETRAITE
694	V	MCF	6	Sciences de gestion et du management	IUT A	IREGE	01/09/2023	MUTATION
801	B	MCF	6	Sciences de gestion et du management	LLSH	IREGE	01/09/2023 au 31/08/2026	DETACHEMENT
731	V	PRAG	H8010	Economie et gestion	IUT A		01/11/2023	RETRAITE
335	V	PRAG	H0421	Allemand	LLSH		01/09/2023	RECRUTEMENT MCF
71	V	MCF	11	Études anglophones	LLSH	LLSETI	01/09/2023	MUTATION
598	B	MCF	11	Études anglophones	LLSH	LLSETI	26/01/2021 au 25/01/2025	DELEGATION
252	V	PRCE	H0422	Anglais	FD		01/09/2023	MUTATION
745	V	PRAG	H0422	Anglais	IUT A		01/09/2023	RETRAITE
67	B	MCF	14I	Études romanes (italien)	LLSH	LLSETI	01/09/2018 au 31/08/2024	DISPONIBILITE DE DROIT
441	V	PRAG	H0426	Espagnol	LLSH		01/09/2023	RECRUTEMENT MCF
122	V	MCF	16	Psychologie et ergonomie	LLSH	LIP-PC2S	01/09/2023	MUTATION
Sans n° d'emploi		MCF	16	Psychologie et ergonomie	LLSH	LIP-PC2S	01/09/2003 au 31/08/2024	DISPONIBILITE DE DROIT
391	V	MCF	23	Géographie physique, humaine, économique et régionale	SceM	EDYTEM	01/10/2023	RETRAITE
611	P	PR	23	Géographie physique, humaine, économique et régionale	SceM	LABO EXT	01/09/2023	RETRAITE
205	P	MCF	27	Informatique	IUT A	LISTIC	01/09/2023	RETRAITE

N° Emploi	Etat de l'emploi	Corps	Section CNU ou discipline	Libellé section CNU ou discipline	Composante	Laboratoire	Date de la vacance de l'emploi	Motif de la vacance de l'emploi
389	V	MCF	27	Informatique	SceM	LABO EXT	01/10/2023	RETRAITE
188	V	PR	27	Informatique	SceM	LISTIC	01/10/2023	RETRAITE
727	V	MCF	61	Génie informatique, automatique et traitement du signal	IUT A	SYMME	01/09/2023	DEMISSION
638	B	PR	29	Constituants élémentaires	SceM	LAPTh	01/09/2018 au 31/08/2025	DETACHEMENT
812	V	MCF	33	Chimie des matériaux	IUT C	LEPMI	01/09/2023	DEMISSION
644	V	PR	36	Terre solide : géodynamique des enveloppes supérieures, paléobiosphère	SceM	EDYTEM	01/10/2023	RETRAITE
264	P	MCF	60	Mécanique, génie mécanique, génie civil	PAC	LOCIE	01/10/2023	RETRAITE
599	V	PR	60	Mécanique, génie mécanique, génie civil	PAC	LOCIE	01/10/2023	RETRAITE
513	B	MCF	63	Génie électrique, électronique, photonique et systèmes	PAC	SYMME	01/09/2023 au 31/08/2024	DISPONIBILITE
63	B	MCF	67	Biologie des populations et écologie	SceM	CARRTEL	01/09/2023 au 31/08/2024	DELEGATION
677	B	PRAG	H7300	Sciences et techniques médico-sociales	IUT A		01/09/2023	MUTATION PROVISOIRE

2 - Recrutements d'enseignants-chercheurs 2024 - VOTE

Synthèse :
. Nbre de postes publiés : 18 dont 13 MCF, 5 PR
. Spécialités concernées : Droit (1), Gestion (4), Anglais (1), Espagnol (1), Italien (1), Psychologie (1), Géographie (1), Informatique (3), Constituants élémentaires (2), Mécanique/génie civil (2), Génie électrique (1)

6% de l'ensemble des postes ouverts (Enseignants, Enseignants-chercheurs et BIATSS) doivent être réservés aux BOE.

Tri par section CNU / corps / composante SV : susceptible d'être vacant / V : vacant

N° Emploi	Etat de l'emploi	Corps	Section CNU	Libellé section CNU	Type de recrutement	Composante	Laboratoire	Profil FORMATION de l'emploi	Profil RECHERCHE de l'emploi
252	V au 01/09/2024	MCF	1	Droit privé et sciences criminelles	26-I.1°	FD site Chambéry	Centre Favre	Droit privé.	Droit privé, droit des obligations, droit économique, droit du numérique.
8007	V au 01/09/2024	MCF	6	Sciences de gestion et du management	26-I.1°	IAE site Annecy	IREGE	Marketing / Management / RSE.	Insertion dans l'axe Innovation et Développement des Organisations (IDO) ou Environnement, Consommation Durable et Tourisme (ECDT) de l'IREGE.
435	V au 01/09/2024	MCF	6	Sciences de gestion et du management	26-I.1°	IAE site Chambéry	IREGE	Management des achats et de la logistique.	Insertion dans l'axe Innovation et Développement des Organisations (IDO) de l'IREGE.
694	V au 01/09/2024	MCF	6	Sciences de gestion et du management	26-I.1°	IUT A	IREGE	Marketing et marketing des services, avec une appétence pour le marketing digital et la communication.	Insertion dans les axes Innovation et Développement des Organisations (IDO) et/ou Environnement, Consommation Durable et Tourisme (ECDT) de l'IREGE.
221	V au 01/09/2024	MCF	6	Sciences de gestion et du management	26-I.1°	LLSH site Annecy	IREGE	Département LEA licence et master. Management international, management de l'innovation, stratégie.	Insertion dans l'axe Innovation et Développement des organisations (IDO) de l'IREGE.
71	V au 01/09/2024	MCF	11	Études anglophones	26-I.1°	LLSH site Chambéry	LLSETI	Département LLCER Licence et Master MEEF : phonétique et phonologie, grammaire et linguistique, thème, version et expression.	Linguistique anglaise. Intégration au laboratoire LLSETI, axe 2.1 'Interactions entre Etat et Individu : Langues, cultures, mouvements de populations'. Animation de la recherche.
441	V au 01/09/2024	MCF	14E	Études romanes : espagnol	26-I.1°	LLSH site Annecy	LLSETI	Département LEA licence, DLA et master. Langue et civilisation hispanique.	Civilisation hispanique contemporaine. Intégration au laboratoire LLSETI axe 2.2 : 'Interactions entre Etat et Individu : Liberté d'expression'. Animation de la recherche.
346	V au 01/09/2024	MCF	14I	Études romanes : italien	26-I.1°	LLSH site Annecy	LLSETI	Département LEA, licence, DLA et master. Langue et civilisation italienne.	Civilisation italienne contemporaine. Intégration au laboratoire LLSETI axe 1.3 : 'Conflits et échanges culturels en Europe, Méditerranée, Italie' ou axe 2.2 : 'Liberté d'expression'.
122	V au 01/09/2024	MCF	16	Psychologie et ergonomie	26-I.1°	LLSH site Chambéry	LIP-PC2S	Enseignement de psychologie sociale en licence et master.	Recherche en psychologie sociale expérimentale.

N° Emploi	Etat de l'emploi	Corps	Section CNU	Libellé section CNU	Type de recrutement	Composante	Laboratoire	Profil FORMATION de l'emploi	Profil RECHERCHE de l'emploi
256	SV au 01/09/2024	PR	23	Géographie physique, humaine, économique et régionale	46.1°	SceM	EDYTEM	Géographie physique Licence Master, responsabilités pédagogiques.	Géomorphologie des socio-écosystèmes, approche diachronique, portage de projets structurants.
188	V au 01/09/2024	PR	27	Informatique	46.1°	SceM	LISTIC	Algorithmique et programmation, intelligence artificielle ou cyber sécurité.	Apprentissage automatique, statistiques spatiales, détection de changements et d'anomalies.
259	V au 01/09/2024	MCF	29	Constituants élémentaires	26-I.1°	SceM	LAPTh	Physique en licence et en master, avec usage de pédagogies innovantes.	Physique Mathématique ou Physique des Particules.
222	SV au 01/09/2024	PR	29	Constituants élémentaires	46.1°	IUT A	LAPTh	Mathématiques et Physique générale.	Physique des Particules.
599	V au 01/09/2024	PR	60	Mécanique, génie mécanique, génie civil	46.1°	PAC site Chambéry	LOCIE	Bâtiment / GC : Mécanique appliquée, dynamique des structures, conception, BIM, écoconstruction.	Structure du bâtiment, matériaux bas carbone, comportement dynamique, diagnostic et réparation.
727	V au 01/09/2024	MCF	60/61	Mécanique, génie mécanique, génie civil/ Génie informatique, automatique et traitement du signal	26-I.1°	IUT A	SYMME	Maîtrise et amélioration de la qualité, système qualité.	Génie industriel et qualité en production.
704	SV au 01/09/2024	MCF	61	Génie informatique, automatique et traitement du signal	26-I.1°	IUT A	LISTIC	Enseignement : Informatique industrielle : Systèmes embarqués ou Automatismes industriels.	Recherche : Traitement de l'information, aide à la décision.
58	V au 01/09/2024	MCF	61/27	Génie informatique, automatique et traitement du signal / Informatique	26-I.1°	PAC site Annecy	LISTIC	Systèmes embarqués, objets communicants, internet des objets, réseau, apprentissage par problèmes et par projets.	IA embarquée, apprentissage fédéré, internet des objets, edge computing.
216	V au 01/09/2024	PR	63	Génie électrique, électronique, photonique et systèmes	46.1°	SceM	IMEP-LAHC	Electronique et Télécommunications.	Intégration dans les axes stratégiques de l'équipe DHREAMS : 1) caractérisation hyperfréquence avancée de systèmes complexes, 2) Électronique hyperfréquence durable.

3 - Recrutements de chaires de professeur junior 2024 - VOTE

Demandes effectuées auprès de la DGESIP

Synthèse :
. Nbre de postes demandés : 3
. Spécialités concernées : Economie, Milieux denses et matériaux, Psychologie

Classement	Corps	Section CNU	Libellé section CNU	Nom du projet	Composante	Laboratoire(s)
1	CPJ	5	Sciences économiques	Mental Health	IAE	IREGE LIP/PC2S
2	CPJ	28	Milieux denses et matériaux	Nano_Med	PAC	SYMME
3	CPJ	16	Psychologie et ergonomie	Ageing	LLSH	LPNC

4 - Recrutements d'enseignants du second degré 2024

Synthèse :
. Nbre de postes publiés : 10 PRAG
. Spécialités concernées : Allemand (1), Anglais (2), Géographie (1), Informatique (2), Mécanique (1), EPS (1), Economie-gestion (2)

4.1 - Campagne principale 2024 approuvée par les CSA du 12/09/23, CAC du 14/09/23, CA du 26/09/23 et publiée début octobre 2023 - INFO

Tri par discpline / composante V : vacant

N° Emploi	Etat de l'emploi	Corps	Discipline	Libellé discipline	Type de recrutement	Composante	Département	Profil FORMATION de l'emploi
335	V au 01/09/2023	PRAG	H0421	Allemand	campagne principale 2024	LLSH site Annecy	LEA	Enseignements de langue, langue de spécialité, traduction et civilisation allemande pour le département de Langues Etrangères Appliquées (LEA), licence et double licence Droit-LEA.
68	V au 01/09/2023	PRAG	H0422	Anglais	campagne principale 2024	IAE site Chambéry		Anglais.
799	V au 01/09/2023	PRAG	H0422	Anglais	campagne principale 2024	IUT A	GEII	Anglais professionnel - anglais des affaires.

N° Emploi	Etat de l'emploi	Corps	Discipline	Libellé discipline	Type de recrutement	Composante	Département	Profil FORMATION de l'emploi
391	V au 01/10/2023	PRAG	H1000	Histoire - Géographie	campagne principale 2024	SceM	GEO	Géographie générale, aménagement, environnement, montagne.
729	V au 01/09/2023	PRAG	H1413	Sciences industrielles de l'ingénieur option informatique et numérique	campagne principale 2024	IUT A	RT	Compétences attendues en infrastructure réseaux (principe et architecture, protocoles, équipements actifs, pare-feux). Des compétences CISCO et cybersécurité seraient appréciées.
745	V au 01/09/2023	PRAG	H1413	Sciences industrielles de l'ingénieur option informatique et numérique	campagne principale 2024	IUT A	RT	Compétences attendues en administration des systèmes Windows et Linux, services d'annuaire, scripting et virtualisation. Des compétences en cybersécurité seraient appréciées.
512	V au 01/09/2023	PRAG	H1414	Sciences industrielles de l'ingénieur option ingénierie mécanique	campagne principale 2024	PAC site Annecy		Technologies mécaniques et mécatroniques ; Fabrication ; Usinage ; Industrialisation ; Approche système ; Eco-conception ; Prototypage. Développement de la pédagogie par problèmes et par projets.
553	V au 01/09/2023	PRAG	H1900	Education physique et sportive	campagne principale 2024	SceM	STAPS	Enseignements dans les formations de licences, masters et DEUST STAPS.
740	V au 01/09/2023	PRAG	H8010	Economie et gestion	campagne principale 2024	IUT A	GEA	Enseignement (CM, TD, TP, Saé) en économie, droit, management, stratégie, communication, informatique/bureautique (logiciels métiers appréciés). Suivi stages, projets, alternance.

4.2 - Campagne complémentaire 2024 - VOTE

V : vacant

N° Emploi	Etat de l'emploi	Corps	Discipline	Libellé discipline	Type de recrutement	Composante	Département	Profil FORMATION de l'emploi
731	V au 01/11/2023	PRAG	H8010	Economie et gestion	campagne complémentaire 2024	IUT A	QLIO	Gestion d'entreprise, comptabilité, communication. Des connaissances en système de management de la qualité, gestion industrielle & planification ou gestion de projet seraient appréciées.

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 19 décembre 2023
N° 2023.12.19_5.1.2.

Point 5 - Personnels

5.1. Campagne d'emplois 2024

5.1.2. Personnels BIATSS

Vu le code de l'éducation ;
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc approuvés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés ;
Vu l'avis du comité social d'administration en date du 5 décembre 2023, portant sur l'objet de la présente délibération ;

► Le conseil d'administration approuve les postes et les profils des postes ouverts dans le cadre de la campagne d'emplois 2024 des personnels BIATSS, tels qu'annexés à la présente délibération.

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*35*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*20*
Quorum :	*18*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*18*	*Abstention :*	*0*
Membres représentés :	*2*	*Pour :*	*20*
Nombre de votants :	*20*		

Fait à Chambéry, le 21 décembre 2023

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

PHILIPPE GALEZ ID
Signature numérique de PHILIPPE GALEZ ID
Date : 2023.12.21 19:41:40 +01'00'

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	22/12/2023
	Transmise au recteur de région académique le :	22/12/2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

CSA du 05.12.2023 - 8 votants : 8 favorables (4 CGT-FO-FSU, 4 UNSA)
CA du 19.12.2023 - 20 votants : 20 favorables

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC
Direction des Ressources Humaines

Point 1.2 - Campagne d'emplois BIATSS 2024

sous réserve de l'analyse de la soutenabilité financière

Sommaire :

1 - BIATSS en mobilité, promotion liste d'aptitude ou sortants au cours de l'année universitaire 2023-2024 et concours infructueux - **INFO**
2- Recrutements de BIATSS titulaires en 2023 - **VOTE**
3 - Postes ouverts au titre de l'examen professionnel d'accès au corps d'ASI (repyramidage RF, voie exceptionnelle) - **VOTE**

1 - BIATSS titulaires sortants - INFO

N° Emploi	Catégorie	Corps	BAP	Direction / Composante / Service	Laboratoire	Date de la vacance	Motif de la vacance de l'emploi
10563	A	IGR	E	PAC	LISTIC	01/01/2022	Concours 2023 infructueux
10683	A	IGR	C	SceM	IMEP LAHC	23/10/2023	Disponibilité
10096	A	AAE	/	DAF		01/02/2024	Retraite
10094	A	AAE	/	DAF		01/01/2024	Disponibilité
10138	A	AAE	/	DN		26/01/2024	Disponibilité
10567	A	IGE	B	DGS service prévention		01/03/2023	Disponibilité
10234	A	IGE	E	DN		01/02/2022	Concours 2023 infructueux
10237	A	IGE	E	DN		15/06/2023	Intégration par voie de détachement
10 1137	A	IGE	J	DRH		01/06/2023	Intégration directe
10496	A	IGE	C	PAC	SYMME	01/03/2024	Retraite
10566	A	IGE	E	PAC		01/04/2024	Retraite
10155	A	ASI	J	DDRV		01/09/2023	Liste d'aptitude IGE
10191	A	ASI	F	DirCOMM		01/11/2023	Disponibilité
10840	A	ASI	E	IUT C		01/12/2023	Disponibilité
10064	B	SAENES	/	DEVE		01/09/2023	Mutation
10122	B	SAENES	/	DRH		01/05/2023	Disponibilité
10067	B	SAENES	/	DRH		23/03/2023	Démission
10100	B	SAENES	/	DRI		01/09/2023	Liste d'aptitude AAE
10110	B	TECH	J	DRH		01/09/2023	Concours 2023 infructueux
10121	B	TECH	J	Agence comptable		01/12/2023	Examen professionnel repyramidage ASI
10429	B	TECH	J	DDRV		01/04/2024	Retraite
10 1243	B	TECH	G	DirPAT SEP Bourget		01/09/2023	Concours 2023 infructueux
10428	B	TECH	J	IAE		01/01/2024	Retraite
10965	B	TECH	J	IUT A		01/04/2024	Retraite
10 1242	B	TECH	C	IUT C		01/09/2023	Concours 2023 infructueux
10571	B	TECH	C	PAC		01/09/2023	Concours 2023 infructueux
10645	B	TECH	J	SceM		04/09/2023	Disponibilité
10070	C	ADJENES	/	DRH		01/09/2023	Retraite
10069	C	ADJENES	/	DRH		01/09/2023	Liste d'aptitude SAENES

N° Emploi	Catégorie	Corps	BAP	Direction / Composante / Service	Laboratoire	Date de la vacance	Motif de la vacance de l'emploi
10417	C	ADJENES	/	IUT A		01/09/2023	Réussite concours
10468	C	ADJENES	C	LLSH		01/07/2024	Retraite
10558	C	ADJENES	/	PAC		01/01/2024	Retraite
10111	C	ATRF	J	Agence comptable		01/09/2023	Liste d'aptitude exceptionnelle TECH
10873	C	ATRF	J	DDRV		01/09/2023	Réussite concours
10279	C	ATRF	J	DirPAT		01/09/2023	Liste d'aptitude exceptionnelle TECH
10283	C	ATRF	G	DIRPAT		01/01/2024	Retraite
10745	C	ATRF	G	DIRPAT		01/04/2023	Retraite
10380	C	ATRF	J	FD		01/09/2023	Disponibilité
10289	C	ATRF	J	IAE		22/05/2023	Démission
10801	C	ATRF	J	IAE		01/04/2023	Intégration par voie de détachement
10533	C	ATRF	J	IUT A		01/09/2023	Disponibilité
10217	C	ATRF	J	IUT C		01/09/2023	Liste d'aptitude TECH
10193	C	ATRF	J	SCD		01/09/2023	Liste d'aptitude exceptionnelle TECH
10037	C	MAG	/	SCD		01/03/2023	Disponibilité
/	C	ATRF / ADJENES	J	/		01/09/2023	Concours 2023 infructueux
/	C	ATRF / ADJENES	J	/		01/09/2023	Concours 2023 infructueux
/	C	ATRF / ADJENES	J	/		01/09/2023	Concours 2023 infructueux
/	C	ATRF / ADJENES	J	/		01/09/2023	Concours 2023 infructueux
/	C	ATRF / ADJENES	J	/		01/09/2023	Concours 2023 infructueux

Synthèse des sorties année universitaire 2023-2024

Catégorie	Corps	Mutation	Retraite	Liste d'aptitude	Disponibilité	Démission	Réussite concours	concours 2023 infructueux	Intégration par voie de détachement	Intégration directe	Total général
A	AAE		1		2						3
	ASI			1	2						3
	IGE		2		1			1	1	1	6
	IGR				1			1			2
Total A			**3**	**1**	**6**			**2**	**1**	**1**	**14**
B	SAENES	1		1	1	1					4
	TECH		3		1		1	4			9
Total B		**1**	**3**	**1**	**2**	**1**	**1**	**4**			**13**
C	ADJENES		3	1			1				5
	ATRF		2	4	2	1	1		1		11
	MAG				1						1
	ATRF / ADJENES							5			5
Total C			**5**	**5**	**3**	**1**	**2**	**5**	**1**		**22**
Total général		**1**	**11**	**7**	**11**	**2**	**3**	**11**	**2**	**1**	**49**

CSA du 05.12.2023 - 8 votants : 8 favorables (4 CGT-FO-FSU, 4 UNSA)
CA du 19.12.2023 - 20 votants : 20 favorables

2 - Recrutements de BIATSS titulaires en 2024 - VOTE

Sous réserve des informations ministérielles à venir :
Déclaration ATRIA par corps/grade et nature : dates à venir (janvier 2024), contrôle national de cohérence des volumes de postes déclarés
Visa rectorat : dates à venir (février 2024)
6% de l'ensemble des postes ouverts (Enseignants, Enseignants-chercheurs et BIATSS) doivent être réservés aux BOE
20% de l'ensemble des postes ouverts en catégorie C - échelle 1 doivent être réservés aux PACTE
10% des emplois de la filière administrative doivent être réservés au recrutement ERD
Coloration des postes ITRF : dates à venir - février 2024 (BAP, emploi-type, implantation)
Controle budgétaire et comptable du Ministère : dates à venir (mars 2024)

N° Poste	Catégorie	Corps	BAP	Type de recrutement	Direction / Composante / Service	Laboratoire	Profil de poste / Site
Upgrade	A	IGR	E	CONCOURS	PAC	SYMME	Informaticien / Annecy
10563	A	IGR	E	CONCOURS	PAC	LISTIC	Informaticien / Annecy
10405	A	IGE	J	CONCOURS	DAF		Chargé des achats et des marchés
10237	A	IGE	J	CONCOURS	DAJI		Juriste
Création	A	BIB	/	MUTATION	SCD BU		Bibliothécaire / Jacob
10155	A	ASI	E	CONCOURS	IUTA		Assistant informatique
Création	A	ASI	E	CONCOURS	DN		Assistant informatique / Bourget du Lac
10429	B	TECH	J	CONCOURS	DDRV		Gestionnaire financier / Annecy
101 243	B	TECH	G	CONCOURS	DIRPAT		Adjoint responsable maintenance / Bourget du Lac
Création	B	TECH	G	CONCOURS	DIRPAT		Technicien maintenance / Annecy
10110	B	TECH	J	CONCOURS	DRH		Technicien en gestion administrative
101 242	B	TECH	C	CONCOURS	IUTC		Technicien travaux pratiques
10063	B	SAENES		CONCOURS	/		Secrétaire en gestion administrative
10030	C	MAG	/	CONCOURS	SCD BU		Magasinier / Jacob
10926	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	IAE		Gestionnaire administratif / Annecy
10127	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	IAE		Gestionnaire administratif / Annecy
10511	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	IAE		Gestionnaire administratif / Jacob
10518	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	IUTA		Gestionnaire administratif
10503	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	IUTA		Gestionnaire administratif
Création 10376	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	IUTC		Gestionnaire administratif
10114	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	LLSH		Gestionnaire administratif
10687	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	LLSH		Gestionnaire administratif
10558	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	PAC		Gestionnaire administratif / Bourget du Lac
10104	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	SceM		Gestionnaire administratif
10480	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	SceM		Gestionnaire administratif
10531	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	SceM		Gestionnaire administratif

N° Poste	Catégorie	Corps	BAP	Type de recrutement	Direction / Composante / Service	Laboratoire	Profil de poste / Site
10554	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	DDRV		Gestionnaire financier / Bourget du Lac
10873	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	DDRV		Gestionnaire financier / Bourget du Lac
10390	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	DDRV		Gestionnaire financier / Chambéry
10283	C	ATRF	G	CONCOURS	DIRPAT		Agent logistique / Annecy
10072	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	DRH		Gestionnaire administratif
10070	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	DRH		Gestionnaire administratif

Synthèse des recrutements titulaires 2024

Catégorie	Corps	Total
A	ASI	2
	IGE	2
	IGR	2
	BIB	1
Total A		**7**
B	TECH	5
	SAENES	1
Total B		**6**
C	ADJENES/ATRF	17
	MAG	1
	ATRF	1
Total C		**19**
Total général		**32**

3 - Postes ouverts au titre de l'examen professionnel d'accès au corps d'ASI (repyramidage RF, voie exceptionnelle) - VOTE

Sous réserve du quota attribué par le MESR

Nature du poste	BAP	Emploi type
ASI	B *Sciences chimiques et sciences des matériaux*	B3A41 - Assistant-e ingenieur-e en analyse chimique
ASI	J *Gestion et pilotage*	J3C44 - Assistant-e en gestion administrative

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 19 décembre 2023
N° 2023.12.19_5.3.

5. Personnels

5.3. Promotion interne des maîtres de conférences au corps des professeurs des universités : répartition par discipline (section CNU) pour les promotions 2024

Vu le code de l'éducation ;
Vu le code général de la fonction publique ;
Vu le décret n° 84-431 du 6 juin 1984 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences ;
Vu le décret n°2021-1722 du 20 décembre 2021 créant une voie temporaire d'accès au corps des professeurs des universités et aux corps assimilés ;
Vu l'arrêté du 8 novembre 2022 fixant pour l'année 2023 et l'année 2024 la répartition par établissement public d'enseignement supérieur du nombre de promotions internes possibles en application du décret n°2021-1722 du 20 décembre 2021 créant une voie temporaire d'accès au corps des professeurs des universités et aux corps assimilés ;
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc adoptés par le conseil d'administration le 8 juillet 2014, modifiés ;
Vu le règlement intérieur de l'université Savoie Mont Blanc adopté par le conseil d'administration le 8 juillet 2014, modifié ;
Vu l'avis du comité social d'administration en date du 5 décembre 2023, portant sur l'objet de la présente délibération ;
Vu l'avis du conseil académique plénier en date du 7 décembre 2023, portant sur l'objet de la présente délibération ;

► Le conseil d'administration approuve la répartition par discipline (section CNU) des possibilités de promotion interne des maîtres de conférences au corps des professeurs des universités, au titre de l'année 2024, telle que présentée dans le document annexé à la présente délibération.

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*35*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*18*
Quorum :	*18*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*14*	*Abstention :*	*0*
Membres représentés :	*4*	*Pour :*	*18*
Nombre de votants :	*18*		

Fait à Chambéry, le 21 décembre 2023

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

Philippe GALEZ

PHILIPPE GALEZ ID
Signature numérique de PHILIPPE GALEZ ID
Date : 2023.12.21 19:42:13 +01'00'

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	22/12/2023
	Transmise au recteur de région académique le :	22/12/2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

CSA du 5 décembre 2023 - 8 votants : 5 abstentions (4 CGT-FO-FSU, 1 UNSA), 3 favorables (UNSA)
CAC du 7 décembre 2023 - 38 votants : 1 abstention, 37 favorables
CA du 19 décembre 2023 - 18 votants : 18 favorables

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

PROMOTION INTERNE DES MAITRES DE CONFERENCES AU CORPS DES PROFESSEURS DES UNIVERSITES PAR « VOIE TEMPORAIRE D'ACCES AU CORPS DES PROFESSEURS DES UNIVERSITES »

-

Répartition par discipline (section CNU) pour les promotions 2024

Références réglementaires

- Décret n° 2021-1722 du 20 décembre 2021 modifié créant une voie temporaire d'accès au corps des professeurs des universités et aux corps assimilés
- Arrêté du 8 novembre 2022 fixant pour l'année 2023 et l'année 2024 la répartition par établissement public d'enseignement supérieur du nombre de promotions internes possibles en application du décret n° 2021-1722 du 20 décembre 2021 créant une voie temporaire d'accès au corps des professeurs des universités et aux corps assimilés

Il est créé, au titre des années 2021 à 2025, une voie temporaire d'accès par promotion interne au corps des professeurs des universités au bénéfice des maîtres de conférences régis par le décret n° 84-431 du 6 juin 1984.

Peuvent se présenter à cette voie temporaire d'accès par promotion interne, auprès du chef de leur établissement d'affectation, les membres du corps des maîtres de conférences qui soit sont titulaires du premier grade et ont plus de dix ans de services effectifs dans ce grade, soit sont titulaires du deuxième grade. Les candidats doivent être titulaires de l'habilitation à diriger des recherches.

Les conditions pour se présenter à cette voie sont appréciées au 1er janvier de l'année au titre de laquelle est établie la liste des candidats dont la nomination est proposée.

Les agents en position de détachement qui remplissent les conditions susmentionnées peuvent également se présenter à cette voie temporaire de promotion auprès de leur établissement d'origine.

Le nombre de promotions internes pouvant être ouvertes annuellement dans chaque établissement public d'enseignement supérieur est défini par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur. L'université Savoie Mont Blanc dispose de trois possibilités de promotion interne au titre de l'année 2024.

Chaque année, le conseil d'administration de chaque établissement répartit, soit par section soit au niveau de deux sections d'un même groupe de disciplines, les possibilités de promotions arrêtées conformément aux dispositions de l'article 3 du décret n° 2021-1722 sur proposition du chef d'établissement et dans le respect des priorités nationales.

Les candidats déposent leur candidature selon un calendrier et des modalités définis par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Répartition proposée au titre de l'année 2024 pour l'université Savoie Mont Blanc

Disciplines (sections CNU)	Nombre de promotions
5e section	1
6e section	1
35e/36e sections	1

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 19 décembre 2023
N° 2023.12.19_5.4.1.

Point 5 - Personnels

5.4. Critères d'avancement des enseignants et enseignants-chercheurs 2024

5.4.1. Avancement de grade et de corps des enseignants du second degré

Vu le code de l'éducation ;
Vu le code général de la fonction publique ;
Vu le décret n°72-580 du 4 juillet 1972 relatif au statut particulier des professeurs agrégés de l'enseignement du second degré ;
Vu le décret n°72-581 du 4 juillet 1972 relatif au statut particulier des professeurs certifiés ;
Vu le décret n°80-627 du 4 août 1980 relatif au statut particulier des professeurs d'éducation physique et sportive ;
Vu le décret n°92-1189 du 6 novembre 1992 relatif au statut particulier des professeurs de lycée professionnel ;
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc approuvés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés ;
Vu l'avis du comité social d'administration en date du 5 décembre 2023, portant sur l'objet de la présente délibération ;
Vu l'avis du conseil académique en date du 7 décembre 2023, portant sur l'objet de la présente délibération ;

► ***Le conseil d'administration approuve la note fixant les critères de l'établissement pour l'avancement de grade et de corps des enseignants du second degré pour les campagnes d'avancement 2024, telle qu'annexée à la présente délibération.***

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*35*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*18*
Quorum :	*18*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*14*	*Abstention :*	*0*
Membres représentés :	*4*	*Pour :*	*18*
Nombre de votants :	*18*		

Fait à Chambéry, le 21 décembre 2023

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

PHILIPPE GALEZ ID
Signature numérique de PHILIPPE GALEZ ID
Date : 2023.12.21 19:42:32 +01'00'

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	22/12/2023
	Transmise au recteur de région académique le :	22/12/2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

Commission d'avancement du 7 novembre 2023
CSA du 5 décembre 2023 - 8 votants : 8 favorables (4 CGT-FO-FSU, 4 UNSA)
CAC du 7 décembre 2023 - 38 votants : 38 favorables
CA du 19 décembre 2023 - 18 votants : 18 favorables

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

AVANCEMENT DES ENSEIGNANTS DU SECOND DEGRE
-
NOTE RELATIVE A LA PROCEDURE D'ETABLISSEMENT DES AVIS DONNES AUX CANDIDATURES
- ANNEE 2024 -

L'avancement des enseignants du second degré comprend plusieurs voies d'accès.

Pour les professeurs agrégés :
- le tableau d'avancement au grade de professeur agrégé hors classe ;
- le tableau d'avancement au grade de professeur agrégé de classe exceptionnelle.

Pour les professeurs certifiés, EPS ou PLP :
- la liste d'aptitude au corps des professeurs agrégés ;
- le tableau d'avancement au grade de professeur certifié, EPS ou PLP hors classe ;
- le tableau d'avancement au grade de professeur certifié, EPS ou PLP de classe exceptionnelle.

Suivant les cas, la décision finale appartient soit au recteur d'académie soit au ministre chargé de l'éducation nationale sur proposition du recteur. L'université est amenée à faire remonter des avis sur les candidatures de ses personnels et à les répartir suivant un ensemble de degrés imposés et contingentés pour certains.

A la demande du conseil d'administration restreint, l'université Savoie Mont Blanc s'est dotée depuis 2019 d'une commission chargée d'étudier les dossiers d'avancement des enseignants du second degré afin de proposer des classements.

Cette note a pour objectif de fixer la composition de cette commission ainsi que le mode d'évaluation des dossiers de candidature. Les critères d'évaluation explicités dans cette note sont à la disposition des candidats pour servir de guide dans la mise à jour de leur dossier i-prof.

Composition de la commission d'avancement

La commission est composée d'un ensemble de 18 personnes :
- Président, Vice-président en charge des Ressources Humaines, Vice-président Formation ;
- Directeurs d'UFR, école et instituts (7) ;
- Directeur du service des sports ;
- Directrice du service de formation continue ;
- 6 représentants des enseignants et enseignants-chercheurs élus des conseils d'administration et académique choisis de manière à tendre vers le respect des critères suivants :
  . parité femme/homme,
  . au moins 50% de représentants des enseignants du second degré,
  . une représentation par secteur (DEG, LSHS, ST) approchant celle du vivier global des enseignants du second degré en poste à l'université.

Ces représentants sont proposés par le président et approuvés, chacun pour leur part respective par le conseil d'administration et le conseil académique réunis en formation restreinte.

Documents de travail servant à l'évaluation

Les documents suivants sont portés à la connaissance des membres de la commission et servent de base aux discussions d'interclassement :

- curriculum vitae i-prof complété et mis à jour par les candidats ;
- lettre de motivation pour les candidatures à la liste d'aptitude ;
- document complémentaire d'informations ;
- rapports des différents entretiens de carrière lorsque ceux-ci ont été réalisés ;
- avis écrit motivé du directeur de la composante d'affectation accompagné du classement des dossiers relatif à chacun. Cet avis réalisé spécifiquement pour la commission d'avancement devra être suffisamment détaillé et argumenté pour permettre sa prise en compte ;
- critères d'avancement et grille d'évaluation indicative.

Le recteur d'académie et le ministre chargé de l'éducation nationale s'appuieront sur le curriculum vitae i-prof, la lettre de motivation pour la liste d'aptitude ainsi que sur l'appréciation du chef d'établissement, pour prendre les décisions de promotion au choix.

Travail de la commission

Dans un premier temps la commission établit, indépendamment de tout critère d'ancienneté pris en compte par le recteur d'académie ou le ministre chargé de l'éducation nationale, une évaluation de la valeur professionnelle des dossiers selon quatre niveaux (A+, A, B et C), qualifiant respectivement l'investissement en matière d'activités pédagogiques et de tâches d'intérêt général. Elle veille dans son appréciation à respecter une équité entre tous les dossiers de candidature.

L'investissement dans les activités pédagogiques prend en compte :

- l'investissement dans l'enseignement devant les étudiants (formations initiale et continue) au-delà du service normal d'un enseignant (sur le plan qualitatif ou quantitatif) ;
- l'investissement en matière d'innovation pédagogique (hybridation, classe inversée, apprentissage par problème et par projet, etc.), d'amélioration continue des enseignements, de responsabilité, de gestion effective et d'accompagnement de l'étudiant (recrutement, réussite, orientation, insertion professionnelle, etc.) ;
- la participation active à la politique de relations internationales de l'établissement.

Les tâches d'intérêt général prennent en compte **sur l'ensemble de la carrière** la qualité du service rendu, sa durée, son intensité (taille et nature des structures au sein desquelles les services ont été rendus ainsi que le niveau de responsabilité qu'ils ont impliqué), l'engagement dans le pilotage des projets structurants de l'établissement, notamment UNITA, NCU @spire et USMB SHINE.

Lorsqu'il y a participation à des activités de recherche, la commission valorise l'investissement par une bonification de la valeur professionnelle établie préalablement sur la base nominale des activités pédagogiques et des tâches d'intérêt général.

Les tableaux ci-dessous proposent aux membres de la commission deux grilles d'évaluation à caractère indicatif :

► ***Activités pédagogiques***

A+ / A	B	C
Investissement pédagogique majeur, suivant l'intensité. - Direction des études d'une composante. - Suivi qualitatif de l'étudiant. - Innovation pédagogique. - Participation à l'internationalisation des formations.	Investissement dans l'enseignement et dans la formation, avec participation à l'animation pédagogique des filières. Sans responsabilité majeure.	Mission pédagogique réalisée a minima.

► ***Tâches d'intérêt général***

<table>
<tr><th>A+</th><th>A</th><th>B</th><th>C</th></tr>
<tr><td rowspan="2">- Vice-président.
- Directeur d'UFR, institut, école, département de l'université, service commun.</td><td>- Directeur-adjoint d'UFR, institut ou école.
- Autre mission d'intérêt général : direction d'un département d'enseignement ou d'une spécialité d'ingénieur, etc.</td><td>- Participation régulière aux instances de l'université (CA, CAC, CSA, FS du CSA) ou au conseil d'une UFR, institut ou école.</td><td rowspan="2">Absence de mission d'intérêt général.</td></tr>
<tr><td colspan="2">- Responsable d'un diplôme.
- Responsable d'année.
- Gestion effective de filière, mention ou parcours.
- Chargé de mission.</td></tr>
</table>

La diversité des engagements sur les thèmes évalués est prise en compte de manière favorable. En cas d'impossibilité de partage, le critère d'ancienneté dans le corps est pris en compte in fine.

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 19 décembre 2023
N° 2023.12.19_5.4.2.

Point 5 - Personnels

5.4. Critères d'avancement des enseignants et enseignants-chercheurs 2024

5.4.2. Avancement de grade des enseignants-chercheurs

Vu le code de l'éducation ;
Vu le code général de la fonction publique ;
Vu le décret n°84-431 du 6 juin 1984 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences ;
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc approuvés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés ;
Vu l'avis du comité social d'administration en date du 5 décembre 2023, portant sur l'objet de la présente délibération ;
Vu l'avis du conseil académique en date du 7 décembre 2023, portant sur l'objet de la présente délibération ;

► ***Le conseil d'administration approuve la note relative à la procédure de promotion des maîtres de conférences et des professeurs des universités au titre de l'établissement pour l'année 2024, telle qu'annexée à la présente délibération.***

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*35*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*18*
Quorum :	*18*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*14*	*Abstention :*	*0*
Membres représentés :	*4*	*Pour :*	*18*
Nombre de votants :	*18*		

Fait à Chambéry, le 21 décembre 2023

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

PHILIPPE GALEZ ID
Signature numérique de PHILIPPE GALEZ ID
Date : 2023.12.21 19:42:52 +01'00'

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	22/12/2023
	Transmise au recteur de région académique le :	22/12/2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

Commission d'avancement du 7 novembre 2023
CSA du 5 décembre 2023 - 8 votants : 4 abstentions (CGT-FO-FSU), 4 favorables (UNSA)
CAC du 7 décembre 2023 - 38 votants : 1 abstention, 37 favorables
CA du 19 décembre 2023 - 18 votants : 18 favorables

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

AVANCEMENT DE GRADE DES ENSEIGNANTS-CHERCHEURS
-
NOTE RELATIVE A LA PROCEDURE DE PROMOTION
DES MAITRES DE CONFERENCES ET DES PROFESSEURS DES UNIVERSITES
AU TITRE DE L'ETABLISSEMENT
- ANNEE 2024 -

Objet

Les promotions des enseignants-chercheurs se déroulent soit par la voie nationale (CNU) soit par la voie locale (établissement), cette dernière prenant en compte davantage l'investissement dans l'établissement. Le nombre maximal des promotions possibles fait l'objet d'un contingentement annuel.
Le présent document, qui concerne la seule voie locale, a pour objet d'accompagner le candidat en portant à sa connaissance les éléments essentiels à faire apparaître dans son dossier, et d'aider l'évaluateur à apprécier au mieux le niveau d'implication de celui-ci ; il participe à la volonté d'aller vers davantage d'équité.

Déroulement

- Dans un premier temps, la commission d'avancement* adresse un avis sur les activités pédagogiques et les tâches d'intérêt général au conseil académique restreint aux enseignants-chercheurs**, lequel se prononce définitivement sur ces avis. L'établissement transmet la position du conseil académique au CNU (mars).
- Le CNU évalue, en plus, les aspects recherche et propose des promotions à l'établissement. L'établissement obtient un retour des avis globaux du CNU et de ses propositions d'avancement (début juin).
- Dans un troisième temps (juin), sauf en cas d'interruption de procédure demandée par le candidat, les dossiers non promus au titre du CNU sont à nouveau examinés par la commission d'avancement qui prend en compte l'ensemble des activités. Par ses avis qu'elle lui transmet, elle éclaire le conseil académique restreint, qui se prononce alors sur les promotions au titre de l'établissement.
- En retour, le conseil académique restreint fait connaître à la commission d'avancement la liste des promu-e-s par grade.
- Les possibilités de promotion ouvertes par la tutelle sont communiquées aux instances : les propositions d'attribution se fondent sur la seule qualité de l'investissement.

** composée de membres du CAC restreint, des directeurs d'UFR, instituts, école et de l'équipe présidentielle.*
*** composé des MCF et PR pour les MCF, et des PR seuls pour les PR.*

Niveaux d'appréciation

L'avancement par la voie locale, qui permet de reconnaître l'investissement des candidats et leur expérience**,** au service de leur établissement, prend en compte les trois domaines fondamentaux de l'activité des enseignants-chercheurs (*cf.* ci-après). Chacun d'eux est apprécié par une lettre : C, B, A ou A+. Une modulation à la hausse ou à la baisse, C, C+ — B-, B, B+ — A-, A — A+, conduit à une appréciation sur huit niveaux de chacun de ces domaines.

Le « B » doit être lu comme le niveau nominal et le « A+ » comme le signe d'un engagement exceptionnel.
Un « C » dans l'un des trois volets doit être compensé par un investissement de qualité (A ou A+) dans les deux autres.
Les tableaux ci-dessous proposent, **à titre indicatif**, une grille d'évaluation ; il convient de tenir compte des durées, complexité et profondeur de l'engagement.
Les critères sont considérés sur une durée significative, particulièrement depuis la précédente promotion, et intègrent les résultats des travaux de la commission d'avancement et des CAC restreints antérieurs (« effet mémoire »).

Les avis transmis au CNU seront, éventuellement, accompagnés de commentaires.
L'existence d'une ou plusieurs promotions au plan national sur l'ensemble de la carrière constitue un point fort.

Critères

Le candidat est invité à consulter l'article L123-3 du Code de l'éducation modifié par la Loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 - art. 7, qui définit les missions des universités, base des critères retenus, ainsi que les lois de 1984, 2007 et 2009 qui font aussi référence sur l'ensemble de la carrière.

► ***Activités pédagogiques***. Elles prennent en compte, intégrés sur l'ensemble de la carrière :
- l'investissement dans l'enseignement (formations initiale et continue) au-delà du service normal d'un enseignant-chercheur (sur le plan qualitatif ou quantitatif) ;
- l'investissement dans la formation : innovation pédagogique (hybridation, classe inversée, apprentissage par problème et projet, etc.) ; création et/ou développement d'un diplôme (filière, mention, parcours, spécialité), responsabilité, gestion effective ; accompagnement de l'étudiant (recrutement, réussite, orientation, insertion professionnelle, etc.) ; suivi qualitatif de l'étudiant ;
- l'investissement dans l'internationalisation des formations.

	A+ / A	B	C
Activités pédagogiques	Investissement pédagogique majeur, suivant l'intensité. - Direction des études d'une composante. - Responsabilité d'un diplôme. - Gestion effective de filière, mention ou parcours.	Investissement dans l'enseignement et dans la formation, avec participation à l'animation pédagogique des filières. Sans responsabilité majeure.	Mission pédagogique assurée sans participation à l'animation des filières.

► ***Recherche***. Il s'agit de prendre en compte sur l'ensemble de la carrière :
- la production scientifique (articles, ouvrages, brevets, etc.) ;
- les activités d'animation de la recherche (direction de programme ou de fédération, encadrement doctoral, responsabilité scientifique nationale, évaluation de la recherche, gestion de contrats, etc.) ;
- les activités de valorisation de la recherche contractuelle ;
- l'implication dans la diffusion et la vulgarisation scientifique ;
- la participation à l'internationalisation de la recherche.

	A+	A	B	C
Recherche	- Activité scientifique exceptionnelle. - Rayonnement reconnu. - Direction de programme scientifique suivant la complexité.	- Très bonne activité scientifique. - Direction de programme scientifique suivant la complexité.	Mission de recherche globalement réalisée, quantitativement et qualitativement.	Mission de recherche non réalisée.

► ***Tâches d'intérêt général (pour l'établissement)***. Il s'agit de prendre en compte sur l'ensemble de la carrière :
- la qualité du service rendu (ex : présence régulière et participation active aux instances) ;
- sa durée ;
- son intensité, et donc la taille de la structure au sein de laquelle il a été rendu ainsi que le niveau de responsabilité qu'il a impliqué ;
- l'engagement dans le pilotage des projets structurants de l'établissement, notamment UNITA, NCU @spire et USMB SHINE.

	A+	A	B	C
Tâches d'intérêt général	- Président. - Vice-président institutionnel. - Directeur d'UFR, institut ou école dans la durée (double mandat).	- Vice-président non institutionnel. - Directeur d'UFR, institut, école, unité de recherche, département de l'université, service commun. - Directeur d'ED, de collège doctoral. - Chargé de mission de 64h ou plus.	- Participation régulière aux instances de l'université (CA, CAC, CSA, FS du CSA) ou au conseil d'une UFR, institut ou école ou unité de recherche. - Chargé de mission <64h. - Directeur-adjoint d'UFR, institut ou école ou unité de recherche. - Autre mission d'intérêt général : direction d'un département d'enseignement ou d'une spécialité d'ingénieur, etc.	Absence de mission d'intérêt général.

Il appartient au candidat de mentionner dans son dossier les éléments utiles au rapporteur et à la commission ; pour ce faire, la trame factuelle utilisée par le rapporteur est portée à sa connaissance.

Indications graduelles

Avancement MC CN → MC HC
Au-delà des critères généraux énoncés précédemment, sont prioritairement concernés par le passage MC HC, les dossiers des MC CN qui font état d'une évolution de carrière ou d'une situation disciplinaire singulières (par exemple, l'importance pour certaines disciplines de l'expérience de l'enseignement secondaire qui retarde les carrières dans le supérieur), ou font apparaître un engagement particulièrement remarqué dans un domaine spécifique.

Avancement MC HC → MC HC échelon exceptionnel
L'investissement des candidats dans leur mission d'enseignement (cf. tableau « Activités pédagogiques ») doit être particulièrement pris en compte, sur la longue durée et en qualité, sans pour autant exclure l'investissement en matière de recherche et de tâches d'intérêt général.

Avancement PR2 → PR1
Sont prioritairement concernés les dossiers respectant les critères généraux et montrant un investissement dans les activités de formation ou une prise de responsabilités collectives de bon niveau ainsi qu'une activité de recherche soutenue, notamment depuis la nomination dans le corps des professeurs des universités. Les trois volets du dossier doivent être équilibrés.

Avancement PR1 → PREX 1
Sont prioritairement concernés les dossiers respectant les critères généraux et montrant un fort investissement dans des activités de formation ou des responsabilités collectives ainsi qu'une activité de recherche reconnue. Les trois volets du dossier doivent être équilibrés sur l'ensemble de la carrière.

Avancement PREX 1 → PREX 2
Le caractère exceptionnel de cet avancement se traduit par des exigences renforcées. Un investissement particulièrement remarquable au sein de l'établissement, une activité de recherche de grande qualité et le caractère équilibré du dossier doivent fonder le choix réalisé.

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Fiche d'évaluation 2024

Avancement au choix

MCF CN ➔ **MCF HC**
MCF HC ➔ **MCF HCEX**
PR2 ➔ **PR1**
PR1 ➔ **PR EX1**
PR EX1 ➔ **PR EX2**

Nom :	**Prénom :**
Composante :	Laboratoire :
Âge : ans	Section CNU :
Grade et échelon :	Ancienneté dans le grade : l'échelon :

PARCOURS ANTERIEUR à la nomination en qualité de MCF / PR à l'USMB

Inscrire dans les cases ci-dessous l'appréciation de votre choix[1] ***A+, A, A-, B+, B, B-, C+, C***

ACTIVITES PEDAGOGIQUES

- actuelles :

- passées :

RECHERCHE[2]

- actuelles :

- passées :

TACHES D'INTERET GENERAL

- actuelles :

- passées :

APPRECIATION GENERALE

[1] *Appréciation modulée sur la base des grilles d'évaluation indicatives présentées dans la note relative à la procédure de promotion 2024.*

[2] *L'appréciation « Recherche » ne sera pas transmise au CNU ; elle ne sera prise en compte que lors de la phase locale (juin).*

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

AVANCEMENT DE GRADE DES ENSEIGNANTS-CHERCHEURS
AU TITRE DE L'ETABLISSEMENT
- ANNEE 2024 -

ANNEXES

ANNEXE 1
TEXTES REGLEMENTAIRES SUR LES MISSIONS DES UNIVERSITES

Les critères retenus tiennent compte des missions des universités définies dans l'article L123-3 du Code de l'éducation modifié par la Loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 - art. 7 qui stipule que les missions du service public de l'enseignement supérieur sont :

*1° La **formation initiale et continue tout au long de la vie** ;*

*2° La **recherche scientifique et technologique**, la **diffusion et la valorisation de ses résultats** au service de la société. Cette dernière repose sur le développement de l'innovation, du transfert de technologie lorsque celui-ci est possible, de la capacité d'expertise et d'appui aux associations et fondations, reconnues d'utilité publique, et aux politiques publiques menées pour répondre aux défis sociétaux, aux besoins sociaux, économiques et de développement durable ;*

*3° **L'orientation, la promotion sociale et l'insertion professionnelle** ;*

4° La diffusion de la culture humaniste, en particulier à travers le développement des sciences humaines et sociales, et de la culture scientifique, technique et industrielle ;

5° La participation à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

6° La coopération internationale.

Afin de prendre en compte l'évolution des attendus dans l'évaluation des collègues « sur l'ensemble de la carrière », les missions définies dans les lois de 1984, 2007 et 2009 sont rappelées ci-dessous :

Loi 1984

Selon l'article 3 du décret 84-431, qui découle de l'article 55 de la loi 84-5210, les enseignants-chercheurs concourent à l'accomplissement des missions de service public de l'enseignement supérieur définies à l'article 4 de la loi 84-5211 :

- *la **formation initiale et continue** ;*
  Ils participent à l'élaboration, par leur recherche, et assurent la transmission des savoirs, par leur enseignement, au titre de la formation initiale et continue. Ils assurent la direction, le conseil, le tutorat et l'orientation des étudiants et contribuent à leur insertion professionnelle. Ils organisent leurs enseignements au sein d'équipes pédagogiques dans tous les cursus universitaires et en liaison avec les milieux professionnels. Ils établissent à cet effet une coopération avec les entreprises publiques ou privées. Ils concourent à la formation des maîtres et à la formation tout au long de la vie. Ils participent aux jurys d'examen et de concours.

- *la **recherche scientifique et technologique** ainsi que la **valorisation** de ses résultats ;*
  Ils ont également pour mission le développement, l'expertise et la coordination de la recherche fondamentale, appliquée, pédagogique ou technologique ainsi que la valorisation de ses résultats. Ils participent au développement scientifique et technologique en liaison avec les grands organismes de recherche et avec les secteurs sociaux et économiques concernés. Ils contribuent à la coopération entre la recherche universitaire, la recherche industrielle et l'ensemble des secteurs de production.

- *la **diffusion de la culture et l'information scientifique et technique** ;*
  Ils contribuent au dialogue entre sciences et sociétés, notamment par la diffusion de la culture et de l'information scientifique et technique. Ils peuvent concourir à la conservation et l'enrichissement des collections et archives confiées aux établissements et peuvent être chargés d'activités documentaires.

- *la **coopération internationale** ;*
  Ils contribuent au sein de la communauté scientifique et culturelle internationale à la transmission des connaissances et à la formation à la recherche et par la recherche. Ils contribuent également au progrès de la recherche internationale. Ils peuvent se voir confier des missions de coopération internationale.

- *la **participation à la gouvernance des institutions universitaires**.*
  Ils concourent à la vie collective des établissements et participent aux conseils et instances prévus par le code de l'éducation et le code de la recherche ou par les statuts des établissements.

La **loi 2007-1199** a ajouté deux missions à celles de l'enseignement supérieur :

- *L'**orientation** et **l'insertion professionnelle** ;*
- *La **participation à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche.***

Dans ce cadre, le décret du 23 avril 2009 a étendu le rôle des enseignants-chercheurs à compter du 1er septembre 2009.

Loi 2009

L'article 3 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :

*« Art. 3.- Les enseignants-chercheurs participent à l'**élaboration**, par leur recherche, **et** assurent la **transmission**, par leur enseignement, **des connaissances au titre de la formation initiale et continue** incluant, le cas échéant, l'utilisation des technologies de l'information et de la communication. Ils assurent la **direction**, le **conseil**, le **tutorat** et **l'orientation des étudiants** et contribuent à **leur insertion professionnelle**. Ils organisent leurs enseignements au sein d'équipes pédagogiques dans tous les cursus universitaires et en liaison avec les milieux professionnels. Ils établissent à cet effet une **coopération avec les entreprises publiques ou privées**.*

*« Ils concourent à la **formation des maîtres et** à la formation **tout au long de la vie**.*

*« Ils ont également pour mission le **développement**, l'**expertise** et la **coordination de la recherche fondamentale, appliquée, pédagogique ou technologique** ainsi que la **valorisation de ses résultats**. Ils participent au développement scientifique et technologique en liaison avec les grands organismes de recherche et avec les secteurs sociaux et économiques concernés. Ils contribuent à la **coopération entre la recherche universitaire, la recherche industrielle et l'ensemble des secteurs de production**.*

« Ils participent aux jurys d'examen et de concours.

*« Ils contribuent au dialogue entre sciences et sociétés, notamment par la **diffusion de la culture et de l'information scientifique et technique**. Ils peuvent concourir à la conservation et l'enrichissement des collections et archives confiées aux établissements et peuvent être **chargés d'activités documentaires**.*

*« Ils contribuent **au sein de la communauté scientifique et culturelle internationale** à la transmission des connaissances et à la formation à la recherche et par la recherche. Ils contribuent également au **progrès de la recherche internationale**. Ils peuvent se voir confier des **missions de coopération internationale**.*

*« Ils concourent à la **vie collective des établissements** et participent aux **conseils et instances** prévus par le code de l'éducation et le code de la recherche ou par les statuts des établissements.*

« Les professeurs des universités ont vocation prioritaire à assurer leur service d'enseignement sous forme de cours ainsi que la direction des unités de recherche. »

ANNEXE 2

INDICATEURS FACTUELS UTILES A L'EVALUATION DES ACTIVITES PEDAGOGIQUES

- **INVESTISSEMENT DANS L'ENSEIGNEMENT** - Enseignement réellement assuré.
  - **En formation initiale**
    1- **Heures complémentaires effectuées**
       - Nombre moyen annuel *calculé sur n années* [1]
       - Nombre d'années

    2- Enseignements devant des **effectifs importants** (> 100 étudiants)
       - Ordre de grandeur du volume de ces effectifs
       - Nombre de promotions concernées
       - Nombre d'années

    3- Bénéficiaire d'une **décharge de service**
       - Motif
       - Nombre d'heures par an
       - Nombre d'années

    4- Bénéficiaire d'une **délégation** dans un organisme de recherche ou autre
       - Nombre d'années
  - **En formation continue**
    5- Impliqué(e) dans des actions de formation continue
       - d'enseignants
       - d'une autre profession
       - Nombre d'heures
       - Nombre d'années

- **INVESTISSEMENT DANS LA FORMATION**

  6- **Innovation** pédagogique

  7- **Création** d'un(e)
     - mention / filière
     - parcours / spécialité
     - En quelle année

  8- **Développement** de cette formation

  9- **Responsabilité** de cette formation
     - Nombre d'années

  10- **Gestion effective** de cette formation
     - Nombre d'années

  11- **Direction des études**
     - Nombre d'années

  12- **Suivi** personnalisé des étudiants (alternance, stages, etc.)

  13- **Accompagnement** de l'étudiant (recrutement, réussite, orientation, insertion professionnelle, etc.)

  14- Responsabilité de l'**alternance**
     - Nombre d'années

---

1 *Le décompte est établi à partir des fiches annuelles de validation des services, en ne retenant que les* ***heures réelles d'enseignement*** *et en excluant les heures de décharge, les heures liées à la responsabilité d'un diplôme et à diverses primes.*

ANNEXE 3

INDICATEURS FACTUELS UTILES A L'EVALUATION DES TACHES D'INTERET GENERAL

❑ REPRÉSENTATION

- **Membre d'un conseil ou comité**

1- d'**université** (CA, CAC, CSA, FS du CSA)
- Nom du/des conseils
- Période Nb d'années

2- d'**UFR, institut ou école**
- Période Nb d'années

- Indicateur de **présence effective aux conseils**

❑ MISSIONS AU SERVICE DE L'ETABLISSEMENT (*autre qu'une direction*)

3- Au niveau de l'**université** (Chargé de mission, etc.)
- Nature de la mission
- Période Nb d'années

4- Au niveau d'une **UFR, institut ou école** (Relations internationales, relations avec les entreprises, etc.)
- Nature de la mission
- Période Nb d'années

❑ DIRECTION

5- Au niveau de l'**université**
- *Président* Période Nb d'années
- *Vice-président Administration, Formation, Recherche*
  Nature Période Nb d'années
- *Autre vice-président*
  Nature Période Nb d'années
- *Directeur (collège doctoral, école doctorale, département de l'université, service commun)*
  Nature Période Nb d'années

6- Au niveau d'une **UFR, institut ou école**
- *Directeur de composante*
  Période Nb d'années
- *Directeur-adjoint de composante*
  Période Nb d'années

7- Au niveau d'une **unité de recherche**
- *Directeur d'unité de recherche*
  Période Nb d'années
- *Directeur-adjoint d'unité de recherche*
  Période Nb d'années

8- Autre mission d'intérêt général : direction d'un département d'enseignement ou d'une spécialité d'ingénieur, etc :

Nature Période Nb d'années

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 19 décembre 2023
N° 2023.12.19_6.1.

Point 6 – Affaires juridiques et institutionnelles

6.1. Dissolution du Pôle touristique d'excellence « Montagne inventive » (PTMI)

Vu le code de l'éducation, notamment son article L713-1 ;
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc adoptés par le conseil d'administration le 8 juillet 2014, modifiés ;
Vu le règlement intérieur de l'université Savoie Mont Blanc adopté par le conseil d'administration le 8 juillet 2014, modifié ;
Vu la délibération n°2016.09.27_9.1 du conseil d'administration en date du 27 septembre 2016, portant création du Pôle touristique d'excellence « Montagne inventive » ;
Vu l'avis du comité social d'administration en date du 5 décembre 2023, portant sur l'objet de la présente délibération ;
Vu l'avis du conseil académique plénier en date du 7 décembre 2023, portant sur l'objet de la présente délibération ;

► ***Le conseil d'administration approuve la dissolution du Pôle touristique d'excellence « Montagne inventive » (PTMI).***

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*35*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*17*
Quorum :	*18*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*13*	*Abstention :*	*0*
Membres représentés :	*4*	*Pour :*	*17*
Nombre de votants :	*17*		

Fait à Chambéry, le 21 décembre 2023

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

PHILIPPE GALEZ ID
Signature numérique de PHILIPPE GALEZ ID
Date : 2023.12.21 19:43:11 +01'00'

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	22/12/2023
	Transmise au recteur de région académique le :	22/12/2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 19 décembre 2023
N° 2023.12.19_6.2.

Point 6 – Affaires juridiques et institutionnelles

6.2. Création de l'Institut des transitions

Vu le code de l'éducation, notamment son article L713-1 ;
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc adoptés par le conseil d'administration le 8 juillet 2014, modifiés ;
Vu le règlement intérieur de l'université Savoie Mont Blanc adopté par le conseil d'administration le 8 juillet 2014, modifié ;
Vu l'avis du comité social d'administration en date du 5 décembre 2023, portant sur l'objet de la présente délibération ;
Vu l'avis du conseil académique plénier en date du 7 décembre 2023, portant sur l'objet de la présente délibération ;

► ***Le conseil d'administration approuve la création du département « Institut des transitions », composante telle que définie à l'article L713-1 du code de l'éducation.***

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*35*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*17*
Quorum :	*18*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*13*	*Abstention :*	*0*
Membres représentés :	*4*	*Pour :*	*17*
Nombre de votants :	*17*		

Fait à Chambéry, le 21 décembre 2023

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

PHILIPPE GALEZ ID
Signature numérique de PHILIPPE GALEZ ID
Date : 2023.12.21 19:43:31 +01'00'

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	22/12/2023
	Transmise au recteur de région académique le :	22/12/2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 19 décembre 2023
N° 2023.12.19_6.3.1.

Point 6 – Affaires juridiques et institutionnelles

6.3. Affaires statutaires

6.3.1. Institut des transitions

Vu le code de l'éducation, notamment son article L713-1 ;
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc adoptés par le conseil d'administration le 8 juillet 2014, modifiés ;
Vu le règlement intérieur de l'université Savoie Mont Blanc adopté par le conseil d'administration le 8 juillet 2014, modifié ;
Vu l'avis du comité social d'administration en date du 5 décembre 2023, portant sur l'objet de la présente délibération ;
Vu la délibération n°2023.12.19_6.2. du conseil d'administration en date du 19 décembre 2023, portant création de l'Institut des transitions ;

► ***Le conseil d'administration approuve les statuts de l'Institut des transitions, tels qu'annexés à la présente délibération.***

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*35*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*17*
Quorum :	*18*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*13*	*Abstention :*	*0*
Membres représentés :	*4*	*Pour :*	*17*
Nombre de votants :	*17*		

Fait à Chambéry, le 21 décembre 2023

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

PHILIPPE GALEZ ID
Signature numérique de PHILIPPE GALEZ ID
Date : 2023.12.21 19:43:54 +01'00'

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	22/12/2023
	Transmise au recteur de région académique le :	22/12/2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

CSA du 05.12.2023 - 8 votants : 4 abstentions (CGT-FO-FSU), 4 favorables (UNSA)
CA du 19.12.2023 - 17 votants : 17 favorables

Statuts de l'Institut des transitions de l'université Savoie Mont Blanc

Vu le code de l'éducation, notamment son article L713-1,

Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc adoptés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés,

Vu l'avis du comité social d'administration en date du 05/12/2023 portant sur les présents statuts,

Vu l'avis du conseil académique en date du 07/12/2023 portant création du département Institut des transitions,

Vu la délibération du conseil d'administration en date du 19/12/2023 portant création du département Institut des transitions,

Vu la délibération du conseil d'administration en date du 19/12/2023 portant sur les présents statuts,

PRÉAMBULE

L'université Savoie Mont Blanc (USMB), fortement connectée à son territoire et à son écosystème, mais aussi tournée vers l'international, est une université pluridisciplinaire qui décline son projet autour de trois axes prioritaires et transversaux : Interactions Homme – Environnement ; Services et Industries du futur ; Patrimoine culturel et Sociétés en mutation.

Pour renforcer le lien formation-recherche, accroître son rayonnement et son impact sur la société et les territoires (acteurs socio-économiques, collectivités territoriales...) tout en répondant aux enjeux scientifiques et sociétaux de demain, l'USMB crée l'Institut des transitions.

Article 1 Objet

Le département Institut des transitions est une composante de l'USMB telle que définie à l'article L713-1 du code de l'éducation, créée par délibération du conseil d'administration de l'université après avis du conseil académique.

Article 2 Missions

Le département Institut des transitions a pour missions principales de :

- Accompagner les projets interdisciplinaires en formation et en recherche ;
- Renforcer le lien formation-recherche ;
- Accompagner les processus d'innovation ouverte ;
- Fédérer les acteurs de l'écosystème territorial et de l'université autour de projets innovants.

Plus précisément, l'Institut des transitions sera en charge notamment de :

- Faire des propositions de structuration concernant la recherche et l'enseignement de manière interdisciplinaire afin de mobiliser plus massivement et efficacement le potentiel de l'USMB sur les trois axes prioritaires précités ;

- Développer la diffusion des connaissances et leur valorisation dans ces thématiques en liant formation-recherche-innovation-diffusion pour accélérer le développement des entreprises et des territoires, et enrichir les modes de formation et de recherche ;
- Faire de l'USMB une université apprenante, ouverte et agile pour répondre aux défis des trois transitions (environnementale, industrielle et sociétale) et apporter des réponses adaptées en matière de recherche, formation, innovation et diffusion ;
- Faire dialoguer les différentes disciplines autour des enjeux fondamentaux des transitions, dans une démarche ouverte de co-construction et de collaboration, tant en interne, qu'en externe en impliquant l'ensemble des partenaires de l'USMB, pour gagner en visibilité ;
- Renforcer les relations partenariales de l'USMB au sein de l'écosystème Savoie Mont Blanc via notamment le déploiement d'un programme de co-maturation avec les entreprises, et la mutualisation des ressources technologiques et des compétences associées à l'ensemble des laboratoires de l'USMB (USMB Tech) ;
- Animer les dispositifs interdisciplinaires pour les étudiants permettant de répondre aux projets innovants des entreprises, organisations ou collectivités territoriales (notamment Dispositif PITON) ;
- Structurer, développer et porter les dispositifs visant à promouvoir l'entrepreneuriat étudiant à l'USMB ;
- Participer à la construction de l'Université Européenne UNITA et faire du lien entre les territoires de montagne et transfrontaliers qui la composent.

Article 3 Direction

Le directeur ou la directrice de l'Institut des transitions est nommé par le président ou la présidente de l'USMB, après avis du conseil d'administration de l'établissement, pour un mandat de quatre ans, renouvelable une fois. Il ou elle est choisi parmi les enseignants-chercheurs ou personnels assimilés de l'université.

La direction met en œuvre les missions de l'Institut des transitions définies à l'article 2 et coordonne ses activités ; la direction élabore les orientations de l'Institut des transitions et les soumet pour avis au comité de pilotage.

La direction devra rendre compte annuellement du bilan de l'Institut des transitions auprès du conseil académique.

S'il n'est pas membre élu, le directeur ou la directrice de l'Institut des transitions peut assister aux séances du conseil académique siégeant en formation plénière, avec voix consultative.

L'Institut des transitions est administré avec l'appui d'un comité de direction opérationnel, son pilotage est partagé et validé par le comité de pilotage.

Article 4 Comité de direction opérationnel

Le directeur ou la directrice administre l'Institut des transitions en s'appuyant sur un comité de direction opérationnel, représentatif de ses différentes missions.

Le comité de direction opérationnel est composé de :

- Six personnels désignés par le président ou la présidente de l'USMB, sur proposition du directeur ou de la directrice de l'Institut des transitions :
  - Un personnel rattaché à l'Institut des transitions ayant une mission relative à l'interdisciplinarité et au lien formation – recherche ;
  - Un personnel rattaché à l'Institut des transitions ayant une mission relative à

l'innovation ;
- Un personnel de l'USMB ayant une mission relative à l'entrepreneuriat ;
- Un personnel de l'USMB ayant une mission relative à Piton ;
- Un personnel de l'USMB permettant le lien avec l'UNITA Office ;
- Un personnel de l'USMB représentant les fonctions administratives ;

- Un représentant de la Fondation Université Savoie Mont Blanc, désigné par le président ou la présidente de cette fondation ;
- Un vice-président ou une vice-présidente de l'USMB en charge de la valorisation de la recherche ou son représentant ou sa représentante ;
- Un vice-président ou une vice-présidente de l'USMB en charge de l'interdisciplinarité et du lien formation-recherche ou son représentant ou sa représentante.

Le directeur ou la directrice peut inviter toute personne dont la présence est jugée utile au débat sur un point précis de l'ordre du jour.

Article 5 Comité de pilotage

Le comité de pilotage est composé de seize membres :

- Le président ou la présidente de l'USMB ou son représentant ou sa représentante ;
- Le directeur ou la directrice de l'Institut des transitions ou son représentant ou sa représentante ;
- Le vice-président ou la vice-présidente de l'USMB en charge de la recherche ou son représentant ou sa représentante ;
- Le vice-président ou la vice-présidente de l'USMB en charge de la formation ou son représentant ou sa représentante ;
- Un vice-président ou une vice-présidente de l'USMB en charge de l'insertion professionnelle ou son représentant ou sa représentante ;
- Un vice-président ou une vice-présidente de l'USMB en charge des relations internationales ou son représentant ou sa représentante ;
- Un vice-président ou une vice-présidente de l'USMB en charge de la valorisation de la recherche ou son représentant ou sa représentante ;
- Le délégué régional ou la déléguée régionale du CNRS Alpes ou son représentant ou sa représentante ;
- Le président ou la présidente de la fondation de l'USMB ou son représentant ou sa représentante ;
- Le président ou la présidente du Club des entreprises de l'USMB ou son représentant ou sa représentante ;
- Le directeur ou la directrice générale des services de l'USMB ou son représentant ou sa représentante ;
- Un représentant ou une représentante d'une université de l'alliance UNITA désigné par le président ou la présidente de l'USMB pour une durée de 4 ans ;
- Un représentant de chaque hub thématique précédemment défini, désigné par le conseil académique sur proposition du président ou de la présidente de l'USMB ;
- Le vice-président ou la vice-présidente étudiant ou un vice-président ou une vice-présidente étudiant délégué.

Le président ou la présidente de séance peut inviter toute personne dont la présence est jugée utile au débat sur un point précis de l'ordre du jour, notamment les personnels en charge des projets et missions de l'Institut des transitions.

Article 6 Fonctionnement

Le comité de direction opérationnel, piloté par le directeur ou la directrice de l'Institut des transitions, se réunit tous les mois.

Le comité de pilotage, présidé par le président ou la présidente de l'USMB, se réunit au moins deux fois par an sur convocation du président ou de la présidente de l'USMB et a pour mission la définition de la stratégie globale, le suivi budgétaire, le suivi du déroulement des projets et la définition des actions et des évolutions.

Le comité de pilotage délibère valablement sur l'ordre du jour si la moitié au moins des membres sont présents ou représentés. Lorsque le quorum n'est pas atteint, le comité de pilotage siège valablement sur le même ordre du jour dans les deux semaines qui suivent. Chaque membre peut donner procuration à un autre membre du comité de pilotage. Nul ne peut être porteur de plus de deux procurations. Les décisions sont adoptées à la majorité simple des suffrages exprimés.

Le président ou la présidente du comité de pilotage du département peut décider qu'une délibération sera organisée par tout procédé assurant l'échange d'écrits transmis par voie électronique permettant un dialogue en ligne ou par messagerie. Les observations émises par chacun des membres sont immédiatement communiquées à l'ensemble des autres membres participants ou leur sont accessibles, de façon qu'ils puissent y répondre pendant le délai prévu pour la délibération, afin d'assurer le caractère collégial de celle-ci.

Article 7 Modification des statuts

Les modifications des présents statuts sont proposées par le comité de pilotage et soumises au conseil d'administration de l'USMB.

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 19 décembre 2023
N° 2023.12.19_6.3.2.

Point 6 – Affaires juridiques et institutionnelles

6.3. Affaires statutaires

6.3.2. Polytech Annecy-Chambéry

Vu le code de l'éducation, notamment son article L713-1 ;
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc adoptés par le conseil d'administration le 8 juillet 2014, modifiés ;
Vu le règlement intérieur de l'université Savoie Mont Blanc adopté par le conseil d'administration le 8 juillet 2014, modifié ;
Vu l'avis du comité social d'administration en date du 5 décembre 2023, portant sur l'objet de la présente délibération ;

► ***Le conseil d'administration approuve les statuts de Polytech Annecy-Chambéry, tels qu'annexés à la présente délibération.***

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*35*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*17*
Quorum :	*18*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*13*	*Abstention :*	*0*
Membres représentés :	*4*	*Pour :*	*17*
Nombre de votants :	*17*		

Fait à Chambéry, le

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

PHILIPPE GALEZ ID
Signature numérique de PHILIPPE GALEZ ID
Date : 2024.01.16 17:31:17 +01'00'

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	18/01/2024
	Transmise au recteur de région académique le :	18/01/2024

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

Statuts

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L713-1, L713-2, L713-9, L719-1 à L719-3, D713-19, D713-20, D719-1 à D719-47-5,

Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc adoptés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés,

Vu le règlement intérieur de l'université Savoie Mont Blanc adopté par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifié,

Vu l'avis du comité social d'administration en date du 5 décembre 2023 portant sur les présents statuts,

Vu la délibération du conseil d'administration en date du 19 décembre 2023 portant sur les présents statuts,

Article 1 - Dénomination

L'École polytechnique universitaire de Savoie, dénommée Polytech Annecy-Chambéry, est une composante de l'université Savoie Mont Blanc telle que définie par les articles L713-1 et L713-9 du code de l'éducation, régie par les présents statuts.

Elle est membre du réseau Polytech.

Titre I - Missions, structures

Article 2 - Missions

Les missions de l'École sont :

- la formation initiale d'ingénieurs, y compris en alternance ou par apprentissage ;
- la formation continue ;
- la formation à la recherche ;
- le développement de la recherche et de l'innovation technologique ;
- la valorisation des résultats obtenus au plan national et international ;
- l'aide au développement durable, économique et industriel.

Article 3 - Structures

L'École est un centre polytechnique, au sens de l'article L713-2 du code de l'éducation, relatif à l'enseignement technologique supérieur.

Elle est administrée par le conseil d'école et dirigée par un directeur ou une directrice, selon les modalités de l'article L. 713-9 du code de l'éducation.

Le directeur ou la directrice est assisté d'une équipe de direction.

L'École est dotée d'un comité de direction.

Titre II - Organisation générale

Article 4 - Principes

L'organisation de l'École est destinée à favoriser l'interdisciplinarité, le fonctionnement sur plusieurs sites, la réactivité aux évolutions rapides de l'environnement économique et social, la capitalisation des acquis spécifiques des composantes de l'École en matière d'image et de reconnaissance auprès des industriels et des collectivités.

L'École réalise ses missions liées à la recherche par l'intermédiaire de laboratoires de recherche qui lui sont rattachés ou associés.

Des services communs, administratifs ou techniques, et des services de site concourent au fonctionnement général de l'École.

Article 5 - Organisation pédagogique

L'organisation pédagogique de l'école est définie par les règlements des études :

- règlement des études du cycle préparatoire (Parcours des écoles d'ingénieurs Polytech PEIP) ;
- règlements des études du cycle ingénieur ;
- règlement des études des masters.

Des enseignants ou enseignantes, enseignants-chercheurs ou enseignantes-chercheuses assurent les responsabilités suivantes :

- responsables des études et de la vie étudiante ;
- responsables de spécialité, de parcours, de cycle préparatoire ou de master ;
- responsables de semestre.

Les élèves de chaque année sont représentés par des délégués.

Article 6 - Responsables des études et de la vie étudiante

Les responsables des études et de la vie étudiante assurent l'interface entre la direction de l'école et les élèves pour tout ce qui concerne le bon déroulement de la scolarité et de la vie étudiante.

Ils ou elles sont nommés par le comité de direction, sur proposition du directeur ou de la directrice. Leur rôle, la durée de leur mandat et le montant de leur indemnisation (heures spécifiques) sont décrits dans une fiche de poste approuvée par le comité de direction.

Article 7 - Responsables de spécialité, de parcours, de cycle préparatoire ou de master

Les responsables de spécialité, de parcours, de cycle préparatoire ou de master assurent la coordination et la cohérence pédagogique des enseignements.

Ils ou elles sont nommés par le comité de direction, sur proposition du directeur ou de la directrice. Leur rôle, la durée de leur mandat et le montant de leur indemnisation (heures spécifiques) sont décrits dans une fiche de poste approuvée par le comité de direction.

Article 8 - Responsables de semestre

Les responsables de semestre assurent le bon déroulement du semestre dont ils ont la charge. Ils coordonnent les emplois du temps en lien avec la scolarité.

Ils ou elles sont nommés par le comité de direction, sur proposition du directeur ou de la directrice. Leur rôle, la durée de leur mandat et le montant de leur indemnisation (heures spécifiques attribuées par le conseil d'administration en formation restreinte de l'université Savoie Mont Blanc) sont décrits dans une fiche de poste approuvée par le comité de direction.

Article 9 - Délégués

Chaque année, les élèves élisent leurs délégués ou leurs déléguées au scrutin uninominal majoritaire à un tour qui les représentent dans les interactions avec les responsables de l'école. La répartition est la suivante :

- un délégué ou une déléguée et un suppléant ou une suppléante par groupe de TP ;
- un délégué général ou une déléguée générale des élèves Ingénieurs (DGEI) par site, élu par et parmi les délégués.

Article 10 - Organisation de la recherche

La recherche scientifique et technologique ainsi que la formation à la recherche sont des missions importantes de l'école. Dans le cadre de sa politique scientifique, l'université Savoie Mont Blanc peut rattacher des laboratoires de recherche à l'école.

Les laboratoires de recherche actuellement rattachés à l'école sont :

- le laboratoire d'informatique, systèmes, traitement de l'information et de la connaissance (LISTIC) ;
- le laboratoire procédés énergie bâtiment (LOCIE) ;
- le laboratoire systèmes et matériaux pour la mécatronique (SYMME).

Toute modification de la liste des laboratoires de recherche rattachés à l'école est soumise à l'avis du conseil de l'école et de la commission de la recherche du conseil académique, préalablement à la décision du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc.

Titre III - Le conseil de l'École

Article 11 - Missions

Le conseil d'École définit la politique générale de l'École. Il valide notamment la politique pédagogique et les orientations de recherche dans le cadre de la stratégie de l'université Savoie Mont Blanc et de la réglementation nationale en vigueur. Il est consulté sur la politique de recrutement.

Il vote le budget de l'École, qui est arrêté par le conseil d'administration de l'université.

Il détermine les statuts de l'École, qui sont approuvés par le conseil d'administration de l'université.

Il nomme et révoque les directeurs adjoints ou les directrices adjointes sur proposition du directeur ou de la directrice de l'École.

Il propose au ministre la nomination du directeur ou de la directrice.

Article 12 - Composition

Le conseil d'École comprend **39** membres, répartis comme suit :

18 personnalités extérieures à l'École, choisies en fonction de leur rôle dans les domaines scientifique, économique, industriel ou administratif, constituant le collège des personnalités extérieures, soit :

- 9 représentants des organismes suivants :
  - un représentant ou une représentante du conseil départemental de la Savoie ;
  - un représentant ou une représentante du conseil départemental de la Haute-Savoie ;
  - un représentant ou une représentante de la chambre de commerce et d'industrie de la Savoie ;
  - un représentant ou une représentante de la chambre de commerce et d'industrie de la Haute-Savoie ;
  - un représentant ou une représentante de la communauté d'agglomération du Grand Annecy ;
  - un représentant ou une représentante de la communauté d'agglomération du Grand Chambéry ;
  - un représentant ou une représentante de l'union patronale, désigné par le MEDEF ;
  - un représentant ou une représentante d'une organisation syndicale de salariés désignée par tirage au sort parmi les syndicats représentés au CESER ;

- un représentant ou une représentante du conseil national des ingénieurs et des scientifiques de France.
- 1 personnalité extérieure désignée à titre personnel, pour ses compétences, par le conseil d'École.
- 8 représentants ou représentantes du monde de l'entreprise, choisis en raison de la cohérence de leurs activités avec les spécialités de l'École, dont au moins 2 ingénieurs ou ingénieures diplômés de l'École ou des écoles dont elle est issue.

7 représentants ou représentantes du collège A des professeurs et personnels assimilés.

7 représentants ou représentantes du collège B des autres enseignants-chercheurs, enseignants et personnels assimilés.

3 membres des personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service.

4 représentants ou représentantes des usagers.

Article 13 - Désignation des membres

Les membres du conseil représentant des enseignants-chercheurs ou enseignantes-chercheuses, des enseignants ou enseignantes et des chercheurs ou chercheuses, des personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service, et des usagers sont élus selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur.

L'obligation d'assurer la parité entre les femmes et les hommes s'apprécie sur l'ensemble des personnalités extérieures siégeant au sein du conseil. Le mécanisme permettant de garantir la parité parmi les personnalités extérieures membres du conseil est prévu aux articles D719-47-1 à D719-47-5 du code de l'éducation.

Les membres du conseil représentant les collectivités territoriales et les organismes sont désignés nommément par leurs collectivités territoriales et leurs organismes. Les collectivités territoriales et organismes peuvent désigner un suppléant de même sexe pour chaque titulaire. Le mandat d'une personnalité extérieure désignée par une collectivité territoriale prend fin automatiquement en cas de renouvellement de son assemblée, de démission ou de décision de ladite collectivité.

Les personnalités siégeant en raison de leurs activités et compétences et les anciens élèves sont désignés, sur proposition du président ou de la présidente du conseil ou du directeur ou de la directrice (en cas de vacance de la présidence du conseil), par le conseil restreint aux membres élus et aux personnalités représentant les collectivités territoriales et les institutions.

La durée du mandat des usagers est de 2 ans, renouvelable.

La durée du mandat des autres membres est de 4 ans, renouvelable.

Article 14 - Le président ou la présidente du conseil d'École

Le conseil d'École élit, en formation plénière, pour un mandat de 3 ans renouvelable, au sein des personnalités extérieures, celui de ses membres qui est appelé à le présider. L'élection du président ou de la présidente se fait avec un quorum de 60 % des membres composant le conseil d'École.

L'élection est effectuée à la majorité absolue des membres en exercice aux deux premiers tours, à la majorité des présents et représentés aux tours suivants.

Article 15 - Délibérations du conseil d'École

Le conseil d'École délibère valablement lorsque la moitié de ses membres en exercice sont présents ou représentés.

Nul membre ayant voix délibérative ne peut être porteur de plus de deux procurations.

Les décisions, sauf celles d'ordre statutaire sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

Article 16 - Sessions du conseil d'École

Le conseil d'École se réunit au moins deux fois par an sur convocation du président ou de la présidente, qui en arrête l'ordre du jour. La convocation, mentionnant l'ordre du jour, et les documents portant sur les questions

inscrites à l'ordre du jour, sont adressés aux membres du conseil au moins huit jours avant la date de réunion. En cas d'urgence et d'impossibilité matérielle d'envoyer certains documents portant sur les questions inscrites à l'ordre du jour, il pourra être dérogé au délai susmentionné.

Le président ou la présidente peut inviter, sans droit de vote, toute personne susceptible d'éclairer les débats du conseil d'École.

Titre IV - La direction

Article 17 - Rôle du directeur ou de la directrice

Le directeur ou la directrice assure, dans le cadre des orientations définies par le conseil d'École, la direction et la gestion de l'École. Il ou elle exerce notamment les compétences suivantes :

- il ou elle prépare les délibérations du conseil, assiste à ses délibérations et en assure l'exécution ;
- il ou elle est ordonnateur des recettes et des dépenses ;
- il ou elle a autorité sur l'ensemble des personnels. Il nomme à toutes fonctions pour lesquelles aucune autre autorité n'a reçu de pouvoir de nomination. Aucune affectation de personnel ne peut être prononcée si le directeur ou la directrice de l'École émet un avis défavorable motivé ;
- il ou elle propose au président ou à la présidente de l'université la constitution du jury d'admission à l'École et la composition du jury de délivrance du diplôme d'ingénieur selon la réglementation en vigueur. Il ou elle préside ces jurys ;
- il ou elle propose au président ou à la présidente de l'université la liste des candidats ou des candidates aptes à obtenir le diplôme d'ingénieur et ceux susceptibles d'être admis. Il ou elle prononce les redoublements et prend la décision de ne pas autoriser un ou une élève à poursuivre ses études à l'École ;
- il ou elle peut prendre toutes décisions qui ne relèvent pas de la compétence du conseil de l'École.

Article 18 - Désignation du directeur ou de la directrice

Le directeur ou la directrice est choisi dans l'une des catégories de personnels qui ont vocation à enseigner dans l'École, sans condition de nationalité.

Le directeur ou la directrice est nommé par le ministre en charge de l'enseignement supérieur sur proposition du conseil de l'École. Cette proposition peut porter sur un ou plusieurs candidats. Elle est faite à la majorité absolue des membres en exercice aux deux premiers tours de scrutin, à la majorité simple des présents et représentés aux tours suivants.

Le mandat du directeur ou de la directrice est de cinq ans, renouvelable une fois.

En cas d'empêchement définitif ou de démission d'un directeur ou d'une directrice d'une école interne, le ou la ministre compétent désigne l'administrateur provisoire.

Article 19 - Composition et rôle de l'équipe de direction

Le directeur ou la directrice est assisté, pour la durée de son mandat, par une équipe de direction dont la composition est la suivante :

- un directeur adjoint ou une directrice adjointe chargé de la formation ;
- un directeur adjoint ou une directrice adjointe chargé de la recherche ;
- un directeur adjoint ou une directrice adjointe chargé des relations avec les entreprises ;
- un directeur adjoint ou une directrice adjointe chargé des relations internationales.

Un directeur adjoint ou une directrice adjointe peut-être en charge de plusieurs domaines.

Le directeur ou la directrice peut proposer la nomination d'autres directeurs adjoints ou directrices adjointes au conseil de l'école. Ils ou elles deviennent alors membres de l'équipe de direction.

Les directeurs adjoints ou les directrices adjointes sont choisis parmi les personnels enseignants-chercheurs ou enseignantes-chercheuses, enseignants ou enseignantes et chercheurs ou chercheuses de l'École. Ils ou elles

sont nommés par le conseil de l'École sur proposition du directeur ou de la directrice. Leur mandat prend fin en cas de décès, d'empêchement définitif, de démission ou de révocation.

Les directeurs adjoints ou les directrices adjointes figurent sur l'organigramme fonctionnel de l'école. Leur rôle, la durée de leur mandat et le montant de leur indemnisation (heures spécifiques) sont décrits dans une fiche de poste approuvée par le comité de direction.

Article 20 - Responsable administratif ou responsable administrative

Le responsable administratif ou la responsable administrative assure, sous l'autorité du directeur ou de la directrice, la gestion administrative et financière de l'école, ainsi que l'encadrement des personnels administratifs et techniques affectés à l'école

Il ou elle coordonne l'activité des services de l'école afin de remplir l'ensemble de ses missions.

Le responsable administratif ou la responsable administrative est chargé, sous l'autorité du directeur ou de la directrice, de la gestion administrative et financière de l'École ainsi que de l'encadrement de l'équipe administrative et technique.

Il ou elle est nommé par le président ou la présidente de l'université Savoie Mont Blanc, sur proposition du directeur ou de la directrice.

Article 21 - Chargés de mission

L'équipe de direction peut être assistée de chargés de mission dans des domaines spécifiques. Ils ou elles sont nommés par le comité de direction sur proposition du directeur ou de la directrice.

Les chargés de missions figurent sur l'organigramme fonctionnel de l'école. Leur rôle, la durée de leur mandat et le montant de leur indemnisation (heures spécifiques) sont décrits dans une fiche de poste approuvée par le comité de direction.

Article 22 - Bureau – Composition et Fonction

Le bureau assiste le directeur ou la directrice dans la gestion quotidienne de Polytech. Il est composé par :

- le directeur ou la directrice et les directeurs adjoints ou les directrices adjointes ;
- les responsables des études et de la vie étudiante ;
- le responsable administratif ou la responsable administrative.

Dans la mesure du possible, le bureau se réunit toutes les semaines.

Le directeur ou la directrice peut inviter toute autre personne dont l'avis, sur un ou plusieurs points à l'ordre du jour, est susceptible d'éclairer le bureau.

Le directeur ou la directrice peut désigner des invités permanents.

Titre V - Le comité de direction

Article 23 - Missions

Le rôle du comité de direction est d'assister le directeur ou la directrice dans la conduite des affaires de l'École.

Il se réunit sur convocation du directeur ou de la directrice. Ce dernier ou cette dernière établit l'ordre du jour des séances et assure la diffusion des comptes-rendus des réunions. La fréquence des réunions est d'au moins dix par an.

Article 24 - Composition

Le comité de direction est présidé par le directeur ou la directrice. Sa composition est la suivante :

- le directeur ou la directrice et les directeurs adjoints ou les directrices adjointes ;

- le responsable administratif ou la responsable administrative et son adjoint ou son adjointe le cas échéant ;
- les directeurs ou les directrices de laboratoire rattachés à l'école ou leurs représentants ;
- les responsables des études et de la vie étudiante ;
- les responsables de spécialité et du cycle préparatoire ou leurs représentants ;
- le responsable des services administratifs et techniques ;
- le directeur ou la directrice du Club des Entreprises ou son représentant ou sa représentante ;
- les délégués généraux élève-ingénieur (DGEI).

Il se réunit en session ordinaire mensuellement, au minimum dix fois par an, sur convocation du directeur ou de la directrice.

Ce dernier ou cette dernière établit l'ordre du jour des séances. Tout membre de l'équipe de direction peut demander l'inscription d'un point à l'ordre du jour au moins une semaine avant la réunion du comité.

Selon l'ordre du jour, le directeur ou la directrice peut compléter le comité de direction par toute personne de son choix.

Le bureau peut décider de nommer des invités permanents, il peut également en révoquer.

Les comptes-rendus des réunions sont diffusés aux personnels et aux usagers de l'école après approbation.

Titre VI - Autres comités et conseils

Article 25 - Comité d'orientation stratégique

Le comité d'orientation stratégique a pour rôle d'apporter une réflexion de prospective à moyen et long terme sur le développement, au sein de l'école, de la formation, de la recherche, du transfert technologique, des relations avec les partenaires nationaux ou internationaux. Il a pour vocation d'identifier les axes de développement de l'école, de contribuer à son rayonnement extérieur, de positionner l'école dans son environnement. Les réflexions, analyses, synthèses, propositions et recommandations résultant de ses travaux ont pour but d'aider le conseil de l'école dans ses choix stratégiques.

Il est présidé par le président ou la présidente du conseil d'école et comporte des membres internes et des membres externes.

Membres internes :
- le directeur ou la directrice ;
- les membres élus au conseil d'école.

Membres externes :
- le président ou la présidente du conseil d'école ;
- au moins deux personnes désignées par le président ou la présidente du conseil d'école sur proposition du directeur ou de la directrice en fonction des sujets traités, après avis du comité de direction.

Il se réunit au moins une fois par période d'accréditation des formations ingénieur (« périodique CTI »), sur convocation du président ou de la présidente du conseil d'école.

Le président ou la présidente du conseil d'école peut inviter toute personne (interne ou externe) susceptible d'éclairer les débats du comité d'orientation stratégique.

Les comptes rendus des réunions sont diffusés aux membres du comité et aux personnels de l'école après approbation.

Article 26 - Comité pédagogique

Le comité pédagogique vient en appui à la démarche d'amélioration continue des enseignements. Il fait des propositions à la direction et au conseil d'école.

Il est présidé par le directeur ou la directrice de l'école et comprend des membres internes et externes.

Membres internes :

- directeur ou directrice ;
- directeurs adjoints ou directrices adjointes ;
- responsables de spécialité ;
- responsables des études et de la vie étudiante ;
- deux enseignants ou enseignantes, membres du conseil d'école et désignés par le comité de direction sur proposition du directeur ou de la directrice ;
- un représentant ou une représentante des élèves par spécialité de l'école désigné parmi les délégués (les modalités de désignation sont laissées au choix des délégués).

Membres externes : au moins deux personnes désignées par le comité de direction sur proposition du directeur en fonction des sujets traités.

Le directeur ou la directrice d'école peut inviter toute personne susceptible d'éclairer les débats du comité pédagogique.

Le comité pédagogique se réunit au moins une fois par an, en aval des conseils de perfectionnement, sur convocation du directeur ou de la directrice d'école.

Les relevés de conclusions des comités pédagogiques sont diffusés aux membres du comité et aux personnels de l'école après approbation.

Article 27 - Conseils de Perfectionnement

Les conseils de perfectionnement sont institués conformément à l'article 29 des statuts de l'université Savoie Mont Blanc.

Titre VII - Modification des statuts

Article 28 - Modification des statuts

La modification des présents statuts peut être demandée par le président ou la présidente du conseil d'école, le directeur ou la directrice de l'école ou le tiers des membres du conseil.

Toute modification des statuts doit être adoptée à la majorité des membres en exercice du conseil.

Les modifications sont exécutoires après approbation par le conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc.

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 19 décembre 2023
N° 2023.12.19_6.4.

6. Affaires juridiques et institutionnelles
6.4. Conventions pour approbation

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L712-2 et L712-3 ;
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc adoptés par le conseil d'administration le 8 juillet 2014, modifiés ;
Vu le règlement intérieur de l'université Savoie Mont Blanc adopté par le conseil d'administration le 8 juillet 2014, modifié ;

► ***Le conseil d'administration approuve les conventions suivantes*** :

N° Convention USMB	Composante/ Direction/ Service/ Laboratoires n°1	Partenaire(s)	Pv : Privé P : Public	Type de contrat	Objet de la convention	Date effet	Date fin	Durée en année	Durée en jours	Dépense (D)/ Recette (R)/ Sans incidences financières (SIF)	Aspects financiers de la convention (montant HT/TTC, etc.)
2023-228	IUT Chambéry	Polyvia Formation	Pv	Convention de partenariat	Convention de régularisation pour la formation en alternance préparant à la licence professionnelle "métiers de l'industrie conception et processus de mise en forme des matériaux parcours polymères pour la transition environnementale (PTE)" session 2022-2023	01/09/2022	31/08/2023	1	365	R	62 575,00 euros TTC
2023-522	IUT Chambéry	Lycée Leonard de Vinci et Greta Nord/Isère	P	Convention de partenariat	Convention de partenariat pour la mise en œuvre de la licence professionnelle "métiers du design parcours design de produits et packaging PEC, du département packaging emballage et conditionnement (PEC)" Régularisation au titre de l'année 2022-2023	01/09/2022	31/08/2023	1	365	R	67 990,00 euros
2023-725	*SFC*	*INES Plateforme Formation et Evaluation*	*Pv*	*Convention de prestation de service d'enseignement*	*Convention de prestation de service d'enseignement pour l'intervention du partenaire dans la Master "énergie solaire" parcours "énergie pour bâtiments et villes solaires"*	*01/09/2023*	*31/08/2026*	*3*	*1096*	*D*	*53 509,00 euros TTC pour une année*

N° Convention USMB	Composante/ Direction/ Service/ Laboratoires n°1	Partenaire(s)	Pv : Privé P : Public	Type de contrat	Objet de la convention	Date effet	Date fin	Durée en année	Durée en jours	Dépense (D)/ Recette (R)/ Sans incidences financières (SIF)	Aspects financiers de la convention (montant HT/TTC, etc.)
2023-726	*DirPat*	*Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA)*	*P*	*Convention de mise à disposition de locaux*	*Convention concernant l'accueil de l'USMB dans le bâtiment Hélios géré pas le CEA, surface utile : 1 288,30 m2 Occupation effective des locaux depuis le 04 septembre 2014*	*06/01/2014*	*05/01/2044*	*30*	*10957*	*D*	*17 715,54 euros HT pour la période d'occupation du 04/09/2014 au 31/12/2014 53 683,46 euros HT/an pour la période d'occupation du 01/01/2015 au 31/12/2022 soit la somme de 429 467,68 euros HT pour cette période (2015-2022) Soit un montant total de 447 183,22 euros HT pour la période d'occupation du 04/09/2014 au 31/12/2022*
2023-734	*DirPat*	*Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA)*	*P*	*Convention de mise à disposition de locaux*	*Convention concernant l'accueil de l'USMB dans le bâtiment Hélios géré pas le CEA, surface utile : 244,16 m2 Occupation effective des locaux depuis le 04 septembre 2014*	*04/09/2014*	*05/01/2044*	*29*	*10716*	*D*	*236 256,72 euros HT pour la période d'occupation du 04/09/2014 au 31/12/2022*
2023-737	*DGS*	*Ministère des solidarités et des familles*	*P*	*Avenant*	*Avenant à la convention pluriannuelle du 2 décembre 2022 ayant pour objet la fermeture du centre national de formation des enseignants intervenant auprès des jeunes déficients sensoriels (CNFEDS - n°2022-604), portant sur la contribution financière de l'Etat au titre de l'année 2023*	*01/01/2022*	*31/12/2024*	*3*	*1096*	*R*	*47 000,000 euros*

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*35*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*14*
Quorum :	*18*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*11*	*Abstention :*	*0*
Membres représentés :	*3*	*Pour :*	*14*
Nombre de votants :	*14*		

Fait à Chambéry, le 21 décembre 2023

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

PHILIPPE GALEZ ID

Signature numérique de PHILIPPE GALEZ ID
Date : 2023.12.21 19:44:43 +01'00'

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	22/12/2023
	Transmise au recteur de région académique le :	22/12/2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.